

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
ÉTUDE ÉCONOMIQUE
DU SÉNÉGAL
DU SOUDAN FRANÇAIS
ET DE LA GUINÉE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 23 novembre 1898, à 2 heures 1/2

PAR

Pierre DEFAUCONPRET

Président : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : } MM. RENAULT, professeur.
ESTOUBLON, professeur.*

PARIS
HENRI JOUVE, IMPRIMEUR
15, RUE RACINE, 15

1898

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
ÉTUDE ÉCONOMIQUE
DU SÉNÉGAL
DU SOUDAN FRANÇAIS
ET DE LA GUINÉE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

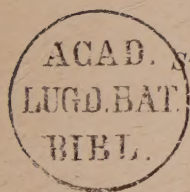
Le mercredi 23 novembre 1898, à 2 heures 1/2

PAR

Pierre DEFAUCONPRET

Président : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : } MM. RENAULT, professeur.
ESTOUBLON, professeur.*



PARIS
HENRI JOUVE, IMPRIMEUR
15, RUE RACINE, 15
—
1898

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

ÉTUDE ÉCONOMIQUE

DU SÉNÉGAL, DU SOUDAN FRANÇAIS

et de la Guinée Française

INTRODUCTION

NOTIONS HISTORIQUES.

Bien que le Sénégal compte parmi nos plus anciennes possessions d'Outre-Mer, nous ne sommes pas les premiers qui l'ayons exploré. L'existence de ces régions était connue dès l'antiquité la plus reculée, car, au vi^e siècle avant J.-C., Hannon, amiral carthaginois, y conduisit déjà une flotte de soixante navires à cinquante rames, chargée de 30.000 personnes (1).

Néanmoins il faut arriver au milieu du xv^e siècle pour voir s'ouvrir l'ère des véritables découvertes : les Portugais, poussés par cette fièvre d'or qui a caractérisé toute

1. Mission au Sénégal et au Soudan, de M. Lagrillière Beauclerc, 1898, p. 55.

une époque de l'histoire, débarquèrent en 1434 et 1443 sur le littoral sénégalien ; c'est de leur arrivée dans cette région que date le commerce de traite, ce honteux trafic de chair humaine qui ne disparaîtra qu'au bout de cinq siècles. Nuno Tristao revint dans sa patrie en ramenant « quelques malheureux pêcheurs capturés sur l'île « d'Arguin, et la vue de ces esclaves suffit pour ranimer « d'un beau zèle d'exploration les marchands avisés qui « reprochaient à l'infant Dom Henri les énormes dépenses faites pour d'inutiles voyages le long du rivage désert (1) ».

Pendant tout le cours du xvi^e siècle et le début du xvii^e, on ne constate pas d'exploration sérieuse ; en 1626 seulement, des marchands de Dieppe et de Rouen obtinrent du roi le privilège exclusif de commercer avec notre nouvelle colonie, et il se fonda une compagnie normande. Malheureusement, les nations rivales, jalouses de notre établissement, suscitèrent de nombreuses entraves à notre commerce, ce qui explique les échecs successifs des diverses Compagnies qui se sont succédées au Sénégal jusqu'en 1695.

A un moment seulement, notre colonie fut sur le point de prendre un certain essor sous l'administration (1694-1724) d'André Brûe qui l'explora jusqu'au Bambouck ; en effet, après avoir installé différents comptoirs sur les rives du fleuve, Brûe le remonta jusqu'au Soudan, en cherchant à faire dériver sur eux tous les produits du Haut Sénégal ; il fonda même, en 1702, le fort de Saint-Joseph au

1. Nouvelle géographie universelle. Elisée Reclus. Tome XII, p. 167.

confluent du Sénégal et de la Falémé. Mais nos ennemis avaient résolu de ne pas nous laisser tranquilles : grâce à de sourdes intrigues et à de faux bruits répandus habilement parmi les trop crédules indigènes, les Anglais réussirent à soulever les Mandingues contre nous, et le fort de Saint-Joseph fut brûlé à la fin de 1702.

A partir de cette époque, et pendant près d'un siècle, notre établissement du Sénégal a passé par bien des vicissitudes. En 1758, Gorée, puis Saint-Louis, furent pris par les Anglais pour nous être rendus quelques années plus tard. Enfin le traité de Versailles de 1783 nous restitua nos possessions du Sénégal.

Ce relèvement ne devait être qu'éphémère, car l'Angleterre, qui n'attendait qu'une occasion pour ruiner définitivement notre puissance coloniale, profita de nos embarras européens pendant les guerres du premier empire, pour s'en emparer de nouveau en 1809.

Par le traité de Paris de 1814, le Sénégal nous fut rendu, mais notre établissement s'y réduisait alors à Saint-Louis et à l'îlot de Gorée. Malgré cette reprise effective de la colonie et un embryon d'organisation que nous avions essayé de lui donner, son domaine politique était presque imperceptible sur les cartes ; sauf à Saint-Louis et à Gorée, ainsi qu'en quelques points fortifiés des rives du Sénégal, les Français n'étaient considérés que comme des étrangers de passage. Bref, la constitution d'un domaine colonial digne de ce nom, et la pénétration méthodique dans l'intérieur du pays, ne commencèrent que dans la seconde moitié du xix^e siècle, avec le Gouvernement de Faidherbe.

A son arrivée dans la colonie, la situation n'était pas prospère : les divers roitelets dont nous étions les suzerains dans la région du littoral ne cherchaient qu'une occasion de se détacher de nous ; les Maures ne cessaient de nous inquiéter en faisant de fréquentes incursions sur la rive gauche du fleuve, et nos commerçants étaient obligés, pour pouvoir trafiquer, de payer aux chefs, sous le nom de coutumes, des redevances considérables. Enfin la renaissance de l'Islam allait nous mettre aux prises, sur le Haut Fleuve, avec des difficultés nouvelles.

Faidherbe se mit aussitôt à l'œuvre ; il comprit, avec une rare clairvoyance, qu'il fallait à tout prix se débarrasser des incursions de ces tribus maures qui ravageaient la rive droite du fleuve et qui, profitant de la baisse des eaux, passaient sur la rive gauche en pillant le pays. En 1858, des traités les cantonnèrent sur la rive droite et étendirent notre autorité sur toute cette région.

Faidherbe avait aussi l'ambition d'assurer notre domination sur le littoral ; il réussit pleinement dans cette œuvre comme dans la première : en 1861, le Roi de Cayor nous cédait la côte jusqu'au Cap Vert et s'engageait à assurer les communications entre Saint-Louis et Gorée (1). Malgré tout, ce pays n'a été pacifié qu'à une époque relativement récente : de 1861 à 1887, en effet, nous avons eu assez souvent à intervenir pour garantir nos intérêts dans le Cayor ; nous avons dû lutter notamment contre les Tiédos, massacreurs de colonnes, qui entravaient tout

1. M. Leseur, à son cours, (1896-7).

commerce. Enfin, en 1887, le pays était complètement pacifié et reconnaissait notre protectorat (1).

D'autre part, Faidherbe, comprenant que St-Louis, situé sur un fleuve de navigation intermittente, ne présentait pas toutes les qualités requises pour constituer un bon port de commerce, fonda, en 1863, Dakar en face de Gorée ; en 1864, le roi du Saloum nous cédait Kaolack ; enfin, dès 1869, des traités avec les chefs indigènes consacrèrent la suzeraineté de la France, du Cap Vert à l'embouchure du Saloum ; en même temps, nous réoccupions Rufisque, Portudal et Joal.

Au Nord du Sénégal, nous avions également pris pied, dès 1857, dans le territoire compris entre la rive droite du fleuve et le littoral de la mer, et l'Angleterre nous cédait ses droits sur Portendik. Il paraît même que Faidherbe avait songé à étendre notre influence sur l'Adrar, mais la mission toute pacifique du Capitaine Vincent ne trouva pas d'accueil.

Du reste, ce n'est pas de ce côté qu'il résolut de porter tous ses efforts : cet homme de génie comprit à merveille que l'avenir de notre colonie ne dépendait pas seulement de la possession de la région côtière, mais qu'il fallait à tout prix assurer notre domination sur le Haut Fleuve, et nous servir de notre autorité dans cette région comme point d'appui pour pénétrer hardiment au cœur du continent africain. C'est à cette œuvre, entreprise avec succès par lui, et brillamment continuée par ses successeurs, qu'est due notre colonie du Soudan Français.

1. Petit. *Organisation des Colonies*. Tome I, p. 22.

Son premier soin fut d'abord de se débarrasser d'El Hadj Oumar qui mettait à feu et à sang toute la région du Haut-Niger : ce prophète, en effet, après avoir vainement essayé de s'emparer de Ségou, centre de la résistance fétichiste sur le Niger, était venu mettre le siège devant Médine dont la garnison, après quatre-vingt-cinq jours d'une résistance acharnée, aurait certainement succombé sans l'arrivée de Faidherbe (18 Juillet 1857) (1).

El Hadj fut alors obligé de lever le siège et de signer avec nous le traité de Médine. En 1860, il renonçait à la lutte en nous abandonnant le cours et la rive gauche du Sénégal.

Le résultat de cette campagne était complété par la cession, que nous avait consentie, en 1858, le chef du Guoy, du territoire situé entre Bakel et Kayes.

Ce fut alors que Faidherbe, profitant de l'ascendant que nous avait donné le succès de nos armes, songea à poursuivre la réalisation de son projet. Parmi les explorations qu'il organisa, en 1860 et en 1861 (2), en vue de reconnaître la région située entre le Sénégal et le Niger, la plus importante fut celle qu'il confia au Lieutenant de vaisseau Mage qui nous a laissé le récit de son « Voyage dans le Soudan occidental » et notamment dans la région de Ségou, déjà reconnue, d'ailleurs, par René Caillié lors de son voyage de 1824. Il avait reçu de Faidherbe la mission de « créer une ligne de postes, distants d'une tren-

1. Art. de M. Maurice Barrat, *Revue Coloniale*, 4 mai 1896.

2. Voir le détail de ces explorations dans l'ouvrage de M. Lagrillière Beauclerc, p. 57.

« taine de lieues, entre Médine et Bammakou ou tout
« autre point sur le Haut Niger qui lui paraîtrait conve-
« nable pour y établir un point commercial » (1).

Faidherbe fut rappelé en 1865; mais son œuvre resta, et, si on songe que les résultats considérables auxquels est parvenu ce colonisateur de génie ont été obtenus en 11 ans (1854-1865), on peut se rendre compte de l'excellence de sa méthode. Si le hasard du sort, ou plutôt de la politique, l'ont rappelé en France à cette époque, ses projets ont du moins été légués par lui à ses successeurs.

Cependant, avec l'année 1865, commence une période d'arrêt, pendant laquelle nous nous contentons de consolider notre établissement le long de la côte (2), et, après 1870, il n'est pas étonnant que la France, à peine relevée de ses désastres, n'ait pas cru devoir se lancer dans de nouvelles entreprises coloniales: on peut citer seulement l'exploration de Paul Soleillet en 1878, ainsi que celles de MM. Jacquemart et Monteil en 1879.

Mais on ne pouvait laisser longtemps en souffrance l'œuvre si brillamment commencée par Faidherbe.

Au mois de septembre 1880, le Colonel Borgnis-Desbordes (depuis Général) fut chargé du commandement du Haut Fleuve et de l'exécution des travaux nécessaires pour donner suite au plan de l'illustre Gouverneur.

Il se montra digne de sa mission, et, à la fin de la même année, il fondait un poste à Bafoulabé. En même temps, il

1. Lettre de Faidherbe au Lieutenant Mage, 7 août 1865,

2. M. Leseur à son cours.

chargeait le capitaine Gallieni (depuis Général) de placer sous notre protectorat les petits Etats indigènes établis depuis Bafoulabé jusqu'à Bamakou sur la rive gauche du Niger, et d'explorer le Haut cours de ce fleuve ; cette tâche était périlleuse et faillit, du reste, se terminer tragiquement à Dio où les indigènes avaient attiré le capitaine dans un guet-apens où ils le retinrent prisonnier jusqu'au 21 mars 1881.

Mais ce dernier fut vengé, deux ans après, par nos troupes qui, franchissant le plateau qui sépare le Sénégal du Niger, s'établirent à 560 kilomètres de Médine, à Bamakou (1^{er} février 1883). Le Général Desbordes avait, sur sa route, posé une ligne télégraphique, établi un poste à Kita ; en même temps, le chemin de fer était commencé.

A partir de cette époque, s'ouvre une longue période de luttes contre les grands chefs noirs qui, non seulement menaçaient l'avenir de notre pénétration, mais répandaient aussi la terreur parmi les populations qu'ils traversaient.

Lors de l'arrivée du colonel Gallieni au Soudan (1886), nous étions menacés de tous les côtés à la fois ; au Nord, par Ahmadou, fils et successeur du célèbre El-Hadj-Oumar ; à l'Est par Samory, le puissant almamy du Ouassoulou ; au Sud enfin, par Mahmoudou Lamine qui venait de terroriser le Bondou et de porter le pillage, l'incendie et le meurtre jusque sur la rive gauche du Sénégal, pendant que son fils Soybou en menaçait la rive droite (1).

1. Préface de M. Victor Duruy, au Livre du Lieutenant-Colonel Gallieni (*Deux campagnes au Soudan Français*, 1891).

Le colonel Gallieni s'attacha d'abord à Mahmoudou Lamine qui, le 25 décembre 1886, fut chassé de sa forteresse de Diana et rejeté, ainsi que ses guerriers, du côté de la Gambie. L'année suivante (Campagne de 1887-1888), il dut de nouveau entrer en lutte contre ce prophète qui, de sa place d'armes de Toubakouta, semait l'agitation autour de lui et menaçait les royaumes environnants. Cette campagne se termina par le grand combat de Toubakouta et la mort de Mahmoudou.

En même temps, il était entré en relations diplomatiques avec Samory et Ahmadou. Le capitaine Péroz, envoyé en mission auprès du premier, obtint de lui la signature du traité de Bissandougou par lequel l'almamy nous abandonnait les provinces de la rive gauche du Niger et mettait sous notre protectorat l'Empire du Ouassoulou et dépendances; enfin, par le traité de Gouri du 12 mai 1887 Ahmadou plaçait ses Etats présents et à venir sous le protectorat français.

Bien que ces résultats aient paru inespérés au premier abord, il ne fallait pas se faire d'illusions sur la fidélité avec laquelle ces chefs comptaient tenir leurs engagements, et, si les traités conclus avec eux avaient eu pour résultat d'écarter toute ingérence de la politique étrangère, le danger de ce voisinage n'en subsistait pas moins.

La mauvaise foi d'Ahmadou devint bientôt telle qu'il ne nous resta plus qu'à entrer en lutte ouverte avec lui. En 1889, c'est-à-dire un an après le départ du colonel Gallieni, le colonel Archinard commença une campagne qui dura jusque dans les premiers mois de l'année 1890 et fut marquée par la prise des places fortes de Ségou, Ouesso-

bougou et Koniakary. Après avoir remporté ces succès, et dans l'espoir qu'Ahmadou resterait quelque temps sans nous inquiéter, il partit pour la France ; mais, pendant son voyage, le sultan rouvrit les hostilités et essaya de s'emparer de Koniakary. Dès lors, il ne nous restait plus qu'à agir de nouveau.

Cette campagne du Kaarta fut courte et décisive : parti de Kayes le 11 décembre 1890, le colonel Archinard entra à Nioro, le 1^{er} janvier 1891, après le combat d'Eliméné et de Koriga. Poursuivi par nos troupes, Ahmadou s'ensuivit dans la direction de l'Est et alla fonder un nouveau royaume dans le Macina.

Les conséquences de cette campagne furent considérables en ce que les limites de nos possessions se trouvèrent fort reculées ; mais les résultats commerciaux furent surtout très importants, et, quelques jours seulement après la prise de Nioro, le colonel Archinard voyait les caravanes maures arriver dans la ville avec des chargements de gomme. Nos escales du fleuve étaient définitivement délivrées des entraves qu'Ahmadou n'avait cessé d'apporter à leur commerce.

Néanmoins, nous n'en avons pas fini avec ce dernier qui, dans le Macina, préparait sa revanche ; le colonel Archinard, averti de ses dispositions, quitta Kayes au début de 1893 et se rendit à Ségou-Sikoro en passant par Nioro d'où il avait jadis chassé son adversaire ; après avoir mis de l'ordre dans la région de Sansanding, il marcha au-devant d'Ahmadou dont les plans hostiles furent entièrement bouleversés par son arrivée. Nos troupes parvinrent enfin à Djenné, métropole commerciale de cette partie du Soudan, et enlevèrent la place,

d'assaut, le 12 avril 1893. Le 29 du même mois, la colonne entra dans la capitale du Macina, Bandiagara, qu'Ahmadou avait évacuée, et Aguibou, roi de Dinguiray, qui avait cédé son royaume à la France en 1891, était proclamé roi du pays.

Cette campagne ajoutait ainsi à nos possessions tous les territoires à l'Est et au Nord de Ségou et de Sansanding, qui s'étaient trouvés autrefois sous la dépendance plus ou moins réelle des Toucouleurs d'El-Hadj-Oumar.

Dans notre lutte contre Ahmadou, nous avions trouvé un auxiliaire dans Tiéba, roi du Canadougou, qui, par un traité en date du 18 juin 1888, avait placé ses Etats sous notre Protectorat. Il suffit de jeter les yeux sur la côte d'Afrique pour se rendre facilement compte de l'importance de ce royaume placé sur la rive droite du Niger et sur le prolongement de notre ligne de pénétration. Aussi avons-nous prodigué les missions pacifiques auprès de ce roi et de son successeur Babemba dont les intentions, qui étaient excellentes lors de son avènement (1893), se sont singulièrement modifiées depuis (1). Au mois d'avril 1898, l'attitude de ce Fama devint, en effet, tellement hostile qu'il nous fallut recourir aux armes, et l'attaque de Sikasso par la colonne française (1^{er} mai) se termina par la prise du tata de Babemba, où celui-ci se fit tuer avec sa garde. En tout cas, avant ces derniers événements, nous avions réussi à nous assurer pendant quelques années sa neutralité qui nous était absolument indispensable pour

1. *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1898 p. 135.

combattre le plus redoutable de nos adversaires, Samory.

A peine ce dernier avait-il signé avec nous le traité du 23 mars 1887 qu'il manifestait des intentions hostiles, si bien qu'après diverses alternatives de guerre et de paix la lutte dut être rouverte contre lui en 1892. En 1893, la belle campagne du colonel Combes le rejetait à l'Est du Ouassoulou, tandis que l'occupation de Kissi et d'Erimankono lui coupait toute communication avec ses pourvoyeurs ordinaires d'armes et de munitions, les commerçants de Sierra-Leone (1).

Nous n'en avons cependant pas fini avec cet adversaire obstiné, car, après quelques mois d'une vie errante, il vint dévaster toute la région de la rive droite du Niger et ravagea Sikasso, capitale du royaume de Tiéba. Le lieutenant-colonel Bonnier, qui arrivait au Soudan, se porta à sa rencontre et lui infligea une sanglante défaite (5 déc. 1893 ; mais l'almamy, se repliant vers Sambatiguéla, dans la vallée du Baoulé, alla fonder aussitôt un nouveau royaume dans le pays de Kong, réduisant à néant le traité de Protectorat conclu par Binger en 1888-89, et coupant toutes les communications entre nos colonies du Soudan et de la Côte d'Ivoire. Fort heureusement, des événements tout récents sont de nature à nous dédommager de ces mécomptes : au commencement de l'année 1898, le lieutenant Demars réoccupait Kong dont la petite garnison, assiégée peu après par 2000 sofas de Samory, opposa à ces derniers une résistance désespérée ; elle fut enfin délivrée par le commandant Caudrelier qui occupa en

1. *Annuaire du Sénégal*. Année 1897, p. 87.

même temps la ville de Bobo-Dioulassou. Samory a dû être rejeté du côté de l'Est, et nos colonies du Soudan et de la Côte d'Ivoire doivent être actuellement réunies. (1)

Pendant que se déroulaient ces événements dans le Sud, nous remportions, dans le Nord, un succès d'une importance considérable. En effet, les missions du Lieutenant Caron en 1887 et du Lieutenant Jayme en 1889 avaient montré la nécessité de mettre la main sur Tombouctou, centre commercial de toute cette partie du Soudan. Le 28 décembre 1893, le Lieutenant Boiteux entra dans cette ancienne cité qu'occupait définitivement, au commencement de janvier 1894, le lieutenant-colonel Bonnier. La nouvelle de ces succès qui, de l'avis de tous, complétaient le cadre de notre établissement du Soudan, produisit en France une joie bien légitime, vite effacée, cependant, par l'annonce du massacre de la Colonne Bonnier dans les marais de Gotedam (8 février 1894). L'émotion produite fut même telle que des renforts considérables furent mis aussitôt à la disposition du Gouverneur du Soudan, en même temps qu'on s'occupait de constituer une flottille destinée à nous mettre à l'abri des attaques des Touaregs.

Depuis cette époque, nous n'avons cessé d'être harcelés par ces tribus belliqueuses qui ne cherchent qu'une occasion de nous nuire et de nous attirer dans des guet-apens ; des événements très récents ont prouvé qu'ils n'avaient pas désarmé (2). Toutefois, malgré leur hostilité évidente, on

1. Voir, B. C. *Afr. fr.* Avril 1898, p. 135.

2. *Massacre du Lieutenant Bellevue* (3 juin 1897) et *des Lieutenants de Chevigné et de La Tour de St-Ygest* (octobre 1897).

peut dire que notre autorité est assise autour de Tombouctou, et nous verrons, dans le cours de notre étude, que le développement agricole de toute cette riche région est la meilleure preuve de sa pacification.

A ces résultats déjà si magnifiques, il convient d'ajouter ceux que n'ont cessé d'obtenir dans la boucle du Niger les missions qui y ont été envoyées depuis une dizaine d'années ; citons, parmi elles, les explorations (1887 à 1889) du Capitaine Binger qui, parti de la Côte d'Ivoire, réussit à établir notre protectorat sur le Pays de Kong et pénétra jusqu'au milieu du Mossi. Une autre mission importante fut celle du Colonel Monteil qui, parti de St-Louis le 9 octobre 1890, passa par Ségou Sikoro, et, côtoyant la frontière Nord des Etats de Tiéba, signa un traité de protectorat avec les Bobos Dioulasous ; il pénétra ensuite dans le Mossi où il ne put cependant obtenir des chefs du pays la signature d'un traité.

Ces missions, jointes à celles de MM. Crozat et Alby, eurent une grande importance ; néanmoins, il y a trois ans, les convoitises anglaises se montrèrent si ardentes que notre gouvernement résolut d'agir en vue de sauvegarder nos droits sur toute cette région qui doit servir de trait d'union entre nos colonies du Soudan, du Dahomey et de la Côte d'Ivoire.

Le commandant Destenave, envoyé au Mossi en février 1895, ne réussit qu'en partie dans cette œuvre. Aussi, un an après, le colonel de Trentinian décida-t-il l'envoi dans ce pays d'une nouvelle mission sous le commandement des lieutenants Voulet et Chanoine qui signèrent, le 19 septembre 1896, un traité avec le chef du Gourounsi ; un autre, conclu

le 20 janvier 1897 après la prise de Ouaghadougou, mit définitivement le Mossi sous le protectorat de la France.

Les missions les plus récentes ont été celles du lieutenant Chanoine au Gourounsi, des lieutenants Voulet et Caudrelier (avril-mai 1897) dans le pays de Babemba et celui des Bobos, et enfin celle du commandant Destenave dans l'Est Macina : cette dernière entra, le 19 mai 1897, à Say et renouvela les tentatives déjà faites pour ravitailler Say, de Tombouctou, en suivant la voie Hourst.

En somme, à l'heure actuelle, nous pouvons être fiers de notre œuvre, car notre colonie du Soudan a pris de telles proportions qu'il devient bien difficile d'en évaluer la superficie : du Sénégal elle s'étend maintenant sur les deux rives du Niger jusqu'à Tombouctou, confine au Fouta Djallon et va rejoindre le Dahomey en coupant l'arrière-territoire du Togo allemand et le séparant du Niger.

Histoire de notre établissement en Guinée.

Pendant que, poursuivant la réalisation du plan de Faidherbe, nous pénétrons du Haut Sénégal sur le Niger et jusqu'au milieu de la boucle de ce fleuve, nous ne négligeons pas nos autres possessions historiques de la côte occidentale d'Afrique ; à quoi aurait servi, en effet, l'acquisition de territoires immenses dans le cœur de l'Afrique, si ces derniers n'avaient pu être mis en communication avec le littoral ? Or, nos colonies de la Guinée

française et du Golfe de Bénin semblaient admirablement placées pour remplir ce rôle, et notre politique de ces dernières années a justement consisté à les joindre à nos nouvelles acquisitions soudanaises.

Notre établissement en Guinée ne date que de la fin du second Empire, et la dénomination qui lui fut d'abord donnée fut celle de « Rivières du Sud » (1). Notre procédé d'expansion coloniale a été celui de traités passés avec les chefs indigènes qu'ils plaçaient sous notre suzeraineté et notre protectorat; à l'heure actuelle, à l'exception de la presqu'île Toumbo, notre colonie de la Guinée ne se compose pour ainsi dire que de pays protégés.

Au-dessus de la Guinée proprement dite, s'étend la région montagneuse du Fouta Djallon, explorée dès 1818 par Mollien, mais où notre influence n'a été établie qu'à une époque beaucoup plus récente.

C'est au cours de son importante exploration, en 1881, que le Dr Bayol conclut avec les almamys un traité plaçant le Fouta Djallon sous le protectorat de la France, moyennant le versement, à leur profit, d'une subvention annuelle de 10.000 fr. (2). Mais, pendant les années qui suivirent, on ne songea pas à profiter des avantages que ce traité pouvait nous assurer dans ce pays riche, fertile et salubre.

Ce ne fut qu'en 1886 que le colonel Gallieni, commandant supérieur du Soudan français, se préoccupa de renouer les relations avec les almamys, lors de la campagne

1. M. Leseur, à son cours.

2. *Journ. offic.* de la République française (18 janv. 1892).

de Gambie dont nous avons déjà parlé ; l'année suivante, il envoyait dans le Fouta les missions Levasseur, Plat et Audéoud, destinées à bien accentuer les intentions de notre gouvernement et à montrer à tous que le Soudan français voulait voir ses communications rester libres et ouvertes avec la mer (1).

Cependant, il faut dire que ces mesures ne produisirent pas tout les résultats qu'on en attendait, car les almamys, effrayés du passage de nos troupes et craignant une occupation militaire du pays, manifestèrent leur mécontentement en coupant très souvent la route à nos caravanes. La mission Brosselard-Faidherbe (1890-1) ne changea rien à cet état de choses.

Bref, en 1891, il fallut agir, et, d'après les ordres qu'il reçut de l'administration des colonies, le Gouverneur des Rivières du Sud, qui, depuis 1890, était chargé de notre protectorat sur le Fouta Djallon, envoya en mission à Timbo M. de Beeckmann, administrateur des colonies. Parti de Dubréka le 9 novembre 1891, ce dernier arrivait, au commencement de décembre, à Timbo où les almamys lui firent très bon accueil et signèrent même avec lui des conventions commerciales qui produisirent, pendant un certain temps, d'importants résultats.

Cependant, malgré une nouvelle mission de M. Alby en 1893, cet état de choses ne devait pas durer longtemps ; les almamys, auxquels notre subvention de 10.000 francs ne suffisait pas, avaient trop d'intérêts à semer les routes d'obstacles qui leur valaient autant de cadeaux de la part

1. Gallieni. *Deux campagnes au Soudan français*, p. 620.

des caravanes qu'ils consentaient à laisser circuler; au début de 1896, il fallait nous décider à agir de nouveau; M. de Beeckmann envoyé en reconnaissance, ayant appris qu'un nouvel almamy, Bokar-Biro, était revenu à Timbo, porteur d'un nouveau traité que l'almamy accepta et qui fut ratifié par M. Chaudié lors de son voyage en Guinée (avril 1896).

Mais cet acte n'eut pas les conséquences prévues, et, dès le mois de mars 1896, Bokar-Biro avait adopté, à l'exemple de ses prédécesseurs, une attitude pleine de duplicité : tout en protestant de son amitié pour nous et de son désir d'aller voir le Gouverneur général, il n'en commettait pas moins, comme autrefois, toutes sortes d'exactions.

Dès lors, il ne nous restait plus qu'à prendre les armes, et, le 3 décembre 1896, nos troupes, commandées par les capitaines Aumar et Müller, entrèrent à Timbo sans coup férir. Le fils de Bokar-Biro fut tué dans une sortie dirigée contre les troupes de son père; quant à l'almamy lui-même, pourchassé dans la direction de l'Est, il finit par être tué au combat de Forédaka.

Le Fouta Djallon était occupé définitivement; M. Noirot en fut nommé administrateur et on installa, en même temps, un nouvel almamy dévoué à notre cause. Mais, en novembre 1897, les partisans de Bokar-Biro l'assassinèrent, ce qui amena encore un nouveau changement.

D'après des nouvelles toutes récentes (1), il paraît que la tranquillité du pays n'en a pas souffert, ce qui nous

1. Journal « *Le Temps* », n° du 25 décembre 1897.

amène à conclure que nous pouvons considérer notre autorité comme définitivement et solidement assise sur toute cette contrée riche, saine et fertile, qui forme le complément naturel et indispensable de la Guinée française, du Sénégal et du Soudan.

Conventions conclues entre la France et les autres nations, en vue de délimiter leurs possessions respectives dans l'Ouest-Africain.

Nous venons de voir par quels moyens nous étions arrivés à nous constituer un domaine immense dans l'Ouest-Africain; cependant cette œuvre considérable, qui nous avait coûté de si grands efforts, aurait pu être compromise par les progrès des possessions étrangères, englobées dans les nôtres. Aussi nous sommes-nous efforcés de conclure une série de conventions avec les autres nations, en vue de délimiter nos possessions respectives.

La colonie anglaise de la Gambie aurait pu nous inquiéter sérieusement si nous n'avions été au devant du danger, en signant avec l'Angleterre la convention du 10 août 1889 qui, déjouant ses plans, réduisait son établissement à une petite enclave comprenant les deux rives de la Gambie sur une longueur de 230 kilomètres (1).

Dans la région Nord-Est, notre sphère d'action fut reportée vers le Nord par les traités de 1891 et de 1892 avec les chefs de l'Adrar.

1. M. Leseur, à son cours.

La partie inférieure de nos possessions sénégalaises est formée par la Casamance : c'est par là que nous sommes voisins de la Guinée portugaise, dernier vestige de l'ancienne puissance lusitanienne sur la côte occidentale d'Afrique. Une convention de liquidation franco-portugaise est intervenue, le 12 mai 1886, pour délimiter avec précision, entre la Casamance et la rivière Cacheo, la ligne de séparation des domaines politiques, français et portugais (1) ; elle statuait, en même temps, sur les limites de la Guinée française et de la Guinée portugaise, et, point important, reconnaissait notre protectorat sur le Fouta-Djallon. Dès lors nous n'avions plus rien à craindre de ce côté.

Mais, si la frontière de notre Guinée a été facilement déterminée du côté de l'Ouest, il n'en a pas été de même du côté de l'Est où nous sommes voisins de la colonie anglaise de Sierra-Leone. La première convention, intervenue à ce sujet entre la France et l'Angleterre, fut celle du 28 juin 1882, mais elle ne fut pas ratifiée par les Chambres françaises, parce qu'elle entraînait implicitement l'extension de l'influence française dans le Fouta-Djallon (2).

En 1889, s'entamèrent à Paris de nouvelles négociations qui aboutirent à la convention du 10 août 1889, posant les bases de la délimitation de la Gambie, de Sierra-Leone, de la Côte-d'Or et de Porto-Novo. Un arrangement du 26 juin 1892 intervint pour la compléter, mais

1. Reclus, *op. cit.*, p. 298.

2. B. C. *Afr. fr.*, 1895. (Annexes, 29).

de grandes divergences d'opinions empêchèrent les commissaires de poursuivre leurs opérations sur le terrain.

Sur ces entrefaites, les incidents de Warina (1), de Samoh, et d'Erimankono, montrèrent la nécessité absolue d'avoir une frontière bien définie : aussi, en 1894, de nouvelles négociations s'engagèrent et aboutirent à l'arrangement du 21 janvier 1895, également favorable aux deux parties contractantes, et par lequel Sierra Leone devenait dans nos possessions une enclave à limites définies ; cette convention détermine également la ligne de démarcation entre Sierra Leone et le Soudan français qui lui est limitrophe. Quant à la frontière du Soudan et de Libéria, elle est réglée d'une façon très nette par le traité du 8 décembre 1892. A une époque beaucoup plus récente, une convention du 23 juillet 1897, approuvée par une loi du 30 décembre suivant, a opéré, à notre profit, la jonction du Dahomey au Soudan français.

Cependant, malgré les avantages considérables que nous assuraient ces divers traités, notre diplomatie n'avait pas encore, à cette époque, accompli la partie la plus importante de sa tâche : l'Angleterre, qui n'a jamais cessé de jalouser nos progrès dans la boucle du Niger, semblait, en effet, se résigner difficilement à accepter le fait accompli, et ses prétentions ne tendaient à rien moins qu'à nous contester la partie la plus riche de nos nouvelles acquisitions, à savoir le Mossi et le Gourounsi, et à nous fermer tout accès sur le Niger.

1. A Warina, une troupe anglaise tira sur un détachement français dont elle tua un officier.

Fort heureusement, ces difficultés viennent d'être applanies tout dernièrement par la convention franco-anglaise du 14 juin 1898, grâce aux concessions consenties par les parties contractantes, et surtout aux généreux efforts des négociateurs nommés par les deux Gouvernements. Les territoires du Soudan sont ainsi reliés définitivement à ceux de la Côte d'Ivoire et du Dahomey, car la convention nous reconnaît la possession du Mossi, de la plus grande partie du Gourounsi et de l'important royaume du Lobi.

Enfin la perte de Boussa et d'Ilo est largement compensée par l'attribution à la France de deux enclaves sur le Bas-Niger, qui délivrent notre commerce de cette région des entraves que n'a cessées de lui apporter jusqu'ici la Royal Niger Company (1).

Bref, malgré certains sacrifices que nous avons été obligés de faire, nous pouvons dire que cette convention du 14 juin 1898 couronne avec succès l'œuvre diplomatique poursuivie par la France depuis une quinzaine d'années, et la reconnaissance définitive par les nations étrangères de ces vastes territoires qui forment notre empire africain, doit nous permettre de concentrer toute notre attention sur leur mise en valeur.

Remaniements administratifs auxquels ont été successivement soumises nos colonies du Sénégal, du Soudan Français et de la Guinée française.

Nous avons suivi plus haut les progrès réalisés par nos troupes et nos missions pacifiques, du littoral sénégalambien

1. *La Quinzaine Coloniale*, 25 juin 1898, p. 353,5.

jusqu'au Haut Sénégal, aux rives du Niger et même au delà.

Il arriva seulement un moment où il fallut songer à organiser et à administrer nos nouvelles possessions qui, en 1890, relevaient encore au point de vue administratif, politique et militaire, du Gouverneur du Sénégal représenté au Soudan par un officier supérieur d'infanterie ou d'artillerie de marine qui prenait le titre de Commandant supérieur (1). Mais la distance considérable existant entre St-Louis et Kayes, et surtout l'interruption de la navigation sur le Sénégal pendant la saison sèche, rendaient très difficiles, pour ne pas dire impossibles, les relations entre le Gouverneur du Sénégal et le Commandant supérieur du Soudan qui, bien souvent, était obligé de prendre l'initiative de certaines mesures très importantes. L'administration des Colonies essaya de remédier à cet état de choses en arrêtant chaque année le plan de campagne qu'il devait adopter ; mais cela avait l'autre inconvénient de faire du Gouverneur du Sénégal un simple intermédiaire qui n'en endossait pas moins la responsabilité des actes de son subordonné.

Bref, une réforme radicale s'imposait ; elle fut consacrée par le Décret du 18 août 1890 d'après lequel le Commandant supérieur était spécialement chargé de l'administration du Soudan et correspondait directement avec le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies. Toutefois, il était toujours placé sous l'autorité politique du Gouverneur du

1. Rapport de M. Jules Roche précédant le décret du 18 août 1890 (*Journal officiel du 21 août 1890*).

Sénégal dont on exigeait l'adhésion à tous les actes politiques émanant du Commandant supérieur.

Le Décret du 22 octobre 1890 compléta le précédent en organisant le Soudan français au double point de vue administratif et financier.

Mais on reconnut vite que la sujétion politique, dans laquelle se trouvait le Soudan vis-à-vis du Sénégal, n'avait que des inconvénients pour la prompte expédition et la bonne marche des affaires (1); de plus, les raisons d'éloignement, invoquées lors du Décret de 1890, étaient devenues, dix ans plus tard, absolument impérieuses par suite de nos nouvelles conquêtes.

Aussi, le 27 août 1892, rendit-on un décret qui est encore en vigueur à l'heure actuelle et opère la scission complète du Sénégal et du Soudan français : Le Commandant supérieur du Soudan est dès lors appelé à exercer tous les pouvoirs politiques, administratifs et financiers, en même temps qu'il acquiert la haute direction des opérations militaires; toutefois, il ne peut prendre lui-même le commandement des troupes, sauf en des circonstances exceptionnelles.

L'art. 7 détache du Soudan le cercle de Bakel sauf le Guoy, avec la ville et l'escale de Bakel, et le rattache au Gouvernement du Sénégal.

Cette séparation complète du Sénégal et du Soudan ne devait pas encore suffire à notre administration centrale : celle-ci, en effet, sous l'influence de ce courant d'opinion

1. Rapport Burdeau précédant le Décret du 27 août 1892. (*J. Off* 30 août 1892).

qui, à la fin de 1893, demandait l'arrêt de toute expansion au Soudan et la mise en valeur de nos nouveaux domaines, crut que le moment était venu d'y établir un Gouverneur civil; cette innovation fut opérée par le décret du 21 novembre 1893, et M. Grodet fut chargé d'aller occuper le poste ainsi créé.

Mais ce décret n'a plus, à l'heure actuelle, qu'une valeur historique, car les faits se sont chargés de donner le démenti le plus formel aux arguments présentés par M. Terrier en faveur de cette institution (1).

Les événements de Tombouctou (janvier-février 1894) montrèrent d'une façon péremptoire que les expéditions militaires n'étaient pas terminées; du reste, pendant cette campagne, les rapports entre les autorités civile et militaire avaient été tels qu'on ne pouvait songer à les laisser plus longtemps en conflit. On comprit qu'on avait fait fausse route, ou qu'en tout cas l'institution d'un Gouverneur civil au Soudan avait été prématurée.

En 1895 M. Grodet fut rappelé, et il eut comme successeur M. le colonel de Trentinian dont les mesures aussi opportunes qu'intelligentes ont contribué largement au développement économique de notre belle colonie. Cet officier s'est aussi attaché à montrer que l'autorité militaire était le meilleur des rouages administratifs pouvant convenir à une jeune colonie comme le Soudan, et que l'institution des commandants de cercle était l'organisme le plus propre à établir notre autorité sur les indigènes, beaucoup plus facilement résignés à obéir à des officiers

1. Rapport précédant le décret du 21 novembre 1893.

qu'à des fonctionnaires ; enfin, il a fait aussi remarquer que ce mode est le moins coûteux, ce qui ne peut laisser insensible un Parlement dont certains membres protestent, chaque année, contre les charges excessives qu'imposent à notre budget ces possessions lointaines.

Avant 1889, notre établissement de la Guinée, qui s'appelait alors « Rivières du Sud », était rattaché complètement au Sénégal, bien que le décret du 12 octobre 1882 l'eût placé sous l'autorité spéciale du Lieutenant-Gouverneur de cette colonie.

Mais, en 1889, on sentit le besoin de changer le système de rattachement pur et simple, condamné par l'expérience, et de le remplacer par un régime nouveau, plus approprié aux besoins et à la situation du pays ; en effet, les intérêts du Sénégal et des rivières du Sud étaient le plus souvent distincts, et même parfois opposés au point de vue commercial (1).

Le décret du 1^{er} août 1889 opéra en partie cette transformation, en instituant un budget propre pour la colonie et en la rendant en quelque sorte autonome sous la haute direction du lieutenant-gouverneur du Sénégal, qui n'était plus dès lors un simple intermédiaire entre le gouverneur du Sénégal et les pouvoirs locaux, mais qui correspondait directement avec l'administration centrale des colonies. L'article 9 chargeait le lieutenant-gouverneur, qui devait résider à Konakry, de notre protectorat sur le Fouta-Djallon.

1. Rapport Tirard, précédant le décret du 1^{er} août 1889.

L'augmentation rapide du commerce de la colonie montra bientôt qu'il ne restait plus qu'à parfaire cette séparation, opérée d'ailleurs, peu de temps après, par le décret du 17 octobre 1891 qui régit aussi les établissements de la Côte d'Or (dorénavant Côte de l'Ivoire), ainsi que ceux du Bénin. Chacun de ces trois groupes fut placé sous la direction d'un chef spécial, mais ils étaient réunis sous la direction générale d'un gouvernement unique ; chacun avait une administration propre et un budget spécial. Ajoutons que ce décret substituait le nom de Guinée française à celui de Rivières du Sud, porté jusqu'à cette époque par notre colonie.

La marche ascendante, qu'on avait constatée, de 1889 à 1891, dans le commerce de la Guinée, ne fit que s'accroître ; les trois colonies conservaient cependant un gouverneur unique, mais il était évident qu'un jour viendrait où, vu leur importance commerciale, elles auraient des gouverneurs indépendants, et les critiques dont le décret de 1891 a été l'objet, au Sénégal notamment, ne pouvaient être considérées que comme l'expression de certaines jalousies locales. En effet, le décret du 10 mars 1893 vint réaliser ces pronostics, en mettant un gouverneur à la tête de chacune de ces colonies, ce qui n'entraîna aucune charge pour elles et eut pour résultat de favoriser les intérêts français sur cette partie de la côte occidentale d'Afrique. L'article 3 charge le gouverneur de la Guinée du protectorat de la République sur le Fouta-Djallon et territoires avoisinants.

En somme, nous voyons qu'à cette époque la séparation administrative de nos colonies du Sénégal, du Sou-

dan français et de la Guinée française, était à peu près complète. Mais cet état de choses ne devait pas durer longtemps, car on comprit bientôt que de leur voisinage devait résulter forcément la naissance d'intérêts communs :

« N'est-il pas facile d'apercevoir, disait M. Chaudié (1),
« que la communauté d'intérêts dans l'exploitation de
« l'hinterland a pour corollaire une unité de direction
« dans l'ensemble de la politique qui doit y être suivie?
« N'est-il pas naturel que la ligne de conduite pour arri-
« ver au développement des productions de pays chère-
« ment acquis, soit inspirée d'un même esprit de suite qu'il
« eût été difficile de réclamer de quatre volontés indé-
« pendantes et forcément diverses. »

Si j'ai tenu à citer ce fragment de discours, c'est qu'il ne semble renfermer toutes les considérations qui ont présidé à la formation d'un Gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

Cependant, certaines personnes émettaient un avis contraire sur cette institution ; ainsi, selon M. Chautemps, ministre des Colonies en 1895, il n'était pas heureux de faire perdre à la Guinée une partie de l'indépendance qu'elle venait d'acquérir ; on voyait aussi dans cette union une charge fâcheuse pour les budgets locaux de nos colonies.

Ces dernières considérations n'ont pas prévalu ; il a semblé, à juste titre, qu'une direction unique était seule capable de développer ensemble les richesses naturelles de nos deux colonies du Sénégal et du Soudan, et d'as-

1. Discours du 27 décembre 1895.

surer leur prospérité grâce à un concours mutuel qui leur est indispensable et s'impose à elles, en raison de leur situation géographique.

Il faut aussi ajouter à cela une raison politique. En 1894, en effet, avaient éclaté des conflits entre les gouverneurs de ces colonies au sujet d'incidents survenus dans les contrées avoisinant notre protectorat du Fouta-Djallon : il était dès lors évident que cet état de choses ne pouvait durer et qu'il fallait donner plus d'unité à la direction politique et à l'organisation militaire de nos possessions de l'Ouest Africain (1).

C'est ainsi qu'a été rendu, le 16 juin 1895, un décret instituant un Gouvernement général de l'Afrique occidentale française. Le Gouverneur général est, d'après ce texte, « le représentant du Gouvernement de la République que dans les territoires du Sénégal, du Soudan français, de la Guinée française et de la Côte d'Ivoire. » Le Sénégal est placé sous son autorité immédiate, tandis qu'il n'exerce qu'une haute direction politique et militaire sur les autres colonies.

Puis, répondant à certaines craintes qui avaient été émises sur le fonctionnement de ce groupement administratif, le décret de 1895 dispose que les colonies qui le composent garderont respectivement leur autonomie administrative et financière sous l'autorité de gouverneurs résidant à Konakry et à Grand-Bassam, et d'un lieutenant-gouverneur résidant à Kayes.

1. *Rapport de M. Chautemps*, ministre des Colonies, précédant le décret du 16 juin 1895.

Le gouverneur du Dahomey adresse au gouverneur général un duplicata de tous ses rapports politiques et militaires.

Le décret opère en même temps certains rattachements administratifs : c'est ainsi que le cercle de Bakel et la région du Bambouck, dans le cercle de Kayes, sont distraits du Soudan et rattachés au Sénégal ; le cercle de Faranna est rattaché à la Guinée française (1). — En exécution de ce texte, un arrêté du Gouverneur général, en date du 24 décembre 1895, a déterminé les limites du Sénégal et du Soudan.

Ce groupement administratif, à la tête duquel on a placé M. Chaudié, a rendu les services qu'on en attendait, et, si l'on en croit M. de Trentinian, il a mis obstacle aux convoitises du Sénégal et de la Guinée française qui, depuis la création de notre colonie du Soudan, ne cherchaient qu'une occasion de la démembrer à leur profit (2).

Cependant, depuis cette époque, il se produit comme une sorte de réaction officielle contre cette institution (3), et on en trouve la trace dans le décret du 25 décembre 1896, détachant du Gouvernement général la Côte d'Ivoire et la plaçant dans une situation analogue à celle du Dahomey. Le gouverneur de cette colonie recouvre sa liberté d'action, tout en restant obligé d'adresser au Gouverneur général un duplicata de ses rapports politiques et militaires. D'après ce même texte, la Guinée française reste

1. Décret du 16 juin 1895, *Journal officiel* (à sa date).

2. Discours du 19 mai 1897 (B. C. *Afr. fr.* 1897, p. 224).

3. M. Leseur, à son cours.

toujours dans le gouvernement général ; seulement l'article 2 stipule que c'est à son Gouverneur qu'appartient en propre l'administration de la colonie.

De tous les développements qui précèdent, il résulte qu'à l'heure actuelle le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française se compose principalement du Sénégal, du Soudan français et de la Guinée française qui forment les trois parties d'un même tout ; aussi est-ce de ces colonies que j'ai résolu de m'occuper particulièrement ; toutefois, je laisserai de côté ce qui concerne leur organisation politique, administrative et financière, pour me livrer uniquement à leur étude économique.

PREMIÈRE PARTIE

Le Sénégal.

CHAPITRE PREMIER

LE CLIMAT. COMMERCE ET AGRICULTURE. PROCÉDÉS D'EXPLOITATION.

SECTION I. — *Le Climat.*

Le Sénégal fait partie du groupe des colonies, dites d'exploitation, dont le climat offre un contraste tel avec celui de la Métropole, qu'elles ne peuvent se prêter que d'une façon restreinte au séjour des Européens. En tout cas, il ne peut être question d'y développer leur immigration, car, s'ils arrivent à y vivre en observant certaines prescriptions hygiéniques dans leur nourriture, leur genre de vie, leur habitation, et en ne donnant à leur activité qu'un rôle limité, il leur est impossible d'y faire souche. (1)

1. M. Leseur, à son cours.

C'est que l'expatriation à 30 degrés de latitude dans la direction de l'équateur est une tentative des plus dangereuses pour les immigrants de la zone tempérée du Nord.(1) Au Sénégal, il y a deux saisons, la saison sèche et l'hivernage : la saison sèche, qui est en même temps la saison fraîche, commence à la fin de novembre et finit dans les derniers jours de juin ; c'est la période qui est la moins malsaine pour les Européens, sice n'est quand soufflent les vents de l'Est. Mais, en revanche, elle est souvent funeste aux Indigènes qui manquent de vêtements chauds et de maisons confortables ; « La chute des feuilles du Baobab, c'est la mort des nègres » dit le proverbe, mais, ajoute-t-il « la pousse des feuilles, c'est la mort des blancs » (1).

L'hivernage, qui succède à la saison sèche, est, en effet, fatal aux Européens. La chaleur qu'on ressent alors est lourde, humide et malsaine, car les premières pluies, en tombant sur le sol poreux des latérites, en chassent l'air mêlé au gaz des matières décomposées, et souvent l'odeur de la terre est infecte (2). Les maladies les plus communes, dans cette saison, sont la dysenterie et la fièvre paludéenne. A ces maladies endémiques il convient d'ajouter les épidémies de fièvre jaune qui, bien qu'elles semblent d'importation au Sénégal, n'en ont pas moins sévi cruellement depuis 1830, notamment en 1880-1881, et en 1891 sur le Ht-Fleuve. Néanmoins il ne paraît pas admissible qu'on ne

1. *Nouv. géogr. univers.* Elisée Reclus. Tome XII. p. 230.

2. Anne Raffenel. *Nouveau voyage au pays des Nègres.*

puisse s'en préserver, et peut-être pourrait-on essayer du traitement préventif de M. Domingo Freires qui semble avoir assez bien réussi au Brésil.

Notre Gouvernement métropolitain est, du reste, intervenu en organisant au Sénégal un service sanitaire dont la direction est confiée, par le décret du 29 août 1884, à un médecin en chef du corps de santé des colonies (1); cette unité de direction était absolument nécessaire pour faciliter l'emploi rapide des mesures propres à combattre une épidémie.

Signalons aussi la loi de 1822 qui édicte des prescriptions sévères au sujet des marchandises arrivant de pays qui ne sont pas habituellement sains, ou qui sont accidentellement infectés. Une circulaire du Ministre de la Marine du 8 août 1844 prend également des mesures à l'égard des bâtiments de transport de passagers. Ces diverses réglementations ont été modifiées et complétées par le Décret du 31 mars 1897, sur la police sanitaire maritime, qui a pour but de les mettre en harmonie avec les dispositions adoptées par la Convention internationale signée à Dresde le 15 avril 1893.

Il est peu probable que ces mesures soient de nature à écarter totalement les épidémies; néanmoins on ne peut qu'encourager les efforts qui ont été tentés jusqu'ici dans ce sens. Au budget local de 1898, la colonie du Sénégal a inscrit une somme de 40.655 fr. 90 pour subvenir aux dépenses du Service sanitaire et des Lazarets.

1. Petit. *Organisation des Colonies*. Tome II. p. 144.

Cette charge lui est, d'ailleurs, imposée obligatoirement par le Décret du 30 décembre 1892 (1).

Toutefois, à mon avis, ce ne sont pas les épidémies qui sont le plus à redouter, mais plutôt ces affections qui reviennent périodiquement chaque année avec la mauvaise saison, et qui font régulièrement les mêmes ravages ; c'est entre autres cette *malaria*, sorte de fièvre paludéenne qui sévit quand, les eaux du fleuve venant à baisser, de vastes espaces, ordinairement couverts par elles, font place à d'immenses marécages d'où se dégagent des miasmes délétères.

L'administration locale s'est occupée activement, depuis une trentaine d'années, d'organiser le service de l'assistance publique, et de prendre en même temps toutes les mesures propres à combattre les maladies endémiques. C'est ainsi qu'en dehors des Hôpitaux militaires de St-Louis, Gorée et Dakar, la Colonie du Sénégal y possède des hospices civils et infirmeries, ainsi qu'un dispensaire à Rufisque. Des sœurs de St-Joseph de Cluny sont attachées au service des Hôpitaux.

D'autre part, des conseils d'hygiène publique et de salubrité siègent à St-Louis, à Dakar, à Rufisque, et sont présidés de droit par le maire de chacune de ces localités ; leur composition varie suivant les centres où ils sont établis (arrêtés des 25 octobre 1867, 2 avril 1873, 15 août 1881 et 10 janvier 1883 (2)).

Ils sont chargés de l'examen des questions relatives à

1. Budget local du Sénégal pour 1898.

2. Petit. *Ouvrage et passage cités.*

l'hygiène publique de l'arrondissement, qui leur sont renvoyées par le Directeur de l'intérieur. Ils peuvent être spécialement consultés sur les objets suivants : 1° L'assainissement des localités et habitations ; 2° Les mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles ; 3° les épizooties et les maladies des animaux ; 4° la propagation de la vaccine ; 5° la salubrité des établissements publics, écoles, hôpitaux, prisons, etc. ; 6° les demandes en autorisation, translation ou révocation des établissements dangereux, incommodes ou insalubres (1).

Leurs attributions, comme on le voit, sont nombreuses, et ils rendent certainement les plus grands services.

Nous croyons, néanmoins, que le meilleur moyen de combattre les maladies endémiques réside dans la bonne hygiène des individus qui, s'ils veulent vivre au Sénégal, doivent s'installer et se nourrir d'une façon spéciale ; ils ne doivent prendre, en outre, que des boissons hygiéniques. Notons, à ce propos, que, si nous parcourons les tarifs de douane du Sénégal, nous voyons que la glace, les appareils destinés à la fabriquer, ainsi que les eaux minérales naturelles, sont exempts de tous droits à leur entrée dans la colonie (2). Les eaux potables y sont, en effet, chose rare, et de grands travaux sont actuellement en cours pour en amener directement à Saint-Louis et à Dakar (3).

1. Petit, *op. cit.*

2. Tableau annexé au décret du 2 décembre 1890.

3. Discours de M. Chaudié au Conseil général (4 décembre 1897).

Malgré tout, le climat du Sénégal est un sérieux obstacle à la colonisation, et les Européens (fonctionnaires, militaires ou chefs de culture), qui sont obligés d'y séjourner, peuvent difficilement venir, tous les deux ou trois ans, respirer l'air de la Métropole, ainsi que leur santé l'exigerait. Pourquoi donc n'utiliserait-on pas les hauts plateaux du Fouta-Djallon où la température descend parfois à 10° centigrades, pour y fonder des *sanatoria* où les Européens pourraient venir en villégiature pendant les mois les plus malsains de l'hivernage, ce qui leur permettrait de prolonger utilement leur séjour dans la colonie ?

SECTION II. — *Le commerce de traite.*

Le commerce de traite est celui qui doit attirer le plus naturellement les premiers explorateurs d'une colonie, et ce fut justement à lui que s'adonnèrent au xiv^e et au xv^e siècles les Portugais qui, s'avancant au Nord du Sénégal dans l'Adrar, commercèrent avec les habitants de Ouadan, à six cents kilomètres à l'Est de leur établissement d'Arguin.

Nous les voyons presque aussitôt se livrer, dans toutes ces régions, à ce honteux trafic de chair humaine, appelé la traite des Nègres, qui ne fit que se développer pendant le cours des xvii^e et xviii^e siècles ; l'on sait, en effet, que le principal trafic des Compagnies concessionnaires consistait surtout à se procurer des nègres pour les envoyer

dans les plantations de Saint-Domingue et des Antilles (1). En 1682, une « pièce d'Inde », c'est-à-dire un nègre de premier choix, ne coûtait que 10 livres au Sénégal et se vendait jusqu'à cent écus dans les colonies américaines ; année commune, l'exportation en était de quinze cents individus par an (2). Cette traite ne cessa comme industrie légale que sous la Restauration ; mais, jusqu'en 1848, les Maures amenaient encore dans les escales des captifs noirs qu'ils vendaient aux traitants plus ou moins ouvertement. Enfin, depuis cette époque, le trafic des négociants étrangers est tout autre ; ce n'est plus l'homme qu'ils achètent aujourd'hui, comme ils l'ont fait pendant près de quatre cents ans. Ce qu'ils demandent maintenant aux indigènes, c'est le produit de leur cueillette et de leur agriculture ; au lieu de capturer le nègre, ils lui achètent les denrées dues à son industrie. De proche en proche, les guerres suscitées par les marchands d'esclaves se sont éteintes.

Actuellement, ce commerce d'échange est très florissant au Sénégal et s'effectue dans des factoreries qu'ont dans le pays certaines maisons françaises et étrangères. L'activité commerciale est concentrée dans les ports de Dakar, Rufisque et Gorée sur l'Océan, Saint-Louis sur le fleuve Sénégal, puis, secondairement, Foundiougne dans le Saloum (rivière Salée), et Carabane dans le district de la Casamance.

Les plus grosses maisons sont des maisons bordelaises

1. Reclus ; *op. cit.*, pages 168 et 233.

2. Labarthe. *Voyage au Sénégal.*

dont les principales sont les maisons « Maurel et Prom », Devès et Chaumet », « Buhan et Teyseyre. Elles éclipsent les maisons secondaires comme celles de MM. Cros, Aumont et Claude Gaillard, à Saint Louis.

En dehors de ces maisons françaises, il existe quelques rares comptoirs étrangers, comme à Gorée la maison américaine Strickland et Tuban, dont le chef est consul des Etats-Unis, et deux maisons allemandes, la maison Braun à Thiès, et la maison Hartmann dont le siège est à Rufisque et qui possède une succursale à Tivaouanne. Il y a également, en Casamance, quelques petites maisons dont les chefs sont plus ou moins originaires de la Guinée Portugaise ou de la Gambie, mais elles procèdent commercialement en maisons françaises (1).

Il n'y a pas longtemps que, dans ces factoreries, on procédait uniquement par voie de traite, c'est-à-dire qu'on échangeait des marchandises européennes contre des produits indigènes; cela se pratique encore, mais seulement dans les escales de traite où ces habitudes ne sont pas complètement perdues. A l'heure actuelle, l'indigène, qui connaît parfaitement la valeur de l'argent, préfère de beaucoup être payé en monnaie; il ne la garde pas longtemps, à vrai dire, car le traitant ne cherche qu'à l'attirer dans ses comptoirs où il lui vend au poids de l'or ses produits, et ce n'est pas la traditionnelle imprévoyance des populations noires qui peut les prémunir contre cette manœuvre.

1. Lagrillière-Beauclerc, *op. cit.*, p. 67-68.

Au Sénégal, ont cours toutes les pièces de monnaies comprises dans la dernière convention monétaire ; mais, en maints endroits, l'indigène ne veut accepter que la monnaie française, et en tout cas, il préfère de beaucoup la monnaie d'argent dont il apprécie plus volontiers la valeur. Comme monnaie fiduciaire, on a des billets de 25 fr., 100 fr., et 500 fr. de la Banque du Sénégal, ainsi que quelques billets de la Banque de France (1).

Maintenant que nous savons quelles sont les maisons qui se livrent au commerce de traite, et quels sont leurs moyens d'échange, nous allons examiner ceux des produits européens qu'elles écoulent dans la colonie, ainsi que les produits indigènes qu'elles expédient à l'étranger.

§ 1^{er}. — *Produits d'importation.*

Les produits importés au Sénégal sont trop nombreux pour que nous puissions consacrer à chacun d'eux tout le développement qu'une pareille étude comporterait. Nous ne prendrons donc que ceux dont l'importation dans la colonie présente le plus d'intérêts.

L'importation des *alcools* au Sénégal a lieu surtout dans le deuxième arrondissement de cette colonie ; cette marchandise provient en grande partie d'Allemagne. En 1891-2, des fabricants français s'étaient outillés pour

1. Petit. *Organisation des Colonies*. Tome I : p. 628.

concurrencer le produit étranger, et ils y étaient déjà parvenus quand a été votée la loi frappant de droits très élevés, à l'entrée, les grains servant à la fabrication. La lutte devint alors impossible, et force fut à notre commerce de s'adresser de nouveau aux maisons allemandes (1).

Le prix de cet alcool, à Hambourg, varie entre 20 fr. 60 et 23 fr. 25 l'hectolitre. Les divers droits (Frêt, droits de douane, etc.), auxquels est assujetti ce produit jusqu'à Gorée, mettent le baril de 115 litres à 90 francs environ.

La France importe bien peu d'alcool comparativement à l'Allemagne et à la Belgique ; mais cette situation se modifiera prochainement par suite de l'installation d'une fabrique d'alcool de grains au Sénégal.

Cette importation de l'alcool étranger ne semble pas avoir eu un effet salulaire : à cause de son prix minime, il a, en effet, trouvé un facile débouché chez les populations noires, portées naturellement à l'ivrognerie et dont on a ainsi singulièrement développé le vice. Il y a là une situation à laquelle il importe de remédier.

En 1897, ce produit a été importé du Sénégal pour une somme de 590.297 fr., mais, dans ce chiffre, il faut comprendre aussi les importations du genièvre qui arrive de Dunkerque ou de Hambourg en caisses de 12 bouteilles.

Parmi les autres denrées d'alimentation, les *biscuits* tiennent une place importante. Leur prix de revient, à Bordeaux, est de 0 fr. 365 le kilo, mais le fret et les divers

1. *Revue Coloniale*, 1896.

droits le font monter à 0 fr. 425 dans les ports du Sénégal. De plus, cette marchandise très cassante subit un notable déchet. En 1896, il a été importé 784.738 kilos de biscuits d'origine française, représentant une valeur de 266.220 francs, et 44.000 kilos de provenance étrangère, représentant une valeur de 18.350 francs.

Les *Sucres* d'origine française, dont l'importation au Sénégal était passée de 174.000 francs, chiffre de 1889, à 529.000 francs en 1890 et 690.000 francs en 1891, sont redescendus à 495.000 francs en 1893 (1). Cependant, en 1896, ce chiffre s'est élevé à 721.887 fr. représentant 1,503.881 kilos, auxquels il faut ajouter 1.582 francs représentant 2.658 kilos de sucre étranger; en 1897, il était encore de 731.161 francs pour les importations françaises et étrangères (2).

Le prix de la cassonnade, consommée de préférence par les indigènes, varie de 33 à 38 fr. les 100 kilos. Le sucre raffiné coûte de 55 à 66 francs les 100 kilos.

Ce produit provient presque uniquement de France, ainsi que nous venons de le voir, ce qui rend son importation très intéressante pour nous; il paraît même qu'elle pourrait être encore augmentée si nous savions la diriger selon les goûts des indigènes. D'après un renseignement fourni par M. Pellegrin, négociant à St-Louis, le sucre le plus prisé des noirs, depuis quelque temps, est un sucre à très gros grains et à légère odeur, que Marseille expédie en pains de 2 kilos et au-dessus (3).

1. *Réforme économique*, 1895, p. 552.

2. Lagrillière-Beauclerc. *Op cit.* pages 89, 99, et 125.

3. Id. page 91.

— Parmi les autres matières d'alimentation, citons le *bœuf salé* importé d'Amérique en barils de 100 kilos (Prix: 84 fr. tous droits payés), le *lait condensé* (31 fr. la caisse) (1) etc. Bref, cette importation s'est élevée, en 1896, pour les produits d'origine française à un chiffre de 288.956 fr., et pour les produits étrangers à 45.188 fr.

Quant aux *fromages*, fort appréciés au Sénégal, en 1896 il en a été importé de France 29.465 kilos d'une valeur de 82.274 fr., et de l'étranger 758 kilos représentant une valeur de 1443 fr.

Les *Vins* entrent aussi en ligne pour une somme importante: en 1894, ils atteignaient 2 millions, chiffre qu'ils n'avaient jamais dépassé qu'une fois, en 1890, avec 3.300.000 fr. (2). En 1896, ce chiffre ne s'élève qu'à 850.000 fr. pour les vins français et 30.000 fr. pour les vins étrangers. En 1897, le total de ces importations est de 898.692 fr.

De tous les produits fabriqués européens, ce sont les divers tissus de laine, de coton et de toile, qui tiennent la première place parmi les importations du Sénégal, puisqu'en 1897, sur un chiffre total de 28.099.931 fr., elles figurent pour 9.909.291 fr. dont 4.559.039 fr. de guinées, sortes de tissus de coton teints en bleu et dont l'importation au Sénégal date de fort loin.

Mais quelle est la place réservée à nos guinées françaises sur le marché sénégalais? Jusqu'en 1889, elle était presque nulle, et ce fut seulement à cette époque que, sur une requête adressée aux Chambres par M. Duhem, indus-

1. *Revue coloniale* 1896, *op. cit.*

2. *Réforme économique* 1895. Article cité.

triel à Lille, le droit de protection en faveur de nos guinées fut élevé de 0 fr. 04 à 0 fr. 06 (1). Malheureusement, ces mesures n'ont pas eu tout l'effet qu'on en attendait, car des maisons belges et hollandaises ont, depuis peu, abaissé leurs tarifs dans de telles proportions qu'ils défient toute concurrence; en 1896, elles ont fourni au Sénégal pour 1.682.277 fr. de guinées, alors que les fabricants français n'en ont livré que pour 700.000 fr.; en 1897, sur un total d'importations de 4.559.039, les produits de France, de l'Inde française et des autres colonies arrivent, il est vrai, au chiffre de 2.867.202 fr., mais la Belgique et la Hollande, à elles seules, en ont importé pour 1.489.477 fr., et l'Angleterre pour 202.410 fr.

M. Lagrillière Beauclerc pense que, pour remédier à cet état de choses, il faudrait appliquer aux guinées étrangères qui entrent au Sénégal le tarif de la Métropole (0 fr. 035), ce qui aurait aussi le privilège d'encourager nos industries du tissage et de la teinturerie.

En dehors des guinées, et sans parler de la bimbelerie, de la verrerie et des vêtements de confection, les autres tissus (de laine, de chanvre, etc.) figurent, en 1896, pour une somme de 5.350.352 francs, mais les importations françaises ne s'élèvent pendant la même année qu'à 172.124 francs. A quoi tient donc cette fâcheuse situation? A plusieurs causes : d'abord l'indigène est pauvre et ne songe naturellement qu'à acheter les produits les moins chers; quant à la bonne qualité, il ne s'en préoccupe nullement. Il attache, par contre, une grande

1. Voir cette requête *in extenso*. Lagrillière Beauclerc, *op. cit.*

importance à la coloration du tissu ; plus les couleurs sont vives, plus son amour-propre est satisfait. Or toutes ces qualités, si appréciées par lui, manquent justement à nos marchandises ; les industriels français fabriquent des étoffes solides, mais chères. Evidemment nous ne pouvons qu'applaudir à des propositions de relèvement de tarifs sur les tissus étrangers, mais nous croyons que le meilleur moyen, pour nous, de conquérir la première place sur le marché sénégalais, serait de réformer notre fabrication.

Cette part trop considérable laissée à l'importation étrangère se retrouve dans celle des couteaux, des ancres et chaînes de fer, de la poudre de traite, et surtout des *armes et fusils* qui nous viennent, pour la plupart, d'Angleterre (1).

A cette liste déjà bien longue, il faut ajouter diverses matières utiles à l'industrie : ainsi, en 1896, la *Houille* a été importée au Sénégal pour 19000 francs de France, et 706.000 francs des pays étrangers.

Citons encore le pétrole qui nous vient en grande partie des États-Unis, les fers divers, les tabacs en feuilles, les monnaies, etc., etc.

La somme totale des importations du Sénégal a suivi une marche progressive depuis un certain nombre d'années : de 24.282.277 francs en 1891, elle est passée à 28.268.054 en 1895 ; en 1897, nous constatons une légère dépression puisqu'elle a atteint seulement 28.099.931 fr., mais, en même temps, le chiffre des importations s'est

1. Pour plus amples détails, Voir l'article cité de la *Revue Colon*, 1896.

accru, au profit de la Métropole, pendant cette dernière année (1).

Néanmoins, nous ne devons pas nous en tenir là, car la part laissée à l'étranger dans ces transactions est encore infiniment trop forte. L'administration locale semble, du reste, entrer dans la voie des mesures décisives : en janvier 1898, le Directeur de l'Intérieur du Sénégal prenait un arrêté instituant une Commission chargée de rechercher les moyens propres à favoriser les rapports directs entre les producteurs de la Métropole et les consommateurs sénégalais. On ne peut qu'applaudir à cette mesure prise à la suite du voyage de M. Lebon et sous l'inspiration de ce dernier (2).

Nous ne saurions assez répéter, en effet, que les industriels et les commerçants doivent s'efforcer d'adapter leur fabrication aux besoins du marché; ils serviront ainsi leurs propres intérêts, en même temps qu'ils assureront le développement du commerce français dans la colonie.

§ 2. — *Produits d'exportation.*

De tous les produits qui font l'objet d'un trafic au Sénégal, le plus ancien est certainement la *gomme*. En dehors de celle qui provient du Soudan et de l'Adrar et qui fait l'objet d'un important commerce dans les escales du

1. Rapport Riotteau sur le budget des Colonies de 1898. Ch. des Dép. *Annexes*, 2695, p. 7.

2. *La Quinzaine Coloniale* : 25 janvier 1898.

fleuve, il faut signaler aussi celle qui, depuis fort longtemps, est récoltée par les indigènes dans l'intérieur de la colonie.

Ce produit provient des acacias de diverses espèces, *adansonia*, *arabica*, *seyal*, *vareck* et autres ; généralement on laisse l'écorce éclater toute seule sous l'influence des vents d'Est, ce qui permet au liquide de suinter au dehors ; souvent aussi, ce travail s'effectue naturellement sous l'action d'une plante parasite, le *loranthus senegalensis* (1).

Les forêts de gommiers furent longtemps considérées comme sacrées, mais, depuis le milieu du siècle dernier, on comprit quel profit on retirerait de leur exploitation : les statistiques établissent que la production atteignit, en 1828 1.491.809 kil., et, en 1859 4.160.509 kil. En 1871, le chiffre tombait néanmoins à 3.151.806 kil. (2). Cette dépression résulte de l'inconstance même des noirs que le travail difficile, réclamé par cette exploitation, rebute souvent. Il semble qu'en exploitant d'une façon méthodique les vastes forêts qui s'étendent dans toute la région du Fouta, on arriverait à en augmenter énormément la production.

Depuis un certain nombre d'années, les gommages, qui ont longtemps tenu la première place dans les exportations du Sénégal, ont vu cette importance décroître peu à peu : le chiffre de leurs exportations, qui était encore, en 1883, de 3.200.000 fr. pour 2.500.000 kilog., est tombé à 2.317.043 fr. en 1897. C'est que, depuis cette époque, une grande révolution

1. Béranger-Féraud. *Les Peuplades de la Sénégambie*.

2. Lagrillière-Beauclerc. *Op. cit.*, p. 11.

s'est accomplie dans le commerce sénégalais : l'*arachide* a pris la place de la gomme dans le grand commerce d'exportation et constitue, à l'heure actuelle, l'une des principales richesses du Sénégal.

Elle présente l'avantage de n'exiger qu'une faible et courte culture, ce qui n'est pas sans séduire l'indolent indigène ; de plus, elle améliore le sol, sur lequel on s'y livre, tandis que les autres plantes l'épuisent (1).

Le 15 juillet 1841, des Maisons de commerce de Marseille faisaient déjà venir du Sénégal 500 kilos d'arachides, à titre d'essai ; mais c'est surtout en 1844 que leur exportation a vraiment commencé ; puis, cette culture s'est peu à peu répandue sur les bords du Sénégal moyen, dans le Cayor et le Saloum, et enfin l'ouverture du chemin de fer de Saint-Louis à Dakar a fait défricher les brousses, sur tout le parcours de la ligne, pour les plantations d'arachides (2).

Ce qui a aussi contribué puissamment à ce développement, en dehors des facilités de culture mentionnées plus haut, ce sont les usages variés auxquels sert ce produit. Dans l'arachide, en effet, rien ne se perd : son amande est utilisée au Sénégal comme la noisette en Europe, et sa fane est le meilleur des fourrages pour les animaux herbivores. Mais toute sa valeur réside dans son fruit qui renferme 40 0/0 d'une huile grasse très fine et très neutre ; on l'emploie en Europe dans la confiserie, la savonnerie, le graissage des laines, l'éclairage, la

1. Ricard. *Le Sénégal* : étude intime.

2. Reclus. *Op. cit.*, p. 235.

confection de fromages de Gruyère et de Hollande, la fabrication de la margarine (1); enfin, il paraît qu'il y en a une grande quantité qui sert à falsifier, en France, l'huile d'olive.

Néanmoins, si on parcourt les statistiques de ces vingt dernières années, on constate que le chiffre des exportations, qui, en 1883, était de 17.500.000 francs, représentant 70.000.000 kilos, est subitement tombé, depuis 1895, à 9.076.700 fr. en 1896, et à 7.586.842 fr. en 1897 ; mais, comme la production de l'arachide a considérablement augmenté au Sénégal pendant le même temps, cette dépression dans les chiffres d'exportation ne doit être attribuée qu'à l'avisement des prix sur les marchés d'Europe.

Les arachides de l'Inde font, en effet, malgré leur qualité inférieure, une concurrence redoutable à celles du Sénégal. Peut-être aussi, les mesures restrictives concernant la margarine ont-elles pu, avant même qu'elles soient devenues définitives, avoir un effet fâcheux sur l'importation des arachides en France, qui, de 224.829.036 kilos en 1894, est tombée à 131.389.732 kilos en 1895 et à 103.137.600 kilos en 1896. De plus, on sait qu'à l'heure actuelle un projet de loi, portant établissement de droits de douane sur les graines oléagineuses, fait l'objet d'une étude active de la part de la commission des douanes, et de vives réclamations de la part des fabricants d'huile et négociants importateurs d'arachides (2).

1. Lagrillière-Beauclerc. *Op. cit.*, p. 19.

2. Voir l'exposé de ce Projet de loi et de ces réclamations dans l'*Economiste français* (février 1898).

Actuellement, l'avalissement des prix ne paraît pas sur le point de cesser, et, au commencement de 1898, ceux qui ont été offerts pour les achats d'arachides par les traitants indigènes, venus pour la plupart de Bathurst, ont été encore moins élevés que les années précédentes. Aussi les chefs se sont-ils entendus pour résister aux exigences des acheteurs et ne livrer leurs produits qu'à des prix raisonnables ; d'ailleurs, ce produit est un aliment pour les indigènes, et, à défaut d'offres meilleures, ils mangeront leur récolte d'arachides qui remplacera celle du mil, compromise par l'invasion des sauterelles (1).

Les indigènes ont parfaitement raison de se défendre contre les exigences des traitants ; cependant nous verrons plus loin que, d'après des expériences récentes, la terre pourra bientôt, grâce à l'introduction des charrues, rendre trois fois plus de produits que par le passé. Les frais de production baissant, les indigènes pourront alors vendre leurs arachides à un prix inférieur, sans cependant que cet avalissement ait des conséquences aussi désastreuses que par le passé. D'ailleurs, leur qualité supérieure les fera toujours préférer dans certains pays, comme la Hollande, qui fabrique beaucoup de margarine et de nombreux fromages. Néanmoins, nous verrons plus loin qu'on commence à reconnaître qu'on a eu tort de faire de cette culture la destination unique de la colonie, et qu'on pourrait s'y livrer aussi à celle de certaines denrées d'exportation dont l'in-

1. *La Quinzaine Coloniale*, 10 janvier 1898.

troduction rendrait moins funestes les crises qui pourraient survenir dans le commerce des arachides.

C'est particulièrement en Casamance qu'est le centre de production du *Caoutchouc* ; son introduction dans le commerce date de 1883, année pendant laquelle il en a été exporté 59.622 kilogr. En 1888, la quantité s'en éleva à 128.807 kilogr., à 3 francs. En 1894, 396.553 kilogr. furent exportés de Casamance, mais le prix du kilog descendit à 2 fr. 50 : cela tenait à ce que très souvent les produits étaient mélangés de corps étrangers, ce qui amenait leur dépréciation sur les marchés d'Europe. Aussi, depuis cette époque, les commerçants se sont-ils montrés plus exigeants sur la qualité des produits, si bien que l'exportation ne s'en est élevée qu'à 144.582 kilos en 1895 et à 126.878 en 1896 (1) ; mais, en même temps, le prix montait à 3 fr. 50 le kilog. Les forêts de la Casamance abondent cependant en lianes caoutchouquières, productrices de ce suc laiteux, le latex qui, après manipulations, donne le caoutchouc. Les régions où on en trouve le plus sont le Fogny et le Combo français, pays des Diolas, où les indigènes ont à peine osé pénétrer jusqu'ici ; on peut aussi signaler les Etats mandingues de la rive gauche de la Casamance, qui ne sont entrés que depuis peu dans le mouvement, ainsi que le Yacine, le Pakao et le sud du Fordou (2). Les lianes caoutchouquières semblent se plaire dans toute cette région, mais l'expérience montre que les terrains marécageux et sablonneux ne lui sont pas favorables.

1. Lagrillière Beauclerc, *op. cit.*, p. 107 à 109.

2. *Quinzaine Coloniale*, 25 janvier 1898, p. 55.

Jusqu'à présent, tout le caoutchouc qui a été exporté de cette région provient de l'exploitation des indigènes qui le récoltent à l'état naturel. Mais la dépression, que nous avons constatée dans les exportations de ce produit, provient en grande partie du mode déplorable employé dans son exploitation. Nous avons même été obligés de combattre un procédé de récolte qui aurait pu avoir les plus funestes conséquences, et qui consistait à opérer la section de la plante pour en retirer plus commodément le latex ; bien qu'il soit encore trop répandu, on peut dire, néanmoins, qu'il a disparu partout où l'Européen a pu arriver à instruire l'indigène. Nous devons aussi mettre un terme aux agissements des Bagnouns qui ont l'habitude, chaque année, de défricher de grandes étendues de forêts en brûlant indistinctivement les arbres inutiles et les arbres à lait.

Parmi les divers procédés d'exploitation que nous devons répandre parmi les indigènes, la saignée par piqûre ou incision est la plus pratique : c'est au Brésil, dans le bassin de l'Amazone, qu'elle semble tout d'abord avoir été pratiquée, mais cette heureuse méthode a vite gagné l'Afrique où elle paraît devoir bientôt remplacer complètement la récolte par section complète de la plante (1).

Il y a de nombreux modes de traiter le latex, mais la méthode employée au Sénégal et au Soudan paraît assez recommandable : dès que l'indigène a pratiqué des incisions sur un arbre, il les arrose d'un peu d'eau salée ; la gomme se sépare du sérum, le caoutchouc se coagule aussitôt et le récolteur peut le réunir en petites boules, en

1. *Quinzaine Coloniale*, 25 janvier 1898, p. 55.

continuant à étirer les filaments qui se forment à chaque incision (1).

Ce procédé dit des « Akbous » est bon, mais peut-être serait-il opportun de lui en substituer un autre qui, employé au Brésil, est basé sur l'emploi de la chaleur artificielle sèche : l'ouvrier a devant lui un récipient plein de latex ; il y plonge une palette qu'il retire couverte d'une faible couche du précieux liquide et qu'il présente à un foyer composé de branchages et de noix de palmiers ; le latex se coagule et l'eau s'évapore ; il recommence ensuite l'opération jusqu'à ce qu'il ait sur sa palette un pain de 5 kilogrammes, qu'il détache avec la pointe d'un couteau. Ce procédé donne le caoutchouc le plus exempt d'eau et de matières fermentescibles. Toutefois, celui des Akbous donne un produit relativement très pur ; il est, en tout cas, très supérieur à ceux qui sont employés par les diverses peuplades de la Casamance (2).

Il résulte de tous ces développements que, grâce à l'introduction des nouvelles méthodes parmi les indigènes et aux bons conseils que nous leur donnons, nous pouvons espérer un prompt relèvement des exportations caoutchouquières.

Il semble, cependant, qu'il y aurait avantage à substituer à ce mode d'exploitation celui d'une culture directe, sous forme de plantations faites avec des lianes choisies et

1. Art. de M. Edouard Payen dans l'*Economiste français* du 25 septembre 1897.

2. Voir, l'examen détaillé de ces diverses méthodes dans l'*Etude* de M. Adam, *Journ. off. de l'Af. occid. fr.* du 6 janv. 1898.

cultivées d'une façon méthodique (1). Depuis trois ans, M. Adam, administrateur supérieur de la Casamance, prend toutes les mesures propres à encourager ce nouveau mode d'exploitation et à améliorer les espèces. La culture des caoutchoutiers est notamment l'objet de soins tout particuliers dans la pépinière de Sedhiou où quelques graines, semées en 1895, ont donné, au bout de dix-huit mois, 30 arbres dont quelques-uns d'une hauteur de 3 mètres et de 0 m. 30 de diamètre ; 186 boutures, fournies par les mêmes arbres, ont parfaitement réussi (2). Ces arbres, qui sont de l'espèce Céara, originaire du Brésil, donnent des graines qui pourront être distribuées aux indigènes Sérères et du Baol, comme l'ont été les graines de liane toll. Il paraît même qu'une distribution de celles qui sont déjà fournies par presque tous les hévéas de la pépinière, a été faite, dans les premiers mois de 1898, parmi les indigènes sérieux, avec les instructions nécessaires pour faire les semis.

Les terrains des bords de la Casamance paraissent, d'ailleurs, présenter toutes les qualités désirables pour y établir des plantations ; celles-ci, en effet, ne doivent pas être exposées en plein soleil ; aussi la végétation luxuriante de la contrée se prête-t-elle admirablement à cette disposition. La réussite semble assurée à l'entreprise sérieuse qui tenterait cette exploitation, à la condition toutefois qu'elle soit menée par des personnes expérimentées et disposant des capitaux suffisants pour attendre,

1. M. Leseur, à son Cours.

2. *Revue coloniale*. Janvier 1897.

pendant quelques années, la rémunération de leurs premiers travaux (1).

M. Adam nous affirme qu'une liane toll ordinaire peut donner, par an, deux boules de 2 kilos chacune, et, si elle est grosse, trois boules ; cette production représente pour la première une valeur de 8 francs, et pour la deuxième une valeur d'environ 20 francs, en admettant que l'on prépare le lait suivant le meilleur procédé.

Ajoutons que les débouchés sont assurés : car, si l'exportation du caoutchouc a diminué en Casamance depuis quelques années, il n'en a pas été de même de l'importation en France, qui, en 1896, a atteint le chiffre de 27.754.000 francs, en augmentation de 9.285.000 francs sur les chiffres de 1895. Evidemment dans cette progression il faut faire la part des exportations grandissantes du Soudan et des autres colonies françaises. Cependant, on peut dire qu'à l'heure actuelle, la plus grande partie de caoutchouc qu'absorbe notre industrie métropolitaine ne provient pas de nos colonies : c'est là une situation à laquelle il faut remédier, puisque nous en avons les moyens à notre disposition, et le développement inouï de l'industrie des bicyclettes et du feutrage des roues de voitures est bien fait pour encourager nos efforts.

Au Sénégal et même dans une grande partie du Soudan, existe un arbre, nommé le *karité*, dont la châtaigne contient certaines matières grasses, assez semblables au beurre. Mais ce qui fait la valeur de cet arbre, c'est la

1. *Revue coloniale*, janvier 1897.

sécrétion blanchâtre qui se forme entre son bois et son écorce et qui ressemble beaucoup à l'Isonandra *Gutta* que nous trouvons dans les pays producteurs par excellence de ce précieux liquide, la Malaisie et la Papouasie.

Evidemment ce produit est, au Sénégal, moins abondant et de moins bonne qualité que dans les pays que nous venons de citer ; néanmoins, son exploitation paraît devoir être rémunératrice : la gutta, en effet, grâce à ses qualités qui lui permettent de résister parfaitement à l'action de l'eau, sert à envelopper les conducteurs électriques et même les câbles sous-marins.

Les débouchés sont d'autant plus assurés en Europe que pendant longtemps on y a manqué de cette précieuse matière dont le prix s'est élevé dans de fortes proportions, il y a quelques années, et n'est pas sensiblement descendu depuis cette époque.

Nous devons reconnaître que, depuis quelque temps, on s'efforce, au Sénégal, de propager cette exploitation des jianes guttifères et d'améliorer les procédés de récolte des indigènes.

Les *Plumes de Parures* et les *animaux empaillés* figurent, en 1896, parmi les exportations, pour une somme de 182.191 francs, bien insignifiante, à dire vrai, si on songe que, pendant cette même année, la métropole en a consommé pour 23.058.000 francs, en augmentation de 5.478.000 sur 1895. Mais le Sénégal paraît suffisamment riche en oiseaux de toute espèce pour qu'on puisse espérer une augmentation notable dans cette exportation.

Enfin, à tous ces produits d'exportation, il faut aussi ajouter ceux qui résultent de l'*exploitation de diverses essences forestières* : c'est ainsi que l'arbre le plus commun, au Sud du fleuve Sénégal, est l'acacia *adansonia* ou goniaké dont le bois dur, mais très fin, fournit à la marine les pièces courbées qui doivent offrir une longue durée et une grande résistance ; on voit aussi, sur les bords du fleuve, des forêts de rôniers dont le bois est employé pour les constructions hydrauliques ; mais le bois d'œuvre par excellence est fourni par le caïl-cédrat, appelé d'ordinaire « acajou du Sénégal ». Il y a aussi une centaine de plantes ligneuses et herbacées dont on pourrait utiliser les graines, écorces, racines, liqueurs, gommes, feuilles ou fruits.

Il serait trop long de les examiner, ainsi que les autres produits d'exportation, tels que les peaux brutes, la cire, les huiles de palme, de touloucouna et d'arachides etc, etc.

Nous constaterons seulement que le chiffre total des exportations du Sénégal, qui était de 12.435.888 fr. en 1895 (1), s'est élevé à 13.057.896 fr. en 1896 et à 17.960.057 en 1897 (2), ce qui, avec les 28.099.931 fr. que nous avons constatés à l'importation, constitue, pour cette dernière année, un commerce total de 45.059.938 fr. Si nous remarquons qu'en 1891 il était tombé à 31.156.522 fr., nous enregistrons une augmentation, en 5 ans, de 14.903.466 fr.

Le commerce de traite est donc un élément de pros-

1. Rapport Riotteau sur le budget des Colonies de 1893.

2. Statistique figurant dans le rapport de M. Lagrillière Beauclerc.

périté pour le Sénégal ; mais il est faux de prétendre, ainsi qu'on l'a fait, qu'il constitue son unique destination : cela semble vrai pour certaines régions telles que celles des Maures ; mais l'avenir de la colonie paraît aussi résider dans l'élevage du bétail et la culture de certaines denrées tropicales d'exportation (1).

SECTION III. — *L'Agriculture.*

Le Peulhs, ainsi que la plupart des races qui habitent le Fouta sénégalais, se livrent avec succès à l'élevage qui y est des plus faciles et constitue une large voie ouverte au commerce agricole.

Les bœufs, qui sont nombreux et recherchés, se divisent en deux catégories : il y a d'abord les bœufs à bosse qui servent à la boucherie, et ensuite les bœufs porteurs qui portent de très lourdes charges : on peut aussi signaler une race qui vit dans l'intérieur du pays à l'état sauvage, celle des « bœufs de brousse » de la race Khassonké. Le prix de la viande de bœuf varie entre 60 et 80 centimes le kilog. Quant aux moutons qui servent exclusivement à l'alimentation, leur pelage ressemble à de la soie plutôt qu'à de la laine. L'élevage des porcs est peu répandu (2) et ne donne lieu à aucun mouvement commercial appréciable. Le Sénégal possède également l'outarde,

1. M. Leseur, à son cours.

2. Lagrillière Beauclerc. *Op. cit.* p. 33.

la poule, la pintade, la perdrix, la caille, la gélinotte, etc.

Parmi les animaux domestiques, nous pouvons citer les chevaux qui sont peu résistants. Néanmoins, il paraît qu'un haras, créé aux frais des budgets régionaux, va pouvoir être établi dans le M'Bayar et à Podor, à la très grande satisfaction des indigènes ; espérons que les produits qui y seront élevés résisteront mieux à la température torride de cette région. Quant aux mulets, ils sont beaucoup plus durs au mal, mais aussi fort coûteux.

En dehors de l'élevage, un certain avenir semble réservé, au Sénégal, au développement de diverses cultures d'exportation, ainsi que je l'ai dit plus haut : cela aura, entre autres privilèges, celui de rendre moins funestes les crises du commerce des arachides. Il est d'ailleurs absolument faux de prétendre que le sol ne soit propre qu'à la culture de ces dernières.

C'est ainsi que, de longue date, le *coton* est cultivé à peu près partout au Sénégal ; autrefois même, c'est-à-dire avant que les tissus européens aient été répandus avec profusion dans toute la colonie, cette culture avait pris une certaine extension. (1) Mais elle périclita rapidement et les pagnes, dont le prix était monté à 5 fr., tombèrent à 1 fr. et 1 fr. 50.

Cependant elle existe encore un peu partout, sous forme de petits champs, dans les recoins des habitations, et de préférence chez les peuplades réfractaires au progrès.

1. Voir art. de M. Henri Lecomte. *Revue Coloniale*, 1896. (p. 155 et suiv. 168 et suiv.)

Les régions les plus favorables sont la moyenne et la haute Casamance, le Saloum, le Oualo, le Diambour etc (1). Nous croyons que celui qui voudrait en faire l'objet de plantations sérieuses serait assuré du succès, à condition toutefois que des améliorations soient apportées dans l'espèce indigène et dans la manière d'égréner les graines.

Déjà la mission de Thiès a tenté, au milieu de 1895, des essais de variétés américaines et égyptiennes, qui semblent avoir parfaitement réussi; d'autre part, il paraît que prochainement sera installé, dans la pépinière de Richard Toll, un Jardin d'Essai où seront tentées diverses cultures industrielles et entre autres celle du coton.

L'intervention européenne est aussi nécessaire dans l'égrénage qui, fait par l'indigène, laisse considérablement à désirer, et peut-être aurait-on intérêt à employer des machines pour l'opérer.

On doit d'autant plus être encouragé à cultiver le coton que les débouchés sont assurés : la France, en effet, bien que pour l'industrie cotonnière elle n'occupe que le 3^e rang, a encore utilisé, en 1894, 178 000 000 de kilogr de coton de laine contre 155 250 000 en 1893, 125 millions en 1885 et 88 en 1880. D'autre part, nos exportations de tissus de coton se sont élevées de 79.100 000 fr. en 1880 à 110 millions en 1894 (1).

Malheureusement, nous demandons la plus grande partie de cette matière première à l'étranger, et surtout aux

1. Henri Lecomte, article cité.

Etats-Unis, aux Indes et à l'Égypte ; si on parcourt les statistiques de l'année 1891, on voit que, dans cette année-là, sur 2200 tonnes représentant la production totale de nos colonies (et la millième partie de celle du monde), il n'y a eu aucune expédition en France, de telle sorte qu'on peut dire que notre industrie, à l'heure actuelle (car la situation n'a pas changé depuis 7 ans), n'est alimentée que par le coton étranger.

Il y a là une situation fâcheuse à laquelle il faut remédier en développant cette culture dans celles de nos colonies qui, comme le Sénégal, s'y prêtent admirablement.

Une autre plante de la famille des Malvacées, le *Jute* se rencontre également au Sénégal à l'état naturel, mais jusqu'ici on n'a pas songé à l'exploiter ; les indigènes l'arrachent même de leurs champs comme une plante mal-faisante. Il semble néanmoins que sa culture trouverait, en certains points de la colonie, des terrains bas, facilement irrigables, qui lui seraient favorables.

En tout cas, elle ne pourra jamais constituer qu'un rôle d'appoint ; car, bien que la consommation métropolitaine se soit élevée de 24.300.000 kilos en 1849 à 76.989.000 kilos en 1895 (1), le développement prodigieux de cette exploitation au Tonkin semble devoir suffire à bref délai pour nous dégager de la dépendance dans laquelle nous trouvons vis-à-vis de l'Inde.

Une autre culture industrielle, qu'on pourrait étendre au Sénégal, est celle de l'indigo. L'indigofère, qui y croît

1. Henri Lecomte. Article cité.

partout (1), ne nécessite aucun soin, subit indifféremment toutes les températures, et peut donner jusqu'à trois récoltes par an.

Bien que d'une qualité inférieure à l'indigo des Indes, celui du Sénégal est très riche en matière colorante. M. Chevreul, dans ses nombreuses analyses des indigos du commerce, a constaté que celui de la côte occidentale d'Afrique était riche en indigotine, matière spéciale à laquelle est due la propriété colorante.

Les pains d'indigo se vendent 10 centimes sur les marchés du Baol et du Cayor. Leur préparation demande beaucoup d'eau pure.

On ne saurait trop encourager la culture de cette plante qui, par l'abondance des récoltes, promet d'être rémunératrice.

Enfin il semble qu'on pourrait aussi se livrer utilement à la culture du *café*. Le café indigène qui pousse au Sénégal a, en effet, un bon arôme, tout en étant inférieur à celui que nous consommons en Europe ; il donne une boisson très saine, et certaines maisons de Bordeaux en ont commencé l'importation en Europe.

Néanmoins, il semble utile d'améliorer l'espèce ; du reste, des essais ont déjà été tentés en ce sens, car, dès que la pépinière de Sedhiou fut installée en 1895, on y fit venir d'Amérique de nombreux plants de caféiers qui ont donné les meilleurs résultats.

Mais, si nous devons encourager ces diverses plantations de denrées tropicales, qui, pour être rémunératri-

1. Lagrillière-Beauclerc, *op. cit.*, p. 12 et 110 à 112.

ces, devront être dirigées par des Européens, nous devons nous garder de concurrencer les indigènes dans leurs cultures vivrières ; tout au plus devons-nous, comme pour les arachides, leur enseigner les méthodes les meilleures pour obtenir des terres un rendement maximum.

Parmi ces cultures, la plus importante est certainement celle du *mil* qui forme la base de la nourriture des indigènes et des chevaux ; malheureusement les champs de mil sont trop souvent dévastés par les sauterelles et les criquets, comme nous en avons un exemple cette année (1898) dans le cercle de Nioro ; il faut dire que ce produit a divers succédanés comme le *maïs*, et le *manioc* dont l'introduction au Sénégal, depuis plusieurs années, sert à garantir les indigènes contre la famine.

Quant au *riz*, il ne semble pas que sa culture ait pris au Sénégal tout le développement qu'elle comporterait, car la région côtière, et en particulier les terrains en bas-fonds du Sine Saloum s'y prêtent admirablement.

Enfin, je ne puis entrer dans la longue liste des diverses plantes officinales, oléagineuses et aromatiques, dont l'importance est du reste assez médiocre, et qui ne semblent pas appelées à un grand avenir.

Une question intimement liée à celle du développement agricole au Sénégal est la question de l'eau : il est évident qu'on ne peut songer à étendre les diverses cultures, dont nous venons de parler, sur un sol où il ne tombe pas une goutte de pluie pendant plus de cinq mois. Les hauts fonctionnaires de la colonie se sont préoccupés de cette question intéressante, et parmi les divers moyens

proposés par M. Chaudié (1) pour amener l'eau douce à Saint-Louis, figure le projet d'un puits artésien dont les eaux serviraient principalement à irriguer les terres de cette région.

Entre autres bienfaits, cette utilisation de l'eau douce favorisera l'extension des cultures européennes introduites au Sénégal depuis plusieurs années ; en effet, dans certaines localités du Cayor, dans les jardins qui avoisinent Saint-Louis, à Sor, ainsi que dans la banlieue de Dakar où des puits ont permis de trouver de l'eau douce, nos légumes d'Europe : choux, carottes, oignons, navets, salades, bref tout le potager prospère (2).

Les marchés de Saint-Louis et de Dakar en sont convenablement approvisionnés, et des entrepreneurs de culture maraîchère fournissent aujourd'hui des légumes frais aux paquebots qui relâchent à Dakar, en route pour l'Amérique ou l'Europe.

Un essai, couronné de succès, a été fait également en Cayor par les Pères du Saint-Esprit dans leurs jardins de Thiès où, à l'heure actuelle, abondent des légumes ainsi que des arbres à fruits, comprenant les meilleures variétés comestibles des régions intertropicales.

Il est certain que cette extension des cultures maraîchères contribuera à l'acclimatement des Européens qui, pour pouvoir vivre dans une colonie, doivent y trouver une nourriture sensiblement semblable à celle de la Métropole.

1. Discours du 4 décembre 1897. *B. C. Afr. fr.*, 1898, p. 54.55.

2. Rapport du Dr Treille. *B. C. Afr. fr.* Sept. 1892.

Encouragements donnés à l'Agriculture.

L'agriculture, qui jusqu'à présent a été laissée presque entièrement aux indigènes, a cependant fait des progrès sensibles depuis un certain nombre d'années.

Le 29 décembre 1874, une Société était déjà fondée avec mission spéciale de faire naître et propager le goût du travail des terres, et il serait à souhaiter que son action, depuis longtemps suspendue, se fit sentir à nouveau (1).

Nous avons vu plus haut, en effet, que, si au Sénégal un vaste champ est ouvert à l'activité européenne, certaines cultures doivent être laissées aux indigènes : mais ce qui manque le plus aux cultivateurs noirs, c'est une direction.

Depuis trois ans seulement, l'administration locale semble s'être décidée à entrer dans la voie des encouragements en consacrant une somme importante dans les deux derniers budgets (1897 et 1898) pour organiser des missions d'étude destinées à rechercher et mettre en pratique les mesures propres à développer l'agriculture dans la colonie. Dans le courant de l'année 1896, M. Ballay, gouverneur par intérim, prit dans le même but un arrêté instituant à Saint-Louis un Comité agricole, composé du Directeur de l'Intérieur, président, avec divers membres titulaires et des membres correspondants pris dans les divers cercles. Ce Comité est chargé d'étudier tous les moyens propres à développer les cultures existantes et à en recommander de

1. *Annuaire du Sénégal*, Année 1897. p. 72.

nouvelles ; il doit, en outre, établir une statistique agricole de la colonie, grâce aux bulletins des administrateurs qui lui font connaître l'état des cultures et des troupeaux, l'importance des récoltes, le prix moyen des denrées récoltées et des animaux vendus, ainsi que la quantité d'eau tombée. Il peut aussi être appelé à donner son avis sur les projets de travaux publics concernant les irrigations, sur l'opportunité de ces travaux et leur classement.

On voit, d'après ces nombreuses attributions, quelle est l'importance de ce comité destiné à rendre les plus grands services aux colons ainsi qu'aux indigènes.

En dehors de ces diverses mesures, il faut aussi signaler la création des pépinières de Sedhiou et de Richard Toll, ainsi que celle de diverses Ecoles d'agriculture assez suivies par les indigènes.

On est particulièrement entré, depuis un an, dans la voie des encouragements décisifs. Dans le courant de l'année dernière (1897), un professeur d'agriculture, M. Enfantin, est arrivé de France pour donner des conseils aux cultivateurs indigènes ; des essais de labour, conduits par lui et tentés avec l'aide de charrues, ont donné des résultats surprenants, notamment dans la culture des arachides : c'est ainsi qu'un hectare, cultivé à l'hilaire dans le Cayor, ne donne couramment qu'un rendement de 1000 à 2500 kilogrammes de graines fraîches ; or la même surface, cultivée à la charrue, a donné de 6 à 10.000 kilogrammes, ce qui est prodigieux. Aussi les indigènes, et notamment les Sérères, ont-ils demandé avec empressement qu'on leur procurât des charrues ; M. Chaudié en a commandé

aussitôt en France, et elles ont dû arriver à destination dans les derniers jours de 1897 (1).

A la même époque, des leçons pratiques de culture européenne ont été données, au jardin d'expérience de Nioro, à un certain nombre d'indigènes auxquels des graines ont été confiées. Le chef du Sabach Sandial a même manifesté le désir d'établir un jardin semblable à Médina ; on lui a fourni tous les moyens de mettre son projet à exécution.

Du reste, tout récemment sont partis de France trois agents pratiques sortis des Fermes-Ecoles, qui initieront les indigènes au maniement de la charrue.

En somme, on voit que dans ces derniers temps on n'a rien négligé afin d'amener un prompt essor de l'agriculture. Mais ce développement ne peut être obtenu qu'après avoir surmonté divers obstacles : le Sénégal en effet, par sa situation aux confins du Désert, est moins favorisé que les autres colonies tropicales.

D'autre part, les cultivateurs y ont aussi à lutter contre des adversaires parfois redoutables ; en dehors des fléaux naturels tels que les tornades, etc, il faut citer les sauterelles dont les ravages ont été parfois désastreux, surtout dans les régions qui confinent au désert. Quant aux cynocéphales qui constituent des petites républiques près des zones cultivées, ils sont aussi les grands ennemis de l'agriculture et les enfants sont constamment occupés à préserver les champs de leurs attaques ; pourtant il est des tribus, près de Bakel, qui prétendent avoir

1. Discours de M. Chaudié, en date du 4 mai 1897.

conclu un traité de paix avec les singes, et dont les cultures seraient préservées de toute déprédation de la part des quadrumanes du voisinage (1).

Mais ces obstacles, quelque sérieux qu'ils soient, ne doivent pas s'opposer au développement de l'agriculture, qui est d'autant plus facile que les indigènes, très nombreux au Sénégal, constituent une excellente main-d'œuvre à laquelle des immigrants européens, s'ils consentent à s'assujettir à une certaine hygiène, peuvent fournir les cadres nécessaires.

A l'heure actuelle, on n'est plus simplement en présence de projets : les Chambres de Commerce se sont déjà réunies pour se livrer à des essais de culture ; enfin, tout dernièrement, un ancien planteur du Brésil, M. Cadillac, a acquis, dans les environs de Rufisque, un vaste domaine de 730 hectares, où il compte engager un capital de 100.000 francs (2).

Il y a certainement, de ce côté, quelque chose à tenter pour ceux de nos compatriotes qui ne redoutent pas les déplacements et qui ne reculeraient pas devant les premiers frais d'un essai, susceptible de leur donner par la suite de merveilleux résultats (3).

1. César Roux. *Notes manuscrites*.

2. Renseignement fourni par l'*Union coloniale Française*.

3. Lagrillière Beauclerc. *Op. cit.* p. 27.

CHAPITRE II

RICHESSES MINÉRALES ET LÉGISLATION MINIÈRE. — INDUSTRIE

En dehors du commerce et de l'agriculture, il me semble que l'existence de richesses souterraines complète utilement la valeur économique d'une colonie d'exploitation. On a souvent, il est vrai, reproché à l'exploitation des mines d'attirer seule les capitaux au détriment de l'agriculture ; mais à cette critique on peut répondre qu'il n'a jamais été question d'abandonner l'une au profit de l'autre.

Ces deux branches de la mise en valeur du sol doivent être exploitées concurremment, et il ne faut pas se dissimuler que, si les mines donnent lieu parfois à des spéculations regrettables, elles ont du moins l'avantage d'attirer les Européens, en ouvrant un vaste champ à leur activité et à l'emploi de leurs capitaux.

Le territoire sénégalais est riche en gisements miniers, parmi lesquels les gisements aurifères tiennent de beaucoup la première place et s'étendent dans tout le pays du Bondou et du Bambouck. Bien que ce dernier fasse partie intégrante du Soudan français, nous l'étudierons

également ici, ce qui est d'autant plus légitime que, de longue date, les explorations et les études techniques ont toujours concerné l'ensemble de ces régions.

Je n'ai aucunement l'intention d'entrer dans l'histoire de ces explorations, malgré tout l'intérêt qu'elle pourrait présenter pour nous (1). Je me contenterai de faire remarquer que, dès le ^{xiv}^e siècle, les mines du Bambouck étaient connues, et que les Portugais, attirés par la magie du précieux métal, débarquèrent à Arguin vers le milieu du ^{xv}^e siècle et commencèrent immédiatement à se livrer à la traite des esclaves et de l'or. Depuis notre établissement au Sénégal jusqu'à nos jours, tous les administrateurs ou gouverneurs, qui se sont succédés dans la colonie, se sont préoccupés d'explorer les régions aurifères ; mais ces diverses tentatives, sauf l'exploration du Bambouck par Compagnon, sous l'administration d'André Brüe, n'ont pas été suivies d'exploitation sérieuse. Elles ont eu néanmoins l'heureux résultat de nous faire soupçonner l'existence de grandes richesses souterraines dans toute cette contrée.

Un fait assez intéressant, qui se passa en 1730, mérite d'être signalé : cette année-là, les administrateurs de la grande compagnie du Sénégal firent faire, par un nommé Pelay, une exploration qui les convainquit une fois de plus de la richesse des mines du Bambouck dont ils espéraient obtenir du Roi la concession ; mais celui-ci, affirmant pour la première fois la notion de droit régalien, base de notre droit minier métropolitain, déclara que la

1. Voir l'article de M. Maurice Barrat : *Revue coloniale*, 4 mai 1896.

concession antérieure était purement commerciale et que la propriété des mines faisait partie intégrante du Royaume (1).

Il faut arriver à une époque toute récente pour constater des essais d'exploitation de la part d'Européens : en 1858, des tentatives furent faites par des ingénieurs français, mais l'extrême insalubrité des basses vallées où s'accumulent des eaux croupissantes et où l'air, échauffé par la réverbération des pentes nues, ne se renouvelle que lentement, mit un terme à ces expériences qui produisirent un peu plus de 100.000 francs en métal pur. Il fallut évacuer la contrée avec le reste des travailleurs blancs de la garnison (2).

Depuis cette époque, on peut citer les explorations intéressantes que firent, en 1879, MM. Roux, de Béthune, et Lamartiny qui émirent des opinions très optimistes sur les mines du Bambouck ; de même, le Docteur Colin, envoyé en mission en 1883, revint, après avoir visité les centres d'extraction minière, avec un rapport très propre à tenter les chercheurs d'or.

Mais, à partir de cette époque et pendant quelques années, les luttes que nous avons eu à soutenir contre les grands chefs indigènes et particulièrement contre Mahmoud-Lamine ont empêché toute reconnaissance de la région aurifère ; cependant elles ont eu l'heureux résultat de nous mettre définitivement en possession de ces terri-

1. Maurice Barrat. *Op. cit.*

2. Reclus. *Op. cit.*, p. 237.

toires, et l'heure semble venue de se livrer à l'exploitation méthodique de leur sous-sol.

On est maintenant très édifié sur la richesse de ces gisements qui sont de quatre espèces : ils se rencontrent dans les filons de quartz ou autres roches cristallines ; dans les schistes anciens et métamorphisés ; dans les alluvions anciennes, et enfin dans les alluvions nouvelles. Les rapports de M. Baux et du Père Labat, ainsi que les études récentes de M. Barrat et du capitaine Ballieu nous fournissent tous les renseignements désirables sur les régions où se trouvent principalement ces divers gisements, ainsi que sur leur richesse de rendement. (1) Nous n'avons pas à entrer dans tous ces détails qui nous feraient sortir du cadre de notre étude.

En somme, nous voyons que, sous ce rapport, le pays du Bondou et du Bambouck est vraiment favorisé ; dès lors pourquoi, à défaut d'exploitation européenne, les indigènes ne se sont-ils pas enrichis ? Cela tient à plusieurs causes (2) : d'abord ils ne se servent d'aucun procédé mécanique et perfectionné, et ne disposent que de peu de bras ; ils ne peuvent donc qu'égratigner le sol en quelque sorte, ce qui forcément ne peut aboutir qu'à une extraction de faible importance, en proportion de la richesse des gisements auxquels ils s'attaquent. De plus ils sont obligés d'échanger cet or contre des denrées alimentaires que leur vendent très cher les Européens ou les autres indigènes.

1. Voir l'article cité de M. Maurice Barrat, ainsi que le rapport du capitaine Ballieu. *Revue Coloniale*, janvier et février 1898.

2. Rapport du capitaine Ballieu. *Op cit.*

Il faut bien convenir aussi que le noir est l'être le plus inconstant de la terre ; une fois son impôt payé et ses vivres assurés, il ne songe qu'à se reposer et nullement à accumuler un trésor. Les circonstances les plus futiles suffisent pour lui faire abandonner son travail.

Ce qui manque, en effet, dans cette exploitation, c'est une méthode intelligente ; les indigènes vont au plus pressé et sont souvent tentés d'abandonner des mines très productives, mais où l'extraction du minerai est difficile, pour aller exploiter des alluvions superficielles, bien moins riches en or. Cela peut donner à réfléchir aux prospecteurs qui s'établissent dans ces régions : s'ils rencontrent des mines abandonnées, ils ne doivent pas inconsidérément les laisser de côté, car leur sous-sol renferme peut-être des trésors qu'une inconstance innée, et aussi des procédés d'extraction insuffisants n'ont pas permis aux premiers exploitants de découvrir.

Mais, pourrait-on nous objecter, les causes, qui ont fait échouer jusqu'à ce jour toutes les tentatives d'exploitation européenne, n'existent-elles pas toujours ? M. Ballieu ne le croit pas : d'abord l'insalubrité du climat, qui a été si désastreuse pour les explorateurs de 1858, semble pouvoir être combattue si les Européens s'astreignent à résider sur les hauts plateaux, à l'abri des émanations dangereuses, et à se nourrir d'aliments appropriés (1).

Bien entendu ils doivent se contenter de servir de cadres à une main d'œuvre indigène, et ici nous nous heurtons à une nouvelle difficulté, car nous venons de voir

1. Rapport Ballieu. Conclusion. *Revue Coloniale*, 1898, p. 33.

que le noir ne se livre qu'à un travail minimum, juste nécessaire pour assurer sa subsistance ; on pourrait, par divers subterfuges, obtenir de lui un travail supplémentaire, mais cela ne serait pas durable. Quant à l'intervention du Gouvernement, elle entraînerait des sanctions trop rigoureuses, qu'il serait impolitique pour nous d'appliquer. La main-d'œuvre pourrait aussi être assurée grâce à des conventions conclues entre blancs et indigènes ; nos sentiments d'humanité seraient satisfaits de ce procédé, mais peut-être nos intérêts matériels en souffriraient-ils beaucoup. En somme, il vaut mieux essayer de sortir les indigènes de leur barbarie et de leur montrer qu'en travaillant plus, et en gagnant par conséquent davantage, ils pourront se procurer plus de choses utiles, sinon nécessaires.

Enfin les opérations du bocardage des roches aurifères nécessitent l'emploi d'une force motrice assez puissante pour faire marcher les batteries de pilons. Or, on a constaté que l'avenir ne réside pas dans l'utilisation de la vapeur, la houille ne pouvant être amenée qu'à trop grands frais d'Europe, et le bois étant peu propice au chauffage des chaudières. Il faut donc avoir recours à la force hydraulique que les rivières de la région, et principalement la Falémé, sont susceptibles de nous fournir. Mais il faut aussi se garder de se lancer dans des installations coûteuses qui deviendraient périodiquement inutilisables par suite de la baisse des eaux ; pour remédier à cet inconvénient, on pourrait construire des barrages permettant d'emmagasiner une certaine quantité d'eau dans des réservoirs artificiels.

Cette baisse des eaux constitue également un obstacle au lavage des sables, car, de novembre à juillet, il n'y a plus absolument que celles de la Falémé⁴ qui soient utilisables ; aussi M. Ballieu propose-t-il d'installer, sur les bords de ce fleuve, un appareil de lavage qu'un chemin de fer Decauville relierait aux centres d'extraction. En ce qui concerne les voies de communication, M. Ballieu trouve qu'on pourrait aussi utiliser le cours de la Falémé à l'aide d'un petit cabotage qui, grâce à l'établissement d'un dépôt central vers Arondou, monterait les produits le plus haut possible.

Toutes ces considérations nous amènent à penser que l'extraction du minerai aurifère ne semble plus, dans l'avenir, devoir donner lieu à tous les mécomptes que l'histoire de cinq siècles nous a révélés.

Il y a peu d'années, sous l'influence de ce mouvement de spéculation qu'a provoqué l'exploitation des mines aurifères du Transvaal, une sorte de fièvre poussa des chercheurs d'Or vers le Bondou et le Bambouck. M. Chaudié, gouverneur général, se garda bien de les entraver dans leurs recherches, et, le 27 novembre 1895, il déclarait même au Conseil général « qu'il entendait les encourager dans « leur œuvre et leur procurer l'assistance morale et matérielle dont il pouvait disposer ».

Malheureusement, ces prospecteurs n'étaient pas tous de nationalité française, et, au début de 1896, le bruit se répandit qu'une Société anglaise s'était formée en vue d'exploiter les mines.

Notre Gouvernement crut alors opportun d'agir sur le champ, et c'est ainsi que, le 14 août 1896, il rendit un

Décret, promulgué dans la colonie par un arrêté local du 7 octobre de la même année, et qui réglemente d'une façon directe l'exploitation des mines au Sénégal et au Soudan.

Je n'ai nullement l'intention d'entrer dans les détails de ce Décret (1); je ferai simplement observer qu'on s'est attaché à sauvegarder l'exploitation indigène (art. 5). Il eût été, en effet, maladroit d'y mettre obstacle, car la plupart des noirs nous paient l'impôt avec l'or qu'ils extraient; évidemment il est à souhaiter que, dans un avenir plus ou moins éloigné, les indigènes nous abandonnent l'exploitation des mines pour se livrer à des cultures qui, pour eux, seront tout aussi rémunératrices, mais ce changement ne peut s'effectuer en un jour.

Un décret du 11 Décembre 1897, en même temps qu'il rend applicable à la Guinée française celui du 14 Août 1895, apporte certaines modifications au règlement du droit d'institution (2).

Le Décret du 14 Août 1896 ne vise pas seulement les gisements aurifères; l'art. 4 nous dit que « sont considérés comme mines les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles, et notamment les combustibles minéraux, bitumes, pétroles et asphaltes, le sel gemme, les nitrates, et les sels associés, les phosphates en couche, l'étain et les métaux usuels. »

Parmi ces autres métaux, le *Fer* constituera peut-être un jour avec l'Or la principale richesse du Haut Sénégal; il en forme le sous-sol en de vastes étendues, et la te-

1. *Journal officiel*, à sa date.

2. *Journal officiel*, à sa date.

neur moyenne du minerai varie de la moitié aux deux tiers de la masse ; les indigènes l'utilisent ordinairement en de hauts fourneaux de construction primitive.

Leurs forgerons en fabriquent des sabres et des poignards ainsi que des fers de lance et des hilaires, sortes de houes en forme de croissant dont se servent les agriculteurs ; mais ils ne s'arrêtent pas là : certains sont également orfèvres, et confectionnent des bijoux en or de Galam, d'un travail très léger et parfois assez soigné.

Cependant l'industrie n'a donné jusqu'ici d'aliment qu'à l'activité indigène, et l'exportation de ses produits est presque nulle ; à part quelques objets en cuir brodé, des armes, des babouches, des bijoux, qui pour la plupart sont envoyés à titre de curiosité en Europe, le Sénégal n'y expédie pas de produits manufacturés.

Le travail des artisans indigènes s'applique donc surtout à la fabrication d'objets utilisés dans le pays. Les tisserands confectionnent des pagnes en coton avec des tissus composés de fil blanc indigène et de fil bleu importé d'Europe. Les potiers des rives du Sénégal confectionnent aussi, avec de l'argile, de la vaisselle commune et des gargoulettes destinées à maintenir l'eau à une certaine fraîcheur. Il y a enfin les teinturiers qui traitent l'indigo de plusieurs manières afin d'obtenir une certaine variété dans la nuance bleue (1).

En somme, nous voyons que cette industrie indigène, dans laquelle est inconnue la moindre division du travail, est très rudimentaire.

1. Lagrillière-Beauclerc. *Op. cit.*, p. 50.

Quant à l'industrie européenne, elle n'existe pas, et, si si on fait abstraction de celle qui pourra se développer avec l'exploitation des mines, on ne voit pas quel avenir lui est réservé au Sénégal.

Signalons toutefois une industrie qui, d'après M. Lagrillière-Beauclerc, est appelée à prendre dans cette contrée un grand essor (1). Il s'agit de la fabrication de l'alcool de grains : le Dr Calmette, de l'Institut Pasteur de Lille, aurait trouvé, avec l'aide de deux chimistes du Nord, un ferment « l'Amylomyce », permettant d'éviter, dans la fabrication de l'alcool, l'emploi des malts et des acides, et avec lequel on obtiendrait des grains un rendement bien plus considérable. Or, comme le mil et le maïs poussent presque partout au Sénégal et au Soudan, une industrie, qui s'y installerait pour distiller de l'alcool de grains, pourrait réaliser des bénéfices d'autant plus élevés que la matière première y serait peu coûteuse.

1. *Op. cit.*, p. 51.

CHAPITRE III

LE RÉGIME DES TERRES. LES CONCESSIONS.

Parmi les questions qui rentrent dans notre étude économique du Sénégal, l'une des plus complexes est certainement celle du Régime des terres de colonisation. Etant donnée la portée restreinte que nous sommes obligés de donner à chacune des parties de cette vaste étude, nous nous attacherons particulièrement aux trois questions suivantes :

1° Quelle est la part du domaine colonial et celle du domaine privé de l'Etat ?

2° En quoi consiste la propriété foncière indigène au Sénégal ?

3° Quel est le régime des concessions de terres ?

I. — Le texte fondamental, sur lequel on doit se guider pour examiner quelle est au Sénégal la part du domaine colonial et celle du domaine de l'Etat, est l'Ordonnance du 17 Août 1825 dont l'article 3 donne en toute propriété à la colonie, à charge de les réparer et de les entretenir, les établissements publics de toute nature et propriétés domaniales ; il est, toutefois, fait exception

pour 1° les bâtiments militaires ; 2° les ouvrages de défense : fortifications, forts et batteries ; et 3° les 50 pas du Roy, sorte de réserve commençant du côté de la mer au bord de la terre franche, c'est-à-dire à l'endroit où les herbes et arbrisseaux succèdent à la végétation marine (1).

Cette Ordonnance de 1825 avait pour but d'alléger le budget métropolitain, en mettant à la charge du budget local l'entretien de ces divers bâtiments ; seulement cela a permis à la colonie de prendre possession, depuis 1825, de diverses parties du domaine privé de l'Etat. Jusqu'à une époque toute récente, beaucoup de personnes pensaient même que la substitution avait été complète, et que le domaine de l'Etat, s'il avait existé autrefois au Sénégal, avait progressivement disparu depuis 1825.

Mais, tout dernièrement, un arrêt du Conseil d'Etat, rendu en date du 24 Juin 1898, et sur lequel nous insisterons à propos de la concession de Casamance, est venu combattre cette opinion en déclarant que l'Ordonnance de 1825 n'a pas eu la portée qu'on s'est plu à lui attribuer, et qu'elle n'a pu avoir pour effet d'abandonner aux colonies le sol domanial.

Cette interprétation du Conseil d'Etat me semble absolument juste ; l'Ordonnance de 1825 n'a eu en effet qu'un but, celui de décharger l'Etat des frais que lui occasionnaient certaines de ses propriétés domaniales ; il ne pouvait donc s'agir que de ses propriétés bâties et non de

1. Petit, *Organisation des Colonies*, Tome II, p. 57

ses propriétés non-bâties qui n'entraînaient pour le budget métropolitain aucune dépense.

Bref il est certain qu'à l'heure actuelle l'Etat possède encore au Sénégal un vaste domaine, tant dans les pays annexés que dans certaines portions des pays de protectorat dont il s'est réservé la propriété, en vertu de traités passés avec les chefs indigènes.

II. — Mais une question beaucoup plus délicate est celle de savoir quelle est au juste la valeur de ses droits vis-à-vis de ceux des indigènes.

Les traditions les plus anciennes du pays nous montrent que la terre appartenait au Prince dans toute l'étendue des territoires qui constituent à l'heure actuelle notre colonie du Sénégal. L'indigène ne la détenait qu'à un titre purement révocable, et, bien qu'il pût en tirer parti en la louant à un tiers, il lui était expressément défendu de l'aliéner, sous peine d'expulsion du pays. En échange de cette concession que le souverain octroyait à son sujet, ce dernier devait lui payer une redevance plus ou moins considérable ; en somme, ces relations ressemblaient en tous points à celles qui existaient entre suzerain et vassal, à l'époque de la féodalité française (1). A l'heure actuelle, dans la plupart des pays de protectorat, ces règles établies par les anciennes coutumes sont encore en vigueur.

Ce furent les traités de 1679, de 1764 et de 1765, qui constituèrent les premiers actes en vertu desquels la

1. Pierret. *Essai sur la propriété foncière indigène au Sénégal*, 1895. p. 63.

France acquit un droit de propriété sur les côtes du Sénégal ; mais les Compagnies privilégiées, pour diverses raisons dans l'examen desquelles il serait trop long d'entrer, ne songèrent pas à en tirer parti. Puis les diverses concessions territoriales qui furent accordées en 1822, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, ne changèrent rien au sort de la propriété indigène, si bien qu'on peut dire qu'en 1854, le Sénégal était resté, au point de vue du régime de la propriété, tel qu'au moment de la prise de possession.

A partir de cette époque, sous la direction de Faidherbe, notre colonie prit un soudain essor ; partout où les Français s'établirent, ils disposèrent du sol en maîtres, mais il arriva fatalement que des colons achetèrent des terres aux indigènes sans s'inquiéter de la légitimité, ni même de l'existence des titres de leurs vendeurs.

Il en résulta des enchevêtrements de droits inextricables qui, mêlés en outre à une spéculation effrénée, amenèrent une confusion complète.

Il importait, avant tout, de couper court à ces agissements : ce fut dans ce but que l'amiral Jauréguiberry prit, en date du 28 février 1862, un arrêté interdisant aux indigènes de vendre les terres dont ils étaient en possession, sous peine d'expulsion de la colonie.

Cet arrêté, qui était précédé d'un rapport de M. le Président Carrère, semble absolument justifié, car il reposait, ainsi que le remarque M. Pierret (1), sur ce principe incontestable de Droit international public, que

1. Pierret. *Op. cit.* Page 12.

l'Etat annexant hérite des droits de souveraineté et de domanialité qui appartiennent au souverain du pays annexé. Maintes fois depuis cette époque, ce principe fut reconnu, et, malgré l'arrêté de 1863 qui abrogeait celui de 1862, les indigènes ne sont toujours considérés, dans les divers actes de concession, que comme des usufruitiers.

Cette question fut laissée de côté pendant quelque temps, mais, il y a une dizaine d'années, les achats de terrains faits inconsidérément aux indigènes recommencèrent de plus belle, et bientôt l'Etat ne put plus construire d'établissements militaires ou autres sans se voir aussitôt opposer un titre de propriété plus ou moins bien fondé.

Cette situation ne pouvait être tolérée plus longtemps; aussi un arrêté du 13 août 1889 décida-t-il que, jusqu'au jour où la question de la propriété serait réglée par un Décret, les indigènes ne pourraient aliéner les terrains dont ils étaient possesseurs qu'avec l'autorisation du chef de la colonie. Une Commission était chargée en même temps d'examiner la question de la situation immobilière à Dakar; mais le projet de Décret auquel elle aboutit n'eut pas de suite, le Conseil d'Etat n'ayant pas hésité à le repousser parce qu'il empiétait sur les droits du pouvoir judiciaire et sur ceux du Conseil général en matière de domanialité (1).

Les choses en sont restées là; que vaut-il le mieux de faire? D'après M. Pierret, il faut faire une distinction; il

1. Pierret. *Op. cit.* page 25.

pense que, dans les centres organisés, on pourrait introduire un système d'immatriculation immobilière dérivant de l'acte de Torrens, tel qu'il existe en Algérie. Mais, pour tous les autres terrains, il croit que l'Etat doit s'en réserver toujours la propriété exclusive et en disposer comme bon lui semble, sous réserve d'accorder des indemnités à leurs détenteurs ; il me semble néanmoins aller beaucoup trop loin quand il déclare que ces allocations ne doivent dépendre que du bon plaisir de l'Etat qui, d'après lui, ne serait pas obligé, en droit, de les accorder.

III. — Il nous reste enfin à voir quel parti l'Etat a tiré de son domaine, ce qui nous conduit tout naturellement à examiner la question des concessions de terres.

Dès que notre colonie nous fut rendue par les Anglais en 1814, le gouvernement de la Restauration eut l'idée de se procurer les terrains nécessaires pour faire de la colonisation sur une vaste échelle. C'est ainsi que le colonel Schmaltz, nommé commandant et administrateur, conclut avec les chefs du Oualo un traité par lequel ils cédèrent aux Français les terres qui paraîtraient convenables à ces derniers pour fonder des établissements agricoles ou autres ; cet acte est la meilleure preuve de la propriété exclusive qu'ont les chefs indigènes sur les terres possédées par leurs sujets (1).

Il ne nous restait plus dès lors qu'à disposer de ces vastes terrains que nous nous étions fait attribuer ; ce fut l'œuvre de l'arrêté du 15 mai 1822 qui détermina les

1. Pierret. *Op. cit.* pages 7 et 8.

formes dans lesquelles se feraient les concessions, ainsi que certaines conditions relatives à la possession d'un capital, à la mise en valeur, au défrichement et à la résidence. A côté de ces charges, des faveurs étaient accordées et consistaient : 1° En une prime à l'exportation des denrées coloniales ; 2° en avances, faites par le Gouvernement, d'outils, bestiaux, instruments aratoires, machines agricoles, graines et végétaux, et 3° en main d'œuvre gratuite dans certains cas.

En même temps il était décidé que si, sur les terrains concédés, il se trouvait des champs cultivés par les indigènes, ceux-ci auraient droit, pour les défrichements qu'ils auraient accomplis, à une indemnité annuelle.

En vertu de cet arrêté du 15 mai 1822, de nombreuses concessions gratuites ont été faites à des Européens ; mais, trop étendues, elles ne furent que partiellement mises en culture, malgré l'appât de primes considérables. D'après les règlements actuels, analogues aux coutumes générales des tribus, toute concession, qui n'est pas exploitée dans un délai fixé, doit faire retour au Domaine ; en outre, chaque concessionnaire est tenu de planter un certain nombre d'arbres de haute futaie dans la terre dont on lui a fait présent.

La superficie de ces domaines est encore bien minime ; cependant il convient d'ajouter à ces champs, situés en territoire français, de vastes concessions faites à des Européens ainsi qu'à des indigènes dans le Cayor, et principalement aux abords des stations du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.

Signalons, enfin, un arrêté du 7 janvier 1887 d'après

lequel les terrains vagues peuvent être concédés dans les territoires annexés, moyennant une redevance de 0 fr. 50 centimes par hectare ; ces concessions peuvent aussi être accordées à titre gratuit, moyennant certaines conditions à remplir.

Mais, ainsi que nous l'avons fait remarquer au début du chapitre, les concessions de terres ne sont accordées par l'Etat qu'en pays annexés ou dans certaines portions déterminées des pays de protectorat : l'Etat ne possède, en effet, aucun droit de propriété sur le sol de ces derniers, sauf certaines exceptions que j'ai indiquées plus haut, et le colon, qui veut y acquérir un domaine, doit s'adresser directement aux indigènes possesseurs de la terre, ou plutôt aux chefs qui ont sur eux un droit de suzeraineté (1). Nous verrons, dans le cours de notre étude, qu'il n'en est pas de même au Soudan où notre protectorat revêt une forme toute spéciale.

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que les concessions faites à des particuliers ; cependant le Gouvernement a cru qu'il pourrait utilement tirer parti de certaines parties inexploitées du territoire sénégalais, en les concédant pour un certain temps, et moyennant certaines conditions restrictives, à des Sociétés commerciales disposant d'un capital proportionné à l'étendue de leur concession. Les ministres, qui accordèrent ces concessions, eurent d'autant plus de mérite à le faire, qu'ils savaient devoir être bientôt en butte aux plus vives critiques.

1. Voir plus haut, page 88.

Dès l'année 1864, nous voyons le Ministre de la Marine, par un arrêté du 26 octobre, accorder à la Compagnie agricole du Cap Vert un vaste terrain de 500 hectares, à charge de payer une certaine indemnité.

Enfin, parmi les concessions accordées récemment, signalons les deux principales qui sont la concession des Pêcheries du Cap Blanc, et celle de la Casamance.

Ce fut un décret du 18 mai 1893, rendu sur la proposition de M. Tirard, ministre du commerce, qui concéda pour la première fois à M. Charvet « à titre de bail, et « pour une période de 75 ans, la partie française des ter-
« ritoires du Cap Blanc, depuis la pointe du Cap jusqu'au
« fond de la baie du Lévrier, en vue d'y créer des établis-
« sements de pêche et de commerce ».

D'après le cahier des charges, le concessionnaire ne pouvait créer ces établissements que sous réserve des droits de pêche qui pourraient être reconnus aux nationaux espagnols, et à charge pour lui de rétrocéder gratuitement à l'administration du Sénégal les emplacements nécessaires à l'installation des services publics, sans que pourtant ils pussent dépasser trois hectares. M. Charvet s'engageait en même temps à constituer, dans le délai d'un an, une Société anonyme au capital minimum de 500.000 francs, et à payer une redevance fixe de 1.500 francs par an à la colonie du Sénégal (1).

Ce décret du 18 mai 1893 n'a plus qu'une valeur rétrospective, car M. Chautemps prit un arrêté de déchéance contre la Société Charvet, peu de temps après son arrivée

1. B. C. Afr. fr., 1895. Annexes, p. 71.

au pouvoir. Mais son successeur, M. André Lebon, est venu à son tour rétablir cette concession, avec certaines modifications, par un décret du 6 septembre 1896; d'après lequel le territoire concédé s'étend désormais de la pointe du Cap Blanc au parallèle passant par la pointe des Maures; le loyer est définitivement fixé à 1.000 fr. par an au bénéfice de la colonie, et à 300 francs pour les dix dernières années. Le cahier des charges contient en outre les garanties exigées par le Gouvernement pour la perception des droits, ainsi que les conditions de déchéance.

Cette concession semble des plus heureuses, et la réglementation étroite, à laquelle elle est soumise par son cahier des charges, la met à l'abri des réclamations, soit de nos voisins étrangers, soit des indigènes ou habitants de la côte. Remarquons en outre qu'elle a pour effet de permettre l'exploitation de richesses poissonneuses qui constituent toute la valeur de cette portion du littoral sénégalais.

C'est certainement la concession de la Casamance qui est la plus importante parmi celles qui ont été accordées au Sénégal. Le Décret du 14 août 1889 fit « concession « à M. Cousin (Albert), aux clauses et conditions, et sous « les réserves indiquées dans le cahier des charges (ci-« annexé), du droit d'exploiter pendant 50 ans les forêts « situées sur la rive gauche de la Casamance », dans un périmètre limitativement déterminé (1).

Elle obtenait en même temps le privilège de faire le commerce dans toute cette partie du pays, d'y créer des

1. B. C. Afr. fr., 1895. Annexes, p. 71.

centres agricoles et d'y faire des entreprises industrielles.

Au Décret du 14 août 1889, était annexé un Cahier des charges, modifié en partie par un Décret du 26 Décembre suivant.

Parmi les principales clauses de ce cahier, citons la défense d'exploitation dans un périmètre de deux kilomètres autour des villages ainsi que dans les forêts faisant l'objet d'une exploitation indigène : cette dernière a particulièrement pour but de sauvegarder la récolte du caoutchouc par les noirs. M. Cousin « doit aussi constituer, dans « le délai d'un an, une Société au capital de 500.000 fr., « ayant son siège en France, ainsi qu'un conseil d'administration et un personnel uniquement français. » Il est stipulé, en outre, que la Société doit verser, au profit du budget local, une somme de 5.000 fr. par an, ramenée à 1.000 fr. pendant les dix dernières années, plus 5 fr. par tonne pour les 100 premières tonnes exportées, 10 fr. pour les suivantes, et 20 fr. par tonne au-dessus. Quant aux conditions de déchéance et de cautionnement, je les passe sous silence : il suffit d'ailleurs, pour les connaître, de se reporter au cahier des charges. Le décret dispose, en dernier lieu, qu'à l'expiration de la concession, le concessionnaire pourra conserver, à titre de prescription, les territoires aménagés par lui.

Une Société anonyme fut constituée, le 8 janvier 1890, sous le nom de « Compagnie agricole et commerciale de la Casamance », au capital de 800.000 fr. (300.000 fr. en numéraire, et 500.000 fr. en apports).

M. Cousin se consacra tout entier à cette entreprise

dans laquelle il engagea, non seulement ses capitaux, mais encore ceux de nombreux parents, d'amis et même de simples particuliers. La rivière Casamance était jusqu'alors presque inconnue ; seule une maison de Marseille, la maison Blanchard, et des maisons de Bordeaux, Maurel et Prom, et Murel frères, y avaient installé des comptoirs ; la nouvelle Société les acheta et en construisit d'autres. Elle se livra aussitôt à des exploitations agricoles et industrielles, et installa pour 1.100.000 fr. d'immeubles et de matériel, dont 40 bateaux (1).

Ses efforts furent d'ailleurs récompensés, car elle réalisa 62.137 fr. 25 de bénéfices en 1890, 77.080 fr. 32 en 1891, et 184.272 fr. 13 en 1892. Mais, à partir de cette époque, bien que le chiffre d'affaires s'accrût (2), les bénéfices étaient annihilés par certaines mesures du Conseil général du Sénégal : en effet, dans le périmètre soi-disant réservé aux indigènes, cette assemblée avait accordé diverses concessions à des Européens, qui faisaient concurrence à celle de Casamance, sans payer aucune charge. Cette différence était d'autant plus sensible que la redevance, payée annuellement par la Société de Casamance, s'était élevée de 120.319 fr. 54 en 1892 à 151.625 fr. 46 en 1893, et que ses charges fiscales avaient augmenté dans une proportion encore plus forte pendant le même laps de temps : en 1890, en effet, les droits perçus étaient

1. Art. de M. Harry Alis. B. C. Afr. fr., juillet 1894.

2. En 1893, la Société exportait 209.446 tonnes de caoutchouc sur un chiffre de 241.292 tonnes, production totale de la Casamance, et 2.692.331 tonnes d'arachides sur un total de 2.983.675.

de 53.710 fr. 48, et ils se sont successivement élevés à 85.988 fr. 90 en 1891, à 142.222 fr. 49 en 1892 et à 172.233 fr. 90 en 1893. On voyait venir cependant le moment où, par suite des mesures inopportunes du Conseil général, cette Société allait succomber, et la colonie perdre une partie de ses revenus.

Il fallait que cet état de choses cessât à tout prix : certaines personnes, comme M. Harry Alis (1), pensaient même qu'il eût été bon de détacher du Sénégal la Casamance pour la rattacher à la Guinée française qui, « ne possédant pas de Conseil général, ne songerait probablement pas à entraver l'essor d'une entreprise aussi avantageuse pour son budget. »

Cette opinion parut cependant excessive, et des mesures moins radicales furent adoptées par un Décret du 20 août 1894 modifiant la concession qui fut étendue à tous les terrains bordant la rive gauche de la Casamance ; le concessionnaire ne pourra dorénavant acquérir à titre définitif, à l'expiration de sa concession, que des parcelles de 15 kilomètres de longueur et distantes de 2 kilomètres. Il devra, en outre, respecter les droits des tiers. De plus, on décharge considérablement la Société des droits qu'elle acquittait, en stipulant que les bois exportés ne paieront plus que les droits de sortie en vigueur dans la colonie (2).

Toutefois, il convient de remarquer que ce Décret de 1894, bien qu'il apporte quelques modifications aux con-

1. Article cité.

2. B. G. Afr. fr. 1895. *Annexes*, p. 71.

ditions de la concession, ne fait que confirmer les deux précédents.

Moins d'un an plus tard, le 23 février 1895, cette concession fut vivement prise à partie à la Chambre des députés par M. Couchard, député du Sénégal : ces attaques étaient d'autant plus dangereuses que les expressions de l'orateur étaient très mesurées, et que, s'il considérait ce système de concessions comme néfaste, il plaidait la cause des exploitations agricoles.

Sans entrer dans le détail de ces débats (1), je me contenterai de dire que le député du Sénégal reprochait surtout au décret de 1894 de contenir des mesures arbitraires contre la Compagnie française de l'Afrique occidentale ; cette dernière, disait M. Couchard, ayant fait de meilleures affaires que la Société de Casamance, réussit à faire changer sa concession, et le Décret de 1894 vint interdire aux Noirs de vendre à qui leur plaît ; de plus, ceux-ci, prétendait-il, se voient souvent imposer d'office un prix qui n'est pas toujours rémunérateur.

M. Delcassé lui répondit avec beaucoup de justesse que cette concession était une source de gros revenus pour la colonie, et qu'il fallait avant tout assurer son existence. Cela est parfaitement vrai ; il me semble, en outre, que les concessions de ce genre n'excluent pas du tout l'exploitation agricole due à l'initiative privée qui trouve d'ailleurs au Sénégal un champ très suffisamment vaste pour s'exercer.

Les adversaires de ces Sociétés commerciales leur re-

1. *Journal officiel*. Doc. parlam., 1895. Ch. des députés, I,

prochent surtout de léser les intérêts des indigènes ; mais nous ferons remarquer que ces derniers ne possèdent la terre qu'à titre précaire ; d'autre part, nous avons vu que le cahier des charges de la Société de Casamance s'est occupé de sauvegarder leurs intérêts, en prescrivant de leur allouer une indemnité en cas de dépossession ; en tout cas, ils ne se plaignent nullement de la situation qui leur est faite.

Ces attaques contre la concession de Casamance ne devaient pas être les dernières ; en effet, le Conseil général du Sénégal, impuissant à la faire sombrer grâce aux vexations dont nous avons déjà parlé, pensa arriver aux mêmes fins en se tournant d'un autre côté : c'est ainsi que M. d'Erneville, président de cette Assemblée, adressa au Conseil d'Etat une requête tendant à la faire annuler, sous prétexte qu'elle n'avait pu être accordée régulièrement par décret, le territoire de la Casamance faisant partie du domaine de la colonie (1).

En date du 24 juin 1898, le Conseil d'Etat a rendu son arrêt sur ce pourvoi ; en dehors de l'intéressante interprétation qu'il a donnée de l'ordonnance de 1825 et que nous avons vue au début de ce chapitre, on lit dans les attendus de sa décision certains passages qui méritent d'attirer l'attention : il y est dit que le Gouverneur peut seul représenter les colonies dans les actions que les Conseils généraux ont résolu de former, et que par conséquent le pourvoi du président du Conseil général n'était pas recevable ; d'autre part, le Conseil d'Etat déclare qu'en consentant des

1. B. C. Afr. fr., juillet 1898.

concessions de la nature de celle en cause, l'Etat agit moins comme propriétaire que comme pouvoir politique, et qu'en se plaçant à ce point de vue, il a seul qualité pour agir sans qu'il y ait lieu de prendre l'avis du Conseil général (1).

En somme, la requête de M. d'Erneville a été rejetée dans des termes tels que l'Assemblée dont il est le président ne semble plus pouvoir dans l'avenir inquiéter la concession de Casamance. Nous devons nous en réjouir, car cette dernière, grâce à ses efforts et ses sacrifices d'argent, a su assurer la mise en valeur d'une portion notable de notre colonie.

1. B. C. Afr. fr., juillet 1898.

CHAPITRE IV

LA MAIN D'ŒUVRE AU SÉNÉGAL ; NOS MODES D'ACTION SUR LES INDIGÈNES. — INFLUENCE POLITIQUE ET MORALE.

Le problème de main d'œuvre se présente tout naturellement à ceux qui s'occupent de l'exploitation économique d'une contrée.

Dans les colonies tropicales d'exploitation, la question se complique singulièrement, car, ainsi que nous venons de le voir pour le Sénégal, l'Européen ne peut s'y livrer par lui-même à la culture du sol ; tout au plus peut-il servir de cadre à une main-d'œuvre indigène ; c'est donc cette dernière qu'il s'agit de trouver dans la région qu'on veut exploiter.

Dans certaines de nos vieilles colonies, comme celles des Antilles, la main-d'œuvre locale faisant défaut, on a été obligé d'aller la puiser dans d'autres contrées tropicales, et c'est cette obligation qui a fait prendre naguère à l'esclavage un si grand développement ; sa suppression, en 1848, dans toutes les possessions françaises, n'écarterait pas pour les Antilles la question de main d'œuvre, qui au contraire devenait encore plus inquiétante ; même

à l'heure actuelle, les divers procédés, auxquels on a eu recours dans ces contrées, ne peuvent être considérés que comme des expédients.

Fort heureusement, de telles difficultés ne se présentent pas dans la colonie dont nous poursuivons en ce moment l'étude, le Sénégal. Si toutes les races, qui forment le fond de sa population, ne peuvent contribuer au même titre à nous fournir la main-d'œuvre dont nous avons besoin, nous devons néanmoins affirmer que de ce côté nous sommes abondamment pourvus.

Quelles sont donc les diverses races que nous y rencontrons ?

Ce sont d'abord les *Maures* qui habitent la rive droite du Fleuve. Ils sont divisés en diverses tribus (Trarzas-Braknas, etc.), et leur nombre est de 80.000 environ. Ces hommes, d'une sobriété parfaite, très laborieux, sembleraient au premier abord posséder les qualités requises pour fournir de bons travailleurs ; mais leur pays est tellement aride qu'il se refuse en général à toute culture, et, même dans les endroits où il y serait propre, le caractère nomade de ses habitants s'y opposerait. Ce fut ce caractère qui les rendit rebelles à toute domination : bien que moins nombreux que les Noirs du bassin sénégalais, il ont en effet résisté avec beaucoup plus d'énergie aux attaques des blancs, et nos armes ne parvinrent qu'à les refouler.

Faidherbe, dans son œuvre de pénétration vers le Haut Sénégal, avait compris tous les inconvénients que présentait pour nous le voisinage de ces Musulmans pillards ; aussi s'empressa-t-il de conclure avec eux, en 1858, un

certain nombre de traités par lesquels ils s'engageaient à ne plus faire d'incursions sur la Rive Droite du Sénégal, renonçaient à leur coutumes et admettaient notre Protectorat (1). Ces mesures ont été complétées tout récemment par un traité conclu en mars 1895 avec le Chef des Dowich-Chrattitt, tribu qui jusque-là avait été rebelle ; cet acte nous assure la tranquillité du pays sur toute la rive droite du fleuve, depuis St-Louis jusqu'à la frontière du Soudan.

Quoi qu'il en soit, ces Maures ne semblent être aucunement susceptibles de nous fournir des ressources de main d'œuvre ; mais il ne faudrait pas croire cependant qu'ils soient une non valeur au point de vue économique : s'ils ne se livrent pas à l'agriculture, ils sont obligés de demander au commerce d'échange leurs moyens de subsistance, et, sans eux, les marchands étrangers n'auraient jamais établi au bord du Fleuve ces comptoirs d'escale qui sont devenus les lieux d'étape sur la route du Niger (2).

Au point de vue commercial, on peut diviser les Maures en deux groupes : 1° Ceux qui possèdent des chameaux, organisent des caravanes et vont souvent trafiquer fort loin ; 2° ceux qui s'occupent d'élevage.

Les premiers, qui trafiquent en général pendant la saison sèche, s'adonnent surtout au commerce de la gomme qu'ils vont porter dans les escales du fleuve. Ils se livrent aussi à celui du sel dans les principaux centres de Nioro, Goumbou, Bammakou, etc.

Quant aux *Maures pasteurs*, ils pratiquent l'élevage des

1. M. Leseur, à son cours.

2. Reclus. *Ouvrage cité* p. 204.

bœufs, des moutons et des chèvres ; ils font avec nous, ainsi qu'avec les indigènes du Sénégal et du Soudan, un grand commerce de gros et de petit bétail ; malheureusement, les fréquents déplacements qu'ils imposent à leurs troupeaux les empêchent de prospérer et les exposent à des épizooties et à des maladies endémiques (1).

On trouve aussi au Sénégal les *Foulas*, de race Peule (ou Poule), épars en tribus plus ou moins puissantes sur un territoire d'environ 4.500 kilomètres de longueur. Ils résident dans toute la région qui s'étend entre le Sénégal et le Niger et se nomme le Fouta Sénégalais ; mais leur densité est particulièrement intense dans le Fouta-Djallon.

A la différence des populations noires qui les entourent, les Foulas ont le teint relativement clair, la peau de nuance rouge ou bronzée. Cette race est probablement originaire d'Egypte ; Faidherbe la rapproche du fellah égyptien.

Nous ne trouvons pas en eux, autant que chez les noirs sénégalais, des travailleurs agricoles ; mais les Foulas sont d'excellents bergers : moins nomades que les Maures, ils changent volontiers de résidence, abandonnant même leurs villages, sans esprit de retour, quand le bien-être des troupeaux l'exige. La propreté qu'ils observent dans leurs bouveries a quelque chose de religieux, et il paraît même que les Foulas du Bondou reçoivent leurs hôtes

1. Rapport du Commandant de Lartigue, 1897.

dans leurs parcs à bestiaux, pour témoigner ainsi de leur respect pour les étrangers (1).

Les Foulas sont très intelligents et savent très bien adopter certaines mœurs des populations avec lesquelles ils sont en contact : c'est ainsi que, dans plusieurs districts, ils sont devenus agriculteurs, tout en continuant à soigner leur bétail avec grand soin.

Leurs capacités ne se bornent pas là ; ils sont aussi de très habiles artisans. Ils savent extraire le minerai et le traiter pour fabriquer divers instruments rudimentaires, indispensables au ménage et à l'agriculture ; en somme, ils forment une race supérieure (2).

A côté d'eux, nous trouvons les *Toucouleurs*, race métis provenant du croisement de la race Peule avec les populations noires du Sénégal. Ce qui les caractérise, c'est leur fanatisme musulman et leur ardeur guerrière qui en ont fait longtemps les adversaires les plus opiniâtres du développement de l'influence française. La destruction de l'Empire d'Ahmadou en 1890-1891, et la soumission du Fouta central en 1891, doivent être considérés comme marquant dans l'histoire des Toucouleurs le commencement d'une ère nouvelle qui permettra au gouvernement du Sénégal d'utiliser les précieuses facultés de cette race intelligente, tout en l'empêchant de s'en servir au détriment des intérêts de ses voisins et de la tranquillité générale ; il faut en effet reconnaître que, quelque remuants qu'ils soient, les Toucouleurs n'en sont pas moins utiles dans le

1. Anne Raffenel : *Nouveau Voyage au Pays des Nègres*.

2. Reclus. *Ouvrage cité*. (p. 222).

bassin du Sénégal par leur esprit d'initiative et leur amour du travail ; ils émigrent volontiers pour aller tenter la fortune, soit en cultivant le sol, soit en ramant sur le fleuve ou en offrant des marchandises ; des colonies entières de Toucouleurs se sont établies sur les bords de la Gambie, pour y faire des plantations d'arachides. (1)

Quant à la race noire, elle est représentée principalement au Sénégal par les Ouolofs, les Sérères, les Mandingues, les Bambaras, les Soninkés, les Djolofs et les Diolas.

Les *Ouolofs*, au nombre d'environ 300.000, forment sans conteste la race noire la plus civilisée de tout le Sénégal : leurs principaux centres de densité se trouvent sur la rive gauche du Sénégal inférieur, et dans une vaste région s'étendant le long de la côte jusqu'à Dakar. Ils sont habiles, intelligents, et d'une grande fierté ; c'est bien souvent par l'amour-propre que nous nous les sommes attachés : il n'est pas de travail qu'ils n'accomplissent avec joie quand on fait appel à leur sentiment de l'honneur, pas d'œuvre de dévouement à laquelle ils ne se sacrifient quand on leur en fait un devoir. Pour franchir la barre et se hasarder au milieu des brisants, tous les piroguiers ouolofs sont des héros, et l'on ne cite point d'exemple d'un blanc qui ait été abandonné par ces noirs dans un naufrage.

Tandis que les autres nègres du Sénégal peuvent nous être suspects à cause de leurs relations avec l'étranger d'Europe, les Ouolofs de Saint-Louis sont associés aux Français et se disent « les enfants » de la ville. Ce sont

1. Reclus. Ouvrage cité, p. 229.

eux qui constituent la nation franco-sénégalaise et c'est par millions que l'on a trouvé des volontaires parmi eux, toutes les fois qu'il s'est agi de défendre un point menacé du fleuve, à Médine, à Bakel, ou aux escales des Maures. (1)

Il est à remarquer qu'ils travaillent rarement comme journaliers, car la plupart possèdent des terres en quantité suffisante à leur entretien ; mais ils sont souvent des artisans fort habiles, et c'est grâce à eux que se font tous les travaux de construction à Saint-Louis et à Dakar ; on ne recrute généralement pas parmi eux les manœuvres proprement dits, qui sont presque tous des émigrants toucouleurs se louant pour une saison de trois mois et retournant dans leur pays avec un petit pécule. Quoiqu'il en soit, s'ils ne se louent pas comme journaliers, ils ne s'en livrent pas moins à de petites exploitations agricoles qu'ils dirigent eux-mêmes.

Au Sud de la région où résident les Ouolofs, on trouve les *Sérères*, au nombre d'environ 80.000, et qui s'étendent sur un territoire allant à peu près de Rufisque à la Gambie anglaise. Ce sont des hommes d'une taille gigantesque qui fait d'eux presque autant d'hercules. Ils sont en outre très résistants à la fatigue ; tout contribue à en faire d'excellents agriculteurs, et ils sont une ressource d'autant plus précieuse pour nous qu'ils consentent souvent à s'engager comme journaliers. Ils constituent, en outre, une main d'œuvre sûre en ce qu'ils ne sont pas in-

1. Reclus. Ouvrage cité, p. 211-212.

constants comme les Peulhs et s'attachent volontiers au maître qu'ils se sont choisis.

Ils sont aussi très commerçants ; c'est avec eux que les Français pratiquent le plus grand commerce de traite en leur demandant du bétail, des arachides, du coton et autres denrées. Malheureusement, depuis près de deux siècles, ce commerce a eu un effet funeste sur les Sérères en les poussant à un usage immodéré de l'eau-de-vie que nous leur fournissons à un prix très minime : nulle part on ne boit autant de cette affreuse sangara, boisson fatale dans laquelle, outre l'alcool impur, entrent du tabac, du poivre et des piments rouges (1). Les chefs, faisant parade de leur richesse, ont toujours devant eux unealebasse pleine d'eau-de-vie, et passent leurs jours dans l'ivresse ; des femmes donnent la sangara en même temps que le lait à leurs enfants qui grandissent hébétés et dont parfois on ne peut faire plus tard que des pillards et des homicides.

Il y a donc beaucoup à faire, de notre part, pour relever cette race déchue ; si c'est notre devoir de colonisateurs, c'est aussi notre intérêt d'exploitants : les Sérères forment, en effet, une excellente race d'agriculteurs, et nous devons opérer leur régénération morale en prenant des mesures propres à enrayer cette importation désastreuse.

Parmi les populations noires, nous n'avons considéré jusqu'ici que celles du littoral. Si maintenant nous remontons le Sénégal, nous rencontrons les *Soninkès* qui oc-

1. Béranger-Féraud. Les peuplades de la SÉNÉGAMBIE.

cupent la rive gauche du fleuve entre Kaëdi et Bakel. Ce sont des gens d'une grande docilité, et qui volontiers s'associent avec le blanc ; plusieurs de leurs jeunes hommes prennent du service dans les Compagnies de terre ou de mer et deviennent bons matelots. Ils excellent surtout dans les expéditions pour guider les troupes, débrousser les forêts, tracer les sentiers et les routes. Bons agriculteurs, voyageurs enthousiastes, et réunissant ainsi les qualités de résidents et de nomades, naturellement heureux et gais, ils semblent destinés à devenir dans la région du haut Sénégal ce que les Ouolofs sont dans la région basse, les Français de la colonie (1). Bref, ils nous fournissent une main d'œuvre des plus précieuses.

Les *Mandingues* qui, au nombre de 50.000, résident à peu près dans la même région, sont trop indolents pour pouvoir nous être de quelque utilité ; en outre ils se prêtent peu à la conversion.

Quant aux *Bambaras*, répandus un peu partout, race fétichiste par excellence, ils ont surtout l'instinct commercial très développé.

Si nous tournons maintenant les yeux du côté de la Casamance, nous y trouvons diverses peuplades telles que les Bagnouns, les Mandingues, les Djolofs, les Balantas et les Feloups, qui constituent une main-d'œuvre amplement suffisante pour la contrée : honnêtes et d'humeur sédentaire, ces indigènes s'adonnent au commerce de traite avec les européens ; agriculteurs, ils sèment le riz et l'arachide, et vendent leurs produits en échange du sel, des fusils et de la poudre.

1. Reclus. Ouvrage cité. p. 218.

En somme, on voit que les planteurs ou chefs d'exploitation, qui veulent venir s'établir au Sénégal, sont certains d'y trouver une main d'œuvre abondante ; mais cela ne suffit pas. Cette main-d'œuvre doit être sûre : comment voulez-vous en effet qu'un homme quitte son pays natal, vienne s'exposer à un climat malsain, engage des capitaux parfois considérables dans une entreprise, si, au bout de peu de temps, il est exposé à être abandonné par les travailleurs qu'il a embauchés ? Nous avons eu maintes fois l'occasion de montrer, dans le cours de cette étude, que le noir est un être essentiellement inconstant et qui ne songe qu'à se reposer quand il a quelque argent devant lui.

Or, dans l'état actuel des choses, il n'y a aucune sanction qui soit édictée contre celui qui viendrait à rompre son engagement. Quelle peine pourrait-on prononcer contre lui ? Une sanction pécuniaire serait évidemment impossible, puisque le journalier noir ne possède jamais rien ; il ne resterait plus dès lors qu'à lui appliquer une peine corporelle, mais ici on se heurte à une grave objection qui a été formulée en dernier lieu à l'Institut Colonial international dans sa session de septembre 1895 :

Il y a, a-t-on dit, des principes absolus et élémentaires de justice qu'il est impossible de violer ; or, le respect de la liberté humaine est certainement violé toutes les fois que l'on impose à un homme le travail sous la menace d'une peine. Entre une pareille liberté et l'esclavage, a-t-on ajouté, il n'y a guère de différence.

Ces idées sont évidemment très justes, mais il faut se

placer à un point de vue plus pratique ; veut-on coloniser ou non ? Si oui, il faut donner à ceux qui transportent au delà des mers leurs capitaux et leur industrie, les moyens d'accomplir l'œuvre civilisatrice à laquelle il se sont dévoués. Or un commerçant, un agriculteur, ou même un explorateur, a embauché des travailleurs ou des porteurs : la désertion des engagés entraînera peut-être la ruine pour les premiers et la mort pour le dernier. D'autre part, contre la mauvaise foi de l'ouvrier indigène qui n'exécute pas ses engagements, une action en dommages-intérêts est une arme illusoire, ridicule (1). Force est donc d'atteindre dans sa liberté celui qu'on ne peut frapper dans sa bourse, et de faire planer sur sa tête la menace d'une condamnation pénale.

Les nations étrangères se sont parfaitement rendu compte de cette nécessité : le système des sanctions corporelles est pratiqué en Nouvelle Guinée d'après l'ordonnance du 22 octobre 1888, et dans le Congo Belge par celle du 8 novembre 1888.

Pourquoi ne pas faire taire des scrupules qui, quoique très élevés, nuisent à nos intérêts, et ne pas adopter des mesures semblables à celles que n'ont pas hésité à prendre des nations chez lesquelles les sentiments d'humanité et de justice sont autant en faveur que chez nous ?

Il me semble qu'il y a pour nous quelque chose à faire dans ce sens, et qu'avec beaucoup de prudence et une réglementation minutieuse, on sauvegarderait à la fois

1. Art. de M. Girault. *La main d'œuvre aux colonies. Revue d'économie politique*, 1896, p. 147.

l'intérêt des entrepreneurs et la liberté des travailleurs.

Enfin, une main d'œuvre abondante ne nous servirait à rien au Sénégal si, peu à peu, les travailleurs indigènes émigraient dans les colonies étrangères. Ce fait se produisit cependant il y a quelques années, et le recrutement, échappant à toute réglementation, donnait lieu parfois à de regrettables abus. Pour prévenir le retour de pareils agissements, le Gouverneur se mit d'accord avec le Conseil général sur un certain nombre de dispositions devant permettre désormais à l'administration locale de soumettre aux garanties nécessaires l'embauchage des travailleurs sénégalais (1).

Ces dispositions furent consacrées par le Décret du 16 juin 1895, d'après lequel les opérations des agences de recrutement qui, en général, opéraient naguère pour le compte des colonies étrangères, doivent dorénavant être autorisées par le gouverneur en Conseil privé (art. 1^{er}); de plus, cette autorisation ne peut être accordée qu'à titre révocable et temporaire, moyennant le versement d'un cautionnement de 40.000 fr. (art. 2). Les cas de révocabilité sont strictement énumérés : le gouverneur pourra révoquer l'autorisation, s'il juge que la situation politique ou économique de la colonie le réclame (art. 5).

Je passe sous silence les autres articles concernant les formalités que doivent remplir les navires d'émigration à la sortie des ports de la colonie (art. 7), ainsi que les infractions et les agents chargés de les reconnaître.

1. Rapport précédant le Décret du 16 juin 1895 (*Journ. offic.*, 27 juin 1895).

Remarquons, en terminant, l'article 3 qui dispense du cautionnement les Compagnies agissant pour le compte ou sous la garantie de l'administration d'une colonie française.

Cette dernière disposition prouve clairement qu'on a voulu uniquement déjouer les manœuvres des agences de recrutement qui opéraient pour le compte des colonies étrangères.

L'Instruction publique au Sénégal. — L'enseignement primaire est donné gratuitement aux enfants des deux sexes ; les représentants du Gouvernement, les délégués de « l'Alliance française », les missionnaires et congrégations ont compris, dès le début, combien était essentielle la diffusion de notre langue parmi les indigènes ; or, l'Ecole est le mode d'action le meilleur que nous puissions exercer.

Cet enseignement est presque totalement entre les mains des écoles congréganistes : missionnaires du St-Esprit, Frères de Ploërmel, Sœurs de St-Joseph de Cluny et de l'Immaculée-Conception.

A Saint-Louis, 2 écoles communales congréganistes de garçons comptent près de 200 élèves et sont dirigées par 11 Frères de l'Institut de Ploërmel. L'école des filles reçoit environ 190 élèves, et est dirigée par 11 Sœurs de Saint-Joseph de Cluny. Les écoles laïques de garçons et des filles, ainsi que celle de la Mission évangélique protestante, sont beaucoup moins fréquentées.

Des écoles publiques sont également établies à Dakar, Gorée, Rufisque ; à St-Louis, Dakar et Gorée, des cours du soir pour adultes fonctionnent régulièrement. Dans le

Haut-Sénégal et dans le Cayor, l'Alliance française et la Mission du St-Esprit entretiennent des écoles où l'enseignement professionnel est annexé à l'enseignement primaire. A St-Louis et à Gorée, ont été institués des ouvroirs et des salles d'asile pour les enfants ; de plus, les missionnaires du Saint-Esprit ont organisé à N'. Gazabil, près de Joal, des orphelinats de garçons et de filles, ainsi que des écoles dans leurs établissements de Joal, Sedhiou et Carabane. Enfin, des écoles musulmanes ont été créées, depuis trente ans, pour assurer la diffusion de l'instruction dans la population indigène (1).

Quant aux dépenses de cet enseignement, elles sont obligatoirement, moyennant une quote-part remboursée par les communes (2), à la charge du budget local ; elles s'élèvent, en 1898, à 65.125 francs pour les écoles de garçons, à 43.836 fr. 55 pour l'école des filles de St-Louis et de Gorée, ainsi qu'à 8506 fr. pour celles de Dakar et Rufisque. En dehors des écoles publiques des principaux centres, il y a aussi, dans les pays de protectorat, 19 écoles publiques et 2 écoles privées, tant de garçons que de filles. Parmi ces dernières, les plus récemment ouvertes sont celles de Goundiane, de Fissel et de Baback.

Jusqu'à présent, les Serères ont montré, à l'endroit de ces dernières, une méfiance irraisonnée. Cependant l'école de

1. Petit. *Organisation des colonies* : Tome II, p. 39.

2. Un décret du 18 décembre 1893, précisant un autre du 13 mai 1872, est venu déclarer que les communes doivent rembourser au budget local une partie des dépenses de l'instruction publique. Cette quote-part, pour l'exercice 1898, est fixée ainsi : 75.450 fr. pour St-Louis, 23.000 pour Dakar, 19.300 pour Rufisque et 23.000 pour Gorée.

Baback est déjà fréquentée par une quarantaine de leurs enfants (1).

Enfin, la création toute récente d'une école, à Nioro, a été bien mieux accueillie des indigènes. A côté de l'instituteur, on a placé un moniteur d'arabe, indispensable à des populations essentiellement musulmanes. Le jour de l'ouverture des cours, 25 élèves se sont présentés, parmi lesquels le fils de Mandiaye-Ba, chef du Rip.

On voit, en somme, que le gouvernement local ne néglige aucune mesure pour instruire les indigènes et propager par ce moyen l'influence française. Cela devient encore plus saisissant si on remarque qu'en 1898, sur un budget de moins de 4 millions, la colonie a inscrit les dépenses de l'instruction publique pour une somme de 330.195 fr.

Cette action civilisatrice, jointe à nos autres modes d'influence politique et morale sur les indigènes, doit contribuer puissamment au développement économique de notre colonie du Sénégal.

1. *La Quinzaine coloniale*. 10 mars 1898, p. 150.

CHAPITRE V

VOIES DE COMMUNICATION. TRAVAUX PUBLICS. PROGRÈS A RÉALISER.

L'existence de voies de communication dans une colonie est la condition *sine quâ non* de son exploitation. Comme voie naturelle, le Sénégal possède principalement le fleuve de même nom, qui lui rend de très grands services assurément, mais dont toute l'importance est constituée par son rôle de voie de pénétration dans le Soudan français.

Du mois de juin au 15 décembre, les bateaux calant 0 m. 80 peuvent, en effet, remonter jusqu'à Kayes, et, du 1^{er} juillet au 15 octobre, le tirant d'eau peut s'élever à 2 m. 50 jusqu'au même point terminus. Enfin, du 15 juillet au 1^{er} octobre, les navires de mer, jaugeant de 1500 à 2.000 tonneaux, viennent de Bordeaux à Kayes sans rompre charge. La crue commence en général fin mai et atteint son maximum vers le 20 septembre ; mais son flot diminue graduellement durant les sécheresses, et, quand son niveau est au plus bas, c'est à peine si les barques peu-

vent, de décembre à juin, aller au-delà du banc de Matam.

On pourrait peut-être, à l'aide d'un barrage submersible, assécher le petit bras du fleuve en rejetant toute l'eau dans le grand bras ; il est possible également que des écluses, disposées à chaque barrage naturel, amélioreraient beaucoup la navigation ; les barrages existent déjà, il suffirait donc de les perfectionner et de créer des sas (1).

Le Sénégal, dans la partie inférieure de son cours, se ramifie en de nombreux lacs ou canaux tortueux qui n'aboutissent à rien et auxquels on donne dans le pays le nom de marigots : pendant la saison des crues ils allègent le courant fluvial, ils le maintiennent lors de la décrue ; le flot alterne du fleuve au marigot, et du marigot au fleuve (2). Ce système de déversoirs naturels diminue certainement la période de non-navigabilité du fleuve, et peut-être pourrait-on encore augmenter leur utilité, grâce à un jeu d'écluses bien combiné.

Cette intermittence de la navigation n'est pas le seul obstacle qui nuise à l'utilisation du Sénégal. On sait, en effet, que ce fleuve, en arrivant à peu de distance de la mer, prend une direction presque parallèle au littoral dont il n'est séparé que par une langue de sable, appelée langue de Barbarie. Cette dune étroite, heurtée par les flots de la mer, finit toujours par céder sur quelque point,

1. Discours du colonel de Trentinian, 19 mai 1897.

2. Reclus. *Op. cit.* p. 198.

mais la passe n'est jamais que d'une faible profondeur, ce qui rend pénible l'entrée du Sénégal pour les navires d'un fort tirant d'eau ; la marée augmente, il est vrai, de deux mètres la profondeur de la barre, mais, quand la mer est forte, les creux de la vague diminuent d'autant l'épaisseur liquide. Cet inconvénient est évidemment très sérieux, mais, semble-t-il, il pourrait disparaître si on adoptait certaines propositions, comme celle de M. Bouquet de la Grye, d'après laquelle on fixerait l'entrée du fleuve au moyen d'une jetée curviligne qui formerait le prolongement de la rive gauche (1).

Néanmoins, tous ces obstacles n'empêchent pas que ce fleuve ait une certaine valeur comme voie de communication : sans parler des services qu'il rend actuellement comme voie de pénétration dans le Soudan (2), remarquons que c'est lui qui a permis au courant commercial de pénétrer au loin dans l'intérieur, et à l'agriculture de se développer parmi les populations noires des deux rives. Actuellement encore, malgré l'interruption annuelle de la navigation, il est fort utile.

Parmi les autres voies naturelles du Sénégal, on ne peut guère citer que le Saloum, sorte de bras de mer d'une centaine de kilomètres, qui pénètre fort avant dans l'intérieur des terres ; à 60 milles environ de son embouchure, on rencontre sur ses bords le poste français de Kao-

1. Reclus. *Op. cit.* p. 192.

2. Voir la récente Convention, intervenue entre le Sénégal et le Soudan, à propos du règlement des comptes dus au service d'écluse sur le fleuve Sénégal (Discours de Trentinian, du 19 mai 1897. — B. C. Afr. fr. 1897. p. 215.

lack que les grands bateaux peuvent atteindre en toute saison. Plus au sud, se trouve la rivière Casamance sur laquelle le point extrême de la navigation maritime est à Sedhiou, à 175 kilomètres de la mer.

Jusqu'à une époque récente, toute l'activité du Sénégal s'exerçait par la voie fluviale : en 1885, l'ensemble des routes rayonnant autour des trois centres, Saint-Louis, Dakar, Rufisque, ne dépassait pas une quinzaine de kilomètres. Mais, à l'heure actuelle, il n'en est plus ainsi ; ces tronçons de routes ont été prolongés, on en a créé d'autres, et une somme assez importante est inscrite au budget de 1898 pour leur entretien. Des nouvelles toutes récentes nous montrent qu'on ne s'est pas arrêté dans ces travaux ; on a effectué les débroussailllements nécessaires pour l'établissement des routes de Nioro à Kaolack, de Nioro à Foundiougne, et de Nioro à Médine. Ces travaux ont été exécutés au moyen de crédits prévus à cet effet, et on a pu éviter de recourir aux corvées non rétribuées qui constituent de lourdes charges pour les populations (1).

Les inconvénients, que j'ai signalés plus haut, et qui résultent de l'intermittence de la navigabilité du Sénégal ainsi que de l'existence d'une barre à son embouchure, apparaissent depuis longtemps, et, vers 1879-1880, on étudia la question de savoir si on remplacerait le transport fluvial par un transport en chemin de fer. La proposition du gouvernement avait été d'abord de relier par une voie ferrée Dakar à Saint-Louis et, d'autre part, Saint-Louis à

1. *Quinzaine Coloniale*, 10 janvier 1898. p. 18.

Médine, cette dernière ligne se prolongeant par Bafoulabé jusqu'au Niger. Mais la Commission de la Chambre pensa, avec juste raison, qu'étant données les faibles ressources qu'on pouvait affecter à ces dépenses coloniales, il fallait aller au plus pressé ; en conséquence, elle proposa de se servir provisoirement du cours du fleuve et d'attendre que des besoins impérieux vinssent à se manifester pour y substituer une voie ferrée (1).

Mais on s'attacha à mettre à exécution la première partie de cette proposition, c'est-à-dire la construction d'un chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.

De tout temps, en effet, on avait compris de quelle importance serait le rattachement de Saint-Louis au golfe de Gorée. Dès 1859, un traité avait été conclu avec le roi du Cayor pour assurer l'établissement d'un service de courriers à cheval le long de la côte, entre Saint-Louis et le Cap Vert ; mais, la convention n'ayant pas été observée, on fut obligé de construire une série de forts et de fortins dans tout le pays (2). Aussi, en 1862, décida-t-on la construction d'une route traversant le Cayor. Enfin, en 1878, le général Brière de l'Isle, pendant son gouvernement du Sénégal, comprit toute l'utilité d'un chemin de fer, et en fit faire les études préparatoires : ce fut sous son inspiration que la Commission de la Chambre fit figurer ce projet en tête de sa proposition.

Le chemin de fer devait avoir une longueur totale de

1. Commandant Roques. *Etude sur le ch. de fer du Soudan*, *Revue colon.*, 1896, p. 773.

2. Reclus. *Op. cit.*, p. 254.

264 kilomètres et traverser un pays aride, sillonné de petits cours d'eau nécessitant des ouvrages d'art innombrables; aussi de longues discussions se déroulèrent-elles dans le Parlement, vers la fin de 1880, non pas sur l'utilité de cette entreprise, mais sur les voies et moyens à employer pour sa réalisation.

La Société de construction des Batignolles, avec laquelle on avait signé une convention, le 30 octobre 1880, s'était rendue adjudicataire de l'entreprise au prix kilométrique de 68.000 francs, auquel il fallait ajouter un revenu de 3.400 francs représentant l'intérêt du capital à 5 0/0. Plus tard, sur la proposition du Conseil général des Ponts-et-Chaussées à la Commission de finances, le Parlement adopta une autre combinaison, d'après laquelle la rente de 3.400 francs par kilomètre fut réduite à 1.154 francs. L'Etat, fournissant 12.680.000 francs en argent, soit 48.770 francs par kilomètre, bénéficiait, tous comptes faits, d'une réduction de rente de 328 francs par kilomètre.

La loi de concession fut promulguée le 29 juin 1882, et, un an plus tard, le 4 juin 1883, était constituée la compagnie de Dakar-Saint-Louis, au capital de 5 millions divisé en 10.000 actions de 500 francs. Mais, dès le 9 juin, cette Compagnie passait avec la Société des Batignolles un traité de construction à forfait, par lequel cette dernière se trouvait entièrement substituée à la Compagnie elle-même qui lui abandonnait l'intégralité des 5 millions ainsi que la subvention de l'Etat. Nous verrons plus loin les inconvénients de cette construction à forfait (1).

1. Discours de M. Tirrel à la Chambre des députés, le 1^{er} mars 1895.

La construction du chemin de fer se poursuivait assez rapidement ; le travail fut commencé dès le vote de la loi de concession, en juin 1882, mais pendant son exécution on eut à vaincre de grandes difficultés tenant tant à l'insalubrité du climat qu'à l'insuffisance de la main d'œuvre indigène ; en effet, si à l'heure actuelle les habitants du pays pullulent, c'est grâce au chemin de fer qui a amené ce repeuplement.

En 1882-1883, furent construits les 30 kilomètres qui séparent Dakar de Rufisque. En 1883-1884, on fit 134 kilomètres, ainsi que le grand pont métallique de Leybar qui a 120 mètres de portée et franchit un des bras du Sénégal. En 1884-1885, la Société livra les 100 derniers kilomètres (1), et, enfin, le 6 juillet 1885, la ligne était solennellement inaugurée.

La construction récente du Pont Faidherbe a permis de reporter la gare terminus, de Sor à Saint-Louis.

La dépense totale, qui avait été prévue à 17.965.772 fr. 72, s'est élevée, jusqu'au 25 juin 1895, à 19.401.516 fr. 84, soit un dépassement de 1.435.744 fr. 12 représentant environ 8 0/0 de la dépense totale. Ces dépenses ont été couvertes par les versements de l'Etat (14.320.698 fr. 77), le capital social de la Compagnie, et un versement fait par cette dernière.

Quand tous les travaux furent terminés, certains membres du Parlement prétendirent que de nombreuses malfaçons avaient été commises ; nous n'avons pas le temps d'entrer dans le détail de ces débats ; bornons-nous à dire qu'une

1. Etude du capitaine Salesse. B. C. Afr. fr. 1897, p. 336.

Commission, chargée de faire une enquête en 1895-1896, réussit à conclure que les griefs, allégués contre les constructeurs, avaient été fort exagérés, et qu'en somme, si l'on tient compte des profits directs et indirects retirés de la ligne, l'Etat n'avait pas fait là une mauvaise opération. Le rapport ajoutait, toutefois, qu'il serait désirable que les frais d'exploitation s'abaissassent autant que possible (1).

Du 23 juillet 1883 au 31 décembre 1890, la Compagnie a exploité en régie, au compte de l'Etat ; mais, à partir de 1891, les dépenses d'exploitation ont été arrêtées à forfait, d'après les formules fixées par une sentence arbitrale du 10 avril 1894. La subvention annuelle de l'Etat a été considérablement réduite pendant le même temps : de 2.530.737 fr. 03 en 1886, elle est tombée à 1.349.073 fr. 89 en 1895, pendant que les recettes brutes d'exploitation montaient de 714.317 fr. 43 en 1886, à 1.161.322 fr. 96 en 1895. D'après les comptes de la Compagnie du Chemin de fer, les recettes ont été, en 1896, de 1.232.000 fr., soit 4660 fr. par kilomètre ; mais elles sont insuffisantes pour faire face à la rémunération des capitaux engagés ainsi qu'aux frais d'exploitation, et on a été obligé d'inscrire, au budget des colonies de 1898, une somme de 1.270.000 fr. à cet effet (2).

C'est même ce qui a fait dire que le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis était la démonstration évidente du vice du contrat de garantie d'intérêt, par lequel l'Etat ne laisse pas un libre jeu à l'initiative de l'exploitant qui

1. Art. 28 de la Loi des finances de 1897.

2. Rapport de M. Riotteau sur le budget des Colonies de 1898.

devrait avoir intérêt à se garantir contre une gestion insuffisante (1).

Evidemment les recettes, bien qu'en progression, sont insuffisantes, et peut-être une meilleure gestion pourrait-elle les aider à s'élever davantage ; mais remarquons que, si l'on tient compte des profits que l'Etat retire de cette ligne, de la diminution des dépenses militaires et des transports, ainsi que du développement commercial qui est résulté de la facilité des communications, ce chemin de fer n'a pas été une mauvaise opération pour lui, malgré les dépenses de garantie d'intérêt qu'il a coûtées (2).

En tout cas, il a eu les plus heureux résultats, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique. Avant sa construction, on ne pouvait trouver, en effet, de contrée moins sûre que le Cayor : les rébellions y étaient fréquentes, et il existait certaines régions, comme celle de Thiès, que les traitants indigènes n'osaient plus traverser. Le chemin de fer a pacifié entièrement le pays, en même temps qu'il facilitait son repeuplement ; son ouverture a marqué, en outre, un progrès décisif dans la culture de l'arachide : les indigènes, voyant combien leur sol, jusqu'alors improductif, y était propice, s'y sont adonnés et ont formé des villages le long de cette ligne qui leur fournissait un moyen de transport rapide jusqu'à Dakar. Le chemin de fer avait, en effet, pour but de développer ce dernier port, Saint-Louis ne pouvant être facilement utilisé à cause des inconvénients de la barre.

1. Opinion de M. Salesse. *Op. cit.*

2. Rapport Siegfried sur le budget des Colonies de 1897.

Remarquons, toutefois, que ce but n'a pas été complètement atteint, car, bien que les tarifs du chemin de fer soient moins élevés que les anciens prix de transport par caravanes, beaucoup de commerçants, plutôt que de les payer, préfèrent encore tenter les périls de la barre qu'ils font traverser à leurs marchandises sur des pirogues. La Compagnie du chemin de fer semble s'être rendu compte de cet inconvénient, et elle s'est abouchée, dans le courant de 1897, avec les Chambres de Commerce, en vue d'élaborer pour les marchandises un tarif qui leur permette d'affluer dans les magasins de St-Louis et de Dakar, comme par le passé (1). Ce nouveau tarif comprend trois catégories, et fait ressortir en moyenne le transport à 20 fr. la tonne, ce qui constitue un grand progrès; la tonne kilométrique est ainsi abaissée à 8 centimes.

Il faut espérer que ces combinaisons de tarifs amèneront une augmentation dans les recettes du chemin de fer, en permettant de transporter par voie ferrée toutes les marchandises qui empruntent la voie du fleuve jusqu'à St-Louis; du prix de transport par chemin de fer, les expéditeurs devront, en outre, déduire le déchet parfois notable qui résultait pour leurs marchandises du passage de la barre, ou la surprime d'assurance très forte qu'ils étaient obligés de payer. Dans cet ordre d'idées, une autre amélioration s'impose, car, le chemin de fer n'ayant pas de gare maritime à Dakar, il en résulte des transbordements coûteux, des navires en rade de Dakar

1. *Journal des débats*, 6 avril 1897.

aux quais d'embarquement du chemin de fer ; cette constatation a été faite en 1886, mais rien n'est venu améliorer la situation (1).

Bien que la ligne Dakar-St-Louis soit la seule qui existe actuellement au Sénégal, on a présenté, à diverses époques, d'autres projets dont on peut prévoir la réalisation dans un avenir plus ou moins éloigné.

Mentionnons d'abord la ligne qui, de Dakar, aboutirait à Kayes en traversant le désert de Ferlo, projet destiné à raccourcir le trajet en suivant la corde au lieu de l'arc et à remédier aux inconvénients de la navigation sur le fleuve Sénégal. La station qui semble indiquée, sur la ligne Dakar-St-Louis, comme la gare future d'embranchement pour cette ligne du Fouta et du Haut Sénégal, est Mpal, une des principales agglomérations situées le long de la voie ferrée. Ce projet, qui n'est pas encore entré dans la phase de la réalisation, faisait partie de ceux qui furent envisagés, en 1879, par la Commission du Ministère des Travaux publics, chargée d'étudier les moyens de pénétration au Soudan, et notamment le projet du Transsaharien.

Ce chemin de fer aurait l'heureux effet de développer Dakar qui, pour diverses raisons, ne fait plus aucun progrès (2); ensuite, elle aurait le grand avantage de favoriser l'exploitation économique du Fouta sénégalais et le développement de l'élevage dans ces régions. Enfin, elle aurait surtout d'importantes conséquences au point

1. Rapport Riotteau. *Op. cit.*

2. Salesse, *op. cit.*

de vue de la mise en valeur de notre colonie du Soudan français. Malheureusement, on se heurte aux difficultés et au prix de revient d'un tel travail qui s'exécuterait à travers des régions inhabitées et privées d'eau, sur une longueur d'environ 800 kilomètres.

Un autre projet, dont on peut prévoir maintenant la réalisation prochaine, est celui du chemin de fer du Baol. Le commandant du génie Marmier, qui, en 1891, avait rempli une mission sur le chemin de fer de Kayes au Nigér, partit, le 20 décembre 1892, pour le Sénégal, avec 7 sous-officiers, 7 caporaux et sapeurs ; il étudia l'avant-projet d'une voie ferrée allant de Tivaouanne, une des stations du chemin de fer Dakar-St-Louis, à Fatick, point important du Sine, situé à 80 kilomètres dans le sud-est de Dakar. Toutefois, ce projet fut laissé de côté pendant quelques années, et ce ne fut qu'à une époque toute récente qu'on songea à s'en préoccuper de nouveau.

Lors du voyage de M. Lebon au Sénégal (Oct.-Nov. 1897), le maire de Gorée et le président du Conseil général ne manquèrent pas de signaler à l'attention de ce ministre l'intérêt qui s'attacherait à la création d'une voie de pénétration à travers de riches provinces, « drainant » économiquement des denrées qui ne demandent qu'à se « produire », et M. Lebon, frappé de l'importance qu'aurait cette ligne, engagea vivement la Compagnie Dakar-St-Louis à en entreprendre la réalisation. Quelques mois plus tard, le Conseil général, sous l'inspiration de M. Chaudié, engageait effectivement des pourparlers avec cette Com-

pagnie, et décidait en même temps, dans sa séance du 6 juin 1898, de participer pour une somme importante à la construction du chemin de fer.

Quant au tracé ancien, il a subi une modification qui paraît des plus heureuses : « en effet, remarque M. Chau-
« dié (1), avec le tracé nouveau ce n'est plus vers Fatick
« ni Kaolack que se dirige le chemin de fer, mais plus au
« nord dans les régions de M' Bayar et de Sambé ; il de-
« vient une voie de pénétration véritable qu'il n'est pas
« téméraire, eu égard aux progrès incessants de la colo-
« nisation africaine, de juger susceptible d'atteindre, un
« jour non éloigné, les régions de la Falémé et de la
« Haute-Gambie ». Le Conseil général compte, dans sa
prochaine session ordinaire, examiner les divers points
de la question, et notamment quelle sera l'importance de
la contribution à fournir par les pays de protectorat que
cette ligne traversera.

En somme, ce chemin de fer du Baol est appelé à rendre les plus grands services au point de vue économique, et on ne peut que souhaiter sa prompte construction.

Parmi les autres travaux publics, dont on a poursuivi avec le plus de constance la réalisation au Sénégal depuis un certain nombre d'années, il faut placer au premier plan les lignes télégraphiques : remarquons, en effet, que, si le télégraphe est susceptible de rendre de grands services au point de vue des rapports politiques de la Métropole avec ses colonies, et de ces colonies entre elles, il n'en rend pas moins au commerce pour lequel il est un puissant auxiliaire.

1. Discours prononcé au Conseil général du Sénégal, le 6 juin 1898.

Depuis quelques années, on semble s'être rendu compte de la valeur de ces considérations, et on a largement étendu le réseau télégraphique du Sénégal en procédant à la création de plusieurs nouvelles lignes. En 1895, en effet, ce réseau comprenait seulement : une ligne à fils multiples de Dakar à St-Louis, suivant la voie ferrée qui relie ces deux villes, et trois lignes à fil unique : la première de Dakar à Joal, la seconde de Tivaouanne à Foundiougne, inaugurée à la fin de mars 1893, et enfin la troisième de St-Louis à Kayes, en longeant le fleuve, avec embranchements à Podor, Saldé et Kaédi.

M. de Lamothe avait déjà jugé ce réseau insuffisant en 1892, et un projet de lignes complémentaires avait été mis à l'étude par ses soins, dès cette époque. En voici le plan général : le tracé partait de Joal, point terminus de la ligne Dakar-Joal, coupait à Fatick l'embranchement de Tivaouanne à Foundiougne et se prolongeait vers le Sud jusqu'à Nioro. Cette étude, abandonnée faute des ressources nécessaires, fut reprise, en janvier 1894, par notre compatriote M. Bourrel qui établit le tracé par le Saloum, Sine, la province de Kantora, puis Sedhiou, et enfin un raccordement de Sedhiou à Carabane ; le tracé, y compris ce dernier tronçon, devait avoir une longueur totale de 600 kilomètres environ. Un autre projet, annexé au tracé principal, amorçait à Sine une ligne qui, à travers le Bondou, dans la direction Nord-Est, devait aller se raccorder, à Kayes, à la ligne en exploitation de Saint-Louis au Soudan ; cette ligne annexe devait avoir une longueur de 280 kilomètres. Le Conseil général, à la fin de 1894,

vota la somme de 60.000 fr., prévue par M. Bourrel pour faire face aux dépenses de construction.

Les travaux, commencés au début de 1895, prirent fin en 1896 pour la plupart de ces lignes : la ligne Foundiougne-Kaolack-Sine était terminée le 12 février, et la ligne Sine-Senoudébou, le 25 mars 1896. A la fin de la même année, le tronçon Senoudébou-Kayes était achevé, et, le 26 novembre 1896, le premier télégramme était échangé de Kayes à Saint-Louis par la nouvelle ligne.

Enfin, peu de temps après, était inaugurée la ligne qui, reliant le Sénégal à la Casamance, aboutit à Sine et dessert ainsi toute la région de la Haute-Gambie. Le réseau télégraphique de la colonie est, à l'heure actuelle, de 1704 kilomètres; on songe à l'étendre vers les autres colonies françaises qui sont à proximité, et c'est ainsi qu'en ce moment un projet est à l'étude pour joindre la Casamance et Timbo, déjà relié à la ligne de Guinée au Soudan.

D'autre part, le Sénégal est relié à l'Europe par le câble Saint-Louis-Ténériffe-Cadix, et aux établissements français et étrangers par les câbles West-African Telegraph et African direct.

La correspondance télégraphique internationale est régie par la Convention de Saint-Petersbourg (Révision de Budapesth 1896). Quant à la correspondance télégraphique locale ou intérieure, elle est réglementée par des arrêtés du Gouverneur; signalons, entre autres, un arrêté du 13 juillet 1896 qui, pour faciliter les communications télégraphiques entre la Métropole et le Soudan, oblige le receveur des postes à Dakar, à servir d'intermédiaire et

à expédier au Soudan celles des dépêches qu'il reçoit à cette destination.

Je ne compte pas m'étendre sur les autres travaux qui ont été accomplis au Sénégal, ou qu'il serait urgent d'entreprendre. Du reste, j'en ai déjà mentionné un certain nombre dans le cours des chapitres qui précèdent.

Je ferai cependant remarquer que c'est particulièrement depuis six ans que la colonie semble entrer dans l'exécution de grands travaux publics. Le décret du 21 novembre 1892 l'autorisa à emprunter, à cet effet, une somme de 5 millions, sur laquelle 2.200.000 francs ont été affectés à la construction du pont Faidherbe, inauguré tout récemment ; depuis lors, chaque année une somme est inscrite au budget local (1) pour exécuter de grosses réparations et des travaux neufs : elle est, en 1898, de 175.000 fr. Très prochainement, on commencera la construction du Pont de Guet-N'Dar dont le plan et les devis ont été approuvés par le Comité des travaux publics des Colonies (2).

Étant donné que le Sénégal a une valeur économique, non seulement par lui-même, mais comme débouché du Soudan, il importe, à mon avis, d'améliorer son port de Dakar, ainsi que celui de Rufisque, appelé à devenir à bref délai l'un des points les plus importants du commerce du Sénégal ; du reste, cette préoccupation semble être celle de l'administration depuis un certain nombre d'années, et, parmi les travaux exécutés avec les 5 millions votés

1. Voir le budget local du Sénégal pour 1898.

2. *La Quinzaine Coloniale*, 1898, p. 276.

en 1892, on peut citer l'amélioration des quais et jetées de Dakar, ainsi que la construction d'un phare sur sa grande jetée.

Tout récemment, des conférences se poursuivirent, entre les Ministères des Colonies et de la Marine, en vue de la transformation économique et militaire de la rade et du port de Dakar. Il importe, en effet, d'y abaisser le prix du charbon, si l'on veut y ramener les escales et lutter contre la concurrence que nous fait actuellement la Luz et Santa-Cruz aux Canaries, et Bathurst en Gambie ; des mesures ont été déjà prises à cet effet, car des dépôts flottants de charbon ont été installés dans la rade, et, grâce à un contrat passé avec la compagnie concessionnaire, on est assuré d'y trouver ce produit à bon marché (1). Notons enfin que, le 16 avril 1893, on annonçait que le marché, passé avec M. Sallenave pour la construction du second wharf de Rufisque, était définitivement approuvé (2). Du reste, si on lit les récents discours de M. Chaudié au Conseil général (1), on voit que cette question de la transformation des rades et ports de la colonie, jointe à celle de l'adduction de l'eau potable dans les principaux centres, tiennent le premier rang parmi les préoccupations des hauts fonctionnaires et du Conseil général, qui se rendent très bien compte que la prospérité du Sénégal dépend, en partie, de leur solution.

1. Discours de M. Chaudié, le 4 décembre 1897 et les 3 et 6 juin 1898.

2. *La Quinzaine Coloniale* 1898, p. 276.

CHAPITRE VI

LE RÉGIME DOUANIER DU SÉNÉGAL.

La loi du 11 janvier 1892, qui a complètement remanié le tarif des douanes de la Métropole et des Colonies, établit, parmi ces dernières, deux groupes distincts : pour la plus grande partie, elle consacre le principe de l'assimilation douanière ; mais il en est un certain nombre qu'elle excepte de cette règle générale, en ne les faisant pas participer au régime de faveur du tableau E qui lui est annexé.

Dans ce second groupe, figurent le Sénégal et la Guinée française ; à l'époque de l'élaboration de la Loi de 1892, on ne pouvait songer, en effet, à appliquer le tarif douanier de la Métropole à ces colonies qui sont en concurrence avec les établissements étrangers voisins, et qui, forcément, pour leurs échanges avec l'intérieur, doivent s'approvisionner, en Angleterre ou en Allemagne, des marchandises à très bon marché que l'industrie française ne produit pas (1) ; cette dernière a le droit de se

1. B. C. Afr. fr. Août 1891. *Le Régime Douanier des Colonies.*

plaindre, mais elle ne doit adresser de reproche qu'à soi-même. Depuis cette époque, la situation économique de ces établissements s'est légèrement modifiée, ainsi que nous le verrons plus loin, mais on peut affirmer que, si en 1892, on leur avait appliqué le tarif métropolitain, on n'aurait réussi qu'à étouffer dans l'œuf leur essor commercial, ou à détourner le courant des affaires vers les possessions des autres puissances.

Le régime douanier, en vigueur dans ces colonies, est bien antérieur à la Loi de 1892. L'article 18 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854 déclare que les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, sont régies par décrets ; l'article 3 de la Loi du 7 mai 1881 vient compléter ces dispositions en indiquant les conditions dans lesquelles peuvent être établis ces Droits de Douane, par décrets en Conseil d'Etat.

Si le gouvernement métropolitain a la plupart des pouvoirs en cette matière, les autorités locales conservent cependant un certain nombre d'attributions : d'après l'article 35 du Décret du 4 février 1879, le Conseil général délibère « sur les tarifs d'octroi de mer, après avis » des Conseils municipaux intéressés. » De plus, il donne son avis sur les tarifs de douane à appliquer dans la colonie.

L'article 4 de la Loi de 1892 a étendu ces prérogatives, en permettant aux Conseils généraux et d'administration de demander des exceptions au tarif de la Métropole, car les produits sénégalais sont en principe assujettis, à leur entrée en France, aux droits du tarif minimum. Le Con-

seil d'Etat statue sur ces délibérations dans la même forme que sur les règlements d'administration publique.

Ces principes généraux posés, nous allons examiner quelles transformations a subies le régime douanier du Sénégal depuis la Révolution française, et quelles modifications on pourrait apporter à celui qui est actuellement en vigueur dans la colonie.

Histoire du Régime commercial et douanier du Sénégal. — Au moment où éclata la Révolution française, la neuvième Compagnie privilégiée du Sénégal était en pleine décadence ; aussi le commerce de la colonie fut-il déclaré libre pour tous les Français, le 23 juin 1791. Peu après, un acte de navigation du 21 septembre 1793, ainsi qu'un arrêté consulaire du 25 frimaire an X, complété par plusieurs autres de la même année, n'admirent le commerce que par navires français, exempts de toutes taxes. On déterminait en même temps quelles seraient les taxes à la sortie sur les gommes, l'ivoire et les autres productions.

Un arrêté du 8 Floréal an X établit un entrepôt pour les guinées bleues destinées au commerce, sans certificat d'origine (1).

Ce régime fut remis en vigueur quand le Sénégal, qui nous avait été enlevé pendant les guerres du premier Empire, nous fut restitué en 1815, et il fut modifié par une série de Décisions et Ordonnances royales, s'échelonnant jusqu'en 1855, et qui tendaient toutes à établir un privilège pour le pavillon français dans le commerce

1. Petit. *Organisation des Colonies*. Tome II, p. 559.

de la France avec ses établissements de l'Afrique occidentale. Gorée fut déclarée port franc. Quant aux droits métropolitains sur les produits du Sénégal (Gomme, café, etc.), ils furent successivement diminués par les Lois de 1816, 1817, 1820, 1826, 1836, 1841 et 1845.

D'après le Décret du 8 février 1852, les marchandises françaises importées au Sénégal ne payaient plus qu'un droit de 2 0/0 quand elles l'étaient par navires français, de ports et entrepôts français ; le droit de sortie était le même pour les marchandises exportées à destination de ports français et sur des navires français. Enfin la navigation entre la France et le Sénégal (y compris Gorée) était réservée aux navires français, et les navires étrangers payaient par tonneau un droit de 4 fr. abaissé à 0 fr. 50 cs par le décret du 6 janvier 1855 (1).

Moins de 10 ans plus tard, était rendu le Décret du 24 décembre 1864, texte fondamental concernant l'établissement de droits d'entrée au Sénégal. Il assujettit à un droit de 4 0/0 *ad valorem* les marchandises de toute nature et de toute provenance, importées par tout pavillon à Saint-Louis et à Gorée. Celles qui sont importées à Saint-Louis jouissent, pendant un an, du bénéfice de l'entrepôt fictif (art. 3).

Dans ces dispositions, il n'y a aucune faveur pour nos produits ; l'art. 4 protège seulement l'importation des produits sénégalais en France, en soumettant à une surtaxe de pavillon de 20 fr. par tonneau d'affrètement les navires étrangers important en France des produits chargés à

1. Petit. *Op. cit.*

Saint-Louis et à Gorée. Cette disposition fut du reste abrogée par la Loi du 11 Juillet 1868.

Quelques années plus tard, le Décret du 20 juin 1872 portait à 15 0/0 *ad valorem* les droits sur les armes et munitions de guerre importées à Saint-Louis, à 10 0/0 ceux sur le tabac en feuilles, et enfin à 5 0/0 ceux sur toutes les autres marchandises. Le Décret du 20 janvier 1879 étendit cette disposition à toute la frontière du Sénégal.

Le Décret du 14 juin 1881 vint compléter ces dispositions en établissant un droit de 2 cs 1/2 par mètre sur les guinées de toute origine ; on relevait ainsi les droits établis par les Décrets des 19 juillet 1877 et 1^{er} octobre 1880.

Enfin le Décret du 11 juillet 1887 institua l'entrepôt fictif au Sénégal sur les mêmes bases que celui de la Métropole.

Ce fut à cette époque qu'en vue de diminuer les charges de la Métropole, le Ministre du Commerce décida de supprimer, à partir du 1^{er} janvier 1889, les subventions allouées précédemment au Sénégal, et mit à la charge de la colonie certaines dépenses qui avaient été jusqu'alors supportées par le budget de l'Etat. Le conseil général, ému de cet état de choses, demanda alors le relèvement des droits à l'importation de 5 à 7 0/0, et, en outre, l'établissement d'un droit spécifique sur certaines boissons (1). Le Décret du 23 mars 1889 lui donna satisfaction, mais son article 3 supprima la taxe de consommation, établie par l'arrêté local du 28 janvier 1877, sur les liquides introduits à Rufisque et dans les points

1. Rapport de M. Tirard, précédant le décret du 23 mars 1889.

de la zone située entre Bel-air et Kaolack. Un tableau annexe énumérait, en outre, les marchandises admises en franchise.

Ces dispositions devaient être provisoires et ne durer que jusqu'à la fin de 1889; mais, à cette époque, le moment ne semblait pas propice à la consécration de nouveaux tarifs, car une crise commerciale venait d'éclater par suite de l'abaissement du prix des gommes et la mauvaise récolte des arachides, et il n'aurait pas été prudent d'apporter de nouveaux éléments d'inquiétude dans les transactions (1); en conséquence, le décret du 25 décembre 1889 prorogea jusqu'au 31 décembre 1890 les droits établis par le décret du 23 mars 1889.

Mais un remaniement complet s'imposait de plus en plus. Il fut opéré par le décret du 2 décembre 1890, encore en vigueur : ce décret, abrogeant celui du 7 mai précédent qui avait édicté certaines mesures transitoires, frappe de divers droits les marchandises importées au Sénégal entre la frontière Nord et le Saloum inclusivement, à partir du 1^{er} janvier 1891.

Indépendamment du droit de 2 cs. 1/2 qui continue à frapper les guinées importées de France ou des colonies françaises (décret du 14 juin 1881), un droit de 6 cent. par mètre est établi sur les guinées étrangères.

Cette disposition crée donc un privilège en faveur de nos guinées, et, malgré des causes postérieures et indépendantes qui en ont ralenti l'effet, on peut dire qu'elle a eu d'excellents résultats.

Du reste, ces premiers droits figuraient déjà dans le

1. Rapport précédant le Décret du 25 décembre 1889.

décret du 7 mai 1890, ainsi qu'un autre de 0 fr. 50 par kilogramme sur les goureaux dits colas de provenance étrangère, à l'exclusion de tout autre droit *ad valorem* (art. 2), que le décret du 2 décembre maintient également.

Mais la partie la plus importante de ce nouveau texte consiste dans l'établissement d'un droit de 7 0/0 *ad valorem* sur les marchandises étrangères, indépendamment de tous autres droits, ce qui constitue véritablement un tarif différentiel en faveur de nos produits.

Parmi les prévisions de recettes de l'exercice 1898 (1), les droits d'importation de 5 0/0 figurent pour une somme de 1.167.594 fr. 77, et la surtaxe de 7 0/0 sur les marchandises étrangères pour 816.104 fr.

Il existe, toutefois, certaines exceptions à ce régime des droits d'entrée, tel que je viens de l'exposer : c'est ainsi qu'un décret du 30 décembre 1890 prohibe l'importation des armes à feu et munitions autres que les fusils à silex et les poudres de traite, en exécution de l'Acte Général de Bruxelles.

D'autre part, un tableau, annexé au décret du 2 décembre 1890, exempté de tous droits de douane ou d'octroi de mer un certain nombre de marchandises : objets appartenant à l'Etat, mobilier d'immigrants, eau congelée, eaux minérales, etc., etc.

De même, sont exemptés de droits d'entrée les produits originaires d'une autre colonie française. Une instruction ministérielle du 2 octobre 1894 vint étendre cette dernière disposition aux produits transitant par les ports de la Métropole ou y séjournant, moyennant cer-

1. Budget local du Sénégal, 1898.

taines conditions de transport, de certificat d'origine et d'importation en droiture. Enfin, tout récemment, le Conseil général, dans sa séance du mardi 7 décembre 1897, a décidé, après une longue discussion, que les produits exportés de la Casamance seraient admis en franchise de droits, à leur entrée au Sénégal proprement dit. Il ne lui a point paru équitable de les assujettir au droit de 5 0/0 à l'importation, alors qu'ils ont déjà été soumis, lors de leur exportation de la Casamance, à un premier droit de 7 0/0, ainsi que nous le verrons plus loin (1).

Avant 1848, il existait au Sénégal un impôt foncier qui consistait en une capitation proportionnée au nombre des esclaves ; elle fut supprimée, à cette époque, en même temps que l'esclavage, et remplacée par des droits à l'exportation. Ce sont ces mêmes droits que nous rencontrerons plus loin à propos de la Guinée qui, à l'époque de leur établissement, était rattachée au Sénégal.

Le décret du 19 février 1868 établit une taxe, au maximum de 4 0/0 *ad valorem*, sur les produits coloniaux exportés des dépendances de Gorée comprenant la côte, située entre le Cap Vert et la pointe Sangomar, et les rivières du Saloum, de la Casamance, du Rio Nunez, du Rio Pongo et de la Mellacorée. L'article 2 stipulait que la taxe pourrait être diminuée ou supprimée par arrêté du Gouverneur, rendu en Conseil d'administration. Ces droits furent portés à 5 0/0 par le Décret du 20 juin 1872.

1. La *Quinzaine Coloniale*, 28 janvier 1898, p. 54.

Pour les mêmes raisons que nous avons déjà indiquées à propos des droits d'entrée, le décret du 12 octobre 1888 releva de 5 à 7 0/0 les droits perçus sur tous les produits exportés des territoires compris entre la Casamance et la Mellacorée inclusivement. Dans les prévisions de recettes de 1898, ils figurent pour la somme de 46.849fr.

Il existe aussi des droits de sortie sur les gommés. Si nous cherchons comment on a été amené à les établir, nous constatons qu'autrefois l'accès du fleuve, au dessus de St-Louis, n'était pas libre ; l'article 2 du décret du 24 décembre 1864 déclare même formellement qu'il continue à être interdit aux bâtiments étrangers. En somme, jusqu'en 1880, la gomme ne se traitait qu'à des escales déterminées, où la sécurité des traitants était assurée par nos postes, et où l'intermédiaire des traitants indigènes était obligatoire pour le trafic (1). Toutefois, en 1880, ce courtage, devenu facultatif, était, en fait, presque supprimé.

Bref, à cette époque, la liberté du trafic s'imposait et fut en effet déclarée par le décret du 22 mars 1880 qui cependant réservait le commerce des gommés aux personnes de nationalité française. On transformait le droit, perçu autrefois par les rois maures proportionnellement à la quantité de gomme traitée, en une coutume fixe payée par le budget de la colonie sur les ressources que lui procurait un nouveau droit de sortie sur les gommés exportées. L'art. 3 du décret chargeait le gouvernement local de fixer le droit proportionnel.

Les autres articles lui attribuaient aussi divers pouvoirs

1. Rapport de l'amiral Jauréguiberry, précédant le décret du 22 mars 1880.

relatifs à l'interdiction temporaire de la traite et à la répression des fraudes ; effectivement, depuis cette époque, les fluctuations de l'opinion des commerçants eux-mêmes ont amené le gouvernement, tantôt à accorder le droit de traiter sur tous les points du fleuve, tantôt à revenir au système des escales (1).

En vertu des dispositions du décret du 22 mars 1880, le gouverneur du Sénégal, par des arrêtés locaux des 14 octobre 1880 et 5 octobre 1882, établit un droit de 1 fr. 50 à l'exportation sur les gommés traitées sur le fleuve Sénégal, à partir de Bakel et au-dessous.

Dans les prévisions de recettes de l'exercice 1898, ces droits figurent pour la somme de 39.379 fr.

Nous en avons fini avec les droits de douane proprement dits qui sont, du reste, les plus intéressants à notre point de vue. Il existe, en outre, des droits d'ancrage, de tonnage, de francisation et de congé, de dépôt et de magasinage, ainsi qu'une taxe de consommation. Nous ne pouvons entrer dans leur examen ; il suffit, d'ailleurs, si on désire connaître leur mécanisme, leur taux et la législation qui les concerne, de se reporter à la nomenclature annexée au budget local de la colonie pour 1898.

Il nous faut citer, en dernier lieu, les droits d'octroi, impôt dont le produit appartient aux Municipalités.

Nous venons de voir, en effet, qu'au Sénégal l'impôt foncier était autrefois représenté par une taxe proportionnée au nombre des esclaves ; mais, comme, depuis 1848, cette dernière a été remplacée par des droits de

1. *Annuaire du Sénégal*, année 1897, p. 78.79.

sortie, il n'y a donc plus de centimes additionnels au profit des communes qui n'ont que l'octroi comme unique ressource. Ces droits diffèrent des droits de douane en ce qu'ils ne favorisent pas la production nationale et ont un intérêt purement fiscal.

D'après la nouvelle législation (Loi du 11 janvier 1892), lorsque les Conseils généraux sont appelés à délibérer sur l'octroi de mer, ils doivent être saisis de deux projets de décrets; l'un, relatif au mode d'assiette, aux règles de perception et au mode de répartition, et qui doit être approuvé par un décret en Conseil d'Etat; l'autre, concernant le tarif d'octroi de mer, et qui doit être consacré par un décret simple.

Au Sénégal, il y a des octrois municipaux dans les trois ports de Saint-Louis, de Gorée et de Dakar (1); ils n'existent pas dans les ports de Rufisque, de Foundiougne, de Carabane, de Nianing et de Joal.

Tels sont les droits de douane actuellement en vigueur au Sénégal. Nous venons de voir que, depuis une dizaine d'années, on était entré dans la voie de la protection à l'égard de nos produits nationaux en établissant, à l'entrée, un tarif différentiel sur les produits étrangers, et il faut reconnaître que certaines des dispositions du décret de 1890 ont eu les effets les plus heureux; mais faut-il encore accentuer la tendance? Beaucoup de personnes le croient et affirment que jamais notre commerce ne pourra lutter contre la concurrence étrangère si on ne lui accorde pas un traitement plus favorable.

1. Voir l'énumération de ces droits d'octroi et la législation qui les concerne, dans le tome II de l'ouvrage de M. Petit, déjà cité.

Ces considérations ont évidemment de la valeur, mais il me semble qu'il faut pénétrer plus avant dans la question et remarquer que la situation du Sénégal, au point de vue économique, diffère de celle de nos autres établissements d'Outre Mer, en raison surtout de la proximité des colonies étrangères : il serait à craindre qu'une trop grande élévation de droits sur les marchandises étrangères ne les fit diriger sur les pays voisins, et tout le monde est d'accord pour avouer qu'il y en a certaines que nos produits ne pourraient remplacer. N'oublions pas, surtout, que c'est par le Sénégal que passe une partie des marchandises à destination du Soudan ; nous verrons même, plus loin, que nous devons nous efforcer d'encourager ce mouvement. Dès lors, on peut se rendre compte facilement de ce qui arriverait si on surélevait dans une trop forte mesure les droits d'entrée au Sénégal sur les marchandises étrangères : les produits français seraient évidemment encouragés à pénétrer au Soudan, mais, sur les marchés de cette colonie, il seraient toujours concurrencés par les mêmes produits étrangers qui, se voyant refuser l'entrée du Sénégal, auraient transité par des colonies voisines comme Sierra-Leone ou la Côte d'Or. L'élévation excessive des droits aurait donc eu cet effet fâcheux de diminuer les recettes douanières de la colonie, et d'amener une crise dans son commerce. En somme, notre avis est que, dans cette voie, on ne saurait être assez circonspect.

CHAPITRE VII

LA BANQUE DU SÉNÉGAL.

Des institutions de crédit ont été fondées aux colonies à la suite de l'abolition de l'esclavage et pour faciliter à ces dernières la transition au nouveau régime économique qui en était la conséquence. Parmi ces Banques Coloniales figure celle du Sénégal, créée par un décret de 1854; elle fait en général toutes les opérations de crédit : le commerce de banque ordinaire, l'émission des billets à vue, les changes (émissions et remises), des opérations de crédit réel, à savoir des prêts sur marchandises déposées dans les magasins publics, des avances sur matières d'or et d'argent et sur titres, enfin des prêts sur récoltes pendantes (1) : ces derniers ne peuvent dépasser le tiers de la valeur vénale des récoltes dont l'affectation est rendue publique par la transcription des actes de prêt au bureau d'enregistrement (Loi du 24 juin 1874, art. 6). Quant aux questions de crédit foncier, elles sont du ressort exclusif de la Société de Crédit Foncier colonial.

1. P. Cauwès. *Précis d'économie Politique*. 3^e édition. Tome II, P. 451-2.

Nous venons de signaler, parmi les opérations de la Banque du Sénégal, celles de remise : en effet, la plupart des règlements, effectués par les maisons de commerce sénégalaises qui ont acheté des marchandises en France, se font en traites, à 45 ou à 105 jours suivant la nature de ces marchandises, et à 1 0/0 de la Banque du Sénégal sur son correspondant de Paris, le Comptoir d'Escompte.

La Banque du Sénégal est la seule existant dans la colonie ; pourtant on a remarqué, ces temps derniers, qu'il arrivait des factures portant la mention « à régler à l'agence des Messageries maritimes à Dakar (1) ». Cette dernière semble donc, d'après ce renseignement, se livrer à certaines opérations de crédit.

Depuis quelque temps, il est question aussi, pour éviter tous déboires dans les colonies, de constituer une banque coloniale unique, ayant sa direction à Paris et des succursales dans les colonies. Elle serait dirigée, au centre, par un Conseil d'administration nommé par les actionnaires, et les directeurs locaux, désignés par lui, n'auraient dans les colonies qu'un conseil d'escompte local ; aucune ingérence politique ne pourrait avoir lieu, et le rôle de l'Etat se bornerait à un simple contrôle de l'inspection des finances. « Cesont là, dit M. Siegfried (2), les bases de la « constitution de la Banque d'Indo-Chine qui donne d'excellents résultats ; il semble qu'on ne peut mieux faire « que de les imiter. Le fractionnement du crédit colonial

1. Lagrillière-Beauclerc, *op. cit.*, p. 83.

2. Rapport de M. Siegfried sur le budget des Colonies de 1897. *Journal Officiel*. Annexes 1896, I, 6792.

« nuit en effet à son expansion, et, notamment en ce qui
« concerne la circulation fiduciaire, il est déplorable que
« les billets n'aient cours légal que dans le territoire de
« chacune des colonies. »

Cependant ces considérations n'ont pas prévalu jusqu'ici, et cela tient, ainsi que le remarque M. Chautemps, aux difficultés de transition et de liquidation des Banques existantes. D'autre part, les Banques et Chambres de commerce de la Métropole ont demandé le maintien de l'ancien état de choses.

C'est à cette dernière solution qu'on semble devoir s'arrêter pour le moment : mais, en 1895, à l'occasion du renouvellement du privilège des Banques coloniales, on songea à apporter quelques modifications essentielles à leurs statuts tels qu'ils ont été réglés par la loi organique du 24 juin 1874. Un projet de loi fut déposé en ce sens, le 29 juin 1895, par M. Chautemps, ministre des Colonies, et Ribot, ministre des finances : il suffit de se reporter au *Journal Officiel* pour connaître les différentes dispositions de ce projet dans l'examen duquel nous ne pouvons pas entrer. Faisons seulement remarquer que, le 28 février 1898, la Chambre des députés l'a admis en première lecture, et que tout porte à croire que la nouvelle Chambre l'adoptera définitivement.

Mais, depuis 1895, il fallut assurer provisoirement l'existence des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane et du Sénégal; aussi un décret du 21 décembre 1895 vint-il proroger leur privilège jusqu'au 1^{er} janvier 1897; les dispositions de la loi du 24 juin 1874

et des statuts annexés étaient provisoirement maintenues. Cette situation fut prolongée pendant l'année 1897 à la fin de laquelle parut, le 19 décembre, un autre Décret prorogeant encore le privilège jusqu'au 1^{er} janvier 1899.

Au Soudan et en Guinée il n'y a aucune Banque. Au Soudan cela n'est pas étonnant, et le besoin immédiat ne s'en fait pas sentir ; la Banque du Sénégal peut combler momentanément cette lacune. Mais, en Guinée, pourquoi n'établirait-on pas une banque dont la nécessité apparaît plus grande de jour en jour, depuis la séparation de cette colonie et du Sénégal ? Il est regrettable que, dans l'établissement des premiers services d'une colonie, l'administration supérieure ne s'inspire, en aucune façon, des méthodes employées par nos concurrents les Anglais, nos maîtres en pareille matière, dont le premier soin, quand ils arrivent dans un pays neuf, est d'installer, avec une chapelle, une banque pour mettre les valeurs en sûreté et aussi pour assurer le développement des transactions (1).

Quant aux établissements métropolitains, qui s'occupent du crédit colonial, ils existent par centaines en Angleterre et même en Allemagne. Chez nous, ils se livrent très peu à ces opérations, ou bien ils ne leur font qu'une place restreinte à côté de leurs autres affaires.

Il paraît, cependant, qu'il vient d'être créé à Lyon une banque au capital de 10 millions, qui, sous le nom de banque privée, — industrielle, commerciale et coloniale, Lyon,

1. *Réforme économique* 1897, p. 237. Les Banques coloniales, article de M. Georgeot.

Marseille, — paraît devoir se consacrer particulièrement aux affaires coloniales (1).

Nous faisons des vœux sincères pour le succès de cet établissement, et nous espérons que son exemple sera suivi. Il y a une chose certaine, c'est que les capitaux ne peuvent être attirés vers les entreprises d'Outre-Mer que grâce à une solide organisation du crédit colonial.

1. *La Quinzaine Coloniale*, 28 avril 1898, p. 228.

DEUXIÈME PARTIE

Le Soudan français.

CHAPITRE PREMIER

LE SOUDAN DEVANT L'OPINION. — LE CLIMAT. — AVENIR DE
L'EXPLOITATION AGRICOLE.

Nous avons pu apprécier, dans l'introduction, l'effort militaire prodigieux qu'il nous avait fallu déployer pour nous établir au Soudan, ainsi que les dépenses considérables que nous avait occasionnées l'occupation de ces vastes régions. Il faut nous demander maintenant si cet immense domaine est susceptible de nous dédommager des frais qu'il nous a causés ; en un mot, notre expansion au Soudan a-t-elle été une faute ?

Certains l'ont cru ; et malheureusement cette opinion émana, non seulement de ces hommes publics dont il est parfois permis de mettre en doute les assertions, bien qu'elles soient d'un grand poids sur l'opinion publique, mais aussi de militaires et hauts fonctionnaires qui, ayant

vécu au Soudan, paraissaient pouvoir l'apprécier à sa juste valeur.

Parmi ces derniers, figure le général Frey qui fut investi du commandement supérieur du Soudan, de 1885 à 1886, et fit paraître, en 1888, un opusculé dont les conclusions sont empreintes du plus profond pessimisme; d'après lui, il semblerait que notre politique d'expansion vers l'Est n'ait été qu'une longue erreur et que les territoires, conquis par nous, soient des non-valeurs au point de vue colonial; leur climat mortel s'opposerait à tout commerce; quant au sol, dit-il, on ne peut l'utiliser au point de vue agricole, car il est tellement aride que sa culture suffit à peine à alimenter les indigènes. Il est difficile de croire, à l'heure actuelle, quand on voit la variété de ressources présentée par le Soudan, que ce tableau ait jamais été exact; néanmoins, à la décharge du général Frey, il faut dire qu'à l'époque à laquelle il a administré la colonie, on pouvait encore concevoir quelques craintes sur son avenir: en 1885, en effet, nous ne connaissions que le pays qui s'étend de Kayes à Bammakou et que les razzias des grands chefs nègres avaient à peu près dépeuplé. Cette région est, même à l'heure actuelle, la moins fertile du Soudan; cependant, il était tout à fait exagéré de dire qu'elle n'était pas capable de suffire à l'alimentation des indigènes.

Des hauts fonctionnaires, ces impressions gagnèrent le Parlement, toujours prompt à s'émouvoir, surtout quand il s'agit de colonies pour lesquelles des crédits importants sont demandés chaque année. Parmi les plus célèbres discours, prononcés à la Chambre contre notre ex-

pansion au Soudan, il convient de citer ceux de MM. Vigné d'Octon et Pelletan (janvier et février 1895). Néanmoins, ces opinions étaient isolées, et on peut dire que, dès le début de 1893, le Soudan avait perdu un bon nombre de ses détracteurs. Mais beaucoup de ceux qui approuvaient la politique suivie jusqu'à ce jour, prêchaient l'arrêt de l'expansion et désiraient qu'on mît en valeur des territoires si chèrement acquis. Ces considérations ne manquaient pas de sagesse, mais étaient quelque peu chimériques : cet arrêt ne pouvait être définitif tant que nous n'avions pas occupé Tombouctou et réduit à l'impuissance les grands chefs nègres hostiles à notre influence. Ensuite, il n'eût pas été prudent de nous arrêter dans notre œuvre, car les puissances étrangères, qui nous entourent et jalourent nos progrès, n'auraient pas manqué de mettre la main sur les territoires inoccupés par nous, et compromis par là notre établissement dans cette contrée.

Il est consolant de remarquer que, si le Soudan a eu ses détracteurs, il a aussi ses plus fervents admirateurs dont l'opinion a ceci de supérieur sur celle du général Frey et de ses partisans, de se référer aux dix dernières années. (1)

C'est d'abord le commandant Marmier qui, chargé d'une mission au sujet du chemin de fer du Soudan, nous a renseigné sur la manière d'exploiter la région que le général Frey qualifiait d'aride et de dépeuplée.

Plus récemment, le général Archinard nous a donné

1. M. Leseur, à son cours.

les détails les plus intéressants sur les productions du pays et la main d'œuvre qu'on y peut rencontrer ; son rapport, à lui seul, suffirait à dissiper les impressions fâcheuses produites par le livre de M. Frey.

Mais c'est surtout le lieutenant-gouverneur actuel du Soudan, le colonel de Trentinian qui, par ses discours ainsi que par la série des publications qu'il a fait paraître depuis trois ans, nous a vraiment fait connaître le Soudan et ses ressources et nous a mis, par là, à même d'en apprécier la valeur. On peut facilement se rendre compte, à la lecture d'un intéressant opuscule (1) dans lequel semblent condensés les principaux éléments de son système, de la sollicitude avec laquelle il poursuit cette œuvre de mise en valeur du Soudan français ; profitant de l'institution des commandants de région et de cercle, il se fait adresser périodiquement, par ces officiers, des rapports indiquant la situation de chaque contrée, tant au point de vue agricole qu'au point de vue commercial, et qui, rédigés avec ce zèle éclairé et cette confiance dans l'avenir que M. de Trentinian a su communiquer à tous ses collaborateurs, ont déjà largement contribué au développement économique de la colonie.

Non, notre établissement au Soudan n'a pas été une faute ; le climat, contrairement à certaines affirmations pessimistes, est généralement sain, et il y a même des régions, comme les vallées du Niger et de ses affluents, qui sont d'une salubrité parfaite (2). Quelques Européens, qui

1. Instructions à l'usage des Commandants de Région et de Cercle, 1897.

2. Félix Dubois. Voyage 1894-1895. *Revue coloniale* 1895. p. 675.

s'y sont établis il y a quelques années, semblent s'être trouvés parfaitement bien de leur séjour : ce résultat est appréciable si l'on songe qu'à cette époque ils étaient dépourvus du confort qui commence à s'introduire dans nos installations soudanaises et contribue si puissamment à faciliter l'acclimatement. Il y a, en somme, au Soudan, six mois d'excellente saison; d'avril à septembre, sévissent, il est vrai, de grandes chaleurs et des pluies, mais elles y sont bien moins pénibles que dans les régions côtières où règne une humidité lourde et malsaine ; cependant l'hivernage n'en existe pas moins et n'est pas des plus favorables à l'Européen qui doit s'assujettir à une hygiène toute spéciale, semblable à celle qui est observée au Sénégal.

Il y a aussi certaines affections contre lesquelles nous devons nous prémunir, à savoir la fièvre, et surtout la fièvre bilieuse hématurique qui a toujours sévi cruellement sur les Européens, et particulièrement sur les troupes d'occupation : d'ailleurs, il suffit de lire nos annales militaires pour s'en convaincre.

Il convient néanmoins de remarquer qu'avec une bonne hygiène, et en évitant de fréquenter les endroits chauds et humides ainsi que de sortir à certaines heures du jour, on parvient assez souvent à conjurer les maladies.

Parmi les épidémies ayant déjà fait leur apparition au Soudan, il faut citer la fièvre jaune, qui a sévi à diverses époques, et particulièrement en 1891-1892 avec une telle violence que l'opinion publique en fut vivement émue. « Voilà, dit-on, le pays dont on vante la salubrité, et qui est soumis néanmoins aux mêmes épidémies que les plus mau-

vaises régions de nos colonies en bordure de l'Océan ! » Aujourd'hui, il est à peu près démontré que la fièvre jaune a été importée au Soudan ; en tout cas, en ce qui concerne l'épidémie de 1891-92, M. le Dr Treille a essayé de prouver, dans un très savant rapport (1), qu'elle avait été due à la décomposition des cadavres d'animaux à la suite de la cruelle épizootie de cette époque.

Malgré toutes les précautions prises pour écarter les maladies endémiques et épidémiques, il fallait prévoir le cas où nos soldats et même nos commerçants tomberaient malades dans ces régions lointaines et parfois dans des endroits où l'insalubrité et le manque de confort retardent la guérison.

Or, dans l'état actuel de la colonie, et tant que le chemin de fer n'atteindra pas les bords du Niger, l'évacuation des malades présente de réels dangers ; pendant la saison d'hivernage, elle est même impossible.

Dans son désir de créer un lieu de refuge pour ces malades dont le transport est si dangereux, le colonel de Trentinian fut frappé de la situation exceptionnellement saine de Kati, sur une hauteur et dans un endroit aéré. Il résolut d'y établir un hôpital ambulance (1896) dont les travaux commencèrent aussitôt, et, à l'heure actuelle, ce monument, vaste et confortable, desservi par deux médecins, est complètement achevé. Inutile de dire quels services il a déjà rendus, et ceux qu'il est appelé à rendre dans l'avenir.

On songe, du reste, à l'agrandir : dans le plan général

1. Rapport du Dr Treille. B. C. Afr. fr. sept. 1892.

des constructions à accomplir en 1898, M. de Trentinian fait figurer un pavillon à étages pour officiers ; le prix sera de 30.000 fr. (1).

En somme, l'administration locale a compris combien il était nécessaire d'améliorer les conditions de salubrité et d'existence des Européens afin de leur permettre de vivre utilement dans un climat difficile à supporter comme chaleur ; nous pouvons aussi espérer que le développement des voies de communication, en permettant de transporter plus facilement les matériaux propres à la construction d'habitations saines et confortables, contribuera encore à faciliter cet acclimatement.

L'agriculture au Soudan.

Un second argument, présenté contre notre expansion au Soudan, consistait, ainsi que nous l'avons vu, à affirmer que le sol n'était pas assez fertile pour nous rémunérer de nos efforts et de nos dépenses.

Au moment où cette opinion était avancée, il est certain que ce sol ne faisait l'objet d'aucune culture ; mais il ne s'ensuit pas du tout que ce fût à cause de son infertilité. Les guerres avaient, en effet, décimé la population et empêché toute exploitation agricole ; mais cet état de choses ne devait pas durer longtemps avec le rétablissement de la paix, et, à l'heure actuelle, la région, réputée si infertile,

1. Discours du 19 mai 1897.

qui s'étend de Kayes à Bammakou, se repeuple avec une grande rapidité et les indigènes cultivent partout le sol avec succès.

Ce n'est cependant pas dans cette partie du Soudan que l'agriculture semble avoir le plus d'avenir ; si on se dirige vers l'Est et le Nord-Est, en suivant la vallée du Niger, on pénètre alors véritablement au milieu d'un pays d'une fertilité extraordinaire. Grâce à un système d'irrigation naturelle du Niger et du Bani, la richesse des cultures de cette région, et de celles de Djenné en particulier, est prodigieuse ; la population arrive même à y effectuer deux récoltes par an (1). M. Dubois remarque, avec juste raison, que la décadence de l'agriculture a été amenée par les longues guerres intestines des Foulas contre les Marocains, et des Toucouleurs contre les Foulas ; maintenant que la paix est rétablie dans tout ce pays, il semble opportun de se mettre à l'exploiter, et on verra plus loin la variété des produits qu'on peut y faire venir.

Le système d'irrigation naturelle se retrouve dans la région Nord où il apparaît sous la forme de vastes canaux et de lacs que le Niger remplit d'eau lors de ses crues annuelles, et qu'il vide quand ses eaux viennent à baisser.

Depuis longtemps déjà, on soupçonnait la présence de grandes étendues d'eau dans la région de Tombouctou, mais jusqu'ici on n'avait aucun renseignement précis ; M. Vuillot, auquel on doit de si intéressantes études sur le Soudan Français, nous a récemment révélé (2) leur existen-

1. Voyage de M. Félix Dubois. *Op. cit.*

2. Art. de M. P. Vuillot. B. C. Afr. fr. Nov. 1897 p. 366-7.

ce. Cette découverte est due aux officiers qui, en 1896-1897, ont parcouru ce pays, et dont les études nous permettent de nous faire une idée exacte de son système orographique.

C'est au Sud du lac Faguibine que s'étend l'ensemble des lacs Daounas qui sont les déversoirs du Niger au moment des crues. Ces lacs et mares se retrouvent sur la route de Bassikounou qui est en outre sillonnée de nombreux puits (1). Ils se vident surtout par évaporation, et on peut se figurer à quel point cette atmosphère humide est propice à l'agriculture ; la richesse de la végétation en est, d'ailleurs, la meilleure preuve. Malheureusement, notre intervention dans la culture des Daounas a eu les conséquences les plus néfastes, car notre administration, sous prétexte d'améliorer le mode de louage des terres, n'a fait que froisser les habitants en ne respectant aucun des usages locaux. Il importe de remédier au plus tôt à cet état de choses.

Quoi qu'il en soit, grâce à leur fertilité, les dépressions des Daounas, et les lacs qui s'étendent jusqu'à Bassikounou forment, ainsi que toute la région inondée annuellement par les crues du moyen Niger, un admirable champ de culture d'un superbe avenir ; mais il ne faut pas oublier que cet avenir est subordonné à l'achèvement de la voie ferrée de Kayes au Niger, qui, seule, permettra la mise en valeur pratique et rationnelle des richesses de cette partie du Soudan.

Ajoutons, enfin, que nous pouvons^{*} parfaitement trouver

1. Art. de M. P. Vuillot. B. C. Afr. fr. mars 1898 p. 36.

des travailleurs agricoles dans cette région où nous sommes en présence de peuplades qu'il est possible de rattacher au sol en les amenant à développer leurs cultures ; les résultats de cette œuvre seront aussi heureux au point de vue politique qu'au point de vue économique, car on n'a pas oublié que les mœurs nomades de ces populations touaregs ont longtemps retardé la pacification de la région Nord du Soudan.

Dans toute l'étendue de la colonie, le sol est en général propice aux cultures vivrières qui, naturellement, ne feront que se développer à mesure que le pays se repeuplera ; remarquons, en outre, que leurs produits ne servent pas seulement à l'alimentation des indigènes, mais ont aussi le privilège de nourrir les commerçants maures qui apportent leurs marchandises dans les principaux centres du Soudan ; le genre de vie de ces populations nomades ainsi que l'aridité de leur sol font, en effet, qu'ils ne peuvent cultiver par eux-mêmes les denrées nécessaires à leur subsistance.

Parmi ces cultures vivrières, figure au premier plan celle du *mil* qui vient bien à peu près dans toutes les parties du Soudan ; toutefois, dans les régions fertiles dont nous parlions plus haut, les cultures ont une vigueur extraordinaire : les cavaliers y disparaissent presque entièrement, et les tiges dépassent parfois la tête, de 50 ou de 60 centimètres. C'est dans le Sahel et les environs de Tombouctou que la production est la plus forte ; l'exportation en est même de 3200 tonnes par an (1).

1. Rapport du capitaine Ballieu. *Revue coloniale*, 1893, p. 4.

Le mil a le privilège de ne demander que peu de soins dans sa culture et de venir même sur les terrains rustiques. On ensemeence au début de l'hivernage, et on fait la récolte du 15 novembre au 15 janvier.

On en distingue trois types principaux : le gros et le petit mil qui servent à la nourriture des hommes, et une variété de gros mil qui sert à celle des animaux.

Une mesure récente, due au colonel de Trentinian, aura un heureux effet sur le développement de cette culture : le lieutenant-gouverneur résolut, en effet, d'abandonner le ravitaillement par le riz étranger, qu'il remplaça par le mil qu'on peut facilement trouver sur place, ce qui est inappréciable dans un pays où les transports sont encore si difficiles et si chers. Cet essai, grâce à l'intelligence des commandants de cercle, fut couronné de succès (1).

Parmi les autres cultures vivrières il faut citer le *fonio*, surtout cultivé dans la région Sud et qui est susceptible de remplacer la semoule dans les potages européens ; le *maïs*, semé dès les premières tornades et récolté trois mois après ; le mil et le maïs servent à préparer le dolo, mets indigène (2).

Quant à la culture du *riz*, elle est de plus en plus pratiquée ; mais elle demande beaucoup de main d'œuvre et ne pourra se développer que dans les régions où le repeuplement est rapide. Les rizières se plaisent dans les plaines basses, inondées d'une faible couche d'eau ; de Toumanea et à Kouroussa, il paraît qu'elles sont d'une incroya-

1. Discours du Colonel de Trentinian, 19 mai 1897.

2. Ballieu. *Op. cit.*

ble richesse (1). Le riz vient également très bien dans la région des lacs de Tombouctou ainsi que dans celle de la Falémé dont les rives sont recouvertes de limons fertilisants (2). Depuis deux ans, une grande extension a été donnée à cette culture dans le cercle de Bafoulabé, où la vente du riz est beaucoup plus facile et plus rémunératrice que celle du mil (3).

Une culture, dont l'introduction au Soudan semble des plus heureuses, est celle du *blé*, tentée particulièrement dans la région Nord et aux environs de Tombouctou, sur le sol fertile dont nous avons déjà parlé et qui se prête très bien à son développement. Elle pourrait être étendue également le long des deux rives du Niger dont les inondations fécondent la terre pendant un temps suffisamment long. L'ensemencement du blé a lieu en octobre, et la récolte en février, époque à laquelle l'utilité de cette céréale est d'autant plus grande que les approvisionnements en mil commencent déjà à s'épuiser.

Aussi notre administration locale, convaincue de l'intérêt que présente cette culture, s'est-elle efforcée de la développer depuis deux ans, et les résultats auxquels elle est arrivée sont déjà appréciables puisque, dans l'état troublé où se trouve encore la région Nord, on a pu fournir 100 tonnes de blé à l'administration en 1897, et en

1. Hourst. *Reconnaissance hydrographique*, (déc. 1889-janv. 1890).

2. *Revue Coloniale*, 1898, p. 13.

3. Rapport du colonel de Trentinian sur la situation agricole et commerciale du Soudan pendant le deuxième trimestre de 1896.

promettre 300 pour 1898 (1). Toutefois, il serait nécessaire d'améliorer les procédés de récolte par les indigènes et ceux de blutage, ainsi que les instruments qui entrent dans la fabrication de la farine.

Dans l'état actuel des choses, les moulins de Koulikoro traitent journellement, avec 8 mulets et 12 manœuvres indigènes, 550 kilos de blé fournissant 275 kilos de farine et 255 kilos de son; la farine, dont le prix de revient est de 0 fr. 56 à Koulikoro, est cédée par l'administration locale, au prix de 0 fr. 80, au service des subsistances qui réalise ainsi une économie de 0 fr. 30 par kilo sur le tarif moyen des postes.

Quant à la qualité du blé, elle est bonne : pour s'en convaincre, M. de Trentinian eut l'idée heureuse d'en apporter en France une certaine quantité provenant de la région Nord du Soudan, et de faire fabriquer du pain dont les échantillons ont été distribués à quelques personnes ; or, il paraît que ce pain soudanais, bien que moins fin et moins savoureux que le pain viennois, « n'en constitue pas moins un aliment de goût agréable, sain, facile à digérer, très nourrissant, et de beaucoup supérieur au pain de munition de nos troupes. » Il y a lieu de croire que, grâce au perfectionnement de la manutention, nos officiers et nos soldats pourront avoir un pain de qualité à peine inférieure à celle du pain viennois (2) ; la culture du blé est, en effet, très importante en ce sens qu'elle est appelée à contribuer largement à l'acclimatement des Européens en leur procurant une nourriture

1. B. C. Afr. fr., juillet 1898. *Annexes*, pages 153-4.

2. B. C. Afr. fr., 1898, page 56.

semblable, en partie, à celle de la Métropole ; d'autre part, nous ne devons pas douter de son extension à laquelle nous pourrions donner une portée considérable lorsque nous aurons réussi à pacifier toute la région nord du Soudan et fixé au sol un certain nombre des tribus nomades qui s'y rencontrent.

Parmi les autres végétaux qui servent à la nourriture des indigènes, il faut citer *l'arachide* qui, sous diverses formes, est un dessert apprécié, les patates, l'ousoumni, l'igname, le diabéré, le manioc qui donne des produits analogues au tapioca, les haricots et courges de diverses qualités, etc., etc. Ajoutons à cette nomenclature les fruits assez agréables du bananier, du pagayer, etc. ; il faut faire aussi une place spéciale au beurre de karité, très employé dans la préparation des mets, et qui peut rivaliser avec le saindoux.

Signalons enfin l'introduction de certaines *cultures européennes*, dès les premiers temps de la conquête ; en 1887-1888, en effet, fut installé, sur les dernières ondulations du plateau de Siguiri, un jardin potager, confié aux soins d'un peloton d'infanterie de marine, et où les soldats, qui aiment toujours ce genre de travail, avaient déployé leur ingéniosité ordinaire : la plupart de nos légumes d'Europe y vinrent, fournissant ainsi à la garnison du fort de précieuses ressources. A côté de ce potager, avait été installé un vaste poulailler où fraternisaient ensemble poules, pintades, canards, mélangés à des marabouts et à des oiseaux-trompettes (1).

1. Galliéri. *Deux campagnes au Soudan français*, p. 439.

Depuis lors, de nombreux essais de culture maraîchère ont été tentés, à côté des plants indigènes, dans les divers jardins de la colonie ; dans celui de Kayes, notamment, ils ont été très satisfaisants. On ne peut que se réjouir de l'acclimatement de ces produits qui contribuent largement à faciliter le séjour de nos compatriotes dans la colonie.

L'alimentation des animaux semble également assurée au Soudan où on trouve divers fourrages, tels que les feuillages d'acacias épineux, l'herbe maigre de la brousse, la paille d'arachide, les jeunes feuilles de bambou. Le borgou est très bon pour les bestiaux et est employé par les commandants de postes pour leur approvisionnement de foin (1).

En dehors des cultures vivrières, il nous faut citer maintenant certains végétaux utiles à l'industrie et dont l'exploitation semble particulièrement rémunératrice.

Le *caoutchouc* existe à l'état naturel sur certains points, mais particulièrement dans la région Sud et dans le Mossi, pays sur lequel notre protectorat est établi depuis une époque toute récente. Des expériences suivies ont été faites, depuis quelques années, sur ce produit, et, dès le début de 1895, des recommandations expresses et des renseignements techniques purent être envoyés aux commandants de cercle dans le but d'accélérer une production insuffisante, d'éviter la destruction des lianes et le fraudage du produit, procédés habituels aux indigènes (Circulaires des 24 décembre 1895 et 26 mars 1896).

1. Ballieu, *op. cit.*

M. Sambain, auquel on a communiqué, dans le courant de 1896, une variété d'échantillons de caoutchouc provenant de différents cercles, déclara qu'ils présentaient d'excellentes qualités d'élasticité et que l'exploitation de ce produit était d'un grand avenir si on pouvait amener les indigènes à le récolter à l'état pur et d'une façon plus marchande (1). Si on se livrait, en effet, à une exploitation méthodique, on puiserait à une source inépuisable, car les forêts abondent en lianes, et il y en a même, dans le Mossi, certaines dont les indigènes n'ont pas encore songé à tirer parti. Néanmoins, la culture du caoutchouc, dans de vastes plantations et avec des lianes choisies, serait particulièrement rémunératrice pour le colon qui voudrait l'entreprendre.

Au Soudan comme au Sénégal, on exploite le *karité* à cause de son latex qui présente les mêmes qualités que la gutta percha et qui partage cette propriété avec celui d'autres plantes, telles que les pins sérétoro, sountoro, tourou et koto. Des études sont poursuivies en ce moment pour voir de quelle utilisation pourrait être la liane sagué, des Malinkès (2).

La culture du *coton* semble aussi appelée à un grand avenir dans certaines régions comme celles de la vallée du Niger et des environs de Tombouctou où le terrain maigre et marécageux s'y prête très bien. — Les pays réellement producteurs sont les cercles de Ségou, Bamakou, Bafoulabé, Kayes et Kita.

1. *Revue Coloniale*, 1896, p. 221.

2. Ballieu. *Op. cit.*

Le cotonnier soudanien a, d'après le colonel Archinard (1), la valeur des catégories moyennes de l'Inde, mais l'indigène le cultive peu, et, en tout cas, il ne se soucie nullement d'améliorer sa culture ; il se contente de récolter du coton à soie très courte, et dont l'espèce semble même dégénérer. Aussi notre administration locale, réalisant le vœu formé par M. Félix Dubois à la suite de son voyage, songea-t-elle à faire des plantations de coton longue soie, d'origine américaine ; elle choisit notamment pour ses essais les marais de Goundam, et une récolte superbe est venue, en 1896, couronner ses efforts. Elle recommença, en 1897, sur une plus grande échelle en faisant divers essais de coton de Géorgie, et les continue en 1898 ; d'autres essais ont été tentés à Bafoulabé, Siguiri, Sansanding, Bammakou et Nioro ; à Goundiourou, près de Kayes, les résultats ont été particulièrement heureux, et les graines, recueillies dans les plantations de cette localité, seront distribuées aux indigènes qui s'intéressent de plus en plus à cette culture ; d'autre part, M. de Trentinian compte, cette année même, percevoir à titre d'impôt une certaine quantité de ce coton longue soie et l'apporter sur le marché de Kayes. Espérons que ces diverses mesures, ainsi que les succès déjà obtenus, encourageront les indigènes et les colons à développer la production cotonnière.

Parmi les diverses plantes tinctoriales qui peuvent venir au Soudan, il faut citer *l'indigo* qui fait surtout l'objet d'une culture dans la région des rivières du Niger où on tisse le coton, le rhât dont les cendres fournissent une teinture

1. Archinard. *Notes sur les productions du Soudan.*

jaunâtre chez les Malinkès, la noix de kola qui produit une matière rouge, la gonose de nété donnant par cuisson une teinture noire, et enfin le diabé, colorant les cuirs en jaune foncé (1).

La culture du caféier est pratiquée sur beaucoup de points, mais particulièrement dans la région sud ; un certain nombre de plants, cultivés dans les jardins d'essai, ont parfaitement réussi.

Enfin le tabac, qui vient dans la colonie, est remarquable non pas par son odeur, mais par sa saveur. Les indigènes le prisent et surtout le mangent ; le tankoro coûte parfois très cher. Il importerait d'améliorer cette culture et d'opérer une sélection parmi les espèces qui tendent toujours à revenir à l'état sauvage. Une variété de tabac, qui existe dans les États de Samory, fait prime sur le marché à l'heure actuelle (1).

Je passe sous silence les plantes médicinales ou autres, qui sont cultivées au Soudan ou qui pourraient l'être, ainsi que les diverses espèces de bois qu'on rencontre dans les forêts ; ces essences sont très variées et susceptibles de servir aux usages les plus divers.

Ajoutons aussi que l'administration locale s'efforce d'encourager l'agriculture, soit en guidant les indigènes dans le choix des meilleures méthodes de culture (2), soit en

1. Ballieu. *Op. cit.*

2. La circulaire n° 36 du 30 janvier 1897 prescrit à tous les postes l'envoi régulier, sur un modèle uniforme, de tableaux semestriels concernant les essais de culture,

encourageant les Européens dans l'établissement de grandes plantations ; on a multiplié dans ce but à Kayes, Kati, Goundam et Siguiri des jardins d'essai où sont cultivés des produits qu'on fait venir à grands frais d'Europe et dont les graines sont distribuées gratuitement aux indigènes et aux colons. Celui de Kati qui, ainsi que les autres, a été créé en mai 1896, a particulièrement prospéré, en 1897, sous la vigoureuse impulsion du lieutenant-gouverneur ; de premières tentatives de labourage y ont été faites, avec différentes machines agricoles, et ont assez bien réussi avec des mulets dirigés par des indigènes (1).

En dehors de l'agriculture proprement dite, il nous faut indiquer maintenant la part qu'on doit faire à l'élevage dans l'exploitation agricole du Soudan.

L'élevage est en grand honneur parmi les populations Foulas de la rive gauche du Niger et particulièrement dans la région qui s'étend de Djenné à Mopti. Les pasteurs y promènent leurs troupeaux à travers d'immenses et gras paturages ; les moutons ont même tellement pululé que leur prix est descendu à 6 fr., 4 fr. et 2 fr. (2) ; à certains moments, l'administration locale est véritablement encombrée des troupeaux de moutons qu'elle perçoit, à titre d'impôt, dans le Sahel. Des croisements ont été faits entre les trois races principales : la race maure, maigre et haute, vivant de peu ; la race malinkèse, ronde et dodue, possédant une chair délicate, mais qui exige de grands soins ; et enfin la race du Macina, de taille inter-

1. B. C. Afr. fr. juillet 1898. Annexes : p. 155-6.

2. Félix Dubois *Op. cit.*

médiaire. La laine, belle et blanche, sert à confectionner des couvertures dans le pays ; malheureusement, ces moutons sont exposés, ainsi que les chèvres, à de nombreuses maladies endémiques qu'on n'est pas encore parvenu à écarter.

Les bœufs existent presque partout au Soudan, sauf dans la région Sud où les indigènes préfèrent les faire venir du Fouta-Djallon. Mais cet élevage a pris une grande extension dans le pays qui s'étend entre Bamakou et Sansanding, ainsi que dans toute la région Nord. On a même installé récemment une fabrique de viande de conserve à Koulikoro, à titre d'exemple. On ne trouve pas de viande de veau au Soudan, car les indigènes préfèrent élever cet animal au lieu de l'abattre. Quant aux porcs, il n'est pas étonnant qu'on n'en rencontre pas parmi des populations en grande partie musulmanes.

Ce sont en général les femmes qui donnent des soins aux bestiaux ; cependant, chez les Peulhs, les hommes savent traire les vaches, les chèvres et les brebis, et fabriquer le beurre. Les vaches sont en général mauvaises laitières et ne donnent que deux litres de lait par jour ; les chèvres et les brebis produisent relativement plus : les indigènes boivent leur lait aigri mélangé au couscous ; ils connaissent aussi le beurre, mais emploient, pour le préparer, des procédés très rudimentaires qui consistent à battre le lait dans un récipient quelconque ou à le secouer dans une bouteille. Ils ne récoltent pas la crème, et ignorent absolument la préparation des fromages à conserver.

Bref, on voit que cet élevage des bestiaux est déjà pra-

tiqué par beaucoup de populations soudanaises et nous pouvons espérer que, grâce à nos efforts, il se développera encore dans de fortes proportions.

Quant au cheval, il est assez répandu, sauf à l'Ouest et au Sud, et on le rencontre particulièrement dans le Khasso, le Markadougou, le Yatengo et le Mossi (1). Cependant il s'est toujours mal acclimaté, et la race tendait même à dégénérer, il y a quelque temps, par suite du manque de précautions des indigènes dans l'élevage et de l'imperfection des produits.

Aussi avons-nous été obligés d'intervenir en créant des dépôts d'étalons dont le premier, par Ordre du 28 août 1897, fut établi à Kayes. Mais nous avons encore à vaincre l'inertie des indigènes qui, soit par bêtise, soit par défiance, hésitent toujours à accepter les heureuses innovations que nous voulons apporter dans leurs coutumes. Cependant, peu à peu, ils comprirent l'avantage de saillies bien conduites, sous l'œil du vétérinaire, et les propriétaires de juments vinrent de plus en plus dans nos dépôts de monte.

Bientôt il fallut même songer à en créer de nouveaux dans les différents cercles de production. L'Ordre du 4 janvier 1896, qui porta de 2 à 4 le nombre des étalons de Kayes, créa des Dépôts de quatre étalons à Ségou, et de deux à Saraféré, Nioro et Bandiagara.

Ces mesures ont eu le meilleur effet : on doit s'en féliciter, car, bien que le cheval ne puisse guère servir au trait, il est fort apprécié des indigènes qui le montent.

1. Ballieu *Op. cit.*

Dans certaines régions, comme nos nouvelles possessions du Mossi, il est particulièrement en faveur. Malgré tout, son prix reste encore assez élevé, puisqu'un cheval de 1 m. 35 à 1 m. 42 coûte 500 francs à Kayes, et que cette valeur peut atteindre 800 francs à Sambatiguila.

Les ânes, les chameaux et les bœufs à bosse, si nécessaires à l'agriculture et au commerce, sont utilisés en grand nombre au Soudan, les chameaux dans la région Nord, et les bœufs spécialement dans la région de l'Est, où le sol ne serait pas favorable au chameau. Quant aux ânes, on s'en sert beaucoup dans le Mossi, à cause de la modicité de leur prix (30 à 80 francs). Cet animal, quoique lent, est capable de porter un grand poids ; il mange peu et sans frais, et a le privilège de vivre sous tous les climats (1).

Enfin, en dehors de ces bêtes de somme et de boucherie, il existe un animal dont l'élevage peut constituer une richesse d'avenir pour certaines parties de notre colonie : je veux parler de l'autruche.

Jusqu'en 1887, le commerce de ses plumes était en faveur chez les Maures qui capturaient ces oiseaux, pendant la saison sèche, pour les dépouiller de leurs plumes qu'ils vendaient ensuite en échange du sel. Mais, depuis cette époque, la chasse, beaucoup moins rémunératrice à cause de l'élévation de la valeur du sel, est considérablement ralentie dans la région du Humbori où ce commerce s'exerçait autrefois ; les mêmes tendances sont remarquées dans la région de Tombouctou où

1. Ballieu. *Op. cit.*

une dépouille d'animal sauvage, qui valait 250 francs il y a une dizaine d'années, est tombée à 70 ou 80 francs.

Le colonel de Trentinian, dès son arrivée dans la colonie, comprit qu'il fallait relever ce commerce déchu (1); en dehors des encouragements à donner aux indigènes sous forme de primes, il pensa que la mesure la plus utile résidait dans la création d'autrucheries, placées dans des endroits propices, et où on pourrait procéder à l'élevage des jeunes autruches ainsi qu'à l'éclosion des œufs dans des couveuses artificielles.

Il mit son projet à exécution, et c'est ainsi qu'à l'heure actuelle il existe deux autrucheries dans les régions du Sahel et de Tombouctou : celle de Korouga, dont l'établissement est dû à M. de Lartigues, commandant la région du Sahel, est installée sur un plateau légèrement recourbé où on ne trouve pas de mares et où l'eau des pluies d'hivernage ne doit pas séjourner. Les précautions qui entourent sa construction dénotent à quel point on veut atteindre la perfection (2). Quant à celle de Tombouctou, fondée en 1896, elle a coûté 1073 fr. 65 depuis cette époque jusqu'au 1^{er} janvier 1898, et les plumes récoltées ont pu être vendues, soit à Kayes, soit à Tombouctou, pour 200 francs. Ces heureux résultats ont même décidé une maison européenne à proposer à l'administration de ra-

1. Notice du 2 juin 1896 (B. C. Afr. fr. 1897. p. 11).

2. *L'Elevage de l'Autruche*, par le Commandant de Lartigues.
(B. C. Af. f. 1897 annexes).

cheter tous les animaux et de les installer sur un vaste plateau du côté de Sumpi (2).

D'après les instructions du Lieutenant-gouverneur, d'autres autrucheries pourront être créées sur certains points du Soudan où elles auront chance de succès (1).

On arrivera peut-être, par ce procédé, à repeupler le Sahel et à assurer à la colonie une source de revenus considérables, si l'on en juge par les chiffres donnés par les autrucheries du Cap.

Conclusion : De tous ces développements, il me semble ressortir que notre colonie du Soudan, qui se prête si admirablement à l'agriculture et à l'élevage, n'est pas ce pays aride et désolé que certaines personnes se sont plu à nous dépeindre. Mais, objecteront les impatientes, cette mise en valeur du sol ne fait que des progrès insensibles, et on ne peut prévoir le moment où ce pays pourra vraiment nous dédommager des frais énormes qu'il nous a coûtés. Nous leur répondrons, d'abord, que cet avenir n'est peut-être pas très éloigné, si les voies de communication en cours ou en projet sont promptement exécutées ; ensuite, ce n'est pas en un jour qu'on peut songer à mettre en valeur une région aussi vaste que notre empire soudanais, surtout quand on l'a trouvée dévastée et dépeuplée ; « rien n'est plus absurde, dit M. Leroy-Beaulieu (3),

1. *Instructions à l'usage des Commandants de Cercle*, 1897. Titre III, p. 11.

2. B. C. Afr. fr., juillet 1898. Annexes.

3. *L'Economiste français*, 18 septembre 1897.

« que l'opinion d'un certain nombre de gens qui voudraient
« des résultats immédiats et toujours heureux. Une mai-
« son de commerce, qui ouvre une nouvelle branche d'affaires ou qui s'adresse à une clientèle nouvelle, subit
« presque toujours au début quelques mécomptes et fait
« quelques écoles. A plus forte raison la colonisation, qui
« est un phénomène beaucoup plus complexe que le simple trafic, doit-elle s'attendre à des insuccès de temps à
« autre. Le tout est qu'ils ne prennent par les proportions
« de désastres irrémédiables, qu'ils aient des compensations, et qu'on marche toujours vers le même but, la
« mise en exploitation d'une vaste contrée barbare, en en
« approchant graduellement, fût-ce lentement, et même
« avec quelques reculs momentanés ».

Cette opinion me semble absolument juste ; on ne peut trouver, en effet, de meilleure réponse à faire aux détracteurs de notre expansion au Soudan, ni de meilleur encouragement à donner à ceux qui voudraient s'y adonner à l'agriculture qui, avec le commerce, intimement lié, du reste, à son sort, doit contribuer à assurer l'avenir économique de notre belle colonie.

CHAPITRE II

LE COMMERCE DU SOUDAN ; SON AVENIR. VOIES ET CENTRES
COMMERCIAUX. / FACTORIES ET PRODUITS DE TRAITE.
STATISTIQUE.

Si l'agriculture est appelée à un grand avenir au Soudan, il n'en est pas moins vrai que c'est du côté du commerce qu'a évolué jusqu'ici l'activité économique de cette vaste contrée. Le commerce de traite y est, en effet, fort ancien, et Tombouctou, l'ancienne cité, lui doit son immense renom ; toute l'activité commerciale du Soudan s'est concentrée pendant de longs siècles dans ce centre dont la splendeur, dès le xvi^e siècle, avait attiré la convoitise des sultans marocains ; cependant, au bout de deux cents ans, ces derniers cessèrent d'être les maîtres, et l'indépendance du Soudan devint à peu près complète (1) ; puis, sous la domination touareg et foulbé, l'anarchie régna en souveraine jusqu'au moment où Tombouctou fut prise par Cheikou-Ahmadou qui venait de fonder un empire redoutable (1813).

1. Félix Dubois. *Tombouctou la Mystérieuse*.

Le Soudan n'en avait cependant pas fini avec les luttes intestines ; car, en 1852, à la mort d'Ahmadou-Cheikou, une dynastie rivale avait surgi dans le pays du Haut-Nigèr et du Haut-Sénégal, et un toucouleur fanatique, des environs de Podor, El Hadj-Oumar, allait jouer un rôle sanglant.

Au milieu de toutes ces guerres, le commerce soudanien était considérablement déchu de son ancienne splendeur, et, si l'on songe que les derniers événements que je viens de relater se sont passés il y a moins de 50 ans, on ne peut s'étonner qu'il n'y soit pas encore revenu.

Cette ancienne importance nous montre cependant à quel développement pourra arriver le commerce sous la paix française. Evidemment, jusqu'à ces dernières années, nous étions encore dans la pleine période de conquête ; mais, à l'heure actuelle, la situation est toute différente. Nous avons occupé Tombouctou, et la paix semble établie sur la plus grande partie du pays qui se repeuple avec une rapidité vertigineuse. Dans l'œuvre économique que nous devons entreprendre, l'agriculture et le commerce ont leurs sorts intimement liés : en développant la première parmi les populations soudanaises, nous les enrichirons et, par là, nous les mettrons à même de nous acheter nos produits manufacturés.

L'avenir des débouchés de notre industrie métropolitaine est du reste, une question qui doit nous intéresser au premier chef : M. Fock (1) nous l'a fait remarquer d'une manière saisissante. La guerre sino-japonaise a montré,

1. B. C. *Afr. fr.* 1895.

en effet, à quel degré de civilisation étaient arrivés les Japonais, et on peut prévoir le moment où, de concert avec la Chine qui leur fournira la main d'œuvre nécessaire, ces peuples se suffiront à eux-mêmes et fermeront les débouchés qu'avaient eus jusque-là les produits européens en Extrême-Orient.

Si nous tournons les yeux du côté de l'Amérique, l'avenir n'est pas moins sombre, car on sait avec quelle rapide progression s'est développée l'industrie américaine depuis une trentaine d'années. (1)

Seule, l'Afrique nous restera ouverte, car le climat, le sol, les mœurs des habitants s'y opposeront longtemps, à mon avis, à tout développement industriel ; dès lors, les nations occidentales ont un intérêt capital à s'assurer, dans cette partie du monde, des débouchés qui les mettront à même d'entretenir au xx^e siècle leur activité manufacturière. Il nous faut donc, pour notre part, encourager le repeuplement dans ces vastes contrées que nous avons acquises, et y développer l'agriculture qui, seule, peut rendre capables ceux qui s'y adonnent de nous acheter les produits de notre industrie.

Le commerce de traite est pratiqué à l'heure actuelle au Soudan par un certain nombre de maisons qui ont établi des factoreries dans les principaux centres et notamment à Kayes, Bafoulabé, Médine et Kita. M. le lieutenant-gouverneur, dans un rapport en date du 11 septembre 1895, fait ressortir l'importance et l'état de prospérité de

1. Voir le cours de M. Cauwès (1896-1897). *Le Commerce International*.

certaines de ces comptoirs où les bénéfices réalisés oscillent entre 25 et 30 0/0 ; quant aux représentants européens, qui sont à leur tête, ils gagnent de 150 à 300 fr. par mois et ont souvent, en plus, une part personnelle assez forte dans les bénéfices. Cette prospérité tient, en grande partie, à ce que les caravanes n'ont pas le temps de séjourner longtemps dans ces comptoirs et doivent subir les conditions, souvent fort onéreuses, du traitant qui achète leurs marchandises. Ce commerce rémunérateur est bien fait pour tenter ceux de nos compatriotes qui voudraient aller le pratiquer, d'autant plus que, depuis le début de 1897, l'ouverture de la traite de la gomme à Tombouctou et le développement de l'exploitation du caoutchouc dans la région Sud ont donné une importance soudaine au trafic des factoreries ; il paraît même qu'une maison, disposant de capitaux importants, vient de fonder un gros entrepôt à Bammakou, destiné à relier son opération de Tombouctou à Ki'a et à Kayes, et à assurer une base sérieuse au ravitaillement important que les directeurs installent par terre et par eau. (1)

Les échanges ont lieu en nature, mais l'usage des monnaies s'introduit de plus en plus au Soudan où ont cours nos pièces françaises de 5 fr., 2 fr., 1 fr., 0 fr. 50, et nos pièces de bronze de 0 fr. 10, 0 fr. 05 et 0 fr. 01. Il n'existe ni monnaies étrangères, ni monnaies indigènes. Comme valeur d'échange, on trouve le caurie dont le cours est variable ; d'après des renseignements, recueillis par le trésorier-payeur de Kayes auprès d'indigènes originaires

1. B. C. Afr. fr. juillet 1898. *Annexes* p. 150.

des pays riverains du Niger, notre pièce de 5 fr. (argent) serait échangée, dans cette région, contre 5.000 cauries. Il importe absolument de supprimer peu à peu cette monnaie lourde et encombrante qui paralyse les échanges et rend très laborieuse, pour les agents spéciaux, la perception des redevances et impositions dues par les populations riveraines du Niger (1). Il paraît, du reste, que des mesures ont déjà été prises à ce sujet.

Quant aux principaux points où s'effectuent ces échanges, ils sont, en dehors de ceux que j'ai signalés plus haut : Sansanding, et Djenné, point le plus important du Niger ; Mopti, proche du Macina, pays des troupeaux et des laines ; Korienzé, Sariféré, un des points d'aboutissement, par Douentza, des caravanes de la Boucle, sur Tombouctou qui est le point d'entrecroisement de diverses routes commerciales et le débouché naturel des riches régions de la Boucle du Niger (2) ; au moment de la grande activité du marché, de novembre à janvier surtout, une population flottante de 5000 à 10.000 âmes vient s'ajouter aux habitants ordinaires de la ville. Cette cité forme comme le pivot du commerce soudanien, et l'essor de notre colonie ne pouvait être décisif, tant que nous ne l'avions pas soumise.

Produits d'importation. — Les produits importés, qui nous intéressent le plus, sont ceux d'origine européenne parmi lesquels les étoffes et tissus de toute sorte figu-

1. Petit. *Organisation des Colonies*. Tome I, p. 628.

2. Lagrillière Beauclerc. *Op cit.* p. 168.

rent, dans les statistiques de l'année 1896 (1), pour un total de 3.157.911 francs; car, bien que le Soudan soit productif de coton, ce produit est encore de qualité très médiocre, et, de plus, les procédés de tissage et de confection y sont tellement rudimentaires que la rudesse des étoffes indigènes leur fait préférer la guinée, à cause de sa solidité relative et de ses couleurs toujours variées. Les indigènes apprécient beaucoup les étoffes françaises, et M. Ballieu nous annonce qu'on a pu écouler avec grande facilité, à Tombouctou, des tissus de soie médiocre au prix de 10 à 15 francs le mètre.

Toutefois, si on cherche quelle est l'origine de ces étoffes, on est étonné d'y voir une large place laissée à la concurrence étrangère, malgré le système protectionniste appliqué au Soudan proprement dit; en effet, sur la somme déjà signalée de 3.157.911 francs, la guinée française figure seulement pour 872.137 fr. contre 561.356 pour la guinée étrangère; et les tissus et cotonnades françaises pour 834.381 fr. contre 778.249 fr. de produits étrangers. M. Ballieu croit que la meilleure manière de faciliter l'importation des étoffes françaises serait de les décharger de certaines taxes fiscales et d'assurer la sécurité de certaines voies commerciales; en effet, pour que la guinée française puisse lutter victorieusement contre les importations étrangères et indigènes (2), il faut que son prix ne dépasse pas 1 franc par mètre.

1. Rapport du capitaine Ballieu. *Revue Coloniale*, 6 décembre 1897.

2. Le chiffre d'importation des étoffes indigènes, pour 1896, est de 145.488 fr.

L'importation des *denrées et produits alimentaires* a atteint, en 1896, 508.965 fr. dont 30.149 fr. pour Tombouctou, et le reste pour Kayes et Médine : ce sont des provisions et conserves alimentaires, des vins et spiritueux, du sucre et de la cassonade, du sel blanc, du riz blanc et des biscuits. Tous ces produits, sauf une petite quantité de sucre anglais, sont déclarés de provenance française, et même ceux qui ne sont pas absolument de cette origine proviennent néanmoins d'entrepôts français et sont marqués à nos marques (1).

Parmi ces denrées, citons le *café*, dont nous essayons cependant de développer la culture dans le pays, et la *farine* avec laquelle on fait actuellement à Kayes, dans une boulangerie, du pain apprécié des indigènes ; inutile de dire qu'avec le développement de la culture du blé, cet article d'importation est destiné à disparaître.

L'absinthe est très en faveur au Soudan, et son commerce donne lieu à de gros bénéfices.

Il faut mentionner également l'importation du sel en barres, quise fait par le Sahel et dont la valeur atteint une vingtaine de mille francs en marchandises d'origine française, et celle du sel en vrac, introduit dans la région Sud pour 24.306 fr., dont 18.183 fr., c'est-à-dire les trois quarts, d'origine anglaise.

Quant aux *autres produits* de provenances diverses, qui sont importés au Soudan, nous n'avons pas le loisir

1. Ballieu. *Op. cit.*

d'entrer dans leur examen ; mentionnons seulement les articles de Paris dont l'importation, en 1896, n'a été que de 90.112 fr., mais est certainement appelée à prendre un plus grand développement. Quant à la verroterie et à la bimbeloterie, elle nous vient d'Allemagne, sauf dans le Sud où nous sommes tributaires des manufactures anglaises ; cette importation s'effectue, en somme, dans toutes les régions, mais particulièrement dans celle du Sud (9.913 fr.) et dans celle de Kayes Médine (8.087) ; — inutile de dire combien ces objets sont appréciés des indigènes ; pourvu qu'ils soient d'un prix minime, solides, et surtout brillants et multicolores, cela leur suffit ; il n'est aucunement nécessaire que leur composition soit originale et minutieuse.

Le total des importations de ces divers produits a été, en 1896, de 306.920 fr. dont :

Produits français = 257.468 fr.

Produits anglais = 20.573 fr. (quincaillerie, verroterie, bimbeloterie).

Produits américains = 19.800 fr. (Tabacs) (1).

En somme, on tombe d'accord aujourd'hui pour reconnaître que cette part, laissée à l'étranger dans les importations du Soudan, est infiniment trop forte. Cet état de choses tient en grande partie à ce que, si nos produits pénètrent péniblement par la voie du Sénégal au Niger, les frontières nord et sud de notre colonie sont ouvertes largement aux produits étrangers qui viennent concurrencer les nôtres dans les principaux centres commerciaux.

1. Ballieu. *Op. cit.* *Revue Coloniale*, 13 déc. 1897.

Si nous considérons tout d'abord la région Nord, nous voyons que la voie de Tombouctou à Mogador, bien que plus longue que celle de Saint-Louis, semble donner, pour le moment, de plus grands avantages aux importateurs, presque tous marocains, qui trouvent des parents et amis dans les pays et oasis qu'ils traversent ; à Saint-Louis, au contraire, ils ne trouvent aucun correspondant. Mais actuellement Mogador est mal approvisionnée en marchandises françaises ; il est vrai que Tripoli semble plus favorisée, et M. Lacau, consul général dans cette ville, nous a donné récemment des détails forts intéressants sur le commerce de la Tripolitaine avec la France et le Soudan (1).

Toutefois, on s'est demandé s'il ne serait pas possible de détourner vers nos ports d'Algérie les caravanes qui se dirigent vers ceux de Tripoli ou du Maroc ; à l'heure actuelle, le trafic de l'Algérie avec le Soudan est, en effet, bien faible : on ne fait qu'échanger quelques étoffes du Mossi, et surtout du numéraire, contre des marchandises européennes.

Malheureusement, le développement de ce courant commercial est bien difficile à réaliser ; jusqu'à une époque toute récente, il semblait même impossible, car les produits français, expédiés au Soudan par cette voie, étaient obligés d'acquitter, à leur entrée en Algérie, des droits élevés qui les mettaient hors d'état de lutter contre la concurrence étrangère ; il est vrai qu'un décret du 17 décembre 1896, rendu en vertu de l'article 15 de la loi du 16

1. *La Quinzaine Coloniale*, 25 avril 1898, p. 243.

avril 1895, est venu remédier à cette situation en exemptant de droits de douane et d'octroi de mer, à leur entrée en Algérie, toute une catégorie de marchandises susceptibles d'être expédiées au-delà des territoires soumis au régime de ces droits; mais nous pouvons affirmer que ce décret n'a entendu viser que les oasis du sud-algérien, et nullement la région du Soudan français.

D'ailleurs, la configuration même de la côte nord de l'Afrique montre suffisamment que les caravanes, qui desservent le Soudan, ont infiniment plus d'avantages à se diriger vers l'Ouest ou l'Est de nos possessions algériennes; aussi serait-ce, de préférence, de ce côté que nous devrions chercher à écouler nos marchandises. Mais l'avenir me semble être bien plutôt du côté de notre voie de pénétration naturelle dans le Soudan, c'est-à-dire dans celle qui, partant du littoral sénégalais, passe par Kayes et Ba-foulabé pour aboutir au Niger. Evidemment nous aurons des difficultés à vaincre pour détourner de ce côté le commerce de Tombouctou et des riches contrées qui entourent cette cité; cependant des nouvelles toutes récentes sont de nature à dissiper ces craintes: depuis quelques mois, en effet, un certain mouvement commercial se produit sur la route de Médine à Tombouctou où plusieurs marchands maures sont arrivés avec de forts approvisionnements de guinée bleue et quelques marchandises. Il est inutile d'ajouter que l'achèvement du chemin de fer jusqu'au Niger consacrera définitivement l'établissement de ce courant, en procurant aux marchandises françaises une voie plus commode et moins coûteuse. Ce chemin de fer permettra également, de concert avec lui de Guinée, d'é-

carter une partie de l'importation des marchandises anglaises dans la région Sud du Soudan où on ne rencontre guère, en effet, que des cotonnades et tissus étrangers; cet état de choses tient aussi, il est vrai, d'après M. Balleu, à ce que les maisons anglaises de la côte sont mieux approvisionnées que les comptoirs français, que l'accueil est plus affable, les prix moins élevés, et les produits de l'intérieur payés immédiatement en argent, au lieu d'être échangés contre d'autres produits.

Cette dernière remarque nous amène à dire que les commerçants de la colonie doivent, de leur côté, coopérer à l'exclusion de la concurrence étrangère en se montrant plus conciliants et en améliorant leurs approvisionnements. Nos industriels métropolitains doivent aussi ne pas rester inactifs et se tenir au courant des articles susceptibles d'être vendus le plus facilement au Soudan. « Il faudrait, » disait M. Chaudié (1) lors d'un voyage en France, que « nos industriels vinssent étudier par eux-mêmes dans le pays. »

Il nous apprenait en même temps qu'il avait demandé au colonel de Trentinian de lui envoyer des échantillons de types trouvant le plus d'écoulement dans la colonie; il les coupait en quatre, et en envoyait les morceaux à St Louis, Bordeaux, Marseille et Rouen.

Il est certain que l'administration locale ne néglige aucune des mesures qui peuvent favoriser l'importation française au Soudan : c'est à nos fabricants à en profiter en les complétant grâce à leur initiative personnelle et un meilleur sens pratique des affaires.

1. Discours prononcé, à Paris, en juillet 1896.

En dehors des produits d'origine européenne, figurent, parmi les importations du Soudan, certains produits africains dont le principal est le *sel*.

Les gisements de sel se rencontrent un peu partout dans l'Afrique septentrionale, depuis le Cap Vert jusqu'à l'oasis de Bilma, et des postes avancés de notre sud algérien jusqu'aux frontières du Soudan français (1). Notre colonie n'en possède pas cependant, ce qui empêche la dépréciation de ce produit et permet par conséquent aux tribus nomades, qui en font le commerce, de se procurer facilement les denrées nécessaires à leur subsistance.

Les principaux centres d'extraction sont la Sebkha-el-Khadra, au sud de Chinguette, et les mines de Taodenit, au nord de Tombouctou. Le sel qu'on en retire est importé dans les différents centres commerciaux du Soudan, sous la forme de barres qui pèsent chacune 25 kilogr. Dans la direction du Sud, il est principalement transporté à Kita, d'où il se répand sur Siguiri, Banamba et Beyla. A Kayes, Médine, Bafoulabé, dans le Bambouck et le Dinquiray, le sel en barres ne peut lutter contre le sel en vrac venu de la côte et qui est moins cher ; c'est seulement à Siguiri qu'ils commencent à entrer en concurrence.

La barre de sel est vendue de 15 à 16 fr. à Nioro ainsi qu'à Goumbou, et de 20 à 25 fr. à Sokolo.

En somme, le Soudan importe environ trois millions 1/2 de kilogr. de sel africain, auxquels il faut ajouter près de 400,000 kilogr. venus par Kayes et la région Sud.

Le commerce du sel à Tombouctou est considérable : le nombre des chameaux, qui y arrivent de Taodenit, s'é-

1. *L'Economiste français*. 1^{er} août 1893.

lève, dans le courant d'une année, à plusieurs milliers ; quant à la réexportation vers la boucle du Niger, elle se chiffre par 400.000 kilogr, représentant 459. 521 fr. c'est-à-dire 1/10 des quantités importées.

M. le Capitaine Ballieu croit que de grands profits seraient réalisés par les Européens qui accapareraient ce trafic aux points d'entrée des caravanes désireuses, en général, de se défaire, au plus vite et à tout prix, de leurs produits. Il y aurait aussi grand intérêt à améliorer le mode de transport usité jusqu'ici et qui est très défectueux : le prix du sel, en effet, a beau être insignifiant aux lieux d'extraction, le déchet, résultant du transport, est si notable qu'à l'arrivée à Arraouan, sur 10 barres de sel parties de Taodénit, 9 sont perdues. Il importe de remédier au plus vite à cet état de choses, d'autant plus que le rapide repeuplement du Soudan et les vastes débouchés, qui resteront toujours ouverts à cette importation, empêcheront toute dépréciation.

Nous avons insisté plus haut sur l'avenir de l'élevage au Soudan et nous avons vu que, même à l'heure actuelle, certaines régions se suffisent presque à elles-mêmes, en ce qui concerne la viande de bœuf ; en effet, cette importation dans les régions Nord et Est n'est montée qu'à 2300 et 1448 fr., en 1896 ; mais, dans la région Sud elle a été, pendant la même année, de 10.490 fr., ce qui forme un total de 14.238 fr.

Quant aux moutons et chèvres, il en a été importé 100.000 têtes, représentant une valeur de 558.808 fr. (1).

1. Rapport Ballieu *op. cit.* 13 déc. 1897.

Les moutons sont répandus surtout dans les régions Ouest et Sud, et à Kayes où toutes les transactions auxquelles ils donnent lieu s'effectuent en numéraire.

Les bêtes de somme et de selle donnent lieu aussi à un trafic assez important qui monte, tant à l'importation qu'à l'exportation, à 22.578 fr. pour les ânes, 4313 fr. pour les bœufs porteurs et 67.441 fr. pour les chameaux.

La cola est un produit d'échange en même temps qu'un fruit précieux ; il en a été importé, en 1896, pour une valeur de 1349.596 fr. dont 507.462 pour la région sud qui est la plus à proximité du pays producteur par excellence, la Guinée.

Citons, enfin, pour clore cette longue énumération des produits d'importation d'origine africaine : le beurre de karité (14.554 kilog.), les cauries (22.504 fr.) importés par les Mossis et les Bobos, et enfin des barres de fer pour quelques milliers de francs.

Bref, si nous parcourons les statistiques de l'année 1896, nous constatons que les importations du commerce extérieur ont atteint le chiffre important de 8.730.703 fr ; elles sont tombées, il est vrai, en 1897, à celui de 8.551.805 fr., mais cela tient uniquement aux difficultés de la barre du Sénégal en octobre et en novembre (1).

Ce qui est tout à fait fâcheux, c'est la part trop considérable laissée, dans ces exportations, au commerce étranger ; j'ai suffisamment insisté plus haut sur cette question pour ne pas être obligé d'y revenir.

1. B. C. Afr. fr. Juillet 1898 Annexes. Notice de M. le Capit. Ballieu.

Produits d'exportation

Si, parmi les ressources du Soudan, on prend ceux des produits minéraux ou animaux qui servent de produits d'exportation, on constate une baisse notable.

L'or, il faut le dire, échappe pour les 7/8 aux constatations douanières : on estime, en effet, à 200.000 fr. le rendement de chacun des pays du Bambouck et du Bouré ; cependant les commerçants de Kayes n'achètent que pour 33.602 fr. d'or, et 8872 fr. seulement sont avoués pour l'exportation du Sud Ouest. Il s'ensuit donc qu'il est exporté clandestinement, par les commerçants marocains principalement.

On constate une décadence dans les exportations de l'*Ivoire*, qui ne figure que pour une somme de 7.673 fr. dont 6.020 fr. du sud à la côte. Les défenses d'hippopotame sont de moins belle qualité que celles d'éléphant, mais ont le privilège d'être souvent d'assez belle venue et de s'acheter à des prix peu élevés.

Un commerce, qui semble prendre une grande extension au Soudan, est celui des *peaux* provenant des dépouilles des animaux féroces. L'exploitation de celles des animaux de la race féline, sauf celle du tigre, paraît devoir être particulièrement rémunératrice. Quant aux dépouilles des biches, des bœufs et des moutons, elles sont utilisées par les Maures. En 1896, les exportations de ces peaux et dépouilles se sont élevées à 45.945 fr ; avec le

développement de l'élevage au Soudan, ce chiffre ne fera que s'accroître.

Le commerce des *plumes d'autruche* ne semble pas appelé à un moins grand avenir ; nous avons vu comment, après avoir été très florissant, il était tombé en complète décadence, au point qu'en 1895 il n'a été exporté qu'une vingtaine de dépouilles ; mais il y a tout lieu de croire qu'avec les encouragements divers que nous donnons à l'élevage de l'autruche, il prendra bientôt un vigoureux essor. De plus, cette marchandise semble devoir quitter la voie saharienne : dernièrement, en effet, les commerçants de Tombouctou ont demandé au Lieutenant-Gouverneur de leur assurer une voie autre que celle du Soudan central, et une expédition de plumes a été faite à Kayes par l'entremise de la Maison Buhan et Teissère.

D'autres plumes, telles que celles des échassiers des rives du Niger (marabouts, grues, ibis, pélicans, aigrettes etc), sont très en faveur sur les marchés européens et leur exportation pourrait être développée. (1)

Ce sont, néanmoins, les produits du règne végétal qui semblent devoir tenir toujours le premier rang dans ces exportations du Soudan : nous devons citer d'abord la *gomme*, extraite des diverses forêts éparses dans la région du Sahel, au milieu des anciens Etats d'Ahmadou, et parmi lesquelles il convient de citer celle de la Chamère, au Sud de Nioro, ainsi qu'une autre au Sud de Bassikounou. Les Maures font deux récoltes par an : la première dure d'octobre à novembre, et on recueille les diverses qualités de gomme blanche ; la seconde dure de février en

1. Ballieu. *Op. cit.*

mai ; on récolte alors les espèces blondes, la gomme résine et la gomme verte. On estime qu'un acacia peut donner annuellement de 600 à 800 kilog. de gomme (1). Aussi cela explique-t-il l'importance de ce produit dont l'exportation a atteint, en 1892, la somme de 533.504 fr. représentant 1.357.274 kilos.

Ce commerce des gommes est appelé à un grand avenir, d'autant plus qu'elles existent en grande quantité sur le marché de Tombouctou où elles se vendent de 0 fr. 15 à 0 fr. 20 le kilogr ; notre administration, en vue d'encourager leur mouvement sur Médine, a mis, à la disposition des commerçants, des chalands et voitures Lefèvre ; le tout est que ces derniers en profitent (2).

Parmi les productions du Soudan, c'est certainement le *caoutchouc* qui est appelé à prendre le plus d'extension, par suite des débouchés énormes que lui fournit l'Europe. Nous avons vu que ce n'est que depuis 1895 qu'on s'est inquiété de ce commerce ; du reste, les résultats ont dépassé toute attente, car l'exportation caoutchouquière, qui n'était, en 1895, que de 71.342 fr., représentant 35.671 kil. à 2 fr., est montée subitement, en 1896, à 135.521 fr. représentant 90.347 kilos à 1 fr. 50 (2), et, en 1897, à 180.204 fr. représentant 94.602 kilos à 2 fr. (3).

Néanmoins, nous avons à vaincre une grosse difficulté :

1. *Rapport du Commandant de Lartiges*. B. C. Afr. fr. 1897. Annexes.

2. Ballieu. *Op. cit.*

3. Ballieu. *Rapport commercial, agricole et industriel, sur le Soudan français, pendant l'année 1897*. B. C. Afr, fr. Juillet 1898. Annexes p. 151.

la voie naturelle d'exportation du caoutchouc est, en effet, celle qui joint le Haut Niger au golfe de Guinée ; or, de ce côté, le commerce profite, en grande partie, aux comptoirs de Sierra-Leone vers lesquels se dirigent, malheureusement, une grande partie des caravanes. Pour remédier à cet inconvénient, M. le Colonel de Trentinian eut l'idée assez ingénieuse de faire payer aux indigènes l'impôt en nature ; au lieu de leur réclamer le paiement en argent, on leur demande une partie de leur récolte de mil ou de caoutchouc, ou bien quelques têtes de bétail. Ce procédé présente, entre autres avantages, celui de détourner vers notre ligne de pénétration une partie du courant commercial établi par Sierra-Leone, car ces produits, perçus à titre d'impôt dans les principaux centres, sont dirigés sur Kayes par des caravanes rentrant à vide ; c'est ainsi que M. de Trentinian a déjà attiré de ce côté la gomme de la région Nord, et l'or et l'ivoire des régions Est et Ouest ; il a fait, dernièrement, le nécessaire pour amener à Kayes, en 1898, grâce à des tarifs réduits par convois et flottilles, plusieurs tonnes de coton indigène et de coton longue soie. Quant au caoutchouc, il a déjà réussi à en exporter par la voie Kayes Médine, pour 2.217 francs en 1895, 20.525 en 1896, et 108.718, en 1897, représentant environ 40 tonnes à des prix variables.

Cette progression prodigieuse montre que la mesure a eu les meilleurs effets ; cependant, nous croyons qu'en ce qui concerne le caoutchouc, principalement exploité dans la région Sud, la construction de la route de Guinée, et surtout celle du chemin de fer, auront pour effet de ra-

mener le courant commercial vers Konakry et les autres ports de la côte.

Parmi les autres produits d'exportation, on peut citer l'arbre à beurre dont le latex nous fournit de la gutta percha, les arachides, le ricin. Ce dernier produit, dont la culture au Sénégal n'a pas pris toute l'extension qu'on aurait désirée, est mieux venu au Soudan, car, dès 1877, la France consommait 320 tonnes de ses graines. Douze ans plus tard, le marché français en absorbait 18.000 provenant pour la plupart du Soudan (1).

Je néglige, enfin, certains produits qui ne figurent même pas sur les tableaux de statistique et ne pourraient jamais jouer, d'ailleurs, qu'un rôle d'appoint.

En somme, si on rapproche la statistique générale de 1897 de celle de 1896, on voit que l'exportation du Soudan s'est considérablement développée : de 2.234.306 fr., en 1896, elle a plus que doublé à 4.777 282 fr. en 1897, et il est aisé de prévoir que cette progression ne fera que s'accroître, d'année en année, au fur et à mesure que nous mettrons le sol en valeur et que nous nous déciderons à y faire venir tous les riches produits à la culture desquels il se prête admirablement. Quant à l'importation, elle suivra certainement la même marche ascendante, et nos récentes acquisitions du Mossi et du Gourounsi, où la population est si dense, constitueront des débouchés considérables pour nos produits européens.

Bref, tout semble contribuer à assurer un superbe ave-

1. Lagrillière Beauclerc, *Op. cit.* p. 175.

nir commercial à notre colonie du Soudan, si, toutefois, nous savons habilement écarter la concurrence étrangère et si nous établissons à bref délai les voies de communication indispensables à un pareil développement.

CHAPITRE III

LES RICHESSES MINÉRALES. — L'INDUSTRIE.

En dehors des gisements aurifères du Bambouck, que nous avons spécialement étudiés plus haut et sur lesquels nous ne reviendrons pas, le précieux métal se rencontre aussi dans cette région qui s'étend sur la rive gauche du Niger en amont de Siguiri, et qui se nomme le Bouré.

Les gisements aurifères du Bouré, qui ont été reconnus par René Caillié dès 1827, n'ont fait l'objet que d'études très sommaires de la part de la mission Liotard, en 1887. — L'or, qu'on y rencontre, semble provenir du quartz et se trouve en paillettes très fines dans les intervalles de cristallisation de cette roche.

La surface exploitée, quoique plus petite que celle du Bambouck, produit relativement davantage, probablement parce que le sol y est plus riche et la population beaucoup plus dense. Les indigènes se livrent de toute éternité à cette exploitation : ils creusent des puits et en retirent les roches et sables aurifères ; puis, ils en font un triage, et, par trois lavages successifs des terres,

obtiennent l'isolement du métal. Malheureusement, dans le triage, ils commettent bien des pertes en mettant de côté des blocs de quartz qui doivent contenir certainement de l'or, et les lavages, malgré la dextérité des ouvriers, sont très imparfaits. Néanmoins, d'après M. Liotard (1), les gens du Bouré retirent de 0 gr. 50 à 2 gr. d'or par 10 kilogr. de terre travaillée; une analyse, qu'il a faite à Didi, dans les plus mauvaises conditions possibles, à l'aide des faibles ressources d'un laboratoire improvisé, a donné, pour un kilogr. de terre, 0 gr. 08 d'or métallique. Il semble donc que des Européens auraient grand intérêt à venir se livrer à une exploitation rationnelle dans un pays aussi favorisé.

D'après des renseignements datant de 1891, il paraît que Samory aurait trouvé des gisements aurifères dans le Bassidibé, le Bolé, provinces du Ouassoulou, et plus au Sud, vers Sulequania.

Les indigènes ne sont pas encore parvenus à déceler la présence de l'argent; en tout cas, s'il existe, il est très rare. Quant au fer, il est assez commun au Soudan où il se trouve sous forme d'oxydes et de sesquioxides (oligiste, oligiste terreux et limonite). On le rencontre, tantôt par bloc, tantôt par cailloutis, et il est mélangé souvent avec des pierres et de l'argile (2). Les roches ferrugineuses se trouvent partout dans le Bambouck et le Bouré; leur richesse en métal est variable, mais M. Liotard estime que l'exploitation des indigènes, tout im-

1. Mission Liotard. Galliéni. (*Deux campagnes au Soudan Français*, p. 316).

2. Baillieu, *op. cit.* *Revue Col.* 27 janv. 1898. p. 18.

parfaite qu'elle soit, est la seule qu'on doive continuer en la perfectionnant. Les Européens, d'après lui, n'y trouveraient pas une rémunération suffisante pour couvrir les frais d'installation d'un outillage compliqué (1).

Signalons aussi des terrains ferrugineux dans le Miniankala, au sud de San ; ils sont exploités par les indigènes qui fondent le métal en des fours primitifs. De même, dans le Mossi, s'élèvent les monts Humbori où existent, paraît-il, de riches gisements de fer ; M. Dubois est d'avis qu'il serait nécessaire d'y envoyer des missions techniques de prospection (2). Dans la même région, à trois jours de marche à l'ouest de Ouaghadougou, on a découvert, il y a trois ans, l'existence d'une argile semblant contenir des fragments de lignite ; M. Ballieu croit qu'il serait très intéressant d'effectuer certains travaux pour déterminer l'existence possible d'un gisement carbonifère dans cette contrée (3).

On trouve des pierres calcaires dans les environs de Kayes et de Bafoulabé, ainsi que de l'argile avec laquelle on fabrique beaucoup de briques : ces matériaux constituent, pour nous, de précieuses ressources, car nous nous en servons pour la construction de nos postes. Quant à la terre de poterie, elle sert à divers emplois indigènes.

Enfin, il y a certainement du cuivre au Soudan : le Dr Colin nous en a révélé des gisements dans un marigot de Bafoulabé ; de même, dans le massif montagneux

1. Mission Liotard. *op. cit.*

2. Félix Dubois. *Voyage*, 1894-5. *Op. cit.*

3. Notice du capitaine Ballieu. *B. C. Afr. fr.* juillet 1898. Annexes p. 146.

qui longe la rive droite de la Falémé, on en a trouvé de nombreuses paillettes dans les roches éruptives. Pendant sa campagne du Kaarta, le général Archinard a constaté également l'existence de plusieurs mines dans cette région, et les échantillons qu'il fit prendre parurent du carbonate de cuivre. Il y aurait peut-être pour les Européens quelque chose à tenter de ce côté ; mais, les reconnaissances n'ayant abouti jusqu'ici à rien de précis, il est difficile, pour ne pas dire impossible, de prévoir le résultat d'une pareille entreprise.

L'Industrie.

L'industrie indigène, qui existe au Soudan, est plus que rudimentaire, et, si dans certains de nos établissements d'Europe on semble pousser à l'excès la division du travail, il semble que ce soit le phénomène inverse qui se produise chez les indigènes : le forgeron extrait lui-même le minerai, le forge et en fabrique des outils ; le tisserand agit à peu près de même avec le coton. C'est une manière de faire à laquelle il faut remédier, d'autant plus qu'elle enlève beaucoup de bras à la culture de la terre.

Quant à l'industrie européenne, elle n'est pour ainsi dire pas représentée au Soudan : les services publics ont seulement installé à Kayes une chaudière, une briqueterie, une presse à huile et une machine à glace. A Koulikoro, l'administration locale a établi une scierie à

vapeur, une meunerie et une fabrique de viande de conserve. Un commerçant a ouvert, dernièrement, une fabrique d'eau de Seltz et de limonade gazeuse, et trouve naturellement un écoulement facile pour ses produits (1).

Il semble qu'on devra surtout encourager, au Soudan, les industries appelées à dégrossir les matières trop encombrantes, et les dégrevier ainsi d'un frêt de transport qui restera toujours assez élevé, même après la construction des voies ferrées. On devra aussi s'attacher à développer celles qui serviront à confectionner les outils primitifs, nécessaires à la culture de la terre. Mais faudra-t-il aller plus loin? Certaines personnes le pensent et souhaitent « des associations de capitaux qui pourraient « réussir dans l'industrie aussi bien que dans le commerce » (2).

Je crois, néanmoins, que le développement de l'industrie sera toujours très restreint au Soudan : d'abord, le climat et les mœurs de la population ne semblent pas y être favorables ; ensuite, la vapeur est difficilement utilisable, non seulement à cause de la cherté des machines, mais aussi en raison du prix élevé de la houille qu'on ne rencontre pas sur place. Il y a, évidemment, beaucoup de bois dans les forêts, mais c'est un combustible bien imparfait pour le chauffage des chaudières.

Mais, dit-on, les agents naturels : chutes d'eau, rapides, sont susceptibles de remplacer avantageusement la vapeur comme force motrice. Il y a certainement là une force que

1. Rapport Ballieu. *Rev. Col.* 20 janvier 1898.

2. Ballieu. *Op. cit.*

nous pouvons utiliser ; remarquons, cependant, qu'elle cantonnera toujours l'industrie, qui voudra s'en servir, dans les régions montagneuses ou sur le bord des cours d'eau à l'endroit des rapides ; en outre, les frais d'installation des turbines seront toujours très élevés dans cette contrée reculée.

Bref, en dehors des quelques exceptions que j'ai signalées, le développement industriel du Soudan me semble bien difficile ; à mon avis, il n'est pas non plus désirable : nous avons, en effet, essayé de montrer plus haut de quelle utilité seront, dans l'avenir, ces débouchés d'Afrique pour notre industrie métropolitaine ; nous irions donc à l'encontre de nos intérêts si nous lui suscitons une concurrence dans ces mêmes régions. Contentons nous d'exploiter le sol riche de notre colonie ; cette dernière n'y perdra rien, bien au contraire, car le développement agricole aura pour effet d'exciter le commerce et de fournir à nos industriels les matières premières qui leur manquent ou pour lesquelles ils sont tributaires des pays étrangers.

CHAPITRE IV

LES CONCESSIONS AU SOUDAN

Nous avons vu, à propos du Sénégal, combien cette question des concessions de terres était importante ; elle ne l'est pas moins au Soudan où la colonisation est appelée à prendre un grand développement.

Bien qu'une partie des territoires de notre colonie soit formée de pays de protectorat, nous verrons, dans le cours de ce chapitre, que toutes les concessions, qui y sont accordées, font néanmoins l'objet d'un contrat direct entre le demandeur et le commandant de cercle, sans passer par l'intermédiaire d'aucun chef indigène.

Cela semble, d'ailleurs, fort légitime ; au moment où nous nous sommes établis au Soudan, la surface habitée était presque insignifiante, et, encore à l'heure actuelle, nombreux sont les terrains qui ne font l'objet d'aucune propriété ni d'aucune culture. Il est, dès lors, très naturel que l'Etat en dispose comme bon lui semble : les indigènes ne se plaignent nullement de cet état de choses, et, du reste, nous avons toujours pris à tâche de sauve-

garder leurs intérêts, depuis les premiers temps de la conquête.

Les concessions, qui peuvent être accordées actuellement au Soudan et qui ont fait l'objet de divers arrêtés locaux, se divisent en deux catégories principales : Il y a d'abord les concessions de terrains à bâtir, faites autour des principaux centres, et qui sont de beaucoup les plus anciennes ; il y a ensuite les concessions gratuites accordées, moyennant certaines conditions, à ceux qui veulent y tenter des essais agricoles. Enfin, nous verrons que bientôt on pourra ajouter à ces deux premiers modes celui de vastes concessions dites de récolte ou d'exploitation.

Au début de notre établissement dans la colonie, on eut l'idée de concéder gratuitement des terrains, situés dans la banlieue de Kayes, aux fonctionnaires ou même aux simples particuliers qui en manifestaient le désir. Mais on reconnut, au bout de quelque temps, que ces concessions gratuites ne donnaient pas tous les résultats qu'on en attendait : les propriétaires à titre provisoire ne remplissaient pas les conditions imposées pour devenir définitivement propriétaires, et ils abandonnaient leurs terrains aux vagabonds sans en avertir l'autorité française et sans prendre aucune mesure de gardiennage ; ils trafiquaient, enfin, sans aucun droit, des avantages qui leur avaient été faits personnellement (1). Il fallait absolument couper court à ce désordre et empêcher une pareille spéculation ; aussi le colonel Archinard rendit-il, en date du 30 janvier 1893, un arrêté qui substitua le système

1. Petit. *Organisation des colonies*, Tome II.

des concessions à titre onéreux à celui des concessions gratuites.

Depuis cette époque, il n'est donc plus délivré à Kayes de concessions à titre gratuit ; les terrains, concédés précédemment, et dont les propriétaires à titre provisoire n'avaient pas encore, à cette date, rempli les conditions exigées pour devenir propriétaires définitifs, firent retour à la colonie ; les possesseurs actuels purent cependant continuer à occuper jusqu'à ce qu'une demande d'achat par un tiers fût faite pour leurs terrains.

Cette demande donne lieu à un avis, adressé par l'administration à l'occupant, et à un affichage pour porter l'affaire à la connaissance du public. Quinze jours après l'affichage, il est procédé à la vente aux enchères, sur le terrain même, et la concession est adjugée au plus offrant, sans que l'occupant soit d'ailleurs privé d'aucun des droits communs d'acheteur.

Toutes les formalités, relatives aux indemnités à payer au premier occupant pour les constructions qu'il aurait édifiées sur le terrain, à la délivrance des titres de propriété, à l'enregistrement et à la transmission de ces titres (par simple endossement), sont prévues dans l'ordre du colonel Archinard, inséré dans le *Journal officiel* du 4 mars 1893.

Ces dispositions diverses furent étendues, peu après, à Bafoulabé et à Kita par M. Archinard, ainsi qu'à Bammakou par M. Grodet, successeur du colonel dans le gouvernement du Soudan.

M. de Trentinian a réglementé, à son tour, les concessions à accorder autour des autres centres principaux de

la colonie : il rendit, tout d'abord, un arrêté concernant celles à accorder autour de Kati, point beaucoup plus sain que Bammakou et qui semble appelé particulièrement à devenir le lieu de séjour préféré des Européens ; tout dernièrement enfin, il étendait les mêmes règles à Siguiri, Ségou et Tombouctou.

Voici comment ces concessions sont accordées (1) : on divise en un certain nombre de zones le territoire de ces différents centres ; dans la première, rentrent les terrains situés immédiatement aux abords du marché et où la redevance, payée par le concessionnaire, s'élève par exemple à 0 fr. 50 c. le mètre ; quant aux autres zones, toujours concentriques à la première, elles sont moins favorisées à mesure qu'on s'éloigne du marché, et la redevance payée y descend à 0 fr. 10 et même au-dessous ; du reste, des arrêtés locaux fixent, pour chaque centre, le taux de cette redevance.

Les concessions sont accordées par les commandants de cercle ; mais les demandes en sont transmises par eux au Lieutenant-Gouverneur, et définitives seulement après son approbation. Ils tiennent un livre spécial d'enregistrement des actes de propriété ; une copie en est adressée au Lieutenant-Gouverneur et est ensuite remise à l'acquéreur.

Ces concessions sont, en général, subordonnées à la construction de bâtiments dans un certain délai ; notons, cependant, que bien souvent les concessionnaires demandent la prolongation de ce délai, et que l'administration,

1. Renseignements oraux recueillis au Ministère des Colonies.

très large en cette matière, leur accorde presque toujours cette faveur.

Des concessions gratuites sont aussi consenties, à l'heure actuelle, en vue d'essais agricoles : M. de Trentinian est décidé à les accorder libéralement à ceux qui veulent y tenter diverses cultures et en particulier celle du coton ; il laisse même souvent au demandeur le soin de choisir l'emplacement qui lui convient le mieux, pourvu toutefois que ce choix ne lèse en aucune façon les intérêts des indigènes.

Il importe aussi que ces concessions ne soient pas trop étendues pour que le colon puisse facilement les mettre entièrement en culture ; d'ailleurs, elles sont toujours provisoires et seulement déclarées définitives lorsqu'une commission, composée de 3 membres, a constaté les résultats obtenus par l'occupant (1) ; cette précaution a aussi le privilège d'écarter la spéculation qui est si néfaste quand elle s'attaque aux terrains de colonisation.

Il y a, enfin, un troisième mode de concessions, qui fait en ce moment l'objet d'un projet d'arrêté de la part de l'administration locale et qui me semble appelé à jouer un grand rôle dans l'avenir ; il ne s'agit plus ici de concessions de terres, mais de concessions d'exploitation ou plutôt de récolte : on attribuerait 1500,2000 hectares de forêts ou même davantage, à une société ou à un colon qui s'engagerait à les exploiter, sous certaines conditions, et moyennant tant par hectare. Toutefois, le concessionnaire ne

1. *Instructions à l'usage des Commandants de Région et de Cercle* 1897. Titre XI, p. 53.

pourrait s'y livrer qu'à la récolte d'un produit naturel, liane caoutchouc ou toute autre essence, et n'aurait aucun droit de propriété ni même de défrichement.

De pareilles concessions favoriseraient beaucoup l'exploitation des lianes caoutchouquières, qui, si l'on en croit le Lieutenant Hourst, doit s'effectuer en grand pour être vraiment rémunératrice.

De plus, celles qui sont accordées uniquement en vue de la culture peuvent parfois éloigner des colons, en raison de l'époque trop reculée à laquelle ils pourront seulement réaliser de sérieux bénéfices. Or, ce nouveau mode permettra d'accorder des concessions mixtes : on dira au concessionnaire « : Nous vous attribuons 800, 1000 hectares sur lesquels vous allez vous livrer à la culture rationnelle du caoutchouc ; mais, en même temps, nous vous concédons une vaste étendue de forêts où vous pourrez récolter ce produit à l'état naturel ». Cette combinaison aura ainsi le grand avantage de permettre au concessionnaire d'attendre la rémunération lointaine de ses essais agricoles, grâce à une récolte qui lui donnera des profits immédiats.

Nous sommes persuadés que des concessions de ce genre auront beaucoup de succès ; il sera particulièrement heureux d'en accorder à des colons sérieux, agissant par exemple pour le compte de grandes industries métropolitaines qui, consommant une forte quantité de caoutchouc, trouveront un sérieux profit à la tirer du Soudan plutôt que de la faire venir, à grands frais, des colonies et pays étrangers.

En ce qui concerne l'autorité destinée à accorder ces

concessions, on s'est heurté à certaines difficultés résultant du Rapport présenté récemment par M. Pauliat (mars 1898) au nom de la Commission chargée de l'examen du projet de Loi sur les « entreprises de colonisation » (1). L'art. 1^{er} de ce projet dispose, en effet, que les concessions de plus de 1000 hectares seront accordées par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique ; aussi a-t-on dû tenir compte de ces dispositions dans la rédaction du projet d'arrêté dont je m'occupe en ce moment : c'est ainsi que, dans les concessions mixtes, la partie qui sera destinée à être mise en culture, ne devra pas, pour pouvoir faire l'objet d'un arrêté local, dépasser une étendue de 1000 hectares au delà de laquelle un décret sera nécessaire, dans les formes exigées par l'article que j'ai cité.

Mais, en ce qui concerne les vastes concessions de récolte, nous sommes intimement persuadés que l'administration locale pourra en accorder de 2 à 3000 hectares, sans que le gouvernement métropolitain intervienne en aucune façon. Le rapport Pauliat ne concerne, en effet, à notre avis, que les concessions de terres sur lesquelles le concessionnaire pourra se livrer à telle culture et à tel commerce qu'il lui plaira ; mais il ne peut avoir en vue celles où il n'aura qu'un simple droit de récolte.

Espérons donc que cet arrêté ne restera pas longtemps

1. C'est l'ancienne proposition de M. Lavertujon (1895), sur les Compagnies privilégiées de colonisation, que cette commission a, en partie, remaniée.

à l'état de projet, et que, ce nouveau mode de concessions venant s'ajouter aux autres en les complétant, la colonisation pourra vraiment prendre au Soudan un vigoureux essor.

CHAPITRE V

LA MAIN D'ŒUVRE. — NOTRE POLITIQUE A L'ÉGARD
DES POPULATIONS. — L'INSTRUCTION DES INDIGÈNES.

De même qu'au Sénégal, la main-d'œuvre européenne ne peut être utilisée au Soudan, car le climat de cette colonie, bien que moins insalubre que celui de sa voisine, s'y oppose absolument. Les Européens ne peuvent y travailler plus de six heures par jour sans s'anémier rapidement, et c'est à peine si quelques ouvriers actifs, représentant les divers corps de métier de la Métropole, pourraient venir s'établir avec profit dans certains grands centres, à Kayes en particulier. M. de Trentinian (1) croit, toutefois, que ceux qui posséderaient assez d'argent pour s'approvisionner de matières premières, trouveraient une large rémunération de leur travail. En dehors de ces rares exceptions, les Européens ne peuvent se livrer à aucun travail au Soudan ; en tout cas leur main-d'œuvre, même si elle était utilisable, serait toujours trop chère. Ils doi-

1. Rapport du Lieutenant-Gouverneur du 11 sept. 1895, (*Revue Colon.* 1896, p. 135).

vent donc se contenter de servir de cadres à une main-d'œuvre indigène.

Or, malgré divers témoignages émanant des détracteurs de notre colonie, on peut affirmer que les populations indigènes sont susceptibles de nous fournir de sérieuses ressources de main-d'œuvre : nous retrouvons, d'abord, diverses races que nous avons déjà rencontrées au Sénégal, comme les Mandingues sur le Haut-Sénégal, les Bambaras et les Toucouleurs, répandus un peu partout, et enfin les Peulhs ou Foulas dont nous avons pu déjà apprécier les qualités et qui habitent le Macina ainsi que les confins du Fouta Djallon. Ces diverses populations sont, avec les Malinkès, les principales de la rive gauche du Niger. Quant aux Mossis, dont les territoires s'étendent sur la rive droite du fleuve, au milieu de la Boucle, il paraît qu'ils sont exclusivement agriculteurs et que, stationnaires et casaniers, ils ne sortent guère de leurs villages pour voyager et pour commercer (1).

Nous n'avons que peu de renseignements sur le prix de cette main-d'œuvre ainsi que sur les conditions d'embauchement ; cependant, M. le Capitaine Salesse (2) nous donne certains détails curieux sur le salaire des ouvriers terrassiers employés pour la construction du chemin de fer du Soudan ; ces manœuvres sont payés 0 fr. 75, nourriture comprise ; mais, comme le noir ne produit guère que le tiers du travail de l'ouvrier européen, ce salaire cor-

1. Rapport du Dr Crozat sur sa mission au Mossi : 1^{er} avril 1890.

2. *Les voies de pénétration dans les pays tropicaux*. B. C. Afr. fr. 1897. p. 296.

respond en réalité aux 3 fr. du terrassier italien. Ce prix semble, à juste raison, excessif à M. Salesse, car l'indigène a peu de besoins ; toutefois, cette cherté ne tient nullement à la rareté des travailleurs, mais plutôt à l'exagération des prix résultant de la valeur nominale et naturellement arbitraire que les commerçants attribuent aux marchandises. Cela entraîne parfois de grosses difficultés pour le recrutement des ouvriers.

Les Noirs du Soudan excellent, pour la plupart, dans les travaux agricoles, mais, en général, ils ne sont pas aptes aux travaux de charpente, de fer ou de wagonnerie, pour lesquels il a fallu jusqu'ici se procurer des blancs ou bien des Sierra-leonais et des Sénégalais. Ils commencent cependant à se familiariser un peu avec les vieux métiers européens, et, en vue d'encourager ces tendances, nous avons fondé, dans les différents cercles, des écoles professionnelles qui nous permettent déjà d'y recruter les ouvriers nécessaires à nos travaux de l'artillerie et du génie. Après un certain temps de stage, les apprentis sont répartis entre les divers métiers, suivant leurs aptitudes. Une de ces écoles a été fondée, récemment, par arrêté local du 10 janvier 1897, à Koulikoro, tête de ligne de notre ravitaillement sur le Niger.

On a prétendu aussi que cette population du Soudan était trop clairsemée pour pouvoir nous fournir la main-d'œuvre dont nous aurions besoin. Nous ferons remarquer d'abord que cette affirmation, qui pouvait contenir une certaine part de vérité, il y a une dizaine d'années, est beaucoup moins exacte à l'heure actuelle ; ensuite, nous ne devons pas désespérer de l'avenir, car Mungo-Park,

l'un des seuls européens qui aient parcouru notre empire soudanais avant les dévastations d'El-Hadj-Oumar, puis d'Ahmadou et de Samory, nous affirme que le pays était alors si peuplé que certaines parties ressemblaient à des districts du centre de l'Angleterre (1).

Son rapport, qui est évidemment empreint d'une certaine exagération, nous montre cependant que le dépeuplement n'était dû qu'à une cause tout accidentelle, aux razzias de ces grands chefs noirs (almamys, sultans ou prophètes) qui parcouraient, il n'y a pas longtemps encore, les régions soudanaises en répandant partout la terreur. Le général Galliéni nous expose d'une façon saisissante à quelles extrémités ils réduisaient les malheureuses populations, chassées de leurs foyers par la misère et les mauvais traitements (2). Il nous fallait absolument remédier à un pareil état de choses. Cette tâche s'imposait, d'abord, au point de vue moral: notre rôle de colonisateurs nous défendait, en effet, de laisser maltraiter ainsi l'ancienne race autochtone; d'autre part, il devint bientôt évident que notre expansion au Soudan ne pouvait être considérée comme terminée tant que nous nous trouverions en présence de ces chefs fanatiques et pillards. On sait quels efforts l'accomplissement de cette tâche nous a coûtés. Suivant les idées émises par le colonel Archinard au début de la conquête (3), nous nous

1. Rapport Siegfried sur le budget des Colonies de 1897.

2. Galliéni. *Deux campagnes au Soudan Français*, p.144, 145 et 401.

3. Rapport du colonel Archinard, *Journ. Officiel*, octobre 1891.

sommes appuyés sur la race vaincue et fétichiste pour refouler les conquérants venus de la Mecque, car « l'Islam, « dit avec juste raison le Capitaine Marchand (1), est une « puissance redoutable que nous pouvons tolérer en tant « que dogme, toute religion est civilisatrice, mais « qu'il nous faut supprimer en tant qu'élément politique, « et que nous devons combattre sous peine de dé-
« chéance ».

Du reste, cette sage politique a déjà porté ses fruits, et le repeuplement, commencé dès les premiers temps de la conquête, est devenu général dans tout le Soudan. On est même arrivé à fixer à la culture du sol certaines tribus nomades, jadis insaisissables, et qui maintenant paient régulièrement l'impôt : notons, en effet, que, parmi les conséquences salutaires du repeuplement, figure l'élévation du rendement des impôts (2).

En somme, on peut prévoir que, dans un avenir assez rapproché, le Soudan sera complètement repeuplé.

Ce qu'il importe aussi, c'est de maintenir nos bonnes relations avec les populations noires qui sont en général d'une grande douceur et ne demandent qu'à se soumettre à notre influence, d'autant plus que nous les avons arrachées à une domination qui les ruinait et les décimait. Cependant, si nos sujets soudanais doivent être traités avec une certaine familiarité, il ne faut leur passer aucune faute ; autrement, ils prennent notre indulgence pour de la faiblesse et savent en profiter à l'occa-

1. *L'Esclavage et l'Islamisme devant la civilisation*, (B. C Afr. fr. février 1896).

2. Discours du colonel de Trentinian, 19 mai 1897.

sion (1). Aussi devions-nous leur donner une autorité qui leur plaise, tout en sauvegardant nos intérêts; nous avons compris que c'était celle des officiers, et nous en avons placé dans les différents cercles où ils cumulent les fonctions les plus diverses, et où ils ont réussi à établir un grand ascendant sur les indigènes; en outre, ce régime a le privilège de nous faire réaliser une grosse économie.

Une question, qui doit aussi attirer notre attention, est celle de l'esclavage qui existe encore dans tout le Soudan français; le décret du 30 avril-3 mai 1848 ne peut, en effet, en droit, s'étendre à cette colonie, presque uniquement formée de pays de protectorat; mais, en tout cas, l'esclavage est trop profondément ancré dans les institutions indigènes pour que nous puissions sans inconvénients en opérer la suppression. Les faits qui se sont déroulés jadis au Soudan Egyptien sont de nature à nous armer de prudence.

D'ailleurs, le décret de 1848 a seulement entendu viser l'ancienne traite des nègres, opérée naguère par les blancs, et nullement l'esclavage des noirs par les noirs; chez ces derniers, en effet, le sort des captifs n'est pas du tout tel qu'on se le figure volontiers en Europe, et, dans certaines parties du Soudan, ils prennent rang dans la société familiale (2). D'abord, il faut distinguer l'esclave

1. Voir les instructions de M. Chaudié, dans sa lettre au Lieut.-Gouv. du Soudan, en date du 18 nov. 1895.

2. M. Marcel Monnier, nous le montre d'une façon saisissante dans une lettre adressée au journal « *Le Temps* » le 6 mai 1892.

de traite du captif de case dont la situation est souvent supérieure à celle de l'homme libre : il fait partie de la famille, peut parfois posséder lui-même des esclaves, et, en tout cas, son maître a un grand intérêt à le bien nourrir et à le soigner. Cette captivité de case n'est pas, du reste, particulière au Soudan, mais existe aussi au Sénégal où un voyageur raconte avoir vu un noir qui, sur le point de partir en voyage, avait confié à un de ses captifs la direction de sa famille (1).

Quant à l'esclavage de traite, il semble, à première vue, qu'il doive faire l'objet d'une proscription absolue ; cependant, au Soudan, nous avons cru utile d'adopter certains tempéraments : en effet, si nous défendions tout achat d'esclaves sur le territoire de notre colonie, les convois se dirigeraient vers les contrées avoisinantes et soustrairaient ainsi à notre action l'objet de leur trafic ; tandis qu'en permettant cet achat par les noirs du Soudan, nous apportons une grande amélioration dans la situation des esclaves qui, à partir de ce moment, ne peuvent plus être revendus par leurs nouveaux maîtres et rentrent par conséquent dans la catégorie des captifs de case dont le sort n'a rien de lamentable, ainsi que nous venons de le voir.

Bref, nous avons compris que, dans la répression de l'esclavage, il fallait agir avec une grande prudence ; cette méthode n'est d'ailleurs nullement stérile, et nous pouvons nous flatter d'avoir déjà obtenu, grâce à son emploi, de sérieux résultats ; il y a lieu de croire que

1. Renseignements fournis par l'*Union coloniale française*.

L'ouverture de nouvelles voies de communication accentuera encore ce mouvement en permettant aux chefs de ne plus se servir de convois d'esclaves pour transporter leurs marchandises.

Une autre question, dont la solution présente de grandes difficultés, fut celle de savoir quel sort nous devons assurer aux esclaves libérés ainsi qu'à ceux qui, évadés des pays ennemis, viennent se placer sous notre protection. En effet, il ne suffit pas, remarquait M. Binger en 1891, de remettre aux esclaves, qui viennent réclamer notre protection, un certificat de liberté qui leur tienne lieu en quelque sorte d'état civil : « on oublie trop souvent « qu'un malheureux, qui a toujours travaillé pour autrui, « qui n'a jamais été livré à lui-même, qui jouit, par ce « fait, de peu d'initiative, ne peut généralement devenir « qu'un vagabond (1) ».

Pour éviter tous ces inconvénients, on a, depuis cette époque, fondé dans chaque cercle des villages de liberté (2) où sont recueillis les non libres évadés des pays ennemis, ainsi que les libérés ; cette institution bienfaisante a déjà donné les meilleurs résultats. Bientôt, grâce à de généreux efforts dus à l'initiative privée (3), seront créés, au Soudan et en Guinée, de nouveaux villages où nos missionnaires grouperont les esclaves rachetés par eux ou

1. *Esclavage, Islamisme et Christianisme*. Capit. Binger. 1891, p. 79.

2. *Instructions à l'usage des Commandants de Cercle*, p. 18 et 19.

3. Fête donnée, le 3 juin 1898, à l'hôtel Continental, sous les auspices de S. A. I. Mme la comtesse d'Eu, au profit de la Société anti-esclavagiste.

qui auront trouvé un refuge dans leurs établissements. Cette œuvre sera certainement l'une des plus belles de la Société anti-esclavagiste fondée par le cardinal Lavigerie.

En somme, nous n'avons qu'à continuer l'œuvre déjà entreprise, en repoussant la race conquérante et en restituant à la race autochtone la place qu'elle occupait jadis. Il nous faut de même combattre l'Islamisme, ce qui ne présente pas de difficultés insurmontables, car cette religion est toute d'importation et ne ressemble nullement à celle que nous avons rencontrée en Algérie ; aussi pouvons-nous espérer que, moyennant des ménagements et une grande patience, nous réussirons à amener progressivement les indigènes à adopter notre civilisation et notre foi ; nous verrons plus loin combien les écoles musulmanes peuvent nous servir dans ce but.

Dans l'accomplissement de cette œuvre politique et morale, les missionnaires nous sont de précieux auxiliaires ; malheureusement, leur action n'est vraiment secondée ni par l'administration métropolitaine qui a été jusqu'à nier leur utilité, ni par les commerçants qui sont loin d'avoir le même zèle que les musulmans qui se font un devoir d'islamiser et provoquent même les occasions, sans attendre qu'elles se présentent (1).

Malgré tout, les religieux arrivent à des résultats qui sont surprenants si on les compare avec la faiblesse des ressources dont ils disposent ; il importe donc absolument d'augmenter leur nombre et d'encourager leur action ; il n'est pas un pays d'Europe qui ne reconnaisse l'utilité de

1. Binger. *op. cit.* p. 76.

ces hommes dévoués qui, avec les commerçants intelligents et comprenant leur rôle, sont les meilleurs agents de la civilisation.

L'instruction des Indigènes.

« Si le succès des armes donne des conquêtes, une sage « politique peut seule les rendre durables ; l'école en est « l'instrument le plus précieux ». Tels sont les termes dont s'est servi M. de Trentinian pour montrer l'importance de l'école comme mode d'action sur l'indigène.

Dès les premières années de notre établissement, cette vérité était reconnue, et, à partir de 1882, c'est-à-dire en pleine période de conquête, quelques écoles étaient fondées, avec le concours de l'« Alliance française », par MM. Piétri, Borgnis-Desbordes et le colonel Archinard.

M. Galliéni, en 1887, fonda une école des Otages, d'après les principes adoptés par le général Faidherbe pendant son gouvernement du Sénégal (1) ; parmi les autres écoles fondées dans nos divers postes, celle de Kita était de beaucoup la plus importante par le nombre de ses élèves et les progrès qu'ils avaient accomplis.

Cependant, l'organisation de cet enseignement fut bien-

1. Galliéni. *Deux campagnes au Soudan français*, P. 373-4.

tôt laissée de côté, faute de ressources et de personnel ; c'est ainsi que le colonel Archinard supprima, à compter du 1^{er} mars 1890, toutes les écoles du Soudan, pour ne laisser substituer que l'école de la Mission catholique de Kita et celle des Otages de Kayes.

A la fin de 1894, le désastre était complet : la plupart des écoles, sauf celle de Kayes, avaient sombré, et M. Grodet l'avoue, dans une lettre écrite, le 28 octobre de la même année, à M. Foncin qui lui demandait des nouvelles de ces institutions. Il faut dire que la faute n'en est pas imputable seulement à ce gouverneur, car des changements intempestifs d'instituteurs et une épidémie de variole contribuèrent largement à cette désorganisation (1).

Le colonel de Trentinian avait, pour rétablir les écoles, à vaincre de grandes difficultés, car nous n'occupions que peu de centres militaires, et les ressources manquaient pour payer des instituteurs civils. Il ne restait donc qu'à faire appel à la bonne volonté des commandants de cercle pour établir une école par cercle.

M. de Trentinian commença par réorganiser l'ancienne école des Otages en lui donnant un nouveau nom : *Ecole des fils de chefs* ; d'après une circulaire du 7 septembre 1895, elle doit avoir pour but de donner à ces jeunes gens une éducation relevée et une connaissance approfondie de notre langue, ainsi que de la langue arabe pour qu'ils puissent commercer librement avec les Maures et les Touaregs. Cette école qui, au début, avait 24 élèves,

1. Art. de M. Morisson, B. C. Afr. fr. Annexes, oct. 1897.

en possède maintenant 55. Une école primaire, de création récente (arrêté du 27 juillet 1895), a été également établie à Kayes et est destinée à perfectionner les indigènes dans l'étude de notre langue; la plupart de ses élèves (28) sont des interprètes externes.

Mais l'innovation la plus importante et la plus intelligente consiste dans la création des *Ecoles de cercle* destinées à propager la connaissance de la langue française ainsi qu'à initier les indigènes aux métiers et travaux manuels ou d'administration, pour lesquels ils voudraient entrer en collaboration avec nous.

Ces écoles sont tenues par des sous-officiers ou des employés d'administration, dans certains grands centres. Ce procédé est excellent: d'abord, les indigènes sont toujours portés à obéir plus facilement à des militaires; ensuite, cette méthode est très économique, d'autant plus qu'on commença avec le minimum indispensable de fournitures et de matériel. Ces écoles, dirigées ainsi par des sous-officiers moniteurs, fonctionnent admirablement; une circulaire du 10 avril 1897 est venue préciser leur rôle et dissiper une équivoque tendant à faire croire qu'elles étaient uniquement destinées à nous fournir des commis subalternes d'administration. La circulaire affirme, au contraire, que leur vrai but est d'inciter les indigènes, instruits par nous, à propager nos idées dans les milieux d'où ils sont sortis.

Le nombre total des élèves de ces écoles de cercle est, à l'heure actuelle, de 270 environ.

Nous devons faire aussi une place importante aux *écoles des Missions*, dont les principales sont celles des

Pères du Saint-Esprit qui ont des établissements à Kita et à Dinguirâ (45 kil. de Kayes) en même temps que des Fermes-Ecoles : leur œuvre était, tout d'abord, purement anti-esclavagiste, mais maintenant ils reçoivent des orphelins internes qui sortent de leurs écoles instruits et entraînés aux travaux de culture ; ces élèves se sont habitués, en outre, à augmenter la productivité des terres en les amendant, et à améliorer les produits du pays, tels que maïs, coton, tabac, riz, etc. (1).

Les Pères Blancs, arrivés récemment au Soudan, répandent une bonne influence et soutiennent leurs confrères du Saint-Esprit ; à Tombouctou, les marabouts lettrés viennent discuter théologie avec eux ; ils ont fondé dernièrement une école à Kissi, à 18 kil. de Kissidougou.

Nous dirons, à la louange de l'administration locale, qu'elle encourage de toutes ses forces ces écoles, et que le budget de 1896 comporte une augmentation de 29.948 francs pour les subventions aux Missions. Le ministre fit des observations, mais l'élan était donné. Seulement, on a été obligé de diminuer cette somme, de 15.838 francs, en 1897.

Il y a une chose certaine, c'est que, pour rapprocher de nous un grand nombre d'indigènes, le meilleur moyen est d'introduire parmi eux le culte catholique qui élèvera une barrière infranchissable à la propagande de l'Islamisme. Mais, dans notre œuvre de conversion, il convient d'être très prudent, car, si le musulman est souvent fanatique, il est toujours méfiant, et cette tendance de leur

1. Morisson, *op. cit.*

esprit oppose souvent un obstacle sérieux à toutes nos idées de civilisation et de progrès.

C'est ainsi qu'en dehors de la conversion directe opérée par les missionnaires, nous avons été amenés à combattre l'islamisme par son propre moyen, l'Ecole.

En effet, *des écoles musulmanes* ont été fondées dans les principales régions où cette religion a le plus d'adeptes. Les enfants y apprennent la langue arabe; quant à notre enseignement, il y est de tous points semblable à celui du marabout qui, sans cela, ne manquerait jamais de mettre ses élèves en garde contre nous. En somme, ce qu'on a voulu par là, c'est ne pas éveiller la méfiance innée du Musulman.

Cette institution des écoles musulmanes est un moyen très habile de répandre notre influence: elles ont, d'abord, l'avantage de dissiper les malentendus et les soupçons; ensuite, les indigènes, qui les fréquentent, reconnaissent vite la supériorité de nos idées et sont amenés ainsi à en adopter une partie.

L'obstacle, qui semblait infranchissable, est ainsi tourné, et il y a lieu d'espérer qu'au bout d'un certain temps, nous aurons fait évoluer le monde musulman vers notre civilisation et que nous l'aurons décidé à embrasser notre foi.

CHAPITRE VI

VOIES DE COMMUNICATION ET TRAVAUX PUBLICS.

Il est certain qu'au Soudan on ne peut attendre aucun développement, ni de l'agriculture ni du commerce, tant qu'on n'aura pas remédié à l'absence des voies de communication; à propos de toutes les questions que nous avons examinées jusqu'ici, nous nous sommes trouvés en présence de ce grave problème, et on peut dire que, de sa solution, dépend tout l'avenir économique de notre colonie.

Nous allons d'abord examiner les voies naturelles qui existent au Soudan, ainsi que la meilleure manière de les utiliser; nous nous demanderons, ensuite, quelles seraient les voies artificielles susceptibles de les compléter.

Si l'on jette les yeux sur la carte d'Afrique, on est frappé du magnifique réseau fluvial qui se développe dans toute la région de l'Ouest-Africain; il semble, en un mot, que cette partie du continent soit vraiment favorisée au point de vue des voies naturelles de communication.

Mais nous avons déjà vu à quelles vicissitudes était soumise la navigation sur le Sénégal et comment ce fleuve, qui serait une si belle voie de pénétration commerciale s'il ne cessait d'être navigable, devient inutilisable pendant la saison sèche. Ses affluents sont soumis au même régime.

Toutefois, on ne peut dire qu'il soit une non-valeur au point de vue commercial, car, pendant la période de navigabilité, de nombreux bateaux, à destination du Soudan et des diverses escales du Sénégal, sillonnent son cours. La maison Devès et Chaumet a le monopole de ce service fluvial qui est très bien fait; la flottille existante peut transporter au Soudan 1200 hommes de troupe et 1800 tonnes de marchandises. Au point de vue du commerce, elle serait susceptible de desservir annuellement un échange de 8 à 10.000 tonnes d'importations au Soudan et 12 à 15.000 tonnes d'exportations (1). Bien que ces chiffres ne soient pas atteints pour l'instant, l'augmentation du trafic est toutefois très appréciable, car le nombre de tonnes, transportées par les Messageries, s'est élevé, de 3200 en 1892, à 6500 en 1893, 7500 en 1894, 8257 en 1895, et enfin à 11.019 en 1896. Le nombre des passagers transportés, qui était de 3890 en 1895, s'est élevé à 4892 en 1896 (2).

Quant au Niger, on a longtemps cru que, semé d'écueils et de rapides sur toute la longueur de son cours, il s'opposait à toute navigation, et ce ne sont que des explorations toutes récentes qui sont venues détruire cette légende. Les écueils et rapides existent évidemment,

1. Lagrillière Beauclerc. *Op. cit.* p. 159 et 164.

2. B. C. Afr. fr. 1898. p. 56.

mais ce fleuve n'en présente pas moins trois biefs navigables, séparés par les étranglements et rapides de Bamakou, de Sinder-Ansango et de Boussa.

Les deux premières sections sont celles qui nous intéressent plus particulièrement; la première, de beaucoup la plus riche, est le pays du caoutchouc, de l'or, du café et de la noix de kola; c'est le bassin de Kankan, Siguiri, Farannah. Le deuxième bief, plus grand, mais moins fertile, comprend Ségou, le lac Dheboë, le Macina et Tombouctou (1).

Le Niger, comme le Sénégal, est soumis au régime des crues, mais elles y sont moins rapides et moins abondantes, et surtout les eaux, même dans la saison sèche, restent à un certain niveau, ce qui permet à la navigation de ne jamais s'arrêter complètement. C'est à 48 kilomètres en amont de Kouroussa, à Bafara, que, d'après certains renseignements, commencerait en tout temps la navigation, mais M. le capitaine Brouet indique plutôt Sormoréïa qui est en amont de Bafara. D'autre part, le Tankisso est navigable jusqu'à Toumania, et le Milo jusqu'à Kankan.

On voit ainsi que ce fleuve, s'il n'est pas d'une navigabilité parfaite, offre néanmoins, avec ses affluents, des conditions suffisantes pour assurer une navigation à vapeur sérieuse au moyen de bateaux à faible tirant d'eau.

La nécessité d'une flottille et d'un service régulier de bateaux sur le Niger avait déjà été reconnue par les lieutenants Caron, Jayme et Hourst, mais on manquait alors de ressources pour faire construire des bateaux, et le

1. Discours du Colonel de Trentinian, 19 mai 1897.

personnel européen était presque insuffisant. Le colonel de Trentinian réorganisa complètement ce service qui devint une véritable Compagnie fluviale, sous la haute direction d'un officier, et à laquelle on a imposé des règlements minutieux. D'autre part, le Ministre a décidé d'envoyer chaque année, sur le Niger, des chalands en acier et des pirogues jusqu'à concurrence de 25 bâtiments pour chacune de ces catégories (1); la flottille possède actuellement 9 chalands en acier, 28 en bois, et trois barques pontées.

Rien n'a donc été négligé en vue d'utiliser ces voies fluviales; malheureusement, jusqu'ici, à part le tronçon de voie ferrée de Kayes à Dioubéba, aucune voie de terre n'est venue les relier; aussi les transports coûtent-ils, actuellement, de 2 à 3 fr. par tonne et par kilomètre. De Kayes au Niger, les marchandises doivent donc payer entre 1200 et 1700 fr. par tonne et transport, ce qui rend difficiles les échanges entre la colonie et la métropole.

De plus, on ne peut pas se faire une idée des transbordements auxquels sont sujettes les marchandises qui vont de Bordeaux au Niger; M. Félix Dubois nous en a tracé un saisissant tableau qui n'a rien perdu de son actualité (2).

On ne peut donc être taxé d'exagération quand on affirme qu'une voie directe de communication du Sénégal au Niger est absolument urgente. Son absence rend impossible tout développement du commerce et de l'agriculture, et ruineux notre ravitaillement, par suite de la

1. Discours de Trentinian, 19 mai 1897.

2. Voyage de 1894-5. *Revue coloniale* 1896, p. 33 et suiv.

chèreté des voitures Lefèvre et des mulets d'Algérie (1000 fr. par tête), ainsi que par les frais qu'entraîne pour nous l'armée de porteurs et de palefreniers que nous sommes obligés d'employer. Nous touchons ici à une question que je considère comme essentielle : à savoir que, parmi les raisons primordiales qui militent en faveur de la prompte ouverture de voies de communication, la principale est la suppression du portage.

Le portage existe toujours, en effet, bien que cependant on y ait apporté quelques tempéraments ; mais la nécessité de le supprimer complètement apparaît de plus en plus, surtout depuis que nous voulons donner un grand développement à l'agriculture, car les porteurs sont autant d'hommes que nous enlevons à la culture de la terre. De plus, leurs caravanes ruinent le pays qu'ils parcourent, et leur nourriture exige souvent des réquisitions forcées. Cette situation a cessé en partie, il est vrai ; mais, à l'époque du voyage de M. Dubois, en 1894-5, les indigènes étaient encore obligés de faire 4 ou 5 jours de voyage pour apporter du mil ou du riz sur notre ligne de ravitaillement. Heureusement, depuis cette époque, le pays s'est repeuplé, et, en tout cas, les indigènes ne sont plus obligés de faire un aussi long trajet qui aurait suffi à les indisposer contre nous.

En vue de remédier aux inconvénients du portage, M. de Trentinian a cru bon de prendre diverses mesures ; il constata d'abord, à son arrivée dans la colonie, que toutes les voitures Lefèvre réunies ne pouvaient pas charrier plus de 800 tonnes, si bien que, pour compléter le poids des produits nécessaires au ravitaillement, 4 ou 500 tonnes

devaient être transportées sur la tête d'innombrables porteurs, foule indisciplinée qui ruinait le pays. Ce fut alors qu'il inaugura le système du ravitaillement sur place, dont nous avons déjà parlé à propos du développement des cultures vivrières, et qui réussit pleinement.

Puis, il adopta la seule route de Dioubéba au Niger comme ligne de ravitaillement, régla le tarif des auxiliaires, etc. Enfin, un plan de transport général fut adopté, et une impulsion unique fut donnée à tout l'ensemble de l'opération par une véritable direction du ravitaillement, placée sous les ordres immédiats du Lieutenant-Gouverneur (1).

Ajoutons, en dernier lieu, qu'afin de faciliter les premiers efforts des commerçants qui ne disposent que de porteurs indigènes, le colonel leur a loué, à très bas prix, la plus grande partie des voitures Lefèvre et des chalands qui reviennent à vide après avoir transporté les vivres aux postes ; même à l'aller, 100 tonnes ont pu être réservées, en 1896, aux marchandises d'importation européenne.

On ne saurait croire combien ont été opportunes ces diverses mesures qui ont contribué à assurer provisoirement l'existence de notre jeune colonie ; toutefois, les inconvénients signalés plus haut n'en subsistent pas moins, car le transport en voitures Lefèvre est très coûteux et ne descend pas, amortissement du mulet et de la voiture compris, à moins de 3 fr. par tonne kilométrique (2). Aussi M. de Trentinian croit-il qu'on pourrait abandonner

1. Discours de Trentinian. 19 mai 1897.

2. Discours de M. Delcassé sur le budget des Colonies de 1895.

ce mode de transport, maintenant que nous possédons une route de Dioubéba à Bammakou, et remplacer ces voitures par de lourds véhicules, du prix de 300 fr. à 350 fr., ce qui permettrait de réduire le nombre des mulets, des auxiliaires et des conducteurs.

Là difficulté ne serait pas encore vaincue, car, si une peste vient à sévir sur les animaux chargés de traîner ces chariots, le service des transports se trouve aussitôt désorganisé, au grand détriment du commerce ainsi que des européens qui ne peuvent plus être ravitaillés. C'est ce qui est arrivé, du reste, en 1892 où on fut obligé de recourir de nouveau au procédé déplorable du portage.

Bref, il est de toute évidence que l'avenir de notre colonie du Soudan dépend de la prompte exécution de voies ferrées.

Il y a déjà longtemps (1) qu'on a eu pour la première fois l'idée de construire un chemin de fer du Sénégal au Niger ; actuellement, ce projet est en partie réalisé puisque les trains circulent librement entre Kayes et Dioubéba. Je n'ai aucunement l'intention de raconter en détail l'histoire de la construction de ce tronçon (2) ; je me contenterai de dire qu'après beaucoup de tâtonnements désastreux, la voie, commencée au début de 1881, aboutit en 1888 à Bafoulabé ; mais la construction avait été tellement défectueuse qu'on fut obligé de refaire en partie cette

1. Faidherbe avait conçu ce projet.

2. Cela allongerait démesurément notre étude et n'aurait pas du reste le privilège de la nouveauté. Voir, à ce sujet, l'étude du capitaine Salesse. *B. C. Af. fr.* 1897. p. 337 et suiv.

ligne qui ne fut définitivement livrée à l'exploitation que le 1^{er} juin 1893.

Quant au prolongement de la voie au delà de Bafoulabé, c'est-à-dire au-delà du Bafing, on ne l'entreprit sérieusement qu'après la construction du pont de Mahina (inauguré le 24 juin 1896), jeté sur le fleuve un peu au-dessous de Bafoulabé. Depuis lors, les travaux ont avancé rapidement : dès la fin de 1896, la ligne avait dépassé de 17 kil. le pont du Bafing, et, à la fin de 1897, elle atteignait Dioubéba, située à 42 kil. de Mahina. Le budget de 1898 aura pour effet d'amener, cette année, le rail au delà du kil. 60 en partant de Mahina, située elle-même à 116 kil. de Kayes. En somme, on construira une trentaine de kilomètres en 1898.

Malheureusement, si 176 kilomètres sont ainsi effectués, il reste encore à construire un tronçon de 365 kilomètres de Dioubéba à Bammakou-Toulimandio. Le tracé en a été fait par les missions Marmier et Joffre, et, malgré certaines difficultés inévitables, la dépense kilométrique ne semble pas devoir s'élever au même taux que celle de la ligne Kayes-Bafoulabé. Les 130 kilomètres qui forment cette dernière ont, en effet, coûté 14.500.000 fr., c'est-à-dire 118.500 fr. par kil. ; mais on sait qu'on a été obligé de refaire deux fois le même travail et que les tâtonnements du début ont été fort longs.

En ce qui concerne la ligne de Bafoulabé à Bammakou, le projet Marmier concluait à une dépense de 16.500.000 fr. pour la section Bafoulabé-Kita (1), et le projet Joffre à une autre de 14.600.000 fr. pour celle de Kita à Bamma-

1. *Revue du Génie*. Octobre 1896.

kou. Cela mettait le prix de revient du kilomètre à 75.000 fr.; M. Rougier pense, toutefois, qu'on peut abaisser ce chiffre à 59.000 fr., ce qui, il faut le dire, est un minimum (1). Mais la grosse question était de savoir avec quelles ressources on ferait face à ces dépenses considérables, d'autant plus que l'on sentait le besoin de ne plus procéder comme par le passé, c'est-à-dire uniquement grâce à des subventions votées par le Parlement. Cependant, remarquons, en passant, qu'en 1896, et même en 1897, par suite d'une réduction de 500.000 fr. sur les frais d'occupation du Soudan, ce crédit, alloué par la Métropole, s'est élevé au chiffre de 768.000 fr.; en même temps, en 1897, on créait un budget annexe du chemin de fer du Soudan, destiné à permettre au Parlement de se rendre compte plus facilement des sommes consacrées au prolongement de la ligne.

Depuis l'année dernière, on commence à comprendre de quelle urgence est l'achèvement de cette voie ferrée; actuellement, pour construire les 30 kilomètres prévus dans le budget de 1898, on a eu recours à un emprunt de 919,645 francs à la Caisse des Dépôts et Consignations, consenti au taux de 3 0/0, plus l'amortissement; il est garanti par les annuités que paiera au Soudan, pendant cinq années, la colonie du Sénégal, en remboursement des droits de douane perçus pour compte commun (2). Un

1. Rapport Siegfried sur le budget des Colonies de 1897.

2. Rapport Riotteau sur le budget annexe du chemin de fer du Soudan. *Journal officiel* Doc. parlam. Ch. des Dép. Annexes 1897. N^{os} 2695-96, p. 82-3.

décret, en date du 17 avril 1898, est venu autoriser la colonie à contracter cet emprunt, et énumère quels sont les droits de douane qui seront affectés à sa garantie.

Enfin, en vertu de l'article 27 de la Loi de finances du 29 mars 1897, est intervenue récemment une convention entre le Ministre des colonies et le Gouverneur de l'Afrique Occidentale : d'après elle, le Soudan s'engage à contribuer pour moitié aux dépenses de construction du chemin de fer, et à verser, à partir de 1889 et pour une période qui ne pourra excéder 24 ans, une somme annuelle de 500,000 francs au budget annexe du chemin de fer ; elle aura le droit de se procurer cette somme, soit au moyen de ses ressources ordinaires, soit par voie d'emprunt. De même l'Etat, à partir de la même époque, participera aux dépenses de construction jusqu'à concurrence de 12 millions, et sa contribution annuelle ne pourra être inférieure à 500.000 francs. Il se réserve la faculté d'opérer ses versements par anticipation (1).

En somme, on voit qu'à l'heure actuelle on met tout en œuvre pour arriver à un prompt achèvement, et l'activité qu'on déploie me semble la meilleure preuve de la légitimité de l'entreprise ; du reste, en dehors de quelques opinions défavorables (2) qui n'ont même pas le privilège d'être récentes, tout le monde est unanime à vanter les bienfaits qui résulteront de l'exploitation du chemin de fer du Soudan : le coût du ravitaillement sera sensiblement

1. Annexe n° 4 au Rapport général de M. Krantz sur le budget de 1898.

2. Voir l'exposé de ces opinions dans l'étude du capitaine Roques. *Revue coloniale*, 1896, p. 773.

diminué ; on pourra plus facilement transporter dans les différents postes les matériaux nécessaires à la construction d'habitations salubres et confortables destinées à faciliter l'acclimatement de l'européen, soldat, fonctionnaire ou colon ; de plus, au point de vue du repeuplement, les résultats seront incalculables, le tronçon Kayes-Dioubéba nous en fournit, du reste, un exemple typique ; enfin, en supprimant les corvées, nous nous attacherons les populations indigènes.

Mais toute l'étude, à laquelle nous nous sommes consacrés jusqu'ici, a tendu à montrer que cette ligne aura surtout un effet décisif sur le développement du commerce et de l'agriculture en permettant de transporter facilement jusqu'au littoral des produits agricoles qui sont ordinairement lourds et encombrants comparativement avec leur valeur ; dans l'état actuel de choses, la cherté du transport, à dos d'homme ou par voiture Lefèvre, s'oppose à l'extension de leur culture.

Enfin, la progression des recettes d'exploitation de la ligne Kayes-Bafoulabé nous en fait présager de brillantes pour la future ligne prolongée jusqu'au Niger.

L'importance de ces conséquences économiques ne peut pas échapper à ceux qui ont confiance dans l'avenir, et doit consoler des sommes considérables qu'on a déjà dépensées pour la construction de ce chemin de fer et qu'on dépensera encore pour son achèvement.

On a songé à pénétrer au Soudan par d'autres côtés ; et sans parler, pour le moment, du chemin de fer de Gui-

née, je veux dire deux mots du transnigérien du capitaine Marchand, et du transsaharien.

Avec le premier, on pénétrerait au Soudan par notre colonie de la Côte d'Ivoire dont on ferait le débouché de toute la Boucle du Niger. On profiterait du Bagoé et du Bandama, peu éloignés l'un de l'autre, et on les relierait par une voie ferrée entre leurs parties navigables. Il n'y a qu'un malheur, c'est que le Bandama, semé de seuils, ne peut être utilisé au point de vue commercial, et, pour que cette ligne ferrée pût être utile, il faudrait qu'elle vînt jusqu'au littoral. Ce projet, d'ailleurs trop coûteux, est absolument chimérique (1).

M. Duponchel s'est fait l'apôtre d'une autre idée dont la réalisation permettrait de desservir notre empire soudanais tout entier, ainsi que la région du Tchad : la voie ferrée partirait d'Algérie et bifurquerait, au cœur du Sahara, d'une part vers Tombouctou, et d'autre part vers le Tchad ; mais ce transsaharien, tracé à travers un pays insoumis et mal connu, demanderait la construction, aussi difficile que coûteuse, de plus de 2000 kilomètres ; aussi a-t-on abandonné complètement ce projet.

Quoiqu'il en soit, la pénétration au Soudan par une voie ferrée s'impose absolument, et nous venons de voir que celle de Kayes à Bammakou est la plus urgente. Nos voisins d'Afrique nous donnent, d'ailleurs, l'exemple : c'est ainsi que la voie congolaise est établie à raison de 150 kil. par an, alors que, jusqu'à présent, nous nous sommes contentés d'en faire 10 dans le même temps ; les Anglais et

1. M. Leseur, à son cours.

les Portugais montrent aussi une activité bien supérieure à la nôtre. Il faut donc nous hâter ; quand la grande artère sera construite, le but principal sera atteint, et il ne restera plus qu'à construire divers embranchements destinés à desservir les points de la contrée où ces moyens de transport seront reconnus comme utiles (1).

Mais, en attendant la réalisation lointaine de ces voies ferrées tributaires, il faut assurer l'exploitation actuelle de la colonie en substituant aux sentiers de caravanes un certain nombre de routes carrossables. Ce n'est pas, en effet, la seule voie de Kayes à Bammakou, même si divers embranchements viennent se greffer sur elle, qui pourra supprimer absolument tout autre mode de transport ; il faut donc que nous construisions des routes reliant les différents centres de production, soit à la voie ferrée, soit aux cours d'eau navigables. L'emploi des voitures, de quelque modèle qu'elles soient, ne présenteront jamais, pour ces trajets relativement courts, les inconvénients signalés plus haut.

Du reste, l'administration locale s'est rendu compte de cette vérité, et c'est ainsi que des sommes sont mises à l'usage des commandants de cercle, au début de chaque exercice, en vue d'effectuer certains travaux de voirie, et, entre autres, ceux de la route de ravitaillement, des chemins et sentiers reliant les cercles et marchés importants, ainsi que des routes habituellement suivies par les caravanes importantes (2).

1. Lagrillière-Beauclerc. *Op. cit.* p. 179, 180.

2. *Instructions à l'usage des commandants de cercle.* Titre II, 69.

Nous avons vu, à propos du Sénégal, de quelle importance était la construction des lignes télégraphiques, au double point de vue politique et commercial. Au Soudan, on ne semble pas être resté en arrière ; d'un côté Kayes, ainsi que nous l'avons déjà dit, est relié à Saint-Louis par deux lignes différentes ; de l'autre, un fil la met en communication avec Ségou, sur le Niger. Au lendemain de la campagne du Kaarta, on créait une ligne annexe qui, partant de Nioro, venait se greffer à Badombé sur l'artère principale.

Une ligne très importante, et de construction toute récente, est celle qui va de Ségou à Ouaghadougou ; au milieu de 1897, elle atteignait déjà la Volta ; enfin, le 12 février 1898, un bureau télégraphique et postal était ouvert à Ouaghadougou pour le service officiel et privé. Ce bureau est le point terminus actuel, au Soudan, de la ligne télégraphique destinée à relier le Sénégal et le Dahomey ; cette dernière, qui part de Saint-Louis, passe par Kayes, Ségou, San, Sono, Yako et Ouaghadougou, et doit rejoindre à Fada N'Gourma la ligne que le Dahomey établit par Carnotville, Kouandé, et Pama.

Le Soudan est aussi relié télégraphiquement, depuis l'année dernière, à la Guinée par une ligne qui, adoptant le tracé de la route Konakry-Farannah, bifurque à Bambaïa pour se diriger d'un côté sur Konakry, et de l'autre sur Timbo, capitale du Fouta-Djallon.

Enfin, signalons-en une autre qui est destinée à relier Kayes à Tombouctou, en passant par le Sahel, et sur laquelle un bureau télégraphique et postal a été ouvert,

le 14 avril 1898, à Sokolo, pour le service officiel et privé (1).

Bref, les dépenses, tant de construction que d'entretien de ces diverses lignes, se sont élevées de 197.000 fr. en 1895 à 337.000 fr. en 1896; elles ont été ramenées à 256.000 fr. en 1897 et sont inscrites encore pour 260.000 fr. au budget local de 1898.

Enfin, les travaux publics proprement dits, consistant en constructions de toutes sortes, forment, avec les voies de communication, ce qu'on appelle l'outillage d'une colonie; du reste, il suffit de jeter les yeux sur les différents budgets locaux du Soudan depuis plusieurs années pour se rendre compte de leur importance; les dépenses totales des travaux publics effectués dans la colonie se sont élevées de 270.000 fr. en 1895 à 348 000 fr. en 1896, mais sont retombées à 320.000 fr. en 1897: cela tient à ce qu'en 1896 on a consacré des sommes importantes à la construction du camp de Kati et de routes de ravitaillement, au creusement de puits, à l'achat de machines à glace, etc. etc. (2).

En 1897, les quais de Kayes ont été commencés (inscription de 100.000 fr. au budget de cette année là) et on les continue en 1898; ce travail est absolument nécessaire, car tous les navires, qui montent au Soudan, s'arrêtent à Kayes qui est le véritable port de la colonie, et, lorsque sera achevé le chemin de fer, cette ville devien-

1. *La Quinzaine Coloniale* 10 mai 1893, p. 276.

2. Discours de Trentinian, 19 mai 1897.

dra le point de concentration de toutes les importations et exportations du Soudan (1).

* Si on laisse de côté les dépenses des services postal et télégraphique, on voit que ces derniers travaux (routes carrossables, constructions diverses) sont inscrits au budget de 1898 pour une somme de 352.000 fr., qui, ajoutée à celle de 460.000 fr. consacrée au prolongement du chemin de fer, forme le total respectable de 812.000 fr., soit presque le tiers du budget.

L'administration locale a donc compris qu'au Soudan, l'ouverture de voies de communication et l'exécution de divers travaux publics devaient faire l'objet de nos plus intimes préoccupations.

1. Lagrillière Beauclerc. *Op. cit.* p. 163.

CHAPITRE VII

LES DOUANES AU SOUDAN

Lorsque le cadre territorial de notre colonie du Soudan commença à s'étendre, et qu'on eût établi un budget local, on se préoccupa tout naturellement des ressources qui pourraient alimenter ce dernier.

On fut ainsi amené à s'occuper des droits de douane, et effectivement le colonel Archinard, passant en revue les diverses sources de revenus où on pourrait venir puiser, disait que les plus importantes, de beaucoup, seraient celles qui proviendraient des douanes, et qui ne feraient qu'augmenter avec le développement du commerce ; de plus, ajoutait-il, cela aura l'avantage de mettre en lumière les ressources commerciales du Soudan (1).

Il faut dire qu'à cette époque, une réforme s'imposait absolument : bien que la conquête du Kaarta eût débarrassé notre ligne de pénétration d'un de ses adversaires les plus redoutables, et rendu libre le commerce des escales, toute cette prospérité du trafic soudanien ne

1. Rapport du colonel Archinard. *Journ. offic.* 29 oct. 1894.

profitait qu'au Sénégal qui percevait tous les droits de douane sur les marchandises à destination du Soudan, sans participer à aucune dépense de notre jeune colonie.

Cet état de choses ne pouvait pas durer, et les pouvoirs locaux du Sénégal le comprirent parfaitement ; dès 1893, intervint entre les deux colonies une convention par laquelle le Sénégal s'engageait à payer annuellement au Soudan une somme de 80.000 francs représentant la quote-part des droits de douane perçus sur les marchandises à destination de cette colonie.

Mais il devint bientôt évident que cette somme était insignifiante, en comparaison du chiffre énorme des droits réellement perçus par le Sénégal pour le compte du Soudan ; aussi cette colonie, par l'organe de M. Grodet, alors gouverneur, demanda-t-elle que le Conseil général portât cette redevance de 80.000 à 150.000 fr. Par contre, M. de Lamothe, gouverneur du Sénégal, vint déclarer (1) que cette revendication n'avait pas toute la portée que lui attribuait M. Grodet, étant donné que le Sénégal n'appliquait pas la taxe, prévue par les tarifs, à une notable quantité de marchandises apportées par des officiers et fonctionnaires, ou expédiées à leur adresse.

Le Conseil général, appelé ainsi à trancher la question, ne manqua pas, par une de ces décisions inopportunes dont il semble se montrer prodigue, de refuser de porter de 80.000 fr. à 150,000 francs la quote-part des droits revenant au Soudan. Il profitait, en même temps, de l'oc-

1. Rapport au Conseil général, 1^{er} décembre 1894.

casion pour renouveler son vœu en faveur du rattachement au Sénégal, du Soudan et des Rivières du Sud.

Peu après, cependant, il fut obligé de consentir à cette augmentation. De plus, à cette époque (1895-1896), le commerce du Soudan prenait un vigoureux essor, si bien que les droits, perçus à la frontière du Sénégal pour le compte du Soudan, atteignirent, pour la seule année 1896, d'après les constatations d'un agent détaché à Saint-Louis, un total de 600,000 francs ; mais, ainsi que le fait remarquer très justement M. de Trentinian, le budget du Sénégal était, à cette époque, dans l'impossibilité de verser au Soudan une si forte somme (1).

Il ne restait plus, dès lors, qu'à trouver un terrain d'entente entre les deux colonies ; l'idée vint au Lieutenant-gouverneur de proposer au Sénégal une réduction de ses remboursements, en échange d'une garantie de l'emprunt que le Soudan avait contracté envers la Caisse des dépôts et consignations pour la prolongation de son chemin de fer. C'est sur ces bases que le Conseil général, par ses votes des 25 décembre 1896 et 28 avril 1897, a décidé que les recettes des douanes et les droits à l'importation seraient affectés, jusqu'à concurrence de 1.200.000 francs, à la garantie de cet emprunt. Ce remboursement doit s'effectuer en cinq annuités dont l'une, montant à 200.000 francs, a été versée en 1897, et les quatre autres s'élèveront à 250.000 francs chacune (2). Un décret du 17 avril 1898 autorise cette combinaison.

1. Discours du 19 mai 1897.

2. Rapport Riotteau. *Op. cit.*

En dehors de cette redevance, il n'existe aucun droit de douane sur les produits qui franchissent la frontière du Sénégal; toutefois, en 1894, a été établi à Kayes un service de statistique, grevant de 0 fr. 10 tout objet importé ou exporté, et destiné justement à établir une base pour les revendications du Soudan.

Si nous détournons les yeux de la frontière Ouest du Soudan pour les reporter du côté du Nord, nous constatons l'existence d'une redevance dont le caractère, mal défini, participe à la fois de celui du droit de douane et de celui du droit de circulation; je veux parler de l'*Oussourou*.

On désigne sous ce nom une redevance que paient les caravanes en pénétrant sur le territoire du Sahel français (1). Cet impôt était déjà perçu par le gouvernement d'Ahmadou, alors qu'il résidait à Nioro; il était alors de 4/10 sur toutes les marchandises, et d'une pièce de guinée pour chaque captif. Depuis notre établissement dans le pays, nous avons maintenu les droits existants, mais nous en avons réglementé la perception: c'est ainsi que les fonctions de percepteur sont remplies par des sous-officiers européens ou par des indigènes sachant lire et capables de tenir une comptabilité; ils étaient assistés naguère, dans leurs opérations, d'une escouade de 6 cavaliers indigènes, dits agents à cheval de l'*oussourou*, dont le dévouement nous était acquis; mais ces derniers ont été remplacés, depuis le 1^{er} janvier 1897, par des gardes frontières militaires, sous la direction d'officiers et de sous-officiers de cavalerie.

1. Art. de M. E. Olivier, *Revue coloniale*, 1897. p. 62

Des postes de douane ont été établis par nous sur toute la frontière du Sahel, aux points de passage des caravanes. Si on va de l'Ouest à l'Est, on en trouve à Kayes, à Melga, à Tambakara, à Kérané, à Nioro, à Kossakéré, à Goumbou, à Banamba, à Boudjiguiré, à Sokolo, à Néré, à Badi, à Raz-el-Ma, à Gassa et à Tombouctou. Nos nouvelles acquisitions du Macina et du Mossi ont rendu nécessaire l'établissement d'un nouveau réseau de postes de Bougouni à Mopti, en passant par Baroëli, Bélékou, Pâtiana, Garo, San, Baramandougou, Djenné et Bandiagara, en se prolongeant jusqu'à Douentza et Kabara (1).

Rien n'est plus légitime que cette mesure fiscale imposée aux Maures riches et pillards, dont les caravanes doivent se présenter devant le percepteur pour verser 1/10 de leurs marchandises, sauf en ce qui concerne la gomme et les chevaux. Pour les troupeaux, le droit est d'1/40.

Une fois la taxe acquittée, les caravanes peuvent circuler dans tout le Soudan, sans avoir à payer la moindre redevance. Le percepteur tient un registre sur lequel il inscrit leur date d'entrée en territoire français, leur composition en hommes et en chevaux, et le montant des droits perçus (2). En somme, la comptabilité des droits d'Oussourou est très simple et a permis aux recettes, qu'on en retire, de suivre une progression rapide; en effet, quantité négligeable en 1894, leur perception produisit 267.703 fr. en 1895, et 461.555 fr. en 1896. Il était inscrit pour une somme de 500.000 fr. au budget de 1897. Nul

1. Rapport du capit. Ballieu. B. C. *A/r. fr.* Janvier 1893. Annexes.

2. E. Olivier, article cité.

doute, dit M. de Trentinian (1), qu'avec les mesures de surveillance rigoureuse qu'on a récemment prises, le rendement de cet impôt s'accroîtra dans de notables proportions. L'extension considérable, qui a été donnée récemment aux postes de perception, accentuera encore davantage cette progression.

Il ne me reste plus, en terminant, qu'à parler d'un régime douanier tout spécial établi sur la frontière Sud du Soudan par l'arrêté N° 547 du 31 décembre 1896. Dans les premiers temps de la conquête, les indigènes ne pouvaient circuler dans l'intérieur du Soudan que moyennant la présentation d'un laissez passer délivré par les autorités locales ; cette mesure était nécessitée par la présence, dans nos camps, de nombreux espions. Lorsqu'on entra dans la phase pacifique de la conquête, on conserva ces laissez-passer dans un but économique, et ce sont eux qui servent maintenant à l'établissement d'un droit de 7 0/0 frappant, à l'heure actuelle, dans de certaines conditions, les marchandises exportées par la frontière sud du Soudan.

Voici le mécanisme : le laissez-passer ne peut être accordé aux caravanes que par le commandant du cercle d'où sont originaires les produits exportés, et moyennant le paiement d'un droit de 7 0/0 *ad valorem* ; mais, leur dit cet officier, si vous vous dirigez vers Konakry ou tout autre port de Guinée, vous n'aurez qu'à faire viser votre laissez passer par les autorités locales, et, à votre

1. Discours du 19 mai 1897.

retour, je vous restituerai le droit que vous m'aurez payé au départ.

Le but est évident : on veut détourner au profit de nos ports de Guinée le courant commercial qui a une trop grande tendance à dévier vers ceux de Sierra-Leone. Or, grâce à l'ingénieuse combinaison que je viens d'exposer, les caravanes, qui se dirigent vers ces derniers, paient double droit : d'abord celui de 7 0/0, acquitté par les caravanes au départ du centre de production ; et, ensuite, le droit ordinaire de 7 0/0 perçu à la sortie du territoire de Guinée. En effet, d'après le remaniement administratif effectué par le Décret du 16 juin 1895, le cercle de Faranna a été rattaché à la Guinée française sur le territoire de laquelle doivent nécessairement passer les caravanes pour aller du Soudan à Sierra-Leone. Au contraire, celles qui aboutissent aux ports de Guinée ne paient rien ; c'est tout au plus si les commerçants, qui achètent leurs produits, tiendront compte, dans l'établissement des prix, du droit de 7 0/0 qu'ils seront obligés de payer à l'exportation ; en tout cas, ces caravanes n'auront acquitté qu'un droit au lieu de deux, ce qui constitue à leur profit un grand avantage.

Cette mesure a eu déjà les effets les plus salutaires et contribuera certainement à détourner, du territoire de Sierra-Leone, le courant commercial, au grand profit de notre colonie de la Guinée.

TROISIÈME PARTIE

La Guinée Française.

CHAPITRE PREMIER

L'EXPLOITATION ÉCONOMIQUE. COMMERCE ET AGRICULTURE.

RICHESSSES MINÉRALES. INDUSTRIE.

La Guinée française est aussi une colonie d'exploitation, car dans la région côtière, où le sol est généralement bas et marécageux, l'Européen peut difficilement séjourner, ou du moins, s'il veut tenter cet essai, doit-il s'abstenir de s'y livrer par lui-même à la culture du sol et se contenter de servir de cadre à une main-d'œuvre indigène.

Mais si, de la côte, on pénètre dans l'intérieur des terres, on voit le pays s'élever en pentes douces, puis en pentes beaucoup plus accentuées ; à mesure qu'on s'avance, l'insalubrité diminue, et, enfin, quand on arrive sur les

hauts plateaux du Fouta-Djallon, le climat est véritablement sain (1).

Ce sont ces conditions climatériques, si favorables à l'Européen, qui nous rendent précieuse la possession de toute cette région où, dans la dernière partie de la saison sèche, le thermomètre ne marque guère que 25° centigrades, comme moyenne générale, tandis qu'au Sénégal, et même au Soudan, il monte assez communément à 40 et 43°.

Il paraît même que, souvent, pendant les nuits d'hiver (janvier et décembre), les indigènes sont obligés de se couvrir de grosses couvertures et de faire de grands feux dans leurs cases pour résister à l'abaissement de la température ; à Bourléré, qui n'est même pas encore au centre du Fouta, certains voyageurs ont constaté, la nuit, une température de + 6°, et cela au mois de juin. Non seulement ce pays n'est pas trop chaud, mais il est aussi très aéré grâce aux vents du Nord-Est et du Sud-Ouest qui soufflent à tour de rôle suivant les saisons ; « enfin, » dit le Dr Fras qui a exploré ces régions il y a une « dizaine d'années, si nous ajoutons que le Fouta-Djallon « renferme de bonnes eaux vives, qu'il possède tous les « moyens d'une nourriture variée et substantielle, qu'on « y rencontre plus que partout ailleurs de hauts sommets, « fort agréables à habiter et inaccessibles aux miasmes « des marécages, on croira facilement avec nous que le « climat de ce pays, si plein d'attraits par lui-même, est « essentiellement salubre (2) ».

1. M. Leseur, à son Cours.

2. Notice du Dr Fras. Galliéri : *Deux Campagnes au Soudan français*, p. 609.

En somme, nous ne ferons que répéter ce que nous avons déjà dit à propos du Sénégal et du Soudan, à savoir que l'Européen peut vivre en Guinée, pourvu qu'il s'assujettisse à une bonne hygiène et surtout qu'il aille passer quelques mois de l'année sur les hauts plateaux du Fouta-Djallon ; cela lui est facilité, d'ailleurs, par les relations constantes établies entre la région côtière et son arrière pays.

Le Commerce en Guinée.

On peut dire que c'est uniquement du côté du commerce de traite que s'est tournée jusqu'ici toute l'activité économique de la colonie. Diverses maisons de commerce ont établi dans les principaux centres, (Konakry, Benty, Dubréka, etc.) des factoreries où arrivent des caravanes chargées de produits indigènes qu'elles échangent contre des marchandises venant d'Europe.

Les prix, faits à ces caravanes, varient suivant leur nationalité : les Sousous, qui ne séjournent qu'un ou deux jours dans les factoreries et ne demandent pas de gros cadeaux, obtiennent un prix très raisonnable pour leurs marchandises qui leur sont même souvent payées en argent. Il en est autrement pour les caravanes, d'ailleurs plus rares, de Mandingues et de Foulas, qui viennent de très loin (souvent 30 ou 40 jours de marche), séjournent quelquefois 15 ou 20 jours pour se reposer, et sont ainsi

à la charge des factoreries où elles viennent traiter (1) ; il faut dire, toutefois, que ces dernières ne manquent pas d'imputer ces frais de séjour sur le prix des marchandises qu'elles achètent.

Souvent, ces caravanes de Foulas se rendent dans des marchés, comme ceux de Demokoulima et de Kabalé, dont cet important mouvement commercial fait la fortune ; parfois aussi, elles s'arrêtent à la limite des pays sousous qu'elles n'osent pas traverser ; là, elles trafiquent avec les traitants indigènes qui servent ainsi d'intermédiaires entre les producteurs et les commerçants européens. On conçoit facilement qu'il y aurait pour tout le monde un grand avantage à se passer de ces intermédiaires (2).

Les échanges se font souvent en nature, mais ils tendent de plus en plus à ne s'effectuer qu'en espèces. Parmi les monnaies qu'on rencontre le plus en Guinée, il y a des pièces d'or et d'argent françaises, surtout celles de 5 fr. et de 1 fr., ainsi que des monnaies d'or anglaises, livre et demi-livre sterling ; la livre vaut, à Konakry, 25 fr. 25. L'emploi de monnaies étrangères a été autorisé dans la colonie par une circulaire ministérielle du 30 novembre 1889 ; mais il n'est que facultatif, et un simple arrêté du Gouverneur peut retirer ces monnaies de la circulation.

Le schelling et les autres monnaies divisionnaires anglaises, quoique n'ayant pas cours légal, sont cependant assez communes. Les billets de la Banque de France, qui ne passent qu'accidentellement dans les caisses du Trésor,

1. *Revue Coloniale* 1895, p. 514, et suiv.

2. *B. C. Afr. fr.* Juillet 1893. p. 4.

sont fort recherchés (1). Ainsi que nous l'avons dit déjà, une banque, solidement établie en Guinée, rendrait d'énormes services, en facilitant les échanges.

Produits d'Importation.

Les principales marchandises importées en Guinée sont les produits et dépouilles d'animaux, les farineux alimentaires, les combustibles minéraux, les boissons, les ouvrages en métaux, les armes et munitions, etc (2).

Mais, si les importations françaises sont de 524,916 fr., celles de l'étranger s'élèvent à un total de 4.109.063 fr. 70. Il n'y a qu'un article pour lequel ces dernières soient inférieures aux importations françaises, pour les peaux et les pelleteries ouvrées (2.579 fr. 30 au lieu de 4.283) (3).

C'est un état de choses auquel il faut remédier absolument ; du reste, depuis quelques années, notre administration locale semble s'en être inquiétée, puisque déjà en 1895 elle envoyait au Service des Renseignements commerciaux et de la colonisation toute une série d'articles de provenance étrangère, qui sont de consommation courante en Guinée (4). C'est qu'en effet, si nos produits y sont dans un état d'infériorité notable, cela tient en par-

1. Petit. *Organisation des Colonies*. Tome I p. 623.

2. Voir le détail de ces importations, pour l'année 1896 : *Revue Coloniale*, 20 mai 1897.

3. Chiffres de 1896.

4. *Revue Coloniale* 1895. p. 514. et suiv.

tie à la maladresse de nos industriels et de nos commerçants qui ne savent pas se plier aux exigences du marché local ; « l'industrie française, disait il y a quelque « temps un ministre des Colonies (1), était, jusqu'à « une époque récente, une industrie de luxe pour la « plupart des produits d'exportation. Elle considérait « comme un peu au-dessous d'elle de s'occuper des produits à vil prix qui sont ceux que l'on peut importer « en Afrique ; ce n'est que depuis une époque très récente, « deux ou trois ans à peine, que nos industriels français « veulent bien monter leurs métiers en vue de fabriquer « les produits nécessaires à la consommation indigène « des colonies ».

J'ai eu déjà l'occasion de montrer, à propos du Sénégal et du Soudan, que cette question est une de celles qui intéressent le plus l'avenir commercial de nos colonies ; en Guinée, elle est particulièrement importante, car nous y avons à lutter contre la concurrence acharnée que nous fait notre voisine, Sierra-Leone. Nous verrons, dans le courant de cette étude, quelles mesures nous avons prises en vue de la combattre.

Produits d'exportation.

Parmi les produits de la Guinée, qui servent principalement de produits d'exportation, on peut citer d'abord

1. Discours de M. André Lebon à la Ch. des Députés. Séance du 8 Février 1898

le *Sésame* qui fournit une huile très fine, employée par l'horlogerie. Sa culture, pratiquée surtout dans la région qui s'étend du Coba au Rio Nunez, est assez rémunératrice ; le produit coûte de 5 fr. à 7 fr. 50 le boisseau de 38 kilos, valeur en marchandises ; il est envoyé en Europe en sacs qu'il faut tenir à l'abri de l'humidité, et son frêt de transport est de 45 fr. par tonne. Il se vend, à Marseille ainsi que dans les différents marchés du Nord de la France, au prix de 30 fr. les 100 kilos, beaucoup trop fort et laissant trop de bénéfices aux intermédiaires. Les exportations de sésames ont été, en 1894, de 130.826 fr. (1). Quant aux *palmistes* ou amandes de palme, dont le prix est d'environ 150 fr. les 1000 kilos, leur exportation s'est élevée, pour cette année 1894, à 362.403 fr. Le boisseau de 30 à 35 kilos s'achète 5 fr., valeur en marchandises, le plus souvent contre une même valeur de riz paille, ou bien contre moitié riz paille et moitié marchandises. Il est exporté en Europe, mais, comme il est mal décortiqué, on paie inutilement une partie du frêt qui, pour Marseille, est de 27 fr. 50 les 1000 kilos.

La récolte de la *gomme copal* est surtout pratiquée par les indigènes de la Mellacorée, du Caniah et du Forécariah. Ce produit est, en général, acheté au prix de 0 fr. 60 le kilo, valeur en marchandises, par les caravanes qui le revendent 1 fr. 50 aux négociants. Il faut le tenir à l'abri de l'humidité, sans quoi il se détériore rapidement. L'industrie des vernis et de l'apprêt en fait un très grand usa-

1. *Revue coloniale*, 1895, p. 336.

ge ; les exportations s'en sont élevées, en 1894, au chiffre de 321.852 fr.

Le *caoutchouc* prend une importance de plus en plus grande dans la traite locale dont il est le produit par excellence et représente les 6/10. Au prix de la mercoriale, il en a été exporté, en 1894, pour 3.486.889 francs. Le prix en est de 3 livres la gourde ou 5 francs pour 1 k., 359, valeur en marchandises, et sa qualité s'améliore rapidement. Le produit le plus estimé est celui qui est apporté du Soudan par les Sarracolets et les Mandingues sous forme de longues lanières roulées en boules ; il est échangé dans les factoreries contre des filières d'ambre et des wigams ou tissus blancs, ainsi que contre divers articles de bimbeloterie.

Un produit très recherché, et qu'on exploite avec le plus grand soin en Guinée, est la *noix de Kola* dont les propriétés toniques sont bien connues et qui est actuellement utilisée par la thérapeutique. Depuis quelque temps, on étend énormément la culture du kolatier, et M. Bally (1) prétend que c'est peut-être à tort, car sa longueur ainsi que les frais qu'elle entraîne ne permettent pas une rémunération assez importante pour ceux qui veulent la tenter, d'autant que la vogue de ce produit peut cesser tout à coup.

A l'heure actuelle, l'espèce la plus recherchée est la kola grosse et rouge qu'on ne rencontre que dans le Samoh et le Haut-Nunez ; elle présente seulement le grave inconvénient d'être souvent attaquée par un insecte

1. Article paru dans la *Revue Coloniale*, 1895, p. 41.

parasite, le sangare, dont les piqûres causent un déchet du $\frac{1}{4}$ ou du $\frac{1}{5}$ dans la récolte. On croit que les noix rouge foncé sont moins facilement envahies que les noix blanches ou rouges.

Les kolas ne sont pas seulement des fruits appréciés ; ils servent aussi de monnaie pour payer les caravanes de Foulas et de Dioulas Mandingues qui apportent l'or, le caoutchouc et la cire.

L'*huile de palme* est extraite du palmier à huile de Guinée et sert aux usages les plus variés, tant dans le pays même qu'en Europe où elle est exportée. L'huile rouge est principalement consommée dans le pays ou emportée dans l'intérieur par les caravanes foulas ; toutefois, quelques maisons américaines en demandent pour préparer des sauces. Cette huile se paie 7 ou 8 livres sterling par tonne, plus cher que l'huile d'olive.

Enfin, je ne puis entrer dans l'examen de tous les produits du sol qui sont exportés en Europe ; citons parmi les principaux : le *café* du Rio Nunez, la *cire*, l'*or*, les *peaux de bœufs* à destination de Hambourg et de Marseille, etc., etc.

Nous ferons remarquer que les plus importants, c'est-à-dire le caoutchouc, l'*or*, etc., sont amenés de l'intérieur par les caravanes : en effet, la Guinée, en dehors de sa valeur propre, en a une encore plus grande comme point d'aboutissement d'un courant commercial dont l'origine est dans le Fouta-Djallon et le Soudan méridional ; la côte de Guinée, étant la plus rapprochée, constitue le débouché naturel de toutes ces riches régions.

Bref, les exportations de la Guinée se sont élevées, pen-

dant l'année 1896, à la somme de 5.787.140 fr. 78 qui, jointe aux 4.663.979 fr. 79 d'importations, forme un commerce total de 10.451.220 fr. 57. On peut juger de l'importance de ce chiffre, si l'on songe qu'en 1888 le mouvement commercial des Rivières du Sud, alors rattachées au Sénégal¹, ne montait qu'à 2.700.000 fr. : c'est, en effet, à sa séparation du Sénégal et à son excellente organisation administrative, si différente de celle de sa voisine, que notre Guinée doit ce prodigieux essor qui lui permet dès à présent de se suffire à elle-même; ce régime a produit, du reste, en peu de temps, les heureux résultats qu'en attendait l'administration des Colonies, et qui ont été particulièrement mis en lumière pendant la discussion du budget de 1893.

Cependant, bien que notre colonie soit en progrès, les transactions avec la Métropole ne s'accroissent qu'avec lenteur, et cela tient en grande partie, ainsi que je l'ai déjà indiqué, à la concurrence énorme que nous fait la colonie anglaise de Sierra-Leone qui n'a jamais pu voir sans jalousie ce développement et a toujours cherché à détourner à son profit le courant commercial qui en est la cause.

Par l'arrangement commercial du 21 janvier 1895, annexé à la Convention de délimitation du même jour, notre rivale a obtenu des avantages considérables : nous nous sommes engagés, en effet, à ne pas établir, sur la frontière de terre, des droits supérieurs à ceux de la frontière de mer ; en aucun cas, ces droits ne peuvent dépasser 7 p. 0/0. Nous nous sommes ainsi lié les mains, et la colonie anglaise, jusqu'à une époque récente, pouvait

tout à son aise détourner vers ses ports les caravanes chargées des produits du Soudan méridional ; toutefois, nous avons vu plus haut que, grâce à un régime douanier tout spécial établi sur la frontière sud du Soudan, cette manœuvre a été en partie déjouée.

Du reste, notre administration locale et les commerçants eux-mêmes se sont rendu compte du péril, car, depuis plusieurs années, ils rivalisent d'efforts pour attirer le courant commercial vers les ports de Guinée et favoriser l'importation française : c'est ainsi que M. Chaudié, dans un palabre tenu, en avril 1896, avec les chefs indigènes et où ces derniers lui exposaient leurs nombreux desiderata, leur répondit, avec beaucoup d'à-propos, qu'il leur donnerait satisfaction, mais sous réserve expresse qu'ils faciliteraient partout la circulation des caravanes venant du Fouta et du Soudan, et qu'ils apporteraient, de préférence dans les comptoirs de la côte et à Konakry, les produits récoltés chez eux.

A la fin de la même année, s'ouvrait à Konakry, le 31 décembre 1896, un concours agricole où négociants et indigènes répondaient avec empressement à l'appel qui leur avait été adressé. Certains chefs de l'intérieur, qui n'étaient jamais venus à Konakry et ignoraient même le nom du chef-lieu de la colonie, y ont constaté l'existence d'un centre où ils pourraient avantageusement écouler leurs produits (1).

Les commerçants eux-mêmes ne sont pas restés inactifs : dès le début de 1895, ils s'efforçaient de lutter con-

1. *B. C. Afr. fr.*, janvier 1897.

tre la concurrence des maisons anglaises de Sierra-Leone, et un français M. Gautier s'était même mis en route pour atteindre Siguiri ou Faranna en étudiant sur place les ressources de ces régions et les communications à établir entre les caravanes et les centres commerciaux de la Guinée française. Cette activité ne semble pas avoir été stérile, et les journaux de Londres étaient obligés d'avouer, au milieu de janvier 1898, que, par suite des efforts faits par nos traitants de Konakry pour détourner au profit de ce centre le commerce de Sierra-Leone, les recettes de cette colonie étaient restées bien au-dessous des prévisions.

Quoiqu'il en soit, ces mesures, si opportunes qu'elles soient, sont insuffisantes, d'autant plus que la question a pris, depuis peu de temps, un caractère tout spécial de gravité avec l'annonce du prochain achèvement du chemin de fer de Sierra-Leone, fatalement destiné, si nous n'y prenons garde, à nous ravir tout le commerce du Soudan méridional. Je n'ai pas à m'étendre pour le moment sur cette question, si importante et si intéressante tout à la fois, qui prendra naturellement sa place dans le chapitre que je consacrerai à l'étude des voies de communication.

L'Agriculture en Guinée. L'exploitation du Fouta Djallon.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, ce n'est pas du côté de l'agriculture que s'est tournée jusqu'ici l'activité économique de la colonie. Cependant, le sol de Guinée est géné-

ralement fertile, beaucoup plus même que celui du Sénégal, constamment desséché par un vent sec qui vient de l'Est et souffle pendant de longs mois. En un mot, il semble présenter toutes les qualités requises pour le développement de certaines cultures tropicales d'exportation.

Malheureusement, jusqu'ici presque aucun essai n'a été tenté : seule, une maison allemande a entrepris la culture du *café* (1). Nous avons vu plus haut, en effet, que le caféier est au nombre des plantes qui appartiennent à la flore spontanée de la Guinée. Le sol se prête très bien à sa culture qui présente sur les autres l'avantage d'être la plus rémunératrice, même en admettant une baisse notable qui pourrait survenir dans les prix de cette denrée. Pour peu qu'on se mette résolument à l'œuvre pour l'améliorer (2) par la sélection de meilleures semences et en y consacrant quelques dépenses de mise en train, on est certain de trouver des débouchés aux produits qu'on récoltera dans des plantations convenablement aménagées ; remarquons simplement que la France consomme par an 70 millions de kilogr. de café qu'elle tire en grande partie du Brésil et des Antilles. Le développement de sa culture en Guinée aurait donc le double avantage d'enrichir cette colonie et de délivrer la Métropole de la dépendance dans laquelle elle se trouve actuellement vis-à-vis de l'étranger.

1. M. Leseur, à son cours.

2. L'article de M. Henri Lecomte (*Revue Colon.*, 1893, p. 33) nous donne des renseignements sur la culture du café et les engrais les plus propres à améliorer la terre sur laquelle on voudrait la tenter.

Quant aux autres produits dont la culture pourrait être développée dans la colonie, ils sont légion : sans parler de celle du kolatier et du ricin, nous remarquerons que les cotonniers abondent autour des villages et que l'exportation du *coton* serait susceptible d'augmentation. Pour le moment, on fabrique avec ce produit des étoffes dont l'usage est excellent et qui servent exclusivement à l'habillement des classes inférieures. Le *tabac* est également cultivé avec succès, ainsi que *l'indigo* avec lequel on teint les étoffes dont je viens de parler.

Les cultures vivrières sont aussi très répandues : c'est ainsi que le *mil* sert, de même qu'au Sénégal et au Soudan, à nourrir les hommes, voire même les animaux pendant la saison sèche. Quant au *riz*, qui est l'objet d'un important trafic entre les populations du littoral et celles de l'intérieur, il forme, avec les patates et le manioc, la base de la nourriture du Sousou (1).

Le *foundigui* sert à la nourriture des indigènes, comme le *mil*; on pourrait même considérablement étendre la culture de ce produit qui remplace avantageusement la semoule dans les potages européens et dont l'exportation actuelle est presque nulle. Une autre culture, celle du *gingembre*, était autrefois très répandue, mais est maintenant presque abandonnée; il serait utile de la reprendre, car une hausse s'est produite dans les prix depuis quelques années. On pourrait en créer d'importantes plantations qui, ne demandant ni soins, ni grandes

1. Rapport du Capit. Brosselard-Faidherbe. *B. C. Afr. fr.* sept. 1891.

dépenses, seraient d'un profit certain pour ceux qui voudraient les entreprendre.

Bref, on voit que le sol de Guinée est assez fertile pour se prêter à toutes sortes de cultures; cette fertilité tient en grande partie à ce que certaines régions, comme celle de la Mellacorée, par exemple, sont sillonnées de marigots qui irriguent le sol et sont en outre accessibles aux embarcations du commerce, ce qui favorise l'écoulement des produits agricoles (1). Dans le Tamisso, les vallées sont admirablement irriguées et couvertes d'une terre végétale qui, bien cultivée, donnerait de magnifiques résultats. Enfin, si on remonte la rivière Kabba, en se dirigeant vers le Niger, on traverse une série de petites collines mamelonnées, inondées de sources et qui possèdent également une terre végétale épaisse. Cette région, particulièrement du côté de Faranna, tient le milieu entre le Fouta et la région côtière sur laquelle elle a l'avantage d'être saine; elle ressemble, en effet, au Fouta par l'élevage, et au Soudan méridional par les productions qui y sont les mêmes : le coton, le café et le caoutchouc y viennent parfaitement (2). De plus, la main d'œuvre y est très abondante.

Si nous continuons toujours notre marche en avant dans l'intérieur des terres, nous arrivons dans le Fouta-Djallon qui constitue une des principales richesses de notre colonie de la Guinée, grâce au développement qu'y a déjà pris et qu'est appelé à y prendre encore l'*Élevage*.

1. Brosselard, *op. cit.*

2. Voir le *Bulletin de la Société de géographie commerciale*, 1895, p. 236 et suiv.

Toutes les conditions semblent réunies à cet effet : d'immenses et riches paturages couvrent le flanc des montagnes, grâce aux pluies abondantes qui viennent les arroser; un climat tempéré empêche les animaux de s'anémier; enfin, sur tout le pays, s'étend une population très dense formée par ces Foulas que nous avons déjà rencontrés dans le Fouta sénégalais.

Ils se livrent à l'élevage des moutons, mais aussi à celui des bœufs : la plupart de ces derniers sont semblables aux nôtres; cependant quelques-uns portent une bossé et sont appelés zébus. Cette particularité, dit M. Salesse (1), a même frappé le général Faidherbe, quand il s'est occupé des Peulhs, et il y a vu une preuve de leur origine égyptienne. Ces bœufs peuvent servir à divers usages; on peut, en effet, leur faire porter des fardeaux, les atteler à des chariots, ou bien les mettre à la charrue. M. Noirot, administrateur du Fouta-Djallon, a, paraît-il, tenté cette expérience dans la Casamance, et l'a renouvelée à Timbo. Mais l'avenir semble surtout résider dans leur vente comme animaux de boucherie.

Nous avons déjà vu, en effet, que ce pays était le fournisseur de tout le Soudan méridional qui préfère ne pas se livrer à l'élevage; mais les bœufs donnent lieu surtout à un mouvement commercial important vers les ports de la Guinée qui a exporté, en 1896, à destination de l'étranger, pour 410.302 fr. 50 d'animaux vivants, et 198.902 fr. de produits et de dépouilles. Quant aux expéditions à destination de pays français, elles ont été, dans

1. *B. C. Afr.* 1896, p. 379.

cette même année, de 35.475 fr. pour les animaux vivants, et 36.845 fr. 80 pour les produits et dépouilles.

Ce commerce, déjà très considérable, est appelé encore à un plus grand avenir si on donne à l'élevage tout le développement qu'il comporte, et on peut très bien prévoir le moment plus ou moins éloigné où la France, avec le Fouta-Djallon d'un côté et Madagascar de l'autre, fournira des animaux de boucherie à la plus grande partie du continent africain.

En somme, on voit qu'en Guinée, comme au Sénégal et au Soudan, il faut, parallèlement au commerce, développer l'agriculture et l'élevage qui constituent véritablement pour elle des richesses d'avenir. Si nous réussissons à triompher des rivalités auxquelles nous sommes en butte, nous obtiendrons certainement de brillants résultats, et nous sommes d'autant plus fondés à concevoir cette espérance, que la Guinée, à la différence de sa voisine le Sénégal, est à l'abri des votes inconsidérés d'une assemblée locale.

Les questions touchant *l'Exploitation des Mines et l'Industrie* en Guinée n'en ont pas paru assez importantes pour devoir y consacrer un chapitre spécial; cependant remarquons, en passant, que la région aurifère du Bambouck, dont nous avons déjà parlé à propos du Sénégal et du Soudan, se prolonge également sur le territoire de la Guinée: aussi un décret récent, en date du 11 décembre 1897 (1), vient-il d'y rendre applicable celui du 14 août 1896, tout en y apportant quelques modifications dans le règlement

1. *Journal Officiel*, à sa date.

du droit d'institution et l'adjudication des permis d'exploitation.

Quant à l'industrie indigène, elle est peut être, en Guinée, plus rudimentaire encore qu'au Sénégal et au Soudan. Des échantillons, envoyés en août 1895 par M. Ballay au service des renseignements commerciaux, ont permis de se rendre compte de son insignifiance.

D'autre part, il n'existe pas d'établissements industriels européens ; peut-être, dans l'avenir, pourra-t-on en établir quelques-uns, au milieu de régions montagneuses où ils utiliseront la force motrice naturelle ; en tout cas, pour le moment, nous ne prévoyons pas suffisamment l'avenir qui leur est réservé, pour pouvoir utilement en parler.

CHAPITRE II

LES CONCESSIONS EN GUINÉE

Nous avons vu plus haut qu'à l'exception de la presqu'île Toumbo, notre colonie de la Guinée ne se compose que de pays protégés.

Depuis le décret du 1^{er} août 1889 qui, comme on le sait, a commencé à délier le lien qui jusqu'alors l'unissait au Sénégal, il a été accordé, sur le territoire de Konakry et de toute la presqu'île Toumbo, de nombreuses concessions gratuites à titre définitif; il suffit, d'ailleurs, de parcourir le *Bulletin officiel* de la Colonie, pour s'en convaincre (1). En général, les terrains ne sont concédés que sous condition d'y édifier diverses constructions ou de s'y livrer à certaines plantations, et, en cas d'abandon par le propriétaire, ils font retour au domaine.

Mais les concessions, accordées ainsi, ont été tellement nombreuses qu'on peut prévoir le moment prochain où il ne restera plus de terres disponibles dans la presqu'île.

1. *Bulletin officiel administratif de la Guinée française*. Années 1890-5.

En dehors de cette portion minime de notre colonie, on se trouve en pays de protectorat, où le sol appartient aux chefs indigènes qui ont sur lui une sorte de droit régalien, semblable à celui qui existait anciennement au Sénégal ; toutefois, ces chefs ont généralement délégué, de toute éternité, une portion de ces droits à des individus ou des familles qui leur paient en échange une rente annuelle, mais ne peuvent pas être dépossédés. C'est donc à ces individus ou à ces familles que doivent s'adresser les colons désireux d'acquérir des terres en Guinée, et qui, pour devenir propriétaires, ont à payer d'abord une certaine indemnité aux anciens possesseurs de la terre, et à acquitter ensuite la redevance annuelle due aux chefs selon les plus anciennes coutumes. L'administration locale n'intervient pas dans le contrat ; elle exige simplement qu'on lui fasse enregistrer l'acte de translation de propriété.

Ces ventes ont été fort peu pratiquées jusqu'ici, peut-être à cause des rapports qu'elles nécessitent entre colons et indigènes ; il est à souhaiter que cet état de choses ne dure pas, car le développement de l'exploitation agricole semble intimement lié à leur extension.

Nous ne parlerons que pour mémoire de deux grandes concessions qui avaient été accordées, l'une à M. Gaston Faidherbe par le décret du 25 décembre 1889, en vue d'exploiter pendant 50 ans les îles Tristao, et l'autre à la Société Flers-exportation, par le décret du 20 août 1894, en vue d'exploiter, pendant 30 ans, à l'exclusion de tout autre concessionnaire, les terrains du bassin du Rio-Compony.

Ces concessions ont été vivement prises à partie à la Chambre des Députés, au début de 1895, par M. Couchard, député du Sénégal, et défendues par le ministre des colonies, M. Delcassé, à la chute duquel cette discussion n'a pas été étrangère. Le successeur de M. Delcassé, M. Chaumemps, prit aussitôt un arrêté de déchéance contre chacune d'elles.

CHAPITRE III

LES POPULATIONS DE LA GUINÉE. — RESSOURCES DE MAIN-D'ŒUVRE. — INSTRUCTION PUBLIQUE.

La population de la Guinée proprement dite est de 6 à 700.000 individus répartis sur un territoire de 150.000 kilomètres carrés. Le Fouta-Djallon, de superficie égale, compte 800.000 habitants (1).

Elle se compose de deux éléments ethniques absolument distincts, celui de la race conquérante, et celui des anciennes races aborigènes, constamment refoulées par cette dernière.

Parmi ces anciennes populations aborigènes, nous trouvons les Bagas qui vivent sur le littoral au sud du Cap Verga ; les hommes s'occupent surtout des travaux des champs, sont laborieux et de mœurs essentiellement pacifiques. Notre action sur eux est donc des plus faciles, et ils sont capables de nous fournir une main-d'œuvre excellente.

Les Landoumans vivent sur les deux rives du Rio-Nunez, en amont de l'estuaire ; bien qu'ils aient résisté

1. M. Leseur, à son cours.

avec énergie aux envahisseurs Foulas, il est probable qu'ils auraient été refoulés dans la région des marécages si nous n'étions intervenus pour les protéger (1). Malgré tout, ils sont restés fétichistes et notre action sur eux est encore très facile.

Mais, de tous les indigènes de la Guinée, les plus civilisés sont certainement les Sou-sous qui occupent, sur les deux versants des montagnes de même nom, toute la zone comprise entre les Scarcies et le Rio-Pongo. Apparentés aux Mandingues et à d'autres peuplades de l'Afrique occidentale, ils ont, par suite de luttes avec leurs voisins, déplacé constamment les limites de leurs domaines. Nous ne pouvons guère compter sur eux pour nous fournir la main-d'œuvre agricole dont nous pourrions avoir besoin; mais ils ne méprisent pas le travail, et nous avons vu qu'ils étaient les intermédiaires attitrés entre les populations productrices de l'intérieur et les factoreries de la côte. Les Sou-sous sont civilisés, car, du côté de la mer, ils ont subi l'influence des blancs, de même que sur le versant des montagnes ils ont cédé à l'ascendant des Foulas (2).

La religion musulmane est universellement répandue chez eux, mais elle ne fait pas de fanatiques, même parmi les plus fervents; nous n'avons donc jamais rencontré de résistance de leur part; il y a même certaines tribus, près des comptoirs européens, qui portent des médailles

1. Reclus. *Op. cit.*, p. 357.

2. Reclus. *Op. cit.*, p. 341.

et des scapulaires, et s'abstiennent de travailler le dimanche (1).

Si nous quittons le littoral pour nous diriger du côté du Fouta-Djallon et du Niger, nous retrouvons les Malinkès et les Djallonkés qui sont particulièrement nombreux dans le cercle de Farannah et contribueront certainement à son développement agricole. Ces anciennes populations, qui ont été absolument décimées et réduites en esclavage par Samory, avaient été déjà chassées du Fouta Djal'on par les Peulhs, race supérieure que nous avons trouvée aussi dans le Fouta sénégalais. A cette époque, en effet, les Peulhs, qui sont originaires du Macina, émigrèrent vers le Sud et vinrent se fixer sur les hauts plateaux du Fouta Djallon où ils trouvèrent un terrain propice pour y exercer leurs aptitudes pastorales.

Ces Peulhs ou Foulas sont aussi adroits tisserands, forgerons, cordonniers et tanneurs ; peu à peu, l'âpreté au gain a fait même, de certains d'entre eux, des commerçants habiles et intrépides. Malheureusement, à la différence des anciennes populations autochtones, ils sont fervents musulmans et ne donnent que difficilement prise à l'influence européenne. M. de Beeckmann (2) pense que, pour surmonter cette difficulté, il faut entretenir des relations constantes avec les chefs des pays protégés et exiger des administrateurs qu'ils soient constamment sur les routes, cherchant à obtenir par la douceur et la persuasion ce qu'on n'a jamais pu obtenir par la force.

1. Siegmund Israel : *Deutsche Rundschau für Geographie und Statistik*, (juni 1886).

2. Rapport de Beeckmann. *B. C. Afr. f.*, janvier 1892.

Il faut espérer qu'à la longue notre influence se fera sentir sur ces indigènes ; en tout cas, nous ne devons négliger aucune mesure dans ce but, car ils sont appelés à contribuer largement, par leur intelligence et leurs aptitudes naturelles, au développement économique de la plus belle région de notre Guinée française.

L'instruction publique.

En Guinée, nous ne trouvons pas, comme au Sénégal et au Soudan, des écoles fondées par la colonie et placées directement sous son autorité. Elle se borne, en effet, à accorder certaines subventions aux quelques écoles établies dans les postes de Benty, de Mellacorée, etc., et dirigées, pour la plupart, par des Pères du St-Esprit (1). En 1897, nous trouvons inscrite au budget local une somme de 10.800 fr., répartie ainsi qu'il suit :

Subvention à l'école des garçons de Konakry	2.000 fr.
— — filles —	2.000 fr.
— — professionnelle —	1.000 fr.
— — de Boffa —	2.000 fr.
1 instituteur à Konakry	1.200 fr.
3 instituteurs à 50 francs par mois l'un (Taboriah, Sobaneh, Bramaya).	1.800 fr.
Allocation pour service du culte.	500 fr.
Diverses dépenses de matériel.	300 fr.
	10.800 fr.

1. Petit. *Op. cit.*

L'Alliance française (organe destiné à propager la langue française, et dont nous avons déjà parlé à propos du Sénégal et du Soudan) encourage également ces diverses écoles ; néanmoins, il y a encore beaucoup à faire, car la langue la plus répandue sur la côte est actuellement l'anglais. C'est une situation que, dans l'intérêt de notre commerce, nous ne devons pas tolérer.

CHAPITRE IV

VOIES DE COMMUNICATION ET TRAVAUX PUBLICS.

L'avenir économique de notre colonie de la Guinée dépend absolument de l'existence de voies de communication capables d'amener à la côte les produits naturels de son sol et ceux qui, originaires des pays voisins, sont obligés de passer sur son territoire pour aboutir aux ports du littoral.

Demandons-nous, d'abord, s'il y existe des voies naturelles pouvant nous être de quelque utilité commerciale.

On sait que cette colonie portait autrefois le nom de « Rivières du Sud ». De ces rivières, le Rio Nunez est l'une des plus importantes pour le commerce : en effet, les grands fonds, de 5 à 6 mètres à marée basse, commencent à 60 kilomètres de la mer ; de ce point jusqu'à l'estuaire, les navires à forte calaison voguent sans danger, et l'entrée du fleuve n'est point obstruée par une barre, quoiqu'une île maintenant boisée, l'île du Sable, s'y soit formée pendant le courant du siècle. La profondeur du Rio Nunez, le long espace de navigation libre

qu'il offre aux bateaux à vapeur, la richesse agricole du bassin, et la proximité du Fouta-Djallon, semblaient désigner naguère cette rivière comme l'une des portes d'entrée de l'Afrique intérieure, et c'est de là, en effet, que M. Olivier de Sinderval proposait de faire partir un chemin de fer pour lequel il avait obtenu de l'almamy une concession gracieuse ; ce projet n'eut cependant aucune suite (1).

En dehors de la Mellacorée qui débouche au sud de la presqu'île de Konakry et qui, donnant accès à des régions explorées, a une certaine importance commerciale, les autres rivières du Sud ne semblent pas appelées à rendre les mêmes services, d'autant moins que beaucoup d'entre elles sont affligées d'une barre à leur embouchure.

Rappelons, cependant, que la région de la Mellacorée est découpée de marigots accessibles aux embarcations du commerce, ce qui facilite largement l'écoulement des produits du sol.

En somme, nous voyons que, si ces petits cours d'eau peuvent suffire à la rigueur au commerce de la région côtière, leur utilisation ne résoud nullement le grand problème des voies de communication nécessaires pour desservir le Fouta-Djallon et le Soudan méridional.

Or, du côté de l'Ouest, c'est-à-dire dans la région du Rio Nunez et du Rio Compony, si on fait abstraction de l'utilisation de la première de ces deux rivières, il n'existe aucune autre voie de pénétration. Le commerce de traite y est cependant assez important pour qu'au début de 1896, M. Cousturier, alors Gouverneur par intérim, décida, sur

1. Reclus, *Op. cit.* p. 330, 1.

la proposition de l'administrateur du Rio Nunez, la création, à Candiafara (Rio Compony), d'un poste dirigé par un commis des affaires indigènes.

Le courant commercial paraît, d'ailleurs, suffisamment établi de ce côté grâce aux caravanes d'indigènes, intermédiaires entre les producteurs et les traitants, et dont nous avons parlé plus haut. En tout cas, une voie ferrée n'y semble pas nécessaire, car nous n'avons pour le moment aucune concurrence fâcheuse à redouter de la part de la Guinée portugaise.

Nous ne pourrions en dire autant de notre voisin de l'Est, Sierra-Leone qui, ainsi que nous le verrons plus loin, est en train de compromettre les relations commerciales de la Guinée avec la région du Haut-Niger.

Il y a déjà un certain nombre d'années, le service local comprit quel avantage il y aurait pour notre colonie de la Guinée à attirer le commerce de l'or et du caoutchouc à Dubréka ; aussi, en 1891, décida-t-il la construction d'une route destinée à relier ce point à Timbo. Les travaux commencèrent aussitôt et furent arrêtés provisoirement à Demokoulima ; mais, l'année suivante, le commerce ayant été détourné au profit de Konakry, on résolut de faire de ce centre la tête de ligne de la route. En mai 1895, les travaux étaient achevés jusqu'au trente-troisième kilomètre de l'île Toumbo (1).

Sur ces entrefaites, par suite d'un remaniement administratif dont j'ai déjà parlé, la région de Farannah fut rattachée à la Guinée, ce qui décida M. Chautemps, mi-

1. *B. C. Afr. fr.* 1896. p. 272.

nistre des colonies, à entreprendre immédiatement le prolongement de la route jusqu'au Niger.

L'exécution en fut confiée à M. Oswald, et le tracé à M. Salesse ; on commença aussitôt les travaux (1895), mais le tronçon, qu'on parvint à construire pendant cette campagne, fut très défectueux par suite de l'absence de tracé (1), le manque de ressources locales et l'insuffisances des crédits. En effet, les dépenses de ces 28 kilomètres ont été imputées uniquement sur le budget local de la colonie ; mais il devint bientôt évident que les ressources, dont celle-ci disposait, étaient insuffisantes pour mener à bien cette entreprise d'intérêt général (2). Aussi le département des colonies crut-il devoir prendre la plus grande partie de ces dépenses à sa charge, et une somme de 100.000 francs fut inscrite, à cet effet, au budget général de 1896. En même temps, la colonie accordait une subvention annuelle de 30.000 francs pour la construction de la route, et une autre de 3.000 pour son entretien.

La campagne 1896 fut assez bien conduite et, si M. Oswald n'a pu pousser la voie, cette année-là, qu'au kilomètre 45, cela tient à ce qu'il fut obligé d'affecter la majeure partie des fonds à l'achat et au transport de l'outillage, des voies Decauville, etc. De plus, un dixième de ceux-ci avait servi à payer les frais de la mission d'étude ; M. Salesse, qui en avait été chargé, présentait, à la fin de cette même année, un rapport sur le tracé qu'il

1. En effet, le capitaine Salesse ne termina son tracé que dans le courant de 1896.

2. Rapport Siegfried sur le budget de 1897. Chapitre 43.

avait relevé jusqu'à Diamba, à moitié de la distance de Konakry au Niger.

Les travaux ont été activement poursuivis depuis cette époque, et, pendant la campagne 1897 menée par M. Leprince, garde d'artillerie de marine, on a atteint au mois de novembre le 74^e kilomètre, franchi le plateau de Tangbaïa qui formait un obstacle sérieux, et poussé l'avancement de la voie jusqu'au village de Kouria (1).

Le 15 du même mois, on a repris les travaux; actuellement, cette route est libre jusqu'à Kouria et est sillonnée de chevaux et de bicyclettes; on ne voit pas pourquoi on ne pourrait pas se servir aussi d'automobiles, d'autant plus qu'on ferait venir facilement le pétrole nécessaire, de la Côte d'Or anglaise ou même de notre colonie de la Côte d'Ivoire (2).

En somme, la route de Guinée est en bon état d'avancement. Au mois de juin 1898, elle était à quinze kilomètres de Friguiagbé, et on espérait arriver au 100^e kil. pendant la campagne 1898: ajoutons que M. Salesse, qui a déjà relevé la moitié du tracé, est reparti l'année dernière, avec une mission, pour achever la tâche qu'il a entreprise.

Malgré les difficultés considérables qu'on a dû vaincre, le prix du kilomètre, qui était de 7000 fr. en 1897, est tombé cette année à 5000 fr. et on espère encore le ré-

1. *B. C. Afr. fr.* 1898. p. 23.

2. On a, en effet, découvert récemment, près d'Assinie, des gisements de pétrole se prolongeant sur le territoire anglais. (M. Le-seur, à son cours).

duire : la dépense totale de cette voie, qui devra avoir 500 kilomètres, est, en effet, évaluée à 1.500.000 fr., ce qui mettrait le kilomètre à 3000 fr., y compris les ouvrages d'art (1). Néanmoins, il semble que la faiblesse des crédits alloués soit hors de proportion avec le but à atteindre.

Cette voie est destinée, en effet, à développer l'agriculture sur tout son parcours, et surtout à attirer vers les ports de Guinée tous les produits du Fouta-Djallon et du Soudan méridional ; le commerce, qui se ressent déjà de l'exploitation du court tronçon actuellement construit, prendra certainement un rapide essor avec l'achèvement complet de la route de Konakry au Niger.

Cette importance est même tellement considérable que, depuis longtemps, on pense que la route n'est pas un moyen de communication suffisant et qu'il faudrait établir une voie ferrée.

Ce fut en 1890 qu'on en conçut la première idée, et on chargea le capitaine Brosselard-Faidherbe des reconnaissances préliminaires ; la mission de cet officier prit pour point de départ Benty, ce qui aurait permis d'économiser quelques kilomètres de voie ferrée, suivit la rivière Koro, la rivière Kaba, et allait atteindre enfin la vallée du Mongo, dernière étape avant d'arriver au Niger, quand elle fut arrêtée par les Lieutenants de Samory. Peu après, les Anglais obtenaient que leur frontière remontât au 10^e parallèle, coupant ainsi le tracé Brosselard et rendant impossible son exécution.

1. Rapport Siegfried. *Op. cit.*

L'attention fut rappelée, en 1895, sur ce projet, par l'annonce que notre voisine, Sierra-Leone, allait construire un chemin de fer. On comprit immédiatement le péril, et notre administration centrale chargea le capitaine Salesse de procéder à une étude technique que cet officier avait terminée, en partie, au mois de novembre 1896.

Selon lui, il faut abandonner Benty, que le capitaine Brosselard indiquait comme point de départ, et faire de Konakry la tête de ligne du chemin de fer. Cet allongement semble absolument nécessaire pour arriver à un port sûr et à un centre où il se fait un commerce annuel d'environ 9 millions par une douzaine de maisons, presque toutes françaises (1).

M. Salesse croit, d'autre part, que, le Niger n'étant pas navigable en toute saison à Farannah, on serait obligé de prolonger la voie au delà de ce point jusqu'à un endroit, nommé Kardamania, qui se trouve à 30 kilomètres en amont de Kouroussa.

La longueur totale de ce chemin de fer aurait 550 kilomètres entre les deux points extrêmes (Konakry et Kardamania) que nous venons de signaler. Quant aux difficultés de construction, M. Salesse croit qu'on les exagère beaucoup; autrefois, les dévastations de Samory avaient évidemment ruiné le pays, ce qui rendait très difficiles le recrutement des travailleurs et le ravitaillement des chantiers; mais cet inconvénient a disparu aujourd'hui, et le pays se repeuple avec rapidité. Il reste cependant le plus grand des obstacles, celui qui résulte de la nature du ter-

1. Rapport Riotteau. Chapitre 42.

rain, tellement accidenté, en effet, que de nombreux ouvrages d'art seraient nécessaires pour y faire passer la voie ferrée. M. Salesse croit aussi qu'on s'est fait des illusions sur l'utilisation de la route existante ou en cours d'exécution pour l'établissement d'une voie ferrée Decaerville, qui serait d'une puissance de transport trop limitée (1).

Selon lui, il faudrait établir une voie ordinaire qui, ne pouvant adopter les courbes et les pentes d'une route carrossable, demanderait un nombre considérable de tunnels et de ponts, ce qui élèverait beaucoup le prix de revient du kilomètre ; M. de Trentinian ne l'estime pas à moins de 200.000 ou 300.000 fr., mais ce chiffre ne semble pas dénué de toute exagération.

En tout cas, la dépense serait toujours très forte et ne pourrait être couverte par des subventions annuelles fournies par l'Etat. Il s'agirait donc de faire appel aux capitaux français qui pourraient, semble-t-il, recevoir une ample rémunération dans cette entreprise ; néanmoins, ils sont ordinairement si timides qu'on peut craindre qu'ils ne répondent pas avec empressement à cet appel. D'autre part, la garantie d'intérêt a été trop vivement critiquée à propos des chemins de fer du Sénégal et de la Réunion pour qu'on puisse songer à en faire une nouvelle application.

Enfin, comment exploiterait-on cette voie ferrée ? La grosse difficulté réside dans le chauffage des chaudières ; nous avons vu, en effet, que la houille fait absolument défaut

1. Capitaine Salesse. Rapport cité.

dans tout le pays, et qu'elle coûterait trop cher si on voulait la faire venir de l'étranger. Il ne resterait donc plus qu'à utiliser les forces naturelles qui se rencontrent sur tout le tracé de la ligne projetée. M. Salesse (1) croit qu'on pourrait installer, en des endroits bien choisis, des usines de production électrique, qui, au nombre de trois, pourraient suffire pour 500 kilomètres ; les véhicules prendraient le courant dans un double trolley, et, le poids du train étant adhérent, on pourrait monter des rampes bien plus fortes (100 mm. p./m) ; il faudrait seulement faire la balance entre les dépenses très grandes que cette établissement entraînerait, et les économies qu'il permettrait de réaliser. Aussi M. Salesse propose-t-il également l'emploi de locomotives Compound à double et triple expansion, qui économiseraient un tiers du charbon, ainsi que celui de machines analogues aux machines russes et qui permettraient de brûler des résidus de pétrole. Il serait prématuré de prendre parti, dès à présent, entre ces diverses propositions ; nous croyons, néanmoins, que la vraie solution réside dans l'emploi de l'électricité.

Il y a une chose certaine, c'est que la construction de ce chemin de fer aurait des conséquences incalculables ; elle permettrait d'abord de ravitailler, par la Guinée, un certain nombre de postes du Soudan méridional ; mais cette voie aurait surtout une importance énorme au point de vue commercial, en attirant à elle tous les produits de la région du Haut-Niger et d'une partie de la Boucle du fleuve. M. de Trentinian n'est pas de cet avis et croit

1. Salesse. *Op. cit.*

que le développement commercial de toutes ces régions profitera au chemin de fer du Soudan qui aura le privilège d'être mis en exploitation le premier, et que celui de la Guinée ne pourra que très difficilement détourner le courant ; « Il convient de remarquer aussi, ajoute-t-il, « que, pendant trois ou quatre mois, il ne recevra lui « même aucune marchandise du Niger dont les eaux sont « basses de janvier à juin (1). »

J'avoue que ce dernier passage m'étonne particulièrement ; nous avons montré plus haut, en effet, que les eaux du Niger, même pendant la saison sèche, restent encore à un certain niveau et peuvent supporter des bateaux de faible tonnage ; en tout cas, même si, pendant un certain laps de temps, ce fleuve ne peut être utilisé, la ligne ferrée n'en conservera pas moins le trafic des riches contrées qu'elle traversera.

Il n'en est pas de même de la ligne Kayes-Bammakou dont le complément indispensable est le cours du fleuve Sénégal. Evidemment, les tarifs du chemin de fer de Guinée seront probablement plus élevés, mais remarquons aussi que la distance à parcourir sera moins grande pour arriver au littoral, et que, le nombre des transbordements étant diminué, le déchet, qui résulte fatalement de ces derniers, sera aussi beaucoup moins important : bref, les producteurs préféreront envoyer leurs marchandises par une voie qui, bien que plus coûteuse, offrira des conditions beaucoup plus grandes de sécurité.

Ce n'est pas, cependant, que nous prétendions diminuer en

1. Discours du 19 mai 1897.

rien l'importance du chemin de fer du Soudan ; mais il nous paraît évident que ces deux lignes auront des sphères d'attraction absolument distinctes, et sont aussi nécessaires l'une que l'autre : celle du Soudan attirera le commerce du Moyen-Niger, de Tombouctou et d'une partie de la Boucle. Celle de Guinée conservera pour elle tout le trafic du Fouta-Djallon, du Haut-Niger et de la région du Ouassoulou ; et il ne nous paraît pas du tout démontré que le courant commercial de toute cette contrée s'établira vers la ligne du Sénégal-Soudan pour ne plus s'en détourner, même lorsque le chemin de fer de Guinée sera construit.

En tout cas, si on pouvait encore douter de l'utilité de ce chemin de fer, il y a quelques mois, cela ne semble plus permis à l'heure actuelle : en effet, la voie de Sierra-Leone avance rapidement, et, dès le mois de janvier 1898, la locomotive a pu parcourir sans obstacle les 32 kilomètres qui séparent Free-Town de Waterloo. Le tracé est piqueté jusqu'à Songotown et il est, dès à présent, certain que la voie ferrée sera poussée au delà (1). On peut prévoir aussi que son achèvement sera effectué à bref délai, si on songe à la rapidité avec laquelle a été construit le premier tronçon.

Il est dès lors évident que la route carrossable n'est plus suffisante et que, si la ligne de Guinée n'est pas construite, tout le trafic, qu'elle pourrait si facilement attirer à elle, ne profitera nullement au chemin de fer du Soudan, mais à celui d'une colonie étrangère.

1. *B. C. Afr. fr.*, janvier 1898.

Nous avons vu plus haut que notre administration locale n'omettait aucune mesure, et que nos commerçants prodiguaient leurs efforts afin de lutter contre la concurrence de Sierra-Leone ; or, toute cette activité est fatalement destinée à rester stérile si nous n'entreprenons, à bref délai, la construction de la voie ferrée dont dépend, à notre avis, tout l'avenir économique de notre colonie.

Travaux publics. — Parmi les principaux travaux effectués récemment, citons ceux qui consistent à améliorer la jetée de Konakry : on a inscrit, à cet effet, au budget de 1897, une somme de 37000 fr. pour son prolongement en maçonnerie, de 16000 fr. pour son prolongement en bois, et de 10000 fr. pour les sondages. Une subvention de 10000 fr. a été accordée également pour la construction d'une école au Rio Nunez.

Enfin, une somme de 24000 fr. a été consacrée aux réparations et à l'entretien des rues, routes et bâtiments (1).

Nous avons déjà dit un mot du télégraphe de Guinée au Soudan ; les travaux de cette ligne, qui rejoint celle du Sénégal au Soudan, furent commencés en août 1896. Les habitants du pays nous fournirent la main d'œuvre nécessaire et s'offrirent même spontanément pour effectuer les plus gros débroussailllements ; en trois mois, ils avaient coupé tous les poteaux. En janvier 1897, on échelonnait du matériel sur tout le parcours, et la colonie inscrivait, à son budget, une somme de 15000 francs en vue de ces travaux. Enfin, il y a quelques mois, la ligne était ou-

1. Budget local de la Guinée pour 1897

verte, à la grande frayeur des indigènes qui se montrent fort incrédules à son égard. D'après des renseignements récents, il paraît qu'elle fonctionne parfaitement (1).

Ainsi, nous ne sommes plus dans la dépendance de Sierra-Leone dont nous étions obligés de subir les tarifs exagérés ; maintenant, les dépêches partent directement pour Saint-Louis et de là gagnent l'Europe par le câble franco-espagnol.

Dans les premiers mois cependant, on éprouva quelques mécomptes par suite des pluies et orages, et de la détérioration des poteaux de bois, rongés par les termites ; aussi le gouvernement décida-t-il que, pour le moment, cette ligne ne servirait qu'au trafic de la colonie à laquelle elle fait réaliser une économie sérieuse puisque le mot ne coûte plus jusqu'à Saint-Louis que 0 fr. 30 au lieu de 3 fr. 10 ; pour la France, il ne coûte plus que 1 franc. Il est certain que, prochainement, nos autres colonies pourront s'affranchir, en partie, de la dépendance dans laquelle elles se trouvent, à cet égard, vis-à-vis de l'étranger, et adopter la ligne télégraphique nouvelle qui leur permettra de réaliser une économie de plus de 3 fr. par mot.

Ajoutons, en terminant, que Timbo est déjà reliée à la ligne Konakry-Faranna par un embranchement partant de Bambaïa, et que, tout récemment, vient d'être ouverte au public une ligne reliant Konakry, Dubréka, Bassa et

1. Journal « *Le Temps* », 25 décembre 1897.

Boké. Prochainement, un bureau sera ouvert à Boké sur le Rio-Pongo.

Il paraît même que l'intention du Gouvernement général de l'Afrique occidentale, d'accord avec le Gouverneur de Guinée, est de relier cette ligne, par N' Dama, à celle de la Casamance (1).

D'autres lignes viendront sans doute tôt ou tard, pour la plus grande commodité de nos relations et pour le plus grand profit de notre influence, compléter le réseau télégraphique de la Guinée.

En 1897, tant pour les constructions neuves et travaux d'utilité publique que pour les réparations et l'entretien des bâtiments déjà existants, la colonie a dépensé une somme de 180.158 fr.

1. *La Quinzaine Coloniale*, 25 juin 1898, p. 372.

CHAPITRE V

LE RÉGIME DOUANIER DE LA GUINÉE FRANÇAISE.

Comme le Sénégal, la Guinée française fait partie du groupe des colonies pour lesquelles la Loi du 11 janvier 1892 ne consacre pas le principe de l'assimilation douanière. Donc, toutes les dispositions concernant les produits sénégalais, à leur entrée en France, s'appliquent aussi à ceux qui sont originaires de la Guinée. Signalons, en outre, le décret du 30 juin 1892 qui n'assujettit le café pénétrant en France qu'à la moitié des droits du tarif métropolitain. Chaque année, des décrets déterminent, d'après les statistiques officielles fournies par les gouverneurs, les quantités auxquelles s'appliquera ce régime de faveur.

Ce même Décret de 1892 exempte totalement les huiles de palme, de touloucouna, d'illipé, de palmiste, ainsi que les bois à construire, ou d'ébénisterie, et les bois odorants. Il édicte seulement diverses conditions, à savoir l'importation en droiture de ces produits ainsi que la production d'un certificat d'origine, délivré par les autorités locales ; ces dernières dispositions sont absolument justifiées, et nous verrons plus loin qu'elles ont heu-

sement complété celles du Décret du 27 mai de la même année.

Enfin, le Décret du 22 août 1896 exempte de tous droits à leur entrée en France les bananes originaires de la Guinée française, moyennant les mêmes conditions que nous venons de voir figurer dans le décret de 1892.

Les droits de douane sont établis en Guinée, ainsi qu'au Sénégal, par décrets en Conseil d'Etat; mais, ici, nous nous trouvons en présence d'un régime tout spécial qui tient aux différents remaniements administratifs auxquels a été sujette cette partie de notre domaine colonial. Nous avons vu, plus haut, en effet, que c'est seulement le décret du 1^{er} août 1889 qui a commencé à rendre autonome la Guinée, rattachée auparavant au Sénégal : ils'ensuit que tous les droits de douane, qui ont été établis au Sénégal avant cette date, existent à l'heure actuelle en Guinée, s'ils n'ont pas été abrogés par quelque acte postérieur.

C'est ainsi que nous y trouvons toujours en vigueur le décret du 19 février 1868, texte fondamental en ce qui concerne l'établissement des droits de sortie : d'après l'article 1^{er} (dont nous avons déjà parlé), « les produits
« exportés des dépendances de Gorée, comprenant la
« côte située entre le cap Vert et la pointe Sangomar, et
« les rivières du Saloum, de la Casamance, du Rio Pongo
« et de la Mellacorée, sont soumis à une taxe dont le
« maximum est fixé à 4 0/0 de la valeur ». On voit que cet article vise tout le littoral de Guinée.

Le décret du 12 octobre 1888 a élevé ce droit de 4 à 5 0/0, pour des raisons que nous avons déjà exposées.

Ajoutons qu'en exécution de l'article 2 du décret du

19 février 1868 (1), des arrêtés locaux du 1^{er} mai 1893 et du 6 décembre 1895 sont venus exempter de droits de sortie les cafés, cacaos, bananes, provenant des plantations de la colonie. De même, un arrêté local du 19 février 1894 ne soumet les arachides qu'à un droit de 2 0/0.

Il est inutile de faire remarquer que ces dernières mesures ont été prises dans un but économique et auront pour effet, espérons-le, d'encourager la production des diverses denrées qu'elles concernent.

Il nous reste maintenant à insister, à propos de ces droits de sortie, sur l'arrangement commercial du 21 janvier 1895, dont nous avons déjà parlé plus haut, et d'après lequel les deux gouvernements français et anglais prennent l'engagement réciproque « de ne pas établir
« sur la frontière terrestre, soit à l'entrée, soit à la sor-
« tie, de droits supérieurs à ceux qui seront perçus à la
« frontière maritime, soit de Sierra-Leone, soit de la
« Guinée française. Les droits de sortie n'excéderont
« jamais 7 0/0 de la valeur calculée d'après les mercu-
« riales de chaque colonie (art. 3) ».

Il est facile de remarquer que ces dispositions sont entièrement tournées contre nous. Notre rivale, voulant détourner à son profit le courant commercial de l'arrière pays de la Guinée, a obtenu de nous que les marchandises ne soient pas assujetties, à la sortie de notre frontière terrestre, à des droits supérieurs à ceux de la fron-

1. Art. 2. « Cette taxe pourra être diminuée ou supprimée par arrêté du Gouverneur rendu en Conseil d'administration ».

tière maritime, pour que les caravanes n'aient aucun avantage à les transporter aux ports de Guinée plutôt que dans ceux de Sierra-Leone. Les Anglais ont même été jusqu'à exiger, par l'article 4, que, « pour la perception « des taxes, à l'entrée et à la sortie, des postes soient « établis en des points déterminés de la frontière, de « manière à ne pas détourner les caravanes des routes « qu'elles désireraient suivre pour pénétrer de la colonie de Sierra-Leone dans les colonies françaises, ou « inversement ».

En somme, cet arrangement commercial, par lequel nous nous sommes en quelque sorte lié les mains, est franchement préjudiciable à nos intérêts. Nous avons, il est vrai, tourné en partie la difficulté, grâce à l'ingénieuse combinaison que nous avons déjà mentionnée et qui consiste à assujettir à un double droit de sortie les marchandises expédiées du Soudan à Sierra-Leone; mais cette mesure ne semble pas suffisante, car beaucoup des produits des riches régions du Fouta-Djallon et de Faranna trouvent encore un écoulement trop facile dans les ports de la colonie anglaise; le vrai remède résidera, ainsi que je l'ai exposé plus haut, dans la construction d'une voie ferrée.

Avant une époque toute récente, il n'y avait pas, en Guinée, de droits d'entrée proprement dits; ou, du moins, ceux qui y existaient alors n'avaient été établis que comme surcroît de précaution pour ne pas favoriser l'importation en France des produits coloniaux étrangers.

Nous avons vu plus haut, en effet, que les cafés et autres produits, originaires des colonies françaises, profi-

tent, à leur entrée en France, les uns d'une détaxe, les autres d'une exemption; or, il serait arrivé fatalement, si on n'y avait pris garde, que les produits similaires de l'étranger auraient transité par la Guinée pour profiter du régime de faveur et seraient venus concurrencer nos produits coloniaux sur nos marchés métropolitains. Les certificats d'origine ont paru, à juste titre, une mesure tout à fait insuffisante, et le Gouvernement, s'appuyant sur l'article 3 de la loi du 7 mai 1881, rendit, le 27 mai 1892, un Décret en vertu duquel ces produits sont assujettis, à l'entrée en Guinée, à une taxe équivalant, ou bien à la modération des droits métropolitains, ou bien au droit du tarif métropolitain.

C'est ainsi que les bois d'ébénisterie et odorants, ainsi que les huiles de palme, de touloucouna, etc., sont assujettis, à leur entrée en Guinée, à une taxe équivalant aux anciens droits du tarif métropolitain.

Quant au café, il paie la moitié du droit du tarif métropolitain, soit 78 fr. par 100 kilos. Enfin, un décret récent du 21 juillet 1896 assujettit les colas à un droit de 125 fr. les 100 kilos.

Toutes ces mesures déjouent les combinaisons de Sierra-Leone qui n'aurait pas manqué d'opérer la manœuvre que nous indiquions plus haut, afin de bénéficier de la réduction consentie sur nos droits métropolitains.

Mais nous ne devons pas nous en tenir là, car notre colonie restait toujours infiniment trop ouverte aux produits d'origine étrangère et surtout à ceux de provenance indirecte. Le chiffre élevé de l'importation étrangère le prouve, d'ailleurs, suffisamment.

Or, l'article 3 de l'arrangement commercial du 21 janvier 1895, bien qu'il stipulât qu'on ne pourrait pas établir, sur la frontière terrestre, des droits d'entrée supérieurs à ceux de la frontière maritime, ne limitait nullement le taux de ces derniers.

Ce fut ce que l'on comprit en haut lieu, et, conformément à un Avis du ministre du Commerce, du 23 novembre 1896, était rendu, le 4 avril 1897, un décret portant établissement d'une taxe spéciale sur certaines marchandises de provenance indirecte importées en Guinée française.

Article 1^{er}. — Les produits et marchandises importés à la Guinée française, des pays étrangers, et qui ne seraient pas originaires de ces pays, seront soumis aux taxes spécifiées ci-après :

Tissus de toute nature, vêtements confectionnés, etc.,
23 francs les 100 kilogrammes net ;

Tabac fabriqué en feuilles, 10 fr. les 100 kilogr. brut ;

Poudre de traite et autres, 20 fr. les 100 kilogr. brut ;

Autres marchandises, 3 fr. 60 les 100 kilogr. brut ;

Nous sommes là en présence de droits vraiment protecteurs, dirigés contre le commerce de Sierra-Leone qui recevait une quantité énorme de marchandises anglaises pour les écouler plus facilement dans notre colonie. Il y lieu d'espérer que ces nouveaux droits réduiront l'importation étrangère, tout en favorisant celle des produits français.

Les droits à l'exportation étaient prévus, dans le budget de 1897, pour une somme de 400.000 fr., et les droits à l'importation pour une autre de 5.000 fr. ; ce dernier chiffre

ne signifie plus rien, il est vrai, depuis le Décret du 4 avril 1897. En dehors de ces recettes, signalons celles qui proviennent des taxes de consommation sur les liquides, les tabacs et le sel (230.000 fr.), des droits de navigation et diverses taxes accessoires (12.000), ce qui faisait, y compris les amendes de douane (3.000 fr.), un total de 650.000 fr. de recettes douanières prévues au budget local de 1897 (1).

Nous pouvons conclure en faisant remarquer que, si en Guinée on a déjà édicté certaines mesures douanières opportunes, il reste encore beaucoup à faire. En effet, nous avons vu plus haut à quel point la limitation, apportée par l'arrangement commercial du 21 janvier 1895 à l'établissement de nouveaux droits de sortie, nous était funeste ; le seul remède à cette situation eût été de diminuer le droit de 7 0/0 à la frontière maritime, tout en le laissant subsister à la frontière terrestre ; mais, pouvait-on opérer cette modification sans rompre absolument l'équilibre du budget local ? Nous avons vu que l'on s'était incliné devant ces considérations et qu'on avait cherché le remède d'un autre côté.

Il est certain, d'autre part, que l'Etat, moyennant une grande prudence, et à condition d'opérer seulement par étapes successives, doit venir en aide aux efforts de l'administration et des commerçants de la Guinée française, pour les seconder, grâce au jeu des tarifs de douane, contre la concurrence étrangère.

Pour peu que nous fassions preuve d'une certaine cir-

1. *Budget local de l'exercice 1897*. Konakry, 1897.

conspection destinée à éviter les inconvénients que j'ai signalés plus haut à propos du régime douanier du Sénégal, il est probable que de nouveaux tarifs différentiels, établis sur les marchandises étrangères importées à la Guinée française, produiraient les meilleurs résultats.

Vu par le président de la thèse

PAUL LESEUR

Vu par le doyen

GARSONNET

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

GRÉARD

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin du Comité de l'Afrique française.

Revue Coloniale.

La Quinzaine Coloniale.

Bulletin de la Société de Géographie commerciale.

L'Economiste Français.

Revue d'Economie politique.

Le Monde Economique.

La Réforme économique.

Cours de Législation et économie coloniales, de M. Leseur,
1896-1897.

Cours de M. Cauwès. Le commerce International, 1896-1897.

LAGRILLIÈRE-BEAUCLERC. — Mission au Sénégal et au Soudan,
1898.

ELISÉE RECLUS. — Nouvelle Géographie Universelle. Tome
XII.

PETIT. — Organisation des Colonies, 1895, 2 vol.

LIEUT.-COLONEL GALLIENI. — Deux Campagnes au Soudan Fran-
çais, 1891.

Annuaire du Sénégal, (année 1897).

ANNE RAFFENEL. — Nouveau voyage au pays des Nègres.

LABARTHE. — Voyage au Sénégal.

BÉRENGER FERAUD. — Les peuplades de la Sénégalie.

PICARD. — Le Sénégal ; Etude intime.

CESAR ROUX. — Notes manuscrites.

PIERRET. — Essai sur la Propriété foncière indigène au Sénégal. St-Louis, 1895.

Instructions à l'usage des commandants de région et de cercle.
Colonel de Trentinian.

Esclavage, Islamisme et Christianisme. Capitaine Binger,
1891.

Budget local du Sénégal pour l'exercice 1898.

— de la Guinée — 1897.

Bulletin Officiel administratif de la Guinée Française.

Journal Officiel de la République Française.

Journal Officiel de l'Afrique occidentale française.

Journaux : *Des Débats, Le Temps, Le Soleil.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION. — <i>Notions historiques.</i>	7

PREMIÈRE PARTIE. — *Le Sénégal.*

CHAPITRE 1 ^{er} . — Le climat. Commerce et agriculture. Procédés d'exploitation	39
CHAPITRE 2. — Richesses minérales et législation minière. In- dustrie	76
CHAPITRE 3. — Le régime des terres. Les concessions	86
CHAPITRE 4. — La main-d'œuvre au Sénégal; nos modes d'ac- tion sur les Indigènes ; influence politique et morale. . . .	102
CHAPITRE 5. — Voies de communication. Travaux publics. Progrès à réaliser.	117
CHAPITRE 6. — Le régime douanier du Sénégal	134
CHAPITRE 7. — La banque du Sénégal	146

DEUXIÈME PARTIE. — *Le Soudan Français.*

CHAPITRE 1 ^{er} . — Le Soudan devant l'opinion. Le climat. Ave- nir de l'exploitation agricole	151
CHAPITRE 2. — Le commerce du Soudan ; son avenir. Voies et centres commerciaux, Factoreries et produits de traite. Sta- tistique	176
CHAPITRE 3. — Les richesses minérales. L'Industrie.	196
CHAPITRE 4. — Les concessions au Soudan.	202

	Pages.
CHAPITRE 5. — La main-d'œuvre; notre politique à l'égard des populations. L'instruction des Indigènes	210
CHAPITRE 6. — Voies de communication et travaux publics.	224
CHAPITRE 7. — Les douanes au Soudan.	240

TROISIÈME PARTIE. — *La Guinée Française.*

CHAPITRE 1 ^{er} . — L'exploitation économique. Commerce et agriculture. Richesses minérales. Industrie.	247
CHAPITRE 2. — Les concessions en Guinée.	260
CHAPITRE 3. — Les populations de la Guinée. Ressources de main-d'œuvre. Instruction publique.	268
CHAPITRE 4. — Voies de communication et travaux publics.	273
CHAPITRE 5. — Le régime douanier de la Guinée française.	287

H. JOUVE, imp. des Ecoles. 15, rue Racine, Paris.
